
HONI SOIT QUI MAL Y PENSE



HISTOIRE

DE BOLIVAR.

TOME I.

IMPRIMERIE DE AUGUSTE AUFFRAY,
PASSAGE DU CAIRE, N° 54.

HISTOIRE

DE BOLIVAR,

PAR

LE GÉNÉRAL DUCOUDRAY HOLSTEIN;

CONTINUÉE JUSQU'A SA MORT

PAR ALPHONSE VIOLLET.

Tome premier.

PARIS.

ALPHONSE LEVAVASSEUR, LIBRAIRE,

AU PALAIS-ROYAL.

1831.

AVERTISSEMENT

DE L'ÉDITEUR.

C'est à Londres que le général Ducoudray-Holstein publia d'abord sous le titre de Mémoires, son *Histoire de Bolivar*. Le succès de cet ouvrage s'explique par l'intérêt même du sujet et par la position toute particulière de l'auteur, témoin oculaire et presque toujours acteur lui-même dans les événemens qu'il raconte.

L'Introduction générale qui précède le récit des faits prouve suffisamment que le général Ducoudray-Holstein possède toutes les connaissances spé-

ciales si nécessaires à l'historien : géographie, statistique, économie politique, éducation, mœurs, coutumes, législation, agriculture, commerce, industrie, etc.; il a tout étudié, tout approfondi, et ses aperçus, souvent aussi neufs que justes, attestent un rare talent d'observation.

Il a compris que pour juger avec plus d'impartialité les révolutions de l'Amérique espagnole, il était important de connaître aussi la mère-patrie, et l'on voit à la manière dont il apprécie les rapports de la vieille Espagne avec ses colonies, que cette étude préliminaire n'a pas manqué à ses travaux.

Obligé de se mettre lui-même en scène dans son récit, l'AUTEUR de l'*Histoire de Bolivar* entre dans une foule de

détails, qui donnent à son témoignage une autorité irrécusable.

Les chefs colombiens et les officiers étrangers qui viennent offrir le service de leur épée à la cause des Amériques sont tous ses collègues, ses camarades, ses amis. Il combat avec eux sur le champ de bataille, ou les retrouve dans les conseils avec les chefs politiques. Ses relations avec ceux-ci ne sont ni moins fréquentes ni moins particulières. Son dévoûment à la cause nationale, son caractère honorable et franc, lui obtiennent la confiance de tous; c'est de leur bouche, dans les entretiens particuliers du bivouac, qu'il apprend d'eux les événemens de leur vie, et tout ce qui complète la partie officielle ou publique de l'*Histoire de Bolivar*.

Voilà ce qui a mis le général Ducoudray à même de nous donner des portraits si ressemblans, si pleins de vie : c'est grâce à lui que nous apprenons ce que furent Pias, Ribas, Zea, etc. Ce que sont, ce que peuvent devenir encore Paez, Montilla et d'autres, dont les noms ont retenti en Europe.

C'est principalement sur Bolivar que la situation de M. Ducoudray-Holstein auprès du Libérateur lui a donné le moyen de révéler une foule de faits qui font de son livre la biographie ou plutôt les mémoires de ce personnage célèbre, en même temps que l'histoire politique et militaire de la Colombie.

Mais c'est ici que les lecteurs seront surpris peut-être que le général Ducoudray-Holstein ne peigne pas tou-

jours sous des couleurs favorables ce grand homme que l'Europe libérale avait déjà placé de son vivant à côté de Washington. L'auteur expose lui-même avec franchise les motifs de sa sévérité. Des renseignemens qui nous ont été transmis depuis la mort de Bolivar nous ont permis de modifier quelques-uns de ces jugemens, qui nous paraissaient empreints de partialité; mais en respectant plus souvent encore cette partialité même, afin de conserver à l'*Histoire de Bolivar* cette forme de mémoires qui en fait le principal mérite, et que le goût public préfère aujourd'hui à une froide impartialité.

INTRODUCTION

DE L'AUTEUR.

Division géographique des pays qui se trouvent maintenant contenus dans les limites de la Colombie. — De leur ancien gouvernement. — Révolution de 1810 continuée jusqu'à ce jour. — Etendue du territoire. — Nombre des habitans. — Dette et revenus. — Fortifications. — Ports de mer. — Administration judiciaire. — Forme de gouvernement. — Esclavage. — Indiens. — Écoles, colléges, universités. — Routes, rivières, mines. — Maladies, cimetières. — Hospices et mendians. — Clergé. — Pouvoir exécutif. — Officiers départementaux. — Des obstacles qui s'élèvent contre l'établissement d'un gouvernement libre et régulier, et des causes qui s'opposent au développement de la civilisation et de l'industrie dans la Colombie. — Éducation des Colombiens. — Leur vanité, leur ambition, leur mépris pour le commerce et les arts mécaniques. — Des diverses classes de la société. — Du rang. — Mariages, intrigues, débauches. — Parallèle entre les femmes de Bogota et celles de Caracas et de Carthagena. — Maisons, ameublement. — Luxe et extravagances. — Superstition. — Influence des prêtres. — Habitudes et traits caractéristiques. — Llaneros. — Leur équipement. — Paez, Zaraza. — Des Margueritains. — Cérémonies religieuses.

Les Espagnols ont donné le nom de *Costa* ou *Tierra Firma* à ces provinces qui forment aujourd'hui le territoire de la république de

la Colombie. Par *Tierra Firma del Oriente*, on désignait la capitainerie-générale de Venezuela. Par *Tierra Firma del Occidente*, on entendait la vice-royauté de la Nouvelle Grenade. Sous le nom de *Tierra Firma* étaient comprises les provinces de Veragua, dans l'Amérique du Nord, et de Panama et de Darien dans l'isthme.

Venezuela était gouverné, au nom du roi d'Espagne, par un capitaine-général, qui présidait la *Real audiencia* ou grand conseil, où s'appelaient toutes les affaires civiles. Cet officier était investi de grands pouvoirs, et n'était responsable qu'envers le roi. Il jugeait en dernier ressort toutes les affaires législatives, judiciaires et militaires. Les ecclésiastiques avaient un tribunal particulier, entièrement composé d'ecclésiastiques, dont l'archevêque de Caracas était président. L'autorité de ce tribunal était tout-à-fait indépendante de celle du capitaine-général.

Le temps que ce grand officier restait en place embrassait une période de quatre à six ans. Très peu de ces gouverneurs revenaient pauvres en Espagne.

La capitainerie-générale de Venezuela se divisait en huit provinces; et, en 1809, elle se composait de Cumana, Barcelona, Caracas, Barinas, Maracaybo, Coro, Guayana et l'île de Margarita.

L'ancienne vice-royauté de la Nouvelle Grenade était gouvernée par un vice-roi qui présidait le grand conseil, et n'était responsable qu'envers le roi.

La Nouvelle Grenade, en 1809, était divisée en trois grands conseils et vingt-deux provinces.

Sous le nom de *grand conseil de Panama* étaient comprises les provinces de Veragua et de Panama.

Le grand conseil de Santa Fe de Bogota[1] se composait des provinces de Coro, Sinu, Carthagena, Santa Martha, Mariquita, Santa Fe, Antioquia, Neyva, Popayan, Pamplona, Tunja et Socorro.

[1] Outre cette *Santa Fe de Bogota*, ville archiépiscopale et capitale du nouveau royaume de Grenade, on compte encore Santa Fe, petite ville du même royaume, et Santa Fe de Granada, ville épiscopale du Nouveau-Mexique.

(*N. d. T.*)

Sous le grand conseil de Quito se trouvaient les provinces de Quito, Quijos, Maynas, Atacames, Guayaquil, Cuença, Loja, et Jaen de Bracamoros.

Venezuela et la Nouvelle Grenade n'entretiennent entre elles aucune espèce de relations. Un voyageur qui désirerait passer d'un de ces États dans l'autre serait soumis à ces importunes et humiliantes formalités auxquelles est assujéti tout étranger à son entrée en Espagne. Les deux pays ne diffèrent pas seulement entre eux par les lois et le gouvernement; le caractère, l'habillement, les mœurs et les coutumes des habitans ne présentent pas des contrastes moins frappans.

Il est si peu de personnes qui ne connaissent le système colonial espagnol, que nous regardons comme inutile d'en parler ici; toutefois, nous ne croyons pas devoir montrer la même réserve à l'égard de la *compagnie philippine*, à cause de la raison contraire. Cette compagnie se composait de marchands et de capitalistes de la Biscaye en Espagne, qui achetaient du roi le privilége d'importer et d'exporter des marchandises et des denrées

de toute espèce, et d'en fixer le prix. Sur le continent de l'Amérique méridionale, ni le capitaine-général, ni le vice-roi ne pouvaient rien changer au prix fixé par la compagnie. La peine capitale était prononcée contre tous ceux qui trafiquaient avec les habitans sans être autorisés par elle. Les indigènes étaient obligés de respecter ces priviléges exorbitans. Ce n'est pas tout : la compagnie avait des vaisseaux armés, appelés *guarda costas*, lesquels étaient employés à prévenir toute relation d'affaires entre les individus qui n'étaient pas autorisés par la compagnie. Le profit net des sociétaires était d'environ trois cents pour cent. Ce mode seul de commerce doit montrer à quel pitoyable état était réduite l'industrie des habitans de la Colombie.

Nous allons maintenant signaler, à partir du 9 avril 1810, les principales révolutions et les changemens de gouvernement qui eurent lieu quand Venezuela et la Nouvelle Grenade, régis par la même autorité, ne formèrent plus qu'un seul État.

Le gouvernement espagnol fut changé dans le Venezuela par une révolution qui éclata

à Caracas, le 19 avril, 1810, quand le capitaine-général Emparan et les membres du grand conseil furent arrêtés, et qu'une junte provisoire fut formée sous le nom de *junte établie* pour la conservation des droits de sa majesté le roi Ferdinand VII.

Le 2 mars 1811, le congrès de Venezuela, ouvrit sa session à Caracas. Elle se composait des députés des provinces suivantes : Margarita, Caracas, Merida, Cumana, Barcelona, Barinas et Truxillo. Par un acte du 5 juillet 1811, le congrès déclara libre et indépendante la république de Venezuela. Le 21 décembre de la même année, il sanctionna une constitution qui liait les provinces entre elles par un acte fédéral semblable à celui des États-Unis d'Amérique. Mais ces diverses provinces n'étaient pas seulement inquiétées par les Espagnols au dehors, elles étaient encore déchirées par des factions au dedans; d'ailleurs, elles subvenaient difficilement aux frais de la guerre; toutefois, la seule ville de Caracas suffit presque, par ses ressources immenses, à maintenir le nouvel ordre de choses. Le congrès était dans une situation

prospère, quand un tremblement de terre épouvantable, la perte de Porto Cabello et la capitulation de Vittoria anéantirent et le congrès et la république de Venezuela (juillet 1812). Le pays fut alors livré à la plus affreuse anarchie.

Le 14 août 1813, le général Simon Bolivar entra en triomphe dans la ville de Caracas, et prit le titre de *dictateur-libérateur de l'ouest de Venezuela*, et établit un gouvernement militaire absolu. Il ne fit en cela qu'imiter le général San Iago Marinno, qui s'était fait reconnaître dans les provinces de Cumana, Barcelona, etc., *dictateur-libérateur des provinces orientales de Caracas*.

Le 17 juillet 1814, les Espagnols rentrèrent dans la ville de Caracas. Par suite de la bataille de La Puerta, où les deux dictateurs furent défaits par Boves, les Espagnols reprirent possession des provinces que les deux dictateurs et leurs troupes avaient évacuées. Dans la nuit du 24 au 25 août, les dictateurs s'embarquèrent à Cumana.

Le 5 mai 1816, Simon Bolivar rentra avec un corps de troupes sur le territoire de

Venezuela (l'île de Margarita) et prit le titre de *chef suprême, capitaine-général des forces de Venezuela et de la Nouvelle Grenade, etc.*

Le 6 juillet, il abandonna le Venezuela, et s'embarqua à Ocumare pour l'île hollandaise de Buenos-Ayres.

Le 31 décembre 1816, le général Bolivar débarqua de nouveau à Barcelona, et reprit le titre de *chef suprême, libérateur de la république de Venezuela, capitaine-général, etc. etc.* Il dut son rappel à l'influence toute-puissante de Louis Brion, qui ne provoqua cette mesure qu'après avoir fait promettre solennellement à Bolivar d'assembler un congrès à Barcelona. Cependant, le libérateur ne se contenta pas de manquer à sa parole, il persécuta encore les membres du congrès de Cariaco, en mai 1817.

En 1818, les défaites successives des patriotes sous les ordres de Bolivar, les mécontentemens que lui témoignèrent les habitans d'Angostura, et les représentations énergiques de Brion, de Zea, de Manuel, de Torres, des docteurs Roscio et Carli, furent des consi-

dérations assez fortes aux yeux du chef suprême pour le décider enfin à assembler un congrès dans la ville d'Angostura, sous la dénomination de congrès de la république de Venezuela. Bolivar fut alors élu président de la république; nous verrons, dans son lieu, en quoi consistait ce pouvoir.

Pendant ce temps-là, la Nouvelle Grenade était agitée. Une junte s'établit à Bogota [1], le 20 juillet 1819, dont le vice-roi était président. Peu après, la même junte déposa son président, après l'avoir arrêté, et exila la plupart des membres du grand conseil, à l'imitation de la junte de Caracas qui avait eu recours aux mêmes mesures, le 9 avril 1819.

La junte, dans son manifeste, déclarait qu'elle ne reconnaissait plus l'autorité de la régence espagnole, et elle invita les vingt-deux provinces à envoyer leurs députés à Bogota, afin de fixer, dans une assemblée géné-

[1] Ce fut à partir de cette année 1819 que cette ville changea son nom de Santa Fe de Bogota en celui de Bogota ; la province s'appelait alors *Cundinamarca*.

rale, la forme de ce nouveau gouvernement; mais cet état de choses, ajoutait-elle, ne devait durer que *pendant la captivité de son adoré roi Ferdinand VII*.

Les députés des provinces de Tunja, Pamplona, Neyva, Carthagena et Antiochia, s'assemblèrent dans la ville de Bogota, où ils conclurent, le 27 novembre 1811, un traité fédéral en soixante-huit articles, par lequel le congrès réunissait les pouvoirs législatif et exécutif. Mais les habitans de Cundinamarca désapprouvèrent ces articles d'union, et convoquèrent une assemblée générale des députés des vingt-deux provinces, parmi lesquels on choisit ceux qui ne s'étaient pas rendus à Bogota. Cette assemblée prit le nom de *El Collegio electoral constituente*. Elle proposa un projet de constitution, qui fut approuvé dans l'assemblée générale, le 17 avril 1812. Ce projet, en douze grands articles, traitait d'un gouvernement monarchique tempéré.

Francisco Marinno, président de la junte dans la province de Cundinamarca, se révolta contre le congrès. Ce corps politique

était si loin de croire que l'opinion des citoyens de Bogota fût en leur faveur, qu'il résolut tout à coup de quitter cette capitale, et d'établir le siége du gouvernement dans la petite ville de Tunja. Ce changement donna lieu à une guerre civile qui éclata entre les chefs du congrès et les partisans de Marinno, en 1812.

Après beaucoup de sang répandu des deux côtés, le congrès de Tunja décréta, le 10 septembre 1814, qu'on établirait un pouvoir exécutif, composé de trois membres, qui prendrait le titre de *Conseil exécutif*.

En novembre 1814, le général Bolivar arriva à Tunja, fut promu au grade de capitaine-général de Venezuela et de la Nouvelle Grenade, et fut chargé de mettre un terme à ces troubles par la force des armes. Il marcha à la tête d'une forte division contre Bogota, qu'il soumit sans effusion de sang, la ville n'ayant pas de fortifications et n'étant défendue que par un corps de troupes peu nombreux.

Le congrès revint de nouveau à Bogota, mais il fut bientôt après obligé de se dis-

soudre et de s'enfuir, parce que le général Bolivar, lui-même, alla mettre le siége devant Carthagena, au commencement 1815. Ce siége fut cause qu'il perdit son armée, le congrès, la forteresse de Carthagena, et l'indépendance de la Nouvelle Grenade.

A partir de cette époque, les provinces de la Nouvelle Grenade demeurèrent en proie à l'anarchie, chaque chef militaire gouvernant, suivant son caprice, le pays occupé par ses troupes. Quand le général Bolivar reconquit la Nouvelle Grenade en 1819, il forma à Bogota un gouvernement provisoire qui différait peu de la dictature qu'il avait établie à Venezuela dans les années 1813 et 1814.

Après toutes ces révolutions, la Nouvelle Grenade et Venezuela furent enfin réunies sous un seul gouvernement par un décret du congrès d'Angostura, sous le titre de *Loi fondamentale*, en date du 11 décembre 1819, *ville de Saint-Thomas d'Angostura*, dans la province de Guayana. Ce nouveau gouvernement s'intitula *République de Colombie.* La loi fondamentale était un traité d'union provisoire et illimité entre les habitans de la

Nouvelle Grenade et de Venezuela. Il fut sanctionné par le congrès général convoqué dans la ville del Rosario de Cucuta, le 12 juillet 1820.

Le gouvernement de la Colombie fut déclaré gouvernement central, et non fédéral. Dans les débats qui s'élevèrent à ce sujet, les députés de Venezuela se déclarèrent pour le premier; ceux de la Nouvelle Grenade se montrèrent au contraire partisans de l'union fédérale. La première opinion était celle du général Bolivar, qui, dans ses conversations particulières aux Cayes, à Barcelona et à Angostura, disait à ses amis, qu'un gouvernement central donnerait plus de force et de promptitude à l'exécution des lois. Ses ennemis l'accusent de ne s'être prononcé en faveur du gouvernement central que pour s'assurer le pouvoir qu'il aurait perdu par une union fédérale. Nous verrons, dans le cours de cet ouvrage, jusqu'à quel point cette accusation est fondée. Pour que les deux partis ne fussent pas privés de l'occasion d'exprimer des opinions mûres sur ce point, on inséra cet article dans l'acte de la

constitution : *Après qu'une expérience de dix ans ou plus, aura découvert tous les inconvéniens ou les avantages de la présente constitution, le congrès convoquera une grande assemblée colombienne qui sera autorisée à la réviser ou à la réformer entièrement.* Le territoire de la République de Colombie s'étend depuis l'embouchure de l'Orinoco jusqu'aux frontières septentrionales du Pérou et du Brésil, ou jusqu'à la province de Meynas sur les limites de la rivière des Amazones.

Le baron Humboldt rapporte, dans son *Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Continent,* que la république de Colombie est, avec Mexico et Guatimala, le seul état de l'Amérique espagnole qui ait des côtes opposées à l'Europe et à l'Asie. La distance du cap Paria, à l'extrémité orientale de la province de Veragua, est évaluée à quatre cents lieues maritimes; du cap Burica à l'embouchure de la rivière Tumbez, à deux cent soixante. Les côtes que la République colombienne possède dans la mer des Antilles et dans l'Océan pacifique, est égale en longueur

à celles qui se trouvent entre Cadix et Dantzick, entre Ceuta et Jaffa.

M. Buchon, dans son atlas américain, avance que la république de la Colombie contient quatre-vingt-onze mille neuf cent cinquante-deux lieues carrées; d'autres disent cent vingt-six mille. Le même auteur a assuré que sa population, en 1823, était de deux millions sept cent quatre-vingt-cinq mille habitans. Ce chiffre me paraît trop élevé, quand je réfléchis que la guerre et l'émigration ont été deux causes très actives de dépopulation, et que le gouvernement n'a presque rien fait pour y fixer les étrangers.

D'après un autre calcul, la population, au commencement de 1822, se comptait comme il suit :

	Blancs.	Hommes de couleur.	Total.
Dans Venezuela,	80,000	480,000	560,000.
Dans la Nouvelle Grenade,	110,000	900,000	1,010,000.
	190,000	1,380,000	1,570,000.

Ces évaluations, qui diffèrent si considérablement entre elles, furent faites dans l'espace d'une année; mais il est à remarquer

qu'aucun recensement ne se fit sous le gouvernement espagnol. Chaque prêtre avait un registre sur lequel il inscrivait les baptêmes, les mariages et les enterremens, et ces insertions autographes ne recevaient nulle publicité. Le gouvernement actuel de la Colombie n'a pas encore fait usage du recensement.

Les finances de la Colombie sont dans un triste état, les dépenses excédant de beaucoup le revenu. La dette nationale augmente considérablement, et l'intérêt de l'emprunt anglais n'est pas payé avec exactitude. Par une loi du congrès, en date de Bogota, 23 juin 1824, le territoire de la Colombie est divisé en douze départemens, quarante-neuf provinces et deux cent dix-huit cantons.

Le siége du gouvernement a été fixé provisoirement dans la ville de Bogota, et ce choix n'a pas manqué d'exciter la jalousie des habitans de Quito et de Caracas. La nouvelle ville de Bolivar, qui, conformément à l'article 7 de la loi fondamentale de la Colombie, doit être construite dans une situation centrale, n'a pas encore été commencée, probablement faute de fonds nécessaires.

La ville de Bogota contenait, en 1806, quatre-vingt mille habitans environ; elle n'en compte pas plus de cinquante mille aujourd'hui; et Caracas qui, cette même année, n'avait pas moins de trente-six mille habitans, voit maintenant ce nombre réduit à vingt-cinq mille.

Les forteresses de la Colombie sont Carthagena et les quatre forts de Boca Chica, situés à douze milles de Carthagena, Santa Martha et Porto Cabello. Les villes de Maracaybo, Coro, Laguaira, Cumana, Barcelona, Guayaquil et Pompatar sont en partie fortifiées, et sont comptées au nombre des ports de mer. La ville d'Angostura est fortifiée, mais n'est pas un port de mer; elle est située sur l'Orinoco, à quatre-vingts lieues environ de son embouchure.

Il y a d'autres ports de mer protégés par de petits forts, des batteries ou des redoutes, comme Carupano, Ocumare, Guiria, Juan Griego, etc. Dans l'intérieur, les villes de Quito, Partos, San Fernando de Apure, San Carlos, etc., ont des forts ou des batteries; mais les villes de Bogota et Caracas, situées dans

l'intérieur, ne sont pas fortifiées. Toutes les marchandises envoyées à Bogota doivent être embarquées sur la Magdalena pour Honda, où on les charge sur des mules qui traversent une des chaînes des Cordillières, et arrivent dans la belle vallée de Bogota en trois ou quatre jours de marche. Les transports pour Caracas se font par terre et bien plus facilement.

Bogota n'est défendu d'aucun côté. Caracas, au contraire, est protégé, du côté de la mer, par Laguaira et Porto Cabello, et du côté de la terre, par le fort de La Cabrera, situé dans un défilé très étroit, entouré d'un côté par le beau lac de Valencia, et de l'autre par une haute chaîne de montagnes.

Le port et la forteresse de Carthagena sont protégés par les quatre forts de Boca Chica.

Les douze départemens de la Colombie sont divisés en provinces, cantons ou comtés, et paroisses.

Chaque département a un intendant pour l'administrer, et cet intendant est nommé pour trois ans par le président de la république. Il y a, en outre, deux ou trois députés

assesseurs, des hommes de loi, un secrétaire-général, et d'autres officiers de l'intendance. Chaque département a son commandant des forces de terre, un major-général, un état-major et ses officiers, outre les commandans des différentes places, les officiers du génie, de l'artillerie, de l'infanterie et de la cavalerie.

Chaque province, excepté celle où l'intendant réside, a un gouverneur et un gouverneur-assesseur. Ils occupent ces emplois pendant trois ans. Chaque province a un secrétaire-général, un commandant de place, un directeur des douanes et d'autres officiers.

Chaque province est divisée en cantons et paroisses. Chacune d'elles a ses officiers municipaux, qu'elle nomme pour un an, mais qui ne reçoivent aucun émolument.

Les fonctions des juges politiques, dont le nombre s'élève à deux cents pour les douze départemens de la Colombie, sont aussi gratuites, ou peu s'en faut.

Dans chaque canton se trouve encore un notaire qui, comme les précédens, ne reçoit aucune espèce de rétribution.

Les côtes de la Colombie sont divisées en quatre départemens maritimes :

Le premier département comprend les côtes de Guayana, Cumana, Barcelona et Margarita ;

Le deuxième, celles de Caracas, Coro et Maracaybo ;

Le troisième, celles de Rio Hacha, Santa Martha et Carthagena ;

Le quatrième, le territoire d'Arato, jusques et compris celui d'Aragua.

Le gouvernement populaire représentatif de la Colombie fut renversé par le despotisme militaire de Simon Bolivar, qui prit le titre de *chef suprême de la république de Colombie.* Cependant un grand nombre de lois, faites par le congrès, durant l'existence du gouvernement populaire, sont encore en vigueur.

L'esclavage a été aboli par un décret du congrès ; mais cet acte est limité, car il n'étend son bénéfice qu'à ceux qui ont porté les armes, ou qui sont dans le cas de payer 200 dollars.

Sous la domination espagnole, les indigènes

étaient les esclaves des prêtres ou des alcades. Ils étaient forcés par leurs tyrans à cultiver en commun une certaine étendue de terrain. Ces esclaves étaient si misérables qu'ils ne payaient qu'avec la plus grande peine leur taxe annuelle, qui est de 6 à 9 dollars pour chaque homme, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à cinquante.

Le 4 octobre 1821, le congrès décréta que toutes ces taxes seraient abolies, et que les Indiens auraient les mêmes droits et les mêmes priviléges que les autres citoyens de la Colombie; qu'ils ne seraient plus obligés de travailler en commun; que chacun aurait sa portion de terrain et la cultiverait comme il l'entendrait; et que ce partage aurait lieu dans l'espace de cinq ans.

Par la loi du 14 mars 1822, il fut ordonné que, dans chacune des écoles établies dans les villes de Bogota, Caracas et Quito, on admettrait quatre jeunes Indiens pour y recevoir une éducation classique, et en même temps deux jeunes Indiens devaient être admis dans chacun des colléges des quatre autres départemens pour y jouir du même avantage. Le

manque de fonds obligea ainsi de limiter leur nombre. Chacun de ces Indiens reçoit une pension de dix dollars par mois. Ceux qui se distinguent sont revêtus de fonctions ecclésiastiques, ou sont nommés à quelques emplois du gouvernement.

Outre ces Indiens chrétiens, il y a dans la Colombie diverses tribus d'Indiens idolâtres. Ces sauvages habitent Goagira et ses environs, les côtes de l'Orinoco, de Meta, de l'Amazone, et de plusieurs autres rivières qui arrosent les larges vallées de la partie orientale de la république. On les désigne sous le nom *d'Indios bravos.*

Les habitans des vallées de Casanare, Tuy, Apure, Araure, Cumana, Barcelona, etc., étaient des Indiens chrétiens, connus sous le nom de *Llaneros.* Ils sont féroces et cruels, mais ils ont rendu les plus grands services à la république.

L'instruction publique est très négligée, le gouvernement n'ayant pas le moyen de payer de bons maîtres, et les habitans des comtés et des paroisses étant trop pauvres pour subvenir aux frais de l'éducation de leurs enfans.

De plus, les maîtres instruits manquent dans le pays, aussi bien que les bons livres élémentaires.

L'article 15 de la loi du 2 août 1821, concernant les *écoles primaires*, autorise le pouvoir exécutif à établir des *écoles normales* dans les principales villes de la Colombie. On a vu plusieurs de ces écoles à Bogota, Caracas, Carthagena; mais le manque absolu de fonds et de livres élémentaires, et les préventions entretenues contre ce système, encore augmentées par les prêtres, qui sont généralement attachés aux vieilles méthodes espagnoles, réduisent l'application de ce mode d'instruction aux livres de prières et aux catéchismes, qui sont trop au-dessus de l'intelligence des enfans.

Le fameux professeur Lancaster, après avoir passé quelques années dans la Colombie, pour y propager son excellente méthode d'enseignement, fut obligé de quitter le pays, après avoir vu s'opérer sa ruine. Ses lettres et ses mémoires nous apprennent que Bolivar ne lui paya jamais les 20,000 dollars qu'il lui avait promis pour l'indemniser de ses soins

et de ses dépenses. Les colléges et les universités sont, comme les écoles primaires, dans un véritable état d'enfance.

A Bogota, il y a une école d'anatomie destinée aux élèves en médecine.

La Colombie a quatre universités, savoir : l'université de Quito, celle de Bogota, celle de Caracas et celle de Merida. L'université de Bogota est exclusivement mise à la disposition des élèves en théologie, mais les trois autres sont fréquentées par les étudians des autres facultés. Bogota et Caracas ont des bibliothèques où se réunissent les élèves des colléges et des universités, mais elles ne sont pas assez étendues; elles ne se composent guère, d'ailleurs, que de vieux livres de théologie.

Les Cordillières des Andes traversent la république dans toute sa longueur et forment plusieurs chaînes, de sorte qu'on a été obligé de pratiquer des routes sur la crête et les flancs de ces montagnes, mais si imparfaites qu'elles ne peuvent donner accès aux voitures. Aussi les voyageurs chemineut d'ordinaire à cheval ou sur des mulets, et ceux-ci sont

préférés à cause de la sûreté de leur pas. Dans la saison pluvieuse, il arrive souvent que les routes sont tellement inondées d'eau, qu'on ne saurait les traverser sans danger; les relations avec l'intérieur sont alors interceptées. Les ponts sont en si petit nombre dans la Colombie, qu'il faut traverser les rivières à la nage ou les passer dans de petits canots. Dans les flancs des Cordillières se trouvent plusieurs cavernes où se réfugient des bandes de voleurs qui, sous le nom de guerillas, infestent particulièrement aujourd'hui les départemens de Venezuela, Julia, Boyaca. Les voyageurs et les voitures publiques sont ordinairement accompagnés d'une escorte.

Les deux plus grandes rivières de la Colombie sont l'Orinoco et la Magdalena, toutes les deux navigables pour des vaisseaux. Presque toutes les autres portent bateau. Parmi celles-ci nous citerons la Catatumbo ou Zulia, formant, avec quelques autres, le grand lac de Maracaybo, l'Atrato, la Cruces, Arauca, Palia, Esmeraldas. Le congrès avait l'intention de joindre plusieurs d'entre elles au moyen de canaux.

Parmi les maladies qui règnent dans la Colombie, il faut compter, au premier rang, la fièvre jaune, le vomissement noir et la dyssenterie; mais elles ne se déclarent que dans certaines saisons; encore les deux premières sont-elles des années entières sans paraître. Mais la maladie qui exerce de plus grands ravages est désignée sous le nom de *el mal de la elefancia* (la lèpre). Les habitans croient que cette maladie est incurable, et que la personne qui en est attaquée peut la communiquer, soit par le toucher, soit par la respiration. Les malheureux sur lesquels elle sévit sont déchirés par des douleurs aiguës, par des ulcères dévorans qui ne donnent la mort que lorsqu'ils ont infecté les parties vitales.

Le gouvernement espagnol avait établi, dans l'île de Boca Chica, dans la province de Carthagena, un hôpital pour les lépreux, où un grand nombre des malades des deux sexes recevaient les secours de la médecine. Pour empêcher que cet établissement n'eût aucune communication au dehors, on avait établi un cordon de troupes à l'entour, et quiconque

tentait de forcer la garde ou de dépasser les limites prescrites, était passible de la peine de mort. Quand Carthagena fut devenue république, son gouvernement conserva cet établissement avec d'autant plus de soin qu'il se trouvait dans cette province un plus grand nombre de lépreux que dans toute autre province de la Nouvelle Grenade. Quand je commandais les forts de Boca Chica, je visitais souvent cet hôpital, qui se trouvait placé sous ma surveillance immédiate. C'était un horrible devoir à remplir que de visiter ces malheureux, parmi lesquels je trouvais des jeunes gens et des jeunes personnes accomplis, et dont les parens étaient riches et puissans. Arrachées par la force à la maison paternelle, les victimes de cette maladie contagieuse étaient condamnées à mourir lentement dans la misère et le désespoir, en proie aux souffrances les plus atroces. Je fis tout ce qui était en mon pouvoir pour adoucir leur situation; mais le peu de fonds dont je pouvais disposer était loin de répondre à mes désirs et à leurs besoins.

La province qui, après Carthagena, compte un plus grand nombre de lépreux, est la pro-

vince de Socorro. En 1820, le gouvernement de Cundinamarca voulut faire construire, dans la petite ville de Curo, un hôpital où tous les lépreux des provinces de Socorro, Pamplona, Tunja, Casanare, Bogota, Neyvas et Margarita, seraient réunis pour recevoir les secours de l'art; mais les fonds versés pour l'exécution de ce projet furent insuffisans, eu égard au grand nombre des malades, et ce fléau continua d'exercer ses ravages dans les sept provinces, comme dans celle de Carthagena. La lèpre sévit aussi dans les provinces de Panama, Choco, Guayana, mais avec moins de violence que dans les huit provinces que nous venons de citer.

La vaccine est en usage dans le pays, et l'on prend le plus grand soin, dans les villes de Bogota, Quito et Caracas, de conserver de bon vaccin, dans l'intention de l'envoyer dans les provinces où la petite vérole se déclare; mais il est quelques provinces qui ne sauraient jouir de cette bienveillante disposition, faute de fonds nécessaires. Les hôpitaux civils et militaires sont, pour la même raison, dans un état déplorable.

Un grand nombre de villes et de villages ont leurs cimetières à quelque distance de leurs murs; mais à Bogota et dans d'autres grandes villes, les morts sont enterrés dans les églises ou dans des cimetières situés au milieu de la ville.

Des maisons de refuge sont établies dans les villes de Bogota, Quito et Caracas, où les mendians et les vagabonds subviennent à leurs besoins par des travaux journaliers. Le gouvernement a établi une quatrième maison de cette espèce dans la ville de Pamplona qui regorge de pauvres; mais toutes sont dans un état déplorable, faute d'argent, et vous trouvez des mendians dans les rues de presque toutes les villes, bourgs et villages de la Colombie. Toutefois, il en est peu qui meurent de faim, car le sol est très fertile, et la population est faible relativement à l'étendue du territoire. Le bas peuple vit principalement de bananes, de riz, de fruits et de racines qui viennent avec peu ou point de culture.

Le clergé est très nombreux et exerce une grande influence. La plus haute dignité ecclésiastique est celle d'archevêque. Il y en a

deux : l'un réside à Bogota, l'autre à Caracas. On a dit qu'on devait en établir un troisième à Quito. Le traité conclu avec le pape, et cette déclaration placée en tête de la constitution de la Colombie, *que la religion catholique est et sera la religion de l'état*, sont des preuves suffisantes de l'influence du clergé. Il y a dix évêques dont la résidence est fixée à Quito, Cuenca, Mayanas, Panama, Carthagena, Santa Martha, Merida, Guayana, Medellin et Antioquia. Les ordres religieux et réguliers de la Colombie sont divisés dans les trois provinces de Venezuela, Bogota et Quito. Les provinces s'administrent et se gouvernent indépendamment l'une de l'autre. Le pouvoir supérieur ou central reconnu par chacun, sous le gouvernement espagnol, était le vicaire de l'ordre, résidant à Madrid, lequel dépendait lui-même immédiatement du général établi à Rome. Quelques patriotes ayant représenté au congrès qu'il était impolitique de continuer à entretenir des relations avec Madrid, ennemie jurée de l'indépendance, et lui ayant adressé un plan qui tendait à soustraire ces ordres régu-

liers à la dépendance de l'Espagne en leur assignant, sur le territoire de la Colombie, une ville centrale, d'où ils pourraient ensuite communiquer avec le saint Père, ce double projet fut accueilli favorablement et mis à exécution. Le premier congrès de la république de la Colombie, qui s'assembla à la ville de Rosario de Cucuta, en 1820, ordonna la suppression de tous les couvens qui ne contenaient pas au moins huit moines, et destinèrent leurs monastères et leurs dépendances à l'éducation de la jeunesse dans les écoles publiques. En vertu de cet ordre, environ trois cents monastères des deux sexes furent séquestrés.

L'établissement d'un congrès de la République peut être regardé comme une mesure essentielle à la liberté du pays, et prouve évidemment les progrès rapides de la raison publique du pays. Mais il est à craindre que l'immense étendue du territoire n'affaiblisse grandement, et peut-être n'annule les garanties de liberté, de sécurité individuelle et d'ordre public promises par le gouvernement. Pour l'ordinaire, les départemens ont

un chef qui réunit, en sa personne, l'autorité civile et militaire, sous le titre d'intendant. Mais, dans quelques-uns, il y a un général qui commande les troupes du département, et dont, au terme de la loi, l'intendant est le supérieur. Or, dans ces départemens d'exception, quand il arrive que ces deux chefs sont jaloux l'un de l'autre, il suit de leur inimitié secrète ou avouée des actes qui sont nécessairement contraires à la prospérité publique. Nous citerons un exemple : Quand Charles Soublette était intendant de Venezuela dans les années 1821, 1822 et 1823, le général Paez qui commandait les troupes du département, faisait un tel mépris de cet officier-général, qu'il refusait souvent de recevoir des ordres de lui, et ne se croyait obligé à l'obéissance qu'envers le président Bolivar, ou le vice-président, le général Santander.

Un jour Paez se rendit de Valencia à Caracas, dans l'intention de demander aux autorités militaires de l'argent pour payer ses troupes. Il se dirigea brusquement, sans se faire annoncer, vers le cabinet de l'intendant Soublette, auquel il demanda un ordre sur le

trésor pour la somme qui lui était nécessaire. Soublette répondit, en hésitant, qu'il lui accorderait sa demande avec beaucoup de plaisir, si le peu de fonds qui restaient dans le trésor n'étaient pas destinés à des objets de la plus grande importance. A cette réponse, Paez lui tourna le dos, ferma la porte avec violence et se présenta chez le trésorier auquel il signifia personnellement l'ordre de lui compter l'argent dont il avait besoin, et le força, malgré ses représentations, à faire droit à sa demande. L'argent reçu, Paez remonta sur son cheval et partit au galop pour rejoindre ses Llaneros. La mésintelligence qui exista constamment entre Paez et Soublette eut les plus tristes effets pour la cause nationale; c'est à elle qu'il faut attribuer le défaut d'ensemble dans les opérations militaires qui suivirent la bataille de Carabobo; c'est elle aussi qui contribua principalement aux progrès de Morales, à une époque où tout promettait le triomphe du parti de l'indépendance.

Les intendans qui sont ordinairement des chefs militaires, accoutumés à l'exercice d'un

pouvoir absolu à l'égard des militaires, croient devoir user de cette autorité au même degré quand ils ont affaire à des citoyens; prétention monstrueuse qui porte évidemment l'atteinte la plus grave à la liberté. Les intendans ne reçoivent d'ordres que ceux qui leur sont donnés par le président; ils sont nommés et installés par lui. Ces agens supérieurs, ainsi placés sous l'influence immédiate du président libérateur, sont un des plus forts ressorts de son pouvoir.

L'influence et la puissance ecclésiastique sont beaucoup trop grands dans la Colombie. Les membres du clergé siégent au congrès; ils sont aptes à tous les emplois civils et militaires et sont payés de préférence à tout autre ordre de citoyens. Ce mélange de fonctions dans les mêmes individus pourra sembler bizarre, mais il est hors de doute qu'il n'est permis que dans le but de rendre le clergé plus puissant et plus riche. La religion catholique est la religion de l'état, et tout autre culte est prohibé. Il ne manque pas d'avocats de la tolérance religieuse; toutefois le gouvernement n'a encore rien fait qui tende à l'autoriser.

La prohibition de toutes les religions, excepté la religion catholique, n'est pas seulement une mesure impolitique, elle est encore pernicieuse. C'est un phénomène dans l'histoire des nations qu'un tel article se soit trouvé dans la constitution d'un peuple qui se déclarait l'ami de la liberté. Ce fait seul suffit pour faire craindre que la liberté ne s'établisse jamais sur des bases solides dans l'Amérique du sud.

Le système de finances suivi, jusqu'à ce jour, par Bolivar et ses conseillers, a eu les conséquences les plus fâcheuses. Les choses en sont venues au point que Bolivar a ordonné que tous les impôts seraient perçus un an d'avance.

L'administration, dans toutes ses branches, est réduite à l'état le plus déplorable. Il résulte de là que les officiers, excepté ceux du trésor, ne sont pas payés, et que la plupart d'entre eux, pour subsister avec leurs familles, ne rougissent pas d'avoir recours à la fraude et à d'autres moyens honteux.

C'est cette extrême pénurie qui s'oppose au paiement des troupes de terre et de mer,

et empèche la prompte exécution des opérations militaires. On ne distingue une grande partie des soldats que par leurs schakots et leurs fusils. Les officiers eux-mêmes sont mal vêtus; ils portent rarement des épaulettes, et quelques-uns d'entre eux n'ont ni bottes, ni souliers; ils n'ont tous de l'argent que très rarement. Dans les années 1822 et 1823, quand Soublette était intendant du département de Venezuela, on vit des centaines d'officiers mendier de porte en porte, dans les rues de Caracas et de Laguaira.

On donne souvent le nom de bataillon ou de régiment à une réunion d'hommes qui ne s'élèvent guère à plus de deux cents hommes. Les armées de la Colombie ne sont non plus ni bien exercées, ni bien instruites, ni bien disciplinées. Le service se fait avec beaucoup d'insouciance, et les désertions à l'intérieur sont fréquentes; suite naturelle de la négligence avec laquelle sont traités les soldats.

Les réglemens et statuts militaires de la Colombie sont ceux de l'Espagne. Leurs droits de douane sont lourds et arbitraires, et en

repoussant la confiance, ils jettent le découragement dans le commerce et l'industrie.

D'après l'ancien système colonial, qui était puissamment soutenu par le clergé, la cour d'Espagne craignant que les Américains ne vinssent à sentir leur force et à connaître leurs droits, prirent grand soin d'empêcher le développement de l'industrie et des lumières dans l'Amérique espagnole.

L'éducation publique et particulière est extrêmement défectueuse, sinon totalement négligée. Toutes les études sont très bornées, et toute relation avec les étrangers est sévèrement défendue.

L'agriculture, cette grande source de prospérité publique, demeure dans l'état le plus déplorable. La rareté des bras, l'apathie du peuple, et les dégoûts dont on abreuve les étrangers qui cherchent à s'établir dans le pays : toutes ces causes jointes à un mauvais gouvernement qui souffre que les militaires se livrent continuellement à d'odieuses déprédations sur les paisibles habitans, sont autant d'obstacles qui s'opposent à la prospérité du pays.

Le sol de la Colombie est si fertile qu'il produit deux moissons par an, mais à présent, deux moissons n'équivalent pas à une moisson du temps de la domination espagnole. L'armée, qui contient plusieurs milliers d'esclaves, absorbe les classes laborieuses, et les chefs, sans se soucier du bien être et de la discipline des soldats, ne pensent qu'à grossir le nombre de leurs armées.

Le roi d'Espagne, dans le but de priver ses sujets d'outre-mer des lumières des peuples de l'Europe, ne négligeait rien pour empêcher les Européens de se rendre dans cette partie de ses états. Il s'était réservé à lui seul le droit d'accorder des passe-ports à ceux de ses sujets qui voulaient partir pour les colonies espagnoles. Avant d'obtenir ce passe-port, un Espagnol était obligé de se soumettre à un grand nombre de formalités humiliantes. Cette faveur s'accordait encore plus difficilement à un étranger.

Après la paix de Badajoz, il n'était permis qu'à la France d'envoyer des agens ou des consuls à l'Amérique espagnole; et leurs actions étaient assidûment surveillées.

Un Américain espagnol qui voulait passer en Espagne était soumis aux mêmes formalités qui étaient imposées à l'Espagnol qui se proposait de passer aux colonies. Le vice-roi et le capitaine-général pouvaient seuls leur donner des passe-ports.

La peine capitale était prononcée contre tous les capitaines de vaisseaux non espagnols qui tentaient d'entrer dans un port des colonies espagnoles, et contre tous les marchands qui n'étaient point autorisés à trafiquer avec les colons. Avec des mesures aussi sévères il devenait tout-à-fait impossible aux habitans d'entretenir des relations avec des étrangers.

Le clergé a un grand intérêt à seconder les vues du gouvernement; aussi continue-t-il à perpétuer systématiquement l'ignorance et la superstition du peuple [1].

[1] L'auteur ne fait là que répéter les accusations banales dirigées contre le clergé d'Espagne et de l'Amérique du sud. C'est un grave défaut dans un historien ou un biographe que de se laisser aller aux préventions ou d'être coupable d'ignorance. Pour nous, qui ne tenons à aucun parti et qui sommes, peut-être, un peu mieux informé que l'auteur,

L'éducation est très négligée dans la Colombie, quoique les enfans soient envoyés à l'école à quatre ans, et entrent au couvent au même âge.

La plus grande partie des écoles, des collèges et des universités sont entre les mains des prêtres et des moines. Il ne faut point confondre les membres du clergé catholique avec ceux d'une autre communion [1]. Les

nous ne craindrons pas de dire que, depuis le commencement du siècle présent, le pouvoir de l'inquisition, en Espagne, a toujours été en décroissant. Un fait qui pourra sembler étrange, mais qui n'en est pas moins vrai, c'est que don Ramon de Arce, qui a rempli, le dernier, les fonctions de grand inquisiteur, était un prélat très tolérant et d'une extrême libéralité. Nous pouvons assurer, en outre, que l'influence du clergé ne s'étend aujourd'hui, en Espagne, que sur les plus basses classes de la société. Dans l'Amérique du sud, elle est sans doute plus grande, à cause de l'ignorance du peuple; cependant, on aurait tort de croire, sur la foi des préjugés, que le clergé de ces vastes contrées se montre, par système, inaccessible aux idées libérales.

(*N. d. T*)

[1] Il est probable que le général Ducondray Holstein appartient à la religion réformée.

(*N. d. T.*)

prêtres catholiques, dans l'Amérique du sud, se montraient pleins de préjugés et ne possédaient que peu d'instruction. Les moines différaient peu des prêtres. Ils remplissaient la tète de leurs élèves de récits des miracles incroyables dont la *Vie des Saints* leur fournissait des échantillons-modèles. Ils leur faisaient en outre apprendre par cœur un grand nombre de prières latines dont ceux-ci ne pouvaient comprendre le sens. On leur enseignait à chanter des messes et des litanies et on les soumettait, en outre, à la pratique des autres formes extérieures de piété. C'est ainsi qu'on leur donnait de bonne heure des habitudes de dissimulation et d'hypocrisie [1].

Au sortir de l'école, ces enfans entraient dans un collége où on leur enseignait le latin et le grec très superficiellement. On chargeait ensuite leur mémoire de quelques connaissances mal digérées de théologie; on leur donnait aussi quelques légères notions de

[1] Cette réflexion est loin de nous paraître irréprochable. (*N. d. T.*)

l'histoire, de la géographie et de quelques autres sciences. Mais, si leurs instituteurs se montraient peu soigneux de leur enseigner les principes de la véritable religion, avouons du moins, qu'ils se piquaient de leur apprendre à connaître les différens rangs, les différentes classes de la société; tous leurs élèves appréciaient parfaitement les avantages attachés aux familles nobles, ou à celles qui étaient au service du roi ou de l'église. C'était à quinze ou seize ans que se terminait d'ordinaire cette éducation.

Dans le Venezuela, on croyait généralement que le comble de la félicité humaine était d'obtenir le titre de marquis, de comte ou de baron. J'ai connu divers Caraguins qui ont dépensé de grosses sommes pour obtenir ces titres du gouvernement espagnol. D'autres demandaient des ordres ou des rubans, car tout s'accordait en Espagne, mais plus facilement sous le gouvernement corrompu de Manuel Godoy, prince de la paix, que dans tout autre temps.

Cette rage des titres n'existait pas à un aussi haut degré dans la Nouvelle Grenade

que dans le Venezuela. Aucun titre de noblesse n'était connu parmi les nationaux de ce premier état. Les nobles européens conservaient leurs titres, après avoir quitté l'Espagne. Dans le Venezuela existait une noblesse créole, inconnue à la Nouvelle Grenade, dont les membres étaient désignés par le nom de Mantuanos. J'en parlerai plus loin. Mais dans les deux provinces, toutes les professions manuelles étaient fort méprisées, et étaient exclusivement exercées par les hommes de couleur ou les noirs. Une personne de bonne famille, qui s'adonnerait à ces occupations ou à toute autre industrie, serait regardée comme déshonorée.

Avant la révolution, la société était divisée en plusieurs classes très distinctes. A la première classe appartenait la *Real audiencia*, ou grand conseil, qui jugeait les affaires, en matière civile, et qui était toujours présidé par le vice-roi ou le capitaine-général. Le régent, les auditeurs et les juges de la plus haute cour de justice, faisaient aussi partie de ce conseil.

La seconde classe comprenait les familles

les plus riches et les plus marquantes parmi les créoles. Dans la Nouvelle Grenade, il n'y avait pas de terme pour les distinguer des autres familles : on disait seulement en parlant d'elles, qu'elles étaient de *haute naissance.* Dans le Venezuela, on les appelait *las familias Mantuanas.* Ces familles, pour l'ordinaire s'étaient alliées aux Européens.

La troisième classe était formée des juges des cours ordinaires, des officiers municipaux et militaires, depuis le lieutenant-colonel jusqu'au second lieutenant, des membres du barreau, des notaires publics, des officiers inférieurs du gouvernement qui étaient créoles, des docteurs, des professeurs, etc.

Dans la quatrième classe se trouvaient les marchands, les capitalistes, les fermiers, les banquiers, etc., tous blancs. Les autres classes étaient formées d'hommes de couleur et de noirs libres, d'indiens et d'esclaves.

Le clergé, régulier et séculier, n'appartenait à aucune de ces classes. Il était très respecté, avait sa juridiction particulière, son conseil ecclésiastique dont l'archevêque

était le président. Il avait des priviléges séparés, était entièrement indépendant du vice-roi et du capitaine-général.

Les familles des Mantuanos, dans le Venezuela, étaient divisées, comme les grands d'Espagne, en classes très distinctes. Aussi, par *sangre azul* (sang bleu), on désignait les familles créoles les plus opulentes qui descendaient d'ancêtres espagnols, les premiers conquérans du pays, lesquels s'étaient définitivement établis. On donnait la dénomination de *sangre Mezclada* (sang mélangé) aux personnes d'une origine plus récente et qui s'étaient alliées à des familles ou espagnoles ou françaises.

L'éducation des jeunes personnes de Caracas était très négligée. On leur enseignait, mais très médiocrement, à lire et à écrire; elles avaient aussi des maîtres de musique et de danse : pincer de la guitare, coudre ou broder, faire de la toilette, lire des contes ou un livre de dévotion, telles étaient les occupations d'une jeune Mantuana. S'occuper de détails domestiques eût paru extrêmement ridicule.

Les dames de Bogota sont en général plus modestes et plus timides que celles de Caracas. Elles sont surtout remarquables par la fraîcheur et la pureté de leur teint. Leurs manières sont réservées, douces, agréables, et intéressent par cette candeur qui devrait être le trait caractéristique de leur sexe. L'éducation des demoiselles de Bogota est aussi plus solide. La plupart de ces jeunes personnes appartenant à la première classe de la société étaient élevées dans des couvens de nonnes ou dans des écoles qui leur étaient spécialement destinées. Ces maisons d'éducation étaient comprises dans l'enceinte des murailles du cloître, mais n'en formaient pas moins des habitations séparées, et les élèves n'avaient aucune communication avec les religieuses en général. Trois ou quatre religieuses, nommées par l'abbesse, étaient chargées de la conduite de l'école, et instruisaient les élèves. Une d'elles était nommée directrice, et les autres étaient obligées de lui obéir. Comme à leurs élèves, toute communication avec le couvent était interdite à ces maîtresses. Elles passaient par une petite

porte pour aller à l'église ou pour se rendre auprès de l'abbesse quand celle-ci les appelait auprès d'elle, ou chez les religieuses, qui dans des occasions extraordinaires, les invitaient à venir passer la soirée avec elles.

Les élèves entraient d'ordinaire dans ces établisssemens, à l'âge de quatre ans, et n'en sortaient que par l'ordre de leur famille, au temps de leur mariage, ou quand leur éducation était achevée. Il arrivait très rarement qu'une jeune personne obtînt la permission d'aller voir ses parens; seulement, ceux-ci pouvaient venir lui rendre visite au parloir, où ils étaient séparés d'elle par une grille de fer. Cette permission était demandée à l'abbesse du couvent , et était accordée sous la condition qu'une des religieuses serait présente à l'entrevue : cependant , il arrivait souvent que cette permission était refusée.

Ces jeunes personnes apprenaient à lire, à écrire, à compter; on leur enseignait encore les élémens de l'histoire, de la géographie, de l'histoire naturelle, de la musique vocale et instrumentale; on leur montrait

aussi à coudre, à broder, et à faire leurs robes et leurs chapeaux ; elles apprenaient encore à faire la cuisine et à préparer elles-mêmes divers plats de dessert. Celles qui étaient les plus âgées étaient chargées du soin du ménage, plusieurs fois la semaine. On leur enseignait, en outre, à conduire une maison avec ordre et économie. Telle était l'éducation que recevaient les jeunes personnes de Bogota.

Les demoiselles qui recevaient chez leurs parens une éducation particulière ne sortaient jamais sans être accompagnées par un de leurs parens, ou un domestique de confiance. Elles étaient toujours habillées en noir, de sorte qu'on ne les distinguait des classes ordinaires que par le tissu des étoffes qu'elles portaient, par leurs montres, leurs diamans, leurs perles, ou les chaînes d'or au bout desquelles était suspendue une croix d'or ou d'ivoire entourée de perles ou de diamans.

Avant la révolution, il n'était point extraordinaire de voir à un bal ou à toute autre fête, des dames dans la toilette desquelles se

trouvait une valeur de plus de deux cent mille dollars, qui consistait principalement en perles et en diamans. Quand elles allaient à la messe, toutes étaient habillées de satin noir. Elles étaient suivies par vingt ou trente domestiques des deux sexes, libres et esclaves, très proprement habillés, et portant chacun quelque chose pour l'usage de leurs maîtresses, comme des livres, des ombrelles, des éventails, etc. Le mari, à Bogota ou à Caracas, n'accompagnait jamais sa femme à l'église.

Dans la Nouvelle Grenade il y avait, parmi les esclaves, plus d'hommes de couleur que de noirs. A Venezuela, c'était le contraire. Dans la première de ces provinces, on ne permettait jamais aux esclaves de sortir avec des souliers ou des bas, quoiqu'il fasse quelquefois si froid, surtout à Bogota, qu'on trouve de la glace dans les rues. C'est ainsi qu'on rappelait sans cesse aux esclaves l'avilissement de leur condition. Du reste, ceux-ci étaient parfaitement bien vêtus, bien nourris, et n'avaient pas grand'chose à faire. Les familles riches avaient d'un à deux mille de

ces esclaves, quelquefois davantage. On choisissait quarante ou cinquante d'entre eux pour être employés au service intérieur de la maison; le reste travaillait à la terre.

Aux promenades publiques qu'on appelle ordinairement almedas, les dames de Bogota se promenaient en voiture; et, là, comme dans tout autre lieu public, elles étaient habillées en noir. Dans les grands jours de fète, les femmes du gouverneur, des généraux et des autres officiers des deux capitales, se promenaient à cheval, en habit d'amazones, avec les épaulettes, les broderies, les décorations de leurs maris. La femme du vice-roi, ou du capitaine-général, était précédée par une foule d'aides-de-camp, et suivie par l'état-major et les officiers civils et militaires du gouvernement. Leurs maris ne se trouvaient jamais avec elles dans ces occasions. On s'adressait à ces dames en leur donnant les titres de leurs maris. C'est ainsi qu'on disait : *Son Excellence la vice-reine, la capitaine-générale, la gouvernante, etc.* Cette vieille coutume espagnole a été conservée par les Colombiens d'aujourd'hui.

Les ustensiles de ménage, les assiettes, les chandeliers, les pots étaient d'argent pur ou d'argent doré. Un pauvre de Bogota se serait cru déshonoré s'il n'eût eu son couteau, sa cuillère et sa fourchette d'argent.

La richesse et la magnificence des Américains ne paraissaient pas moins dans leur ameublement; et quand on considère que tous leurs articles étaient achetés à trois cents pour cent de bénéfice sur leurs côtes, y compris le transport et les droits exorbitans, on peut se former une idée de l'opulence des habitans de ces contrées. Les maisons des familles riches de Bogota ressemblaient à des palais. Elles étaient en pierres larges et massives, et se composaient ordinairement de trois étages. Mais Caracas et Bogota ont beaucoup souffert par deux violens tremblemens de terre : l'une en mars 1812, et l'autre le 25 novembre 1827.

Aujourd'hui, tout ce luxe, toute cette pompe, tous les agrémens d'une société choisie ont entièrement disparu. Le plus grand nombre des familles distinguées de Venezuela et de la Nouvelle Grenade ont abandonné le pays, et celles qui restent sont rui-

nées. La mauvaise administration de la Colombie, l'esprit de parti et la guerre civile, joints aux autres causes que j'ai précédemment exposées, ont semé l'anarchie et la misère sur ce beau pays. L'herbe croît dans les rues et les places publiques de Caracas et de Bogota. Les rues les plus fréquentées sont pleines de mendians en guenilles, dévorés de vermine et de maux, qui vous persécutent à chaque pas, en vous priant ou plutôt en vous ordonnant de leur donner quelque chose *por l'amor de Dios*.

Le libertinage est le trait le plus caractéristique du créole. Il n'est point de dépense à laquelle il ne soit décidé pour obtenir les faveurs de la femme dont il est épris. Le créole des hautes classes est généreux ou plutôt prodigue; mais le bas peuple est d'une avarice sordide, toujours prêt à commettre toute espèce de crime pour de l'argent, particulièrement à Caracas. Les étrangers qui obtenaient la permission de se rendre à l'Amérique espagnole, amassaient beaucoup d'argent en peu de temps. Ceux qui réussissaient le mieux dans le pays étaient les médecins et

les chirurgiens, les musiciens, les vendeurs d'orviétan, les jongleurs, les danseurs de corde, et tous ceux dont les talens parlaient aux sens et à l'imagination.

La dévotion, la superstition, la crédulité et l'ignorance sont choses communes parmi les créoles, mais moins chez les hommes, parce que beaucoup d'entre eux ont acquis des connaissances par les voyages. Les dames ont chacune son saint particulier, auquel elles se montrent singulièrement attachées, portant jour et nuit à leur cou, son portrait suspendu à une chaîne d'or. J'ai connu plusieurs dames qui avaient au moins une douzaine de portraits du même saint, qu'elles faisaient apposer dans divers lieux de leur appartement. Outre ces portraits, elles étaient bien pourvues de croix, de saintes vierges d'anges, etc. Le règne des prêtres et des moines était puissant dans le pays, et leur influence est encore très grande. Les chefs patriotes n'ont jamais osé user de sévérité contre un prêtre, même quand on n'ignorait pas qu'il était ennemi de la cause. On savait que l'archevêque de Caracas était opposé au

nouvel ordre de choses, et cependant, non seulement Bolivar, lors de son entrée à Caracas, ne l'inquiéta en aucune manière, mais il le traita avec le plus grand respect, dans plusieurs occasions. L'archevêque de Carthagena, il est vrai, fut exilé; mais sa place fut donnée à son grand-vicaire, connu sous le titre de père proviseur, qui détestait les patriotes. Ce fut lui qui, en août 1814, quelques jours après que le président du gouvernement de Carthagena, le secrétaire d'État (prêtre lui-même), le général en chef, et diverses personnes distinguées de la ville de Carthagena eurent été reçus francs-maçons, excommunia publiquement l'ordre entier, par un décret formel qu'il fit apposer, pendant la nuit, aux portes de toutes les églises de sa ville. Malgré cet esprit d'opposition publique, il demeura dans la tranquille possession de sa charge, et ne fut jamais inquiété à cause de ses principes et de ses actes politiques.

Comme un des grands objets des rois d'Espagne avait été de propager la foi catholique dans leurs immenses provinces, ils avaient

établi des tribunaux de l'inquisition, successivement dans les villes de Mexico, Lima et Carthagena. Mais dans les dernières années du règne de Charles IV, le tribunal avait cessé d'être bien redoutable. Il fut principalement institué alors pour empêcher que des productions littéraires, écrites dans des vues libérales, et auxquelles ils donnaient le nom de *philosophiques*, ne s'introduisissent dans le pays.

En 1826, un libraire envoya de New York à Carthagena diverses caisses remplies de livres espagnols de prix. Il se trouva parmi eux quelques exemplaires du fameux *Dictionnaire philosophique* de Voltaire; les caisses furent ouvertes, et, par le crédit de quelques prêtres, la plus grande partie des livres parmi lesquels se trouvait le dictionnaire, furent refusés et renvoyés à New York. Je tiens ce fait du libraire lui-même.

Don Vicente Pazos, dans ses lettres à Henri Clay sur l'Amérique du sud, dit que depuis Lima jusqu'à Monte Video, dans une étendue de territoire de plus de trois mille milles, où se trouvaient compris le Pérou, le Chili et Rio

de Plata, et qui embrassait un nombre considérable de villes, de villages, d'universités, d'écoles, de cours de justice, il n'y avait qu'une seule presse à imprimerie, et dans un fort mauvais état. Avant la révolution de 1810, cette presse appartenait aux jésuites de Cordova.

Le Caraguin est beaucoup plus vif, plus pétulant que l'homme de Bogota; il est aussi beaucoup plus éclairé; mais il est plus corrompu, plus faux, plus jaloux, plus vindicatif que le Grenadin. Celui-ci sera fidèle à sa parole; le Caraguin donnera promptement la sienne, ajoutera des protestations et même des sermens; et, après vous avoir trompé, il rira de votre crédulité. Le Caraguin sacrifiera tout à la pompe et à l'ostentation; le Grenadin est plus modeste, plus retenu dans ses dépenses, et a beaucoup plus d'ordre dans son intérieur. Le Caraguin, pourvu qu'il soit vu, jettera des poignées d'or à un mendiant; le Grenadin donnera en secret, mais sans profusion, et montrera de l'intérêt et de la compassion au malheureux qu'il oblige. Dans presque tous les couvens de Bogota, il y avait

une maison pour les pauvres qui était soutenue par la charité des particuliers. Il y avait en outre un grand hôpital pour les hommes, et un autre pour les femmes.

Les créoles sont généralement jaloux de tous les étrangers, et témoignent de l'aversion pour les chefs qui n'appartiennent pas à leur province. Cependant, si la nécessité l'exige, ils obéiront à un étranger, mais aussitôt qu'ils pourront se passer de ses services, leur obéissance cessera, et ils auront recours à tous les moyens pour lui faire perdre son grade. Dans le Venezuela, où aucun étranger n'a été admis au commandement en chef, on les a vus très souvent frappés de destitution. Dans la Nouvelle Grenade, on a confié de hauts commandemens à divers étrangers qui ont été, en général, parfaitement bien reçus, parfaitement bien traités, et le sont encore aujourd'hui.

L'antipathie et la haine qui se manifestent entre les habitans de Venezuela et ceux de la Nouvelle Grenade sont fortement exprimées quoiqu'on ne voie aucune bonne raison qui les explique. Ce qu'on sait comme très certain

c'est qu'elles existent depuis des siècles, et et qu'elles sont encore dans toute leur force aujourd'hui. Il est triste d'ajouter que l'inimitié de ces deux peuples a été funeste à la cause de l'indépendance. Le vain et orgueilleux Caraguin n'a jamais cessé de mépriser ou de tourner en ridicule la simplicité et l'ignorance du Grenadin; mais celui-ci, d'autant plus vivement blessé, qu'il connaît son infériorité, voue secrètement une haine mortelle à ce rival railleur et superbe. Le natif de Caracas se reconnaît à sa gesticulation, à son babil intarissable, à sa forfanterie et à ses sarcasmes amers. Il professe le plus souverain mépris pour tous ceux qui ne sont pas nés dans sa province. On a dit avec raison que le Caraguin a tous les vices d'un Espagnol sans en avoir les vertus.

La Nouvelle Grenade conserve ses lois, ses coutumes, ses priviléges, tels qu'ils étaient avant la révolution. Telle institution profiterait dans une province, qui serait impraticable dans une autre. Un vice-roi de Grenade n'a aucune autorité quelconque sur un capitaine-général de Venezuela. Ces chefs avaient

des pouvoirs aussi distincts l'un de l'autre, que les caractères et les coutumes de leurs administrés différaient entre eux. Chacun rendait ses comptes au roi, et recevait des ordres de lui directement.

Les Colombiens ont conservé les manières et les coutumes des anciens Espagnols. Leurs fêtes civiles et religieuses, leur société, leur manière de vivre, leurs habillemens, leurs lois, leurs institutions sont absolument les mêmes. Dans l'armée et la marine de la Colombie, les anciens réglemens et ordonnances du roi sont suivis de point et point.

Le caractère des habitans de la province de Carthagena diffère beaucoup de celui des habitans de Caracas et de Bogota. La licence des mœurs y est plus grande que dans l'une ou l'autre de ces provinces; les femmes sont généralement pâles, à cause de l'insalubrité du climat; et les marais, les lacs et les eaux stagnantes qui entourent la forteresse de Carthagena, rendus plus insalubres encore par un soleil brûlant, exhalent des vapeurs pestilentielles qui sèment sur le pays des maladies contagieuses. L'eau que boivent les ha-

bitans est malsaine et d'un goût saumâtre. Il n'y a que les gens riches qui boivent de l'eau de pluie, qu'on amasse dans de grandes citernes, et qu'on vend à très haut prix.

Le nombre des pauvres et des mendians est beaucoup plus grand à Carthagena que dans toute autre province de la Colombie, eu égard à sa population. Les causes de la misère publique se trouvent dans un commerce abattu, dans des droits d'importation et d'exportation beaucoup trop lourds, et dans la stérilité absolue du sol. Sous la présidence de Torrices, dans les années 1812, 1813 et 1814, Carthagena florissait, et était la seule province où les étrangers fussent bien accueillis et hautement protégés; mais sous l'intendance du général Mariano Montilla, ils étaient exposés à payer des droits considérables à cause des mesures arbitraires et vexatoires auxquelles il avait recours. Plusieurs capitaines de vaisseaux étrangers, et d'autres, venant de cette place m'ont confirmé ce fait. L'ignorance est généralement plus grande à Carthagena qu'à Bogota et à Caracas.

J'ai déjà parlé des vastes plaines de Vene-

zuela et de leurs excellens pâturages. Ces plaines sont généralement habitées par des Indiens convertis, qui se distinguent par leur cruauté, leur ignorance, leurs préjugés et leur superstition. Ils sont connus sous la dénomination générale de Llaneros (peuple des plaines). Leur seule occupation est de soigner de nombreux troupeaux dont ils sont les maîtres. Ils sont à moitié sauvages, et se sont multipliés rapidement. Dès leur enfance, ils sont accoutumés à dompter les chevaux sauvages, qui courent par centaines sur leurs immenses savanes. On peut dire d'eux qu'ils sont cavaliers nés.

En temps de guerre, ils sont armés d'une longue lance, mais ils n'ont pour l'ordinaire ni sabre ni pistolets. Ils ne portent point d'uniforme régulier, et manquent de bottes et de souliers. Ils sont couverts de haillons, et ne ressemblent à des soldats que par une espèce de large pantalon à la mamelouk. Tous portent avec eux une *manta*, espèce de couverture, et leur hamac.

Les Llaneros sont braves, actifs, infatigables. Leurs qualités militaires s'exaltent

surtout quand Paez est à leur tête, car, dans leur idée, Paez est le plus grand héros du monde, beaucoup plus grand que Napoléon. Paez est né dans leurs vallées; il boit, mange, fume et dort avec eux sur la terre, et parle leur langage barbare; Paez est de tous points un vrai Llanero; Paez est leur idole.

Leur manière de combattre ressemble beaucoup à celle des Cosaques. Comme eux, ils attaquent l'ennemi avec de grands cris, et jamais en ordre de bataille; ils fuient pour se reformer et attaquer de nouveau. Ils l'environnent de tous côtés, mais ne tiennent pas ferme devant lui; ils suivent aussi un corps isolé, tombent sur son arrière-garde, et tuent les prisonniers sans pitié, pillent les blessés; enfin, ils font la guerre comme des sauvages.

Après Paez, c'est le général Zarasa qui a le plus d'influence et d'autorité sur les Llaneros. Il est brave, instruit et humain, et, sous tous les rapports, supérieur à Paez, dont il se montre jaloux. Les chefs espagnols, mais surtout Morillo, ont tenté plusieurs fois de l'attirer dans leur parti; mais la fermeté de son caractère s'est jouée de tous leurs efforts. Fu-

rieux de ses refus réitérés, ces chefs inhumains se sont lâchement vengés sur sa femme et ses enfans, qu'ils ont massacrés.

De tous les habitans de la Colombie, les Llaneros sont ceux qui se sont le plus distingués dans cette guerre longue et sanglante, si l'on en excepte les Margueritains, dont je parlerai plus tard. Les Llaneros n'ont cessé de se montrer dévoués à la cause de l'indépendance, tandis que les habitans de Caracas, Bogota et Carthagena ont souvent varié dans leurs opinions politiques. Cette race sauvage, mais fière et belliqueuse, embrassa courageusement le parti de la république. En 1813, ils contribuèrent puissamment aux succès de Bolivar. Bien que celui-ci déteste Paez, il lui montre en public les plus grands égards pour se l'attacher. La vérité est que, si Paez avait été d'un autre caractère, il aurait pu, dans diverses circonstances, renverser le dictateur. Trois offres très distinctes lui ont été faites dans cette intention.

Les Margueritains ne ressemblent aux Llaneros que par la bravoure; ils sont civilisés et humains. Leurs côtes maritimes les mettent

dans le cas, malgré les lois, de faire du commerce avec les habitans de Saint-Thomas, de Curaçao, etc. Margarita a un grand nombre de baies où les bâtimens peuvent entrer, et qui ne sont pas aussi étroitement surveillées par les vaisseaux espagnols du roi ou de la compagnie que les plus grands ports de Cumana, Barcelona, et d'autres villes qui appartiennent aux habitans des plaines.

Tout le monde sait que les Margueritains, depuis le commencement de la révolution (1810), ont été les plus zélés défenseurs de l'indépendance, et n'ont pu être subjugués par les Espagnols, même pendant qu'une partie des plaines était tombée au pouvoir de Boves, Morales et Morillo. Ce sont de vrais républicains, industrieux, braves et hospitaliers. Si quelques-unes des provinces de la Colombie ont mérité la liberté et l'indépendance, Margarita doit être nommée la première, et tous ceux qui ont connu ces valeureux insulaires seront sans doute de mon opinion.

HISTOIRE

DE BOLIVAR.

HISTOIRE
DE BOLIVAR.

CHAPITRE PREMIER.

Causes de l'ignorance des Européens relativement aux événemens politiques de la Colombie et aux personnages qui ont joué un grand rôle dans la révolution de ce pays. Fausses idées généralement reçues sur ces deux sujets.

Ce n'est pas une tâche facile que d'écrire avec impartialité l'histoire des hommes célèbres, et dont la carrière est à peine achevée. Burke a dit que c'est *la mort qui canonise un grand homme*. Heureusement, la vie politique et militaire du général Bolivar a été assez publique pour qu'il fût permis de commencer son histoire, de son vivant[1].

[1] La mort récente de Bolivar nous a permis de rendre complète l'histoire de ce grand personnage.

(*Note du Traducteur.*)

Des panégyristes enthousiastes ont souvent dit que le chef suprême de la Colombie fut le héros de l'Amérique-Méridionale, et le bienfaiteur de son pays ; ils ne croient pas trop faire en le comparant à Washington et à Napoléon, tandis que d'autres assurent qu'il fut le Cromwell, le tyran, l'oppresseur de la Colombie. La vérité se trouve rarement dans les extrêmes.

Plusieurs causes contribuèrent à rendre l'opinion favorable au général Bolivar, dès son début dans la carrière. Les renseignemens obtenus de la Terre-Ferme, au moyen de correspondances particulières, devaient se ressentir des diverses passions qui animaient ceux qui les avaient transmis; et ils impliquaient souvent contradiction entre eux. Mais le doute servait encore merveilleusement les intérêts du libérateur, car ce doute était faible, et devait l'être nécessairement.

Au risque de trahir le secret de mainte autre gloire moderne, il faut dire que de tous les moyens employés pour exalter la réputation du général Bolivar, il n'en fut aucun de plus efficace que celui qu'offrait la rédaction des bulletins et des proclamations. Ces

publications importantes, toujours écrites sous la dictée du Libérateur ou sous celle des chefs attachés à sa fortune, ne différaient en rien du ton pompeux et emphatique employé dans ces sortes d'écrits, par tous les généraux d'armée, à quelque nation qu'ils appartiennent. La langue espagnole éminemment sonore se prête d'ailleurs facilement aux phrases redondantes. L'adoption de ce genre de style ne pouvait manquer de plaire singulièrement aux habitans de Caracas dont la présomption et la vanité sont les deux traits caractéristiques. Ces bulletins et ces proclamations, traduits fidèlement sans aucun commentaire, devaient nécessairement répandre les idées les plus fausses sur le nombre des forces militaires de la Colombie, sur la conduite des soldats et sur les talens des chefs. Pour justifier ces reproches dirigés contre l'exagération systématique des pièces officielles publiées par ordre de Bolivar, je dois rapporter une anecdote assez curieuse.

Lorsque j'étais chef d'état-major à Carupano, en mai 1816, le général Bolivar, alors *chef suprême* de la république de Venezuela,

ordonna à un détachement d'environ soixante-quinze hommes de s'emparer du village de Santa-Rosa et du petit fort de même nom, situé sur une colline qui domine le port. Ce fort n'avait pour défenseurs que vingt-cinq hommes à demi nus et mal armés, qui, après avoir tiré deux fois une pièce de 24, se retirèrent de la place. Dans cette affaire, il n'y eut pas un seul homme tué ou blessé ; on ne fit pas un prisonnier. Toutefois, le lendemain je lus, non sans surprise comme on peut le croire, un bulletin signé de moi, et qui commençait ainsi : « Les indépendans, » formant quatre divisions, débarquèrent » sous le commandement immédiat du chef » suprême. Malgré une vigoureuse résistance » et un feu bien nourri, le général Piar, à la » tête de sa division, prit d'assaut l'importante » forteresse de Santa-Rosa. La division du » général Marinno s'est aussi distinguée par » sa bravoure et son sang-froid, etc. » Le fait différait de cette narration, en ce que le général Piar, à la tête seulement de vingt-cinq hommes, ayant sauté par-dessus le mur très-bas de cette importante forteresse, n'avait

rencontré aucune résistance, par la raison que les Espagnols s'étaient enfuis, à son approche.

Quand je vis ce pompeux bulletin, je demandai à Bolivar pourquoi il faisait sanctionner de ma signature une mauvaise plaisanterie. Il me répondit en riant que Baillot (notre imprimeur) avait eu à cœur de finir la composition du bulletin, avant minuit; qu'il avait ordonné au capitaine Chamberlain, son aide-de-camp, de l'écrire sous sa dictée; et, que ne m'ayant pas trouvé chez moi, il l'avait envoyé à l'imprimeur, signé de mon nom, à cause de mon rang de chef d'état-major. On peut trouver ce bulletin dans beaucoup de gazettes, et particulièrement dans le *Journal de Curaçao* (juillet 1816). Ni Bolivar ni moi n'étions présens à cette escarmouche; le général en chef était resté tranquillement à bord, avec l'amiral Brion, pendant ce beau fait d'armes, et moi, conduit à terre par un brick, je n'arrivai que quand tout fut fini.

A quelque temps de là, je montrai au général Bolivar une gazette de Baltimore qui répétait cette *grande victoire*, et qui ajoutait

que l'armée du général Bolivar était forte de sept mille hommes d'infanterie et de trois mille de cavalerie. Je pourrais citer beaucoup d'autres exemples du même genre. Mais cette seule anecdote suffira peut-être pour donner lieu à de violentes récriminations. Quoi qu'il en soit, je puis déclarer ici que je n'ai pas plus d'intérêt à flatter qu'à calomnier le général Bolivar. Je ne me dissimule pas la difficulté de la tâche que je me suis imposée, mais j'en sens aussi toute l'importance. Aucune considération ne m'empêchera de dire toute la vérité. Je me rends donc garant de l'exactitude des faits contenus dans ces Mémoires : la franchise et la bonne foi sont heureusement des titres à la faveur du public.



CHAPITRE II.

Naissance de Bolivar. — Sa famille. — Il vient en Europe. — Son mariage. — Erreurs que renferme une notice biographique publiée à Londres.

Simon Bolivar naquit dans la ville de Caracas, le 24 juillet 1783. Il était le fils cadet de don Juan Vicente Bolivar y Ponte, colonel de milice des plaines d'Aragua, et de dona Maria Concepcion Palacios y Sojo. Ses parens, qui étaient originaires de Caracas, se disaient *Mantuanas* [1]. Il perdit son père, en 1786, et sa mère trois ans plus tard.

[1] C'est sous ce titre que l'on désigne, à Caraças, les familles riches ou de distinction.

Le jeune Bolivar vint en Espagne, à l'âge de quatorze ans, suivant l'usage des riches Américains de cette époque, qui dépensaient dans une seule année de résidence en Europe plusieurs années de leur revenu. Ils y cherchaient des emplois et des décorations militaires, qui furent souvent mises à l'enchère sous l'administration de Manuel Godoy, prince de la Paix. Les jeunes Américains se rendaient aussi en Espagne pour achever leur éducation, pour se fortifier dans l'étude des lois, de la médecine ou de la théologie. Ces voyages d'outre-mer étaient indispensables à la plupart d'entre eux, car les lois de ce temps-là ne permettaient à aucun Américain l'exercice d'une profession savante en Espagne, sans qu'il eût obtenu un diplôme d'une université espagnole, et sans ce diplôme nul Américain n'avait le droit d'exercer, même dans son pays natal. A la Nouvelle-Grenade, on ne pouvait non plus, faute de ce titre, avoir l'honneur d'être capucin. Mais le jeune Bolivar, passionné pour le plaisir, faisant sa principale affaire de briller dans le monde, ne consacra

qu'une faible partie du temps qu'il passa, en Espagne, à l'étude de la jurisprudence.

Simon Bolivar était, à cette époque, lieutenant du corps de milice des plaines d'Aragua, dont son père avait le commandement. Il avait un frère aîné qui mourut, en 1815, et deux sœurs qui jouissaient d'un revenu annuel de 40 à 50,000 dollars, qu'elles retiraient de plusieurs propriétés considérables. Ces propriétés n'étaient pas à une grande distance de la ville de Caracas, et Bolivar et sa famille habitaient ordinairement tantôt l'une, tantôt l'autre. Cependant San-Mateo fut toujours la résidence favorite du général. C'était la plus considérable de ses terres, où l'on ne comptait pas moins de mille à quinze cents esclaves avant la révolution. La magnifique habitation qu'il possédait dans la vallée d'Aragua, à peu de distance du lac de Valence, fut détruite, en 1814, par le fameux Boves.

En quittant l'Espagne, Bolivar se rendit en France, et demeura à Paris plusieurs années. Jeune, riche, avec de mauvais exemples constamment sous les yeux, il se livra sans ré-

serve à tous les plaisirs de la vie. J'ai remarqué plus d'une fois que, lorsque Bolivar me parlait du Palais-Royal, c'était toujours sur le ton de l'enthousiasme. Sa physionomie s'animait alors, ses paroles devenaient véhémentes, ses gestes étaient brusques et désordonnés; tout enfin annonçait quelle vive impression avait faite sur lui cette espèce de bazar oriental au milieu de Paris.

C'est principalement à cette vie toute de plaisir et de dissipation que mena Bolivar à Paris, que j'attribue l'éloignement qu'il a toujours montré pour toute application suivie. Il est certain que le général ne pouvait s'occuper chaque jour plus de deux ou trois heures, dont il employait la plus grande partie à causer avec ses favoris sur des sujets indifférens. Il n'écrivait presque jamais lui-même, mais il dictait ou indiquait à son secrétaire ce qu'il désirait qu'on écrivît.

Bolivar revint, en 1802, à Madrid, où il épousa une des filles de don Bernardo del Toro, oncle du marquis actuel de ce nom. Son beau-père, qui était né à Caracas, résidait à Madrid. Bolivar n'avait alors que dix-

neuf ans, et sa femme pas plus de seize. Ils revinrent, en 1809, à Caracas, et menèrent une vie très-retirée dans leurs terres. Peu après, sa femme tomba malade et mourut sans laisser d'enfans.

Bolivar avait acquis du moins, dans le cours de ses voyages, un grand usage du monde, des manières polies et gracieuses, qualités frivoles, si l'on veut, mais qui n'en exercent pas moins beaucoup d'influence sur ceux qui entourent le pouvoir.

En 1823, M. Ackermann publia, à Londres, en langue espagnole, sous le titre de *El Mensagero* (le Messager), un Recueil mensuel périodique du plus haut intérêt, qui était entièrement consacré aux affaires des nouvelles républiques espagnoles. Il contient, entre autres articles, *une Notice biographique du général Bolivar*, dans laquelle l'auteur, après nous avoir dit que Bolivar, pendant son séjour à Paris, se livrait à tous les amusemens des jeunes gens de son âge, ajoute un peu légèrement, *mais en se précipitant dans le tourbillon du monde, Bolivar ne perdait*

pas de vue l'objet de tous ses désirs, de toute son ambition, l'émancipation de son pays. C'était, d'après les idées de l'auteur, dans les salons de Paris que Bolivar préparait ce grand événement.

Voyons un peu si les actions du héros de la Colombie justifient les idées de l'écrivain. Un peu avant la révolution qui éclata à Caracas, le 19 avril 1810, je vois bien sur une liste qui fut dressée à cette occasion parmi d'autres noms chers aux amis de la liberté, les noms du général Miranda, de don Manuel Gual; du corrégidor T. M. Espana, de Narinno, de Zea, mais on y chercherait vainement celui de Bolivar. Dans la mémorable journée du 19 avril, quand le capitaine-général Emparan fut déposé par une junte patriotique, les chefs de cette révolution furent l'alcade don Martin Tobar, don Francisco-Salias, Carlos Machado, Mariano Montilla, Joseph-Félix Ribas, et plusieurs autres; mais Bolivar ne prit aucune part à ce grand événement. Retiré dans ses terres, il résista à toutes les instances de son cousin Joseph-Félix Ribas qui le pressait de venir servir la cause de la

patrie. Quelque temps après, la junte lui donna le choix d'un poste civil ou militaire sous le nouveau gouvernement; Bolivar rejeta cette offre, et les pressantes sollicitations de ses amis et de ses parens ne purent lui faire changer de résolution. Enfin, il accepta une mission pour Londres avec le grade de colonel dans la milice. On lui donna pour collègue, M. Luis Mendez y Lopez, qui, pendant plusieurs années, avait été l'agent de Venezuela pour Londres.

Maintenant, si Bolivar avait formé dès sa jeunesse le projet de délivrer son pays, ainsi qu'on l'affirme dans le recueil périodique de M. Ackermann, n'aurait-il pas saisi avec empressement l'occasion de se joindre aux chefs de la révolution, et se serait-il refusé à accepter un poste sous le gouvernement de la junte et du congrès, malgré les offres pressantes qui lui furent faites par ces deux corps en 1810 et 1811? A son retour de Londres, il se retira dans ses terres, sans vouloir prendre aucunepart aux affaires publiques.

Le *Magasin* dit en second lieu, que Bolivar, lors du tremblement de terre, vint

joindre Miranda qui avait son quartier-général à Vittoria, et qu'il avait le grade de colonel dans l'armée : c'est une erreur. Bolivar fut nommé *huit mois avant* le tremblement de terre, gouverneur de la forteresse de Porto-Cabello, mais il ne vint pas à Vittoria se joindre à Miranda. Après avoir quitté secrétement cette forteresse, il n'osa pas paraître devant Miranda, car il craignait avec raison d'être traduit devant une cour martiale, pour avoir abandonné de nuit et sans ordre la plus forte place de Venezuela dont Miranda lui avait confié la défense. Bolivar était alors lieutenant-colonel de l'état-major de Miranda.

On avance aussi, dans le même article, que la perte de Porto-Cabello ne diminua en rien l'influence de Bolivar sur l'armée. C'est une autre erreur. Peu après la perte de Porto-Cabello qui, après le départ secret de Bolivar, tomba entre les mains du général espagnol, don Domingo Monteverde, en juin 1812, Miranda fut tellement affecté de la reddition de cette place qu'il capitula à Vittoria avec Monteverde, en juillet 1812. En vertu de cette capitulation, le congrès, la république et

l'armée de Venezuela étaient entièrement dissous, et il ne restoit plus à chacun qu'à se sauver comme il pourrait. Comment Bolivar aurait-il eu de l'influence sur une armée désorganisée? L'auteur de la notice biographique paraît ne pas avoir été informé d'un fait bien connu, je veux dire l'arrestation du général Miranda, à Laguaira. Cependant, personne n'ignore que ce fut Simon Bolivar lui-même, accompagné du docteur Miguel La Penna, du lieutenant-colonel Manuel Maria Casas, gouverneur de Laguaira, qui exécuta cette mesure violente, que le lieutenant-colonel Bolivar s'embarqua bientôt après avec un passe-port signé du général espagnol Monteverde; et qu'il était porteur d'une lettre de recommandation du général pour un marchand alors à Porto-Cabello, lequel avait un brick tout prêt à faire voile pour Curaçao. Ce fut ce marchand qui fut prié, sinon requis par le général espagnol, de recevoir à son bord le lieutenant-colonel Bolivar [1]. Si donc on admettait que Bolivar eût, à ce temps-là, quelque influence sur l'armée patriotique,

[1] Je tiens ces détails du marchand lui-même.

comment aurait-il obtenu un passe-port, et ce qui est plus, une lettre de recommandation du général en chef espagnol?

Ces détails et beaucoup d'autres prouvent clairement que, dans le plus grand nombre des écrits publiés sur Bolivar, les auteurs se sont efforcés de lui supposer des intentions qu'il n'a jamais eues.



CHAPITRE III.

Evénemens antérieurs à l'entrée de Bolivar dans l'armée régulière de Venezuela. — Premières Causes de la révolution à Caracas. — Invasion de Napoléon en Espagne, et de son influence sur les colonies espagnoles. — Circonstances qui favorisent le soulèvement des Américains contre leurs oppresseurs.

Avant d'aller plus loin, je dirai quelques mots de l'état de l'Europe et des Indes occidentales avant la révolution, et j'indiquerai la cause première de cette révolution qui ruina la puissance colossale de l'Espagne, et promit liberté et prospérité aux Américains espagnols.

C'est Napoléon, le gouvernement espagnol et la sainte-alliance qui, en contribuant à provoquer et à nourrir une guerre sanglante entre l'Espagne et ses colonies, ont puissamment contribué à les rendre libres et indépendantes. Napoléon les servit par son invasion; la régence et les Cortès, en envoyant sur la Terre-Ferme des chefs remarquables seulement par leur ignorance et leur faiblesse, par leur lâcheté, leur duplicité et leur cruauté. L'Espagne se nuisit à elle-même, plus qu'à ses colonies, par le système funeste qu'elle adopta à leur égard, au lieu de suivre une politique modérée et ferme qui les eût retenues encore long-temps dans sa dépendance. Après une léthargie de trois cents ans, trois millions d'Américains ont couru aux armes pour défendre leurs biens et leur vie, et ont enfin réussi à chasser leurs oppresseurs.

La sainte-alliance, mais particulièrement le gouvernement français, replacèrent sur son trône, par une invasion, Ferdinand, prince bigot, dissimulé, cruel et despotique. A compter de ce jour, l'Espagne fut réduite à l'impossibilité de reconquérir ses colonies; et,

tandis que les onze millions d'habitans de ce beau pays reprenaient leurs fers, quinze millions d'Américains s'affranchissaient de l'esclavage.

Avant 1810, on avait fait diverses tentatives pour rendre la liberté à l'Amérique. Tupac Amaru, Jose Antequera, Ubade, les frères Llanzas et d'autres souffrirent une mort cruelle dans cette généreuse entreprise. Et cependant, quand fut venu pour les Américains espagnols le moment de se délivrer du joug de leurs maîtres, sans effusion de sang, ils ne surent pas profiter des circonstances.

Pour prouver l'exactitude de mes assertions, j'entrerai dans quelques détails relatifs aux causes primitives de cette révolution si pleine d'événemens.

En exécution du traité de Fontainebleau, en date du 27 octobre 1807, signé par Napoléon et le prince de la Paix, au nom de Charles IV, roi d'Espagne et des Indes, les armées françaises traversèrent les Pyrénées et pénétrèrent jusqu'au cœur de l'Espagne, sous le prétexte de fermer les ports de ce royaume au commerce de la Grande-Bretagne.

La conquête de l'Espagne et du Portugal parut chose facile à Napoléon, et n'exigeant qu'une campagne ou deux au plus. Outre le secret désir que nourrissait l'empereur des Français, de faire encore quelques rois dans sa propre famille, il avait sans doute formé le plan d'étendre sa domination sur les colonies des deux Amériques, et de contre-balancer ainsi la puissance coloniale de l'Angleterre dans les Indes orientales. La faiblesse de Charles et de Ferdinand favorisait ces vues ambitieuses. Quelques jours avant que Charles quittât Madrid pour se rendre à Bayonne, le prince Murat fut nommé par lui lieutenant-général des royaumes d'Espagne et des Indes. D'après les ordres secrets de son maître, Murat fit embarquer cent cinquante grenadiers d'élite avec un colonel, un grand nombre d'officiers de plusieurs armes, mais principalement d'artillerie. Ce détachement débarqua à Laguaira et passa à Caracas pour y rester. Les Français furent accueillis de la manière la plus gracieuse par don Juan Casas, le capitaine-général, et par les habitans. Ceci se passait en 1808, quand

ou ignorait dans la Colombie les principes machiavéliques qui dirigeaient la conduite de Napoléon.

Ce conquérant se serait rendu maître de la Péninsule s'il avait agi ouvertement, s'il avait déclaré la guerre à l'Espagne et au Portugal, avant d'entrer dans ces royaumes. Ses conquêtes, ses victoires, ses succès brillans et rapides avaient excité l'admiration universelle, et lui avaient fait des partisans parmi les Espagnols les plus éclairés.

Mais Murat, en employant la déloyauté pour s'emparer des forteresses de l'Espagne, Murat, en semant la zizanie parmi les membres de la famille royale, et en favorisant l'évasion de Manuel Godoy, prince de la Paix, changea l'admiration des Espagnols en une haine invétérée. Toute la nation se leva contre l'étranger, et l'Espagne, jusqu'alors paisible, devint tout d'un coup le théâtre d'une guerre sanglante et obstinée dont les horreurs s'étendirent jusque sur les immenses possessions coloniales, car les Américains se joignirent aux Espagnols dans la haine que ceux-ci portaient à Napoléon, à sa famille et à ses adhérens.

Les colonies espagnoles ne tardèrent pas à devenir le point de mire de tous les partis qui brûlaient d'étendre sur elles leur influence et leur domination. Les rois Charles, Ferdinand, Joseph, l'empereur des Français, les juntes, les régences et les Cortès déployèrent à l'envi toutes les ressources de la diplomatie pour arriver à ce but. La junte de Séville traita la junte légitime et centrale assemblée à Cadix de bandes de vagabonds et de traîtres, et lui imputa tous les malheurs qui étaient venus fondre sur l'Espagne. Cette junte dictatoriale envoya aussi des agens aux colonies, avec des manifestes et des proclamations dans lesquels elle déclarait que l'Espagne reconnaissait son autorité, et que le bien public exigeait péremptoirement que les Américains suivissent ce bon exemple. La junte envoyée par le roi Ferdinand, avant son départ pour Bayonne, avait aussi expédié ses manifestes et ses proclamations aux colonies. Le prince Murat, en qualité de lieutenant-général de l'Espagne et des Indes, avait fait la même chose au nom de Charles IV. Quelques mois après, de semblables procla-

mations furent répandues dans les colonies au nom du roi Joseph et de Napoléon. La junte des Asturies, de son côté, prétendit à la même autorité, et exigea la même soumission à ses décrets. Ainsi, l'Amérique espagnole était inondée de ces pièces toutes officielles qui prouvaient seulement que l'Espagne était divisée en un grand nombre de factions qui, toutes, se disputaient le pouvoir.

Le moment était favorable pour faire déclarer l'indépendance américaine. L'Espagne était occupée par les armées françaises; ses principales autorités étaient désunies; le roi Ferdinand était absent et prisonnier; Napoléon et son frère Joseph étaient maîtres de la plus grande partie de la Péninsule; il n'était pas un seul Espagnol capable de prendre les rênes du gouvernement; le commerce, les finances et la marine étaient presque entièrement détruits; les troupes étaient employées à la défense du pays, et, en même temps, les forteresses et les nouvelles troupes, envoyées dans les colonies, étaient dans l'état le plus déplorable. L'occasion de secouer le joug ne pouvait se présenter plus belle. Mais, soit apa-

thie, soit dévouement pour la mère-patrie, soit faute de chefs habiles, soit enfin générosité, les Américains ne firent pas la moindre démonstration hostile; loin de là, ils firent éclater en diverses occasions leur vif attachement pour leur monarque bien-aimé Ferdinand VII; et quand les vice-rois et les gouverneurs de provinces s'efforcèrent de répandre des proclamations dans lesquelles on leur recommandait de reconnaître leur nouveau roi, Joseph Napoléon, ils brûlèrent publiquement ces écrits emphatiques comme séditieux, et chassèrent de leur pays les agens de la nouvelle dynastie.

Quand Napoléon fut arrivé à Bayonne, il fit partir de cette ville pour Laguaira un brick armé, *le Serpent*, capitaine B.... Ce capitaine était porteur d'instructions secrètes, de proclamations et de plusieurs autres papiers pour le capitaine-général don Juan de Casas. L'empereur donna aussi des instructions verbales à cet officier.

Le brick toucha à Cayenne et fut observé par la frégate anglaise *Acaste*, capitaine Deaver, qui lui donna la chasse. Le Français dé-

barqua, en juillet 1808; la frégate arriva quelques heures plus tard. Le capitaine B... entra dans Caracas, une heure environ avant l'officier anglais, et fut sur-le-champ reçu par le capitaine-général. La réception que fit don Juan de Casas à l'officier français fut des plus gracieuses. Quand le capitaine anglais se présenta chez le capitaine-général, on lui dit d'un ton de mauvaise humeur qu'il était venu dans un mauvais moment, qu'il pourrait se présenter de nouveau dans deux heures. Cependant le capitaine Deaver, tout en se promenant dans les rues de la capitale, informait le peuple de ce qui se passait en Espagne. Quelques heures après, le capitaine français s'aperçut que les habitans paraissaient singulièrement refroidis à son égard; il n'en persista pas moins à s'acquitter de sa commission, et il resta à Caracas. Il prit un logement dans un hôtel public rempli d'étrangers, et commença à leur lire un des manifestes de Napoléon, adressé au peuple de Venezuela. Il y avait déjà quelques minutes qu'il lisait ce papier, lorsqu'un officier espagnol le lui arracha des mains, le déchira en plusieurs mor-

ceaux, et se mit à crier comme un furieux que lui et ses compagnons d'armes ne souffriraient jamais un roi français, qu'ils étaient bons Espagnols et fidèles à leur légitime et bien-aimé souverain Ferdinand VII. Il parla et gesticula ensuite avec une telle véhémence, que les assistans s'unirent à lui, et le Français n'osa plus ouvrir la bouche [1].

Les nouvelles apportées par le capitaine Deaver frappèrent d'étonnement les habitans de Caracas, et excitèrent chez eux la plus profonde indignation. Le peuple s'assembla par milliers et porta en triomphe le buste du roi Ferdinand, criant à haute voix qu'il le reconnaissait comme le seul légitime souverain des Indes espagnoles. Il le porta ensuite en grande solennité à l'hôtel du gouvernement, et le plaça au milieu d'une brillante

[1] Personne n'est plus disposé que nous à croire à la véracité du général Ducoudray-Holstein. Cependant, il nous permettra de douter de l'exactitude de la scène qu'il décrit ici, et de laquelle, du reste, il n'a pas été témoin oculaire. Il n'est point d'officier français, que nous sachions qui souffrît un outrage public impunément.

(*Note du Traducteur.*)

illumination. De là le peuple, furieux contre le capitaine français, se dirigea tumultueusement vers son hôtel, et l'aurait mis en pièces s'il ne s'était échappé à temps. Don Joachim Garcia Jove lui donna généreusement l'hospitalité, et l'aida à préparer son départ, qui s'effectua cette même nuit. Le capitaine anglais ne tarda pas à le suivre, et, lui ayant donné la chasse, il l'atteignit en mer et le prit à peu de distance de la côte.



CHAPITRE IV.

Politique des cabinets de Saint-Cloud et de Saint-James relativement aux Colonies espagnoles. (Années 1808 et 1809.)

Napoléon, après avoir fait reconnaître son frère Joseph en qualité de roi d'Espagne et des Indes, envoya l'ordre aux grands conseils des Indes de notifier cet avénement d'une manière officielle, au vice-roi et aux capitaines-généraux de l'Amérique méridionale. Il offrit aux habitans de ce pays son puissant secours, en armes, en munitions, en soldats, en officiers, etc., s'ils voulaient se déclarer indépendans. Il se flattait de gagner facilement leurs suffrages.

Les nombreux agens du roi Joseph et de Napoléon offraient aux Américains l'indépendance et de grands priviléges, entre autres de conserver dans leurs emplois respectifs les officiers civils et militaires, s'ils voulaient faire un traité avec le premier et le reconnaître pour roi. Ce fut en vain; les Américains prétendirent qu'ils ne devaient avoir rien de commun avec Napoléon et son frère Joseph, et ils persécutèrent leurs agens, dont quelques-uns furent arrêtés et mis à mort.

Cependant trois ans après (en 1811 et en 1812) ils envoyèrent des députés à Napoléon pour implorer son secours. Mais il était trop tard; l'empereur avait trop d'occupation en Europe pour se mêler des affaires de l'Amérique. Il n'avait point d'ailleurs oublié que, antérieurement, ils avaient rejeté ses offres, et il faisait peu de fonds sur la bonne-foi et la sincérité des agens américains.

Le gouvernement anglais, voyant les progrès rapides que faisait Napoléon en Espagne, commença à craindre sérieusement que ce pays ne tombât sous la domination française. Il craignait aussi que, lorsque les nouvelles

des succès de Napoléon arriveraient dans l'Amérique du sud, elles ne lui donnassent un puissant parti. Il sentit alors la nécessité d'employer des mesures promptes et vigoureuses, et, pour prévenir un imminent danger, il fit partir un sloop de guerre, fin voilier, pour l'île de Curaçao, avec ordre au commandant de ce bâtiment, d'enjoindre à sir James Cockburn, gouverneur de cette île, de se rendre sans délai à Laguaira et à Caracas. Les instructions secrètes étaient d'employer tous les moyens imaginables pour diminuer l'influence du parti français qui ne tendait à rien moins qu'à enlever à l'Espagne ses colonies, et pour s'efforcer d'établir un gouvernement provisoire favorable au roi Ferdinand VII, sans s'engager dans d'autres affaires relatives à l'administration intérieure du pays.

Le capitaine-général, don Juan de Casas, sur l'avis qu'il reçut de la prochaine arrivée de l'envoyé du gouvernement anglais, se rendit à Laguaira avec une suite nombreuse et brillante. A peine sir James fut-il descendu sur le rivage que le capitaine-général s'avança

à sa rencontre, suivi par une foule innombrable d'habitans qui faisaient éclater leur joie par des acclamations prolongées. Aux cris de *Vive Ferdinand VII! vive notre roi bien-aimé! Vivent les Anglais nos bons et fidèles alliés!* se mêlaient le bruit des cloches et les décharges de l'artillerie des forts de Laguaira. Lorsque sir James quitta cette place pour se rendre à Caracas, on eût dit une marche triomphale : tout était joie, tumulte, enthousiasme; la ville fut illuminée spontanément; les dîners, les bals, les fêtes, se succédèrent pendant toute la durée du séjour de sir James à Caracas. Les mêmes acclamations qui avaient accueilli son entrée dans la ville se répétèrent tous les jours avec le même enthousiasme. Après quelques conférences secrètes entre sir James et le capitaine-général, celui-ci publia une longue proclamation dans laquelle il exhortait les habitans de Venezuela à reconnaître l'autorité du nouveau roi d'Espagne et des Indes.

Sir James retourna à Curaçao, fort satisfait de cette réception, et transmit aussitôt, au gouvernement anglais, un rapport circon-

stancié de sa mission secrète. Rassuré sur les dispositions des Venezueliens à l'égard de la nation anglaise, le cabinet de Saint-James ne s'occupa plus que de trouver les moyens de chasser les Français de la Péninsule. En effectuant cette expulsion, le ministère anglais atteignait l'objet qu'il avait constamment en vue : il étendait son commerce à l'exclusion de toutes les autres nations. Cette considération seule fut la cause de son alliance avec l'Espagne, et excita son inimitié contre tout ce qui favorisait l'indépendance des Espagnols dans les deux Amériques.

Dès le commencement de la révolution, les différens gouvernemens de l'Amérique se sont adressés à l'Angleterre comme à la puissance, sur l'appui de laquelle ils avaient lieu de compter, bien qu'elles ne leur fût jamais d'aucun secours. Cette invariable confiance de la part des divers chefs des colonies de l'Amérique du sud, prouve clairement que, dès l'origine de la révolution, les Américains n'avaient pas eu l'idée de se séparer de l'Espagne. S'ils avaient adopté ce parti, ils auraient accepté les offres brillantes de Napoléon et de

Joseph, et n'auraient jamais imploré le secours des plus fidèles alliés du gouvernement espagnol.

Si les divers gouvernemens de l'Amérique entretenaient des espérances de trouver un solide appui dans le cabinet de Saint-James, ils les fondaient, d'un côté, sur la connaissance qu'ils avaient du fameux plan de William Pitt qui avait voulu rendre libres et indépendantes les colonies des Indes occidentales; et, de l'autre, sur les instructions que le ministre Anglais des colonies, Dundas, adressa, en 1797, au gouverneur de l'île de la Trinité, sir Thomas Picton, d'après lesquelles le gouverneur s'engageait formellement à fournir aux Venezueliens toute espèce de secours, en cas que ceux-ci voulussent s'affranchir du joug de l'Espagne. Ces instructions furent expédiées de l'île de la Trinité, mais elles n'eurent point l'effet qu'on en attendait. Elles étaient sans doute oubliées depuis longtemps, lorsque la révolution de Caracas, qui éclata en 1810, les rappela à la mémoire des gouvernans. Don Luis Lopez Mendez et Simon Bolivar furent alors envoyés à Londres, pour

demander des secours; mais le ministère anglais, non content de rejeter cette demande, envoya l'ordre à ses gouverneurs des Indes occidentales, d'observer la plus stricte neutralité entre l'Espagne et ses colonies, tant que le nouveau gouvernement agirait au nom et par l'autorité du roi Ferdinand. Le plan du ministre William Pitt, de rendre libres et indépendantes les colonies des Indes occidentales qui n'appartenaient pas à l'Angleterre, aurait produit les plus terribles résultats. Si l'on considère le grand nombre d'esclaves et de gens de couleur qui se seraient rendus maîtres du pays, il est hors de doute que ce plan, loin d'avoir pour objet l'indépendance des habitans de la Terre-Ferme de l'Amérique du sud, ne tendait à rien moins qu'à la subversion complète du pays. Il est vrai que la ruine des Indes américo-espagnoles aurait grandement contribué à la prospérité des vastes colonies anglaises des Indes orientales.

En 1814, après que Ferdinand fut monté sur le trône d'Espagne, le prince régent d'Angleterre conclut avec lui un traité dans

lequel il était formellement stipulé que : « Son » Altesse royale espérant que le roi d'Espagne » ferait la paix avec les colons d'Amérique, » ne promettait pas seulement de s'abstenir » d'envoyer le moindre secours aux insurgés, » mais encore de faire en sorte d'empêcher » ses sujets de les soutenir dans leur lutte » contre la mère-patrie. »

Après le tremblement de terre qui bouleversa Caracas, en 1812, un grand nombre d'habitans effrayés quittèrent Venezuela, et s'embarquèrent avec une telle précipitation qu'ils oublièrent de se pourvoir des choses nécessaires à la vie; beaucoup périrent, faute de nourriture. Le congrès des États-Unis, informé de l'état déplorable de ces infortunés, se hâta de donner généreusement des ordres, pour qu'on fournît à tous leurs besoins, et les sauvât ainsi de la misère et de la faim.

En 1814, les chefs du gouvernement de Buenos-Ayres et de la Nouvelle-Grenade envoyèrent à Londres, les premiers, don Manuel Saratea; les seconds, don Thomas Maria del Real, munis de pleins-pouvoirs. Ils devaient

surtout s'appliquer à conclure, pour vingt ans, un traité de commerce avec l'Angleterre; traité qui eût offert de grands avantages à cette puissance, et dont un article important stipulait que les Américains méridionaux ne feraient aucune espèce d'affaires qu'avec elle seule. Ces offres attrayantes ne furent point acceptées. Le député Real fit, à diverses reprises, des tentatives, pour obtenir une audience particulière du ministre des affaires étrangères, mais inutilement. Cette mission n'eut d'autre résultat que d'obtenir la permission d'exporter quelques armes qui furent payées argent comptant, et dont le prix total s'éleva très haut, parce que le gouvernement anglais perçut sur elles, dans toute leur rigueur, les droits onéreux de la douane. Depuis cette époque, les agens des nouvelles républiques américaines ont été tolérés à Londres, mais sans que leur caractère diplomatique fût reconnu.

Telle fut la conduite du ministère anglais à l'égard des Américains espagnols, tant que le triomphe de la cause de l'indépendance parut incertain. Mais aussitôt que les répu-

blicains eurent réussi à chasser les troupes espagnoles de leurs territoires respectifs, et que la forme de gouvernement établi par eux eut acquis quelque consistance, le cabinet anglais changea de politique et s'empressa de reconnaître officiellement leurs agens et leurs ministres. Par sa politique ambigue, l'Angleterre sut gagner ce que d'autres puissances, et notamment la France, perdirent sous la triste administration du ministre Villèle.

On a décerné au ministère anglais, un peu légèrement, ce nous semble, les titres pompeux de protecteur et de sauveur de l'Espagne et du Portugal, de généreux défenseur de l'indépendance de l'Amérique méridionale. Mais, si nous remontons à la cause première des faits, si nous nous livrons à l'examen attentif de la politique tortueuse de lord Castelreagh, quand il présida le cabinet de Saint-James, il résultera de ces investigations consciencieuses que l'Angleterre est loin de mériter les titres glorieux qu'on s'est empressé de lui prodiguer.

La situation de l'Angleterre vis-à-vis de la France en 1808, 1809 et 1810 était précisé-

ment celle où, dans les temps anciens, Carthage s'était trouvée à l'égard de Rome. Le système continental de Napoléon, soutenu par ses nombreuses légions et son pouvoir colossal, ne menaçait pas seulement d'une ruine totale le commerce et l'industrie de l'Angleterre, mais encore l'existence politique de ce royaume. A quoi pouvaient lui servir, en effet, les nombreux produits de son industrie, si variée dans ses rapports, et les immenses productions qu'elle retirait des Indes orientales, si elle n'avait pas une place de marché pour les écouler? Le commerce de contrebande, en lui accordant même toute l'extension possible, n'est que de bien peu d'importance quand on le compare à un commerce libre, actif et direct. Que Napoléon eût réussi à fermer à l'Angleterre les ports d'Espagne et de Portugal, et l'Angleterre se trouvait privée de toute espèce de commerce avec l'Europe entière.

Disons-le sans détour : la marche suivie par le cabinet anglais, antérieurement au brillant avènement de M. Canning au ministère, a coûté plusieurs millions de dollars, a causé la

mort de plus de six cent mille hommes en Amérique, et a ruiné les colonies espagnoles pour un grand nombre d'années; mais le commerce de l'Angleterre a prospéré pendant ce temps-là. Peut-être n'est-il pas hors de propos ici d'inviter le lecteur à se souvenir du rôle actif que le ministère anglais joua pendant la révolution française; à ne pas perdre de vue non plus sa conduite dans les derniers événemens qui se sont passés à Naples, en Savoie, en Piémont et en Espagne; à le suivre dans ses actes à Vérone, à Turin, à Alger, à Tripoli, en Grèce, au Brésil et à Buenos-Ayres. Quant à notre politique à l'égard du Portugal, de la Russie et de la Turquie, le temps nous initiera sans doute aux profondeurs du système actuel du duc de Wellington.

Ainsi, la neutralité de l'Angleterre dans la guerre civile avec l'Espagne et les colonies n'a pas seulement contribué à augmenter ses richesses, à étendre son commerce, elle lui a valu encore le noble titre de protectrice des républiques de l'Amérique méridionale.

Il est juste, cependant, de consigner ici l'é-

loignement prononcé que la partie éclairée de la nation anglaise a toujours montré pour les principes de Pitt et de Castelreagh, et de rappeler que plusieurs individus de cette classe respectable se sont acquis une gloire légitime par leur concours actif à l'indépendance des républiques méridionales de l'Amérique.



CHAPITRE V.

Situation de Venezuela en 1808. — Le capitaine-général Emparan et le lieutenant-colonel Simon Bolivar arrivent d'Espagne à Laguaira. — Administration d'Emparan. — Détails de la révolution opérée à Caracas, le 19 avril 1810.

Après le récit succint des diverses manœuvres diplomatiques de quelques cabinets de l'Europe à l'égard de l'Amérique espagnole, et notamment à l'égard de Venezuela, il ne sera pas inutile, sans doute, de donner une idée générale des huit provinces qui formaient, à cette époque, l'état de Venezuela.

Le capitaine-général, don Juan de Casas, favorisait secrètement ce qu'on appelait le

parti français, et était tout disposé à entrer dans les vues de Napoléon et de son frère Joseph. Les mesures, employées alors, justifient suffisamment cette assertion. Aucun vaisseau, à quelque nation qu'il appartînt, ne pouvait entrer dans un port de l'Amérique sous la domination espagnole; on n'y souffrait que les bâtimens nationaux. Les lettres, les brochures politiques, les gazettes, les livres venant d'Europe, de quelque nature qu'ils fussent, étaient réunis en ballots et expédiés directement au capitaine-général, à Caracas, avant d'être remis aux personnes auxquelles ils étaient adressés. L'infraction de ce réglement faisait condamner à de fortes amendes le maître du vaisseau, coupable de négligence ou de fraude. Il n'était pas difficile au gouverneur, comme on voit, de s'immiscer dans le secret des lettres, de connaître par avance l'esprit des journaux et l'éloquence des publicistes. D'après cette mesure toute prudente, on sera convaincu que le capitaine-général s'était arrogé des pouvoirs qui excédaient de beaucoup ceux qui ont pu être accordés à tous les censeurs littéraires de

l'Europe. Les devoirs de sa charge ne se bornaient pas à retrancher, il retenait notamment tous les ordres, proclamations, etc., venant des différentes autorités de l'Espagne qui déclamaient contre l'invasion française. Ainsi, les habitans de Venezuela, tenus dans une ignorance complète des événemens qui s'étaient passés dans la Péninsule, ne furent pas médiocrement surpris, quand ils furent instruits par le capitaine anglais Deaver, en juillet 1808, ainsi que je l'ai dit dans le chapitre précédent, de la révolution d'Aranjuez, de l'évasion de Manuel Godoy, de la mitraillade du 1er mai dans les rues de Madrid, et de plusieurs autres faits de même importance.

L'omnipotence locale qu'exerçait le capitaine-général Casas sur tous les Espagnols arrivant sur la Terre-Ferme, ne s'étendait point jusque sur le capitaine Deaver. Aussi, ses conversations avec les habitans de Caracas eurent-elles des conséquences très graves. Ce fut lui qui, le premier, répandit, parmi les habitans de l'Amérique du sud, des notions exactes sur le véritable état des affaires en Espagne. Ces

communications inattendues placèrent le capitaine-général Casas dans une situation d'autant plus délicate que les hommes les plus influens de Caracas insinuaient secrètement qu'il avait pu être interressé à cacher la vérité.

Les habitans les plus éclairés de Caracas ne pouvaient s'empêcher de craindre que les maux innombrables qui pesaient alors sur la mère-patrie, ne fussent comme les sinistres avant-coureurs de ceux dont était menacée l'Amérique du sud, abandonnée à ses seules ressources. Une invasion étrangère était d'autant plus à redouter que les forteresses de ce pays étaient mal approvisionnées, et n'étaient défendues que par de faibles garnisons. Les soldats étaient mal nourris et mal vêtus; les officiers étaient, pour la plûpart, mous et efféminés; les habitans différaient d'opinions politiques; enfin, les bons esprits s'accordaient à regarder comme très critique la situation du pays. Il fut alors décidé, parmi les citoyens les plus notables, qu'on proposerait à l'autorité supérieure l'établissement d'une junte active, énergique, dont tous les efforts

tendraient à se mettre au niveau de la difficulté des conjonctures présentes. Les mêmes citoyens dressèrent donc une petite requête dans laquelle ils démontraient les avantages d'une semblable mesure, et proposaient au capitaine-général d'accepter le titre de président de la junte, sans que cette dignité civile nuisît en rien à son autorité militaire. L'autorité du roi Ferdinand y était formellement reconnue. Les auteurs de ce mémoire en firent, en outre, circuler des copies parmi leurs amis, pour qu'ils les revêtissent de leurs signatures.

Dans ce mémoire ils recommandaient, d'abord, que l'on avisât aux moyens les plus prompts de dissiper les craintes des habitans de Venezuela, relativement aux mesures prises par le gouvernement espagnol à leur égard; secondement, ils demandaient qu'on donnât un gouvernement plus efficace à la province de Caracas; et, en dernier lieu, qu'on s'appliquât sans relâche à faire sortir de sa langueur l'état abandonné de Venezuela.

Ces propositions, toutes patriotiques, qui servaient à la fois et les intérêts de l'Espagne

et ceux de Venezuela, portèrent ombrage au capitaine-général; il fit arrêter les auteurs du mémoire et ceux qui l'avaient signé, et les fit mettre en prison. Mais l'opinion publique s'était déjà déclarée en faveur des auteurs du projet dont, au reste, la conduite était irréprochable. Ils furent bientôt mis en liberté. On se tromperait, cependant, si l'on n'attribuait leur élargissement qu'à leur innocence; une autre cause plus puissante milita en leur faveur, ce fut la crainte. En effet, les marquis del Tona et de Casa Léon, tous les deux riches et influens dans le pays, le fils du comte del Tobar et plusieurs autres jeunes gens des premières familles de Caracas représentèrent au gouverneur, dans les termes les plus forts, les conséquences d'une conduite si arbitraire; on alla jusqu'à dire qu'on ne s'étonnerait pas qu'elle produisît une révolution.

Sur ces entrefaites, sir James Cockburn, gouverneur de Curaçao, vint visiter Laguaira et Caracas. Il apportait dans ces deux villes la nouvelle que l'autorité du roi Ferdinand était formellement reconnue en Espagne. Cette nouvelle mit un terme à la position difficile

du capitaine-général. Il vit clairement alors que la majorité se prononçait en faveur des Bourbons, et il changea de politique, en conséquence. Mais les membres de la grande junte, assemblés à Madrid, ayant conçu des soupçons sur la sincérité du dévouement du général Casas, résolurent d'envoyer une autre personne qui leur offrît plus de garantie.

Telle était la situation de Caracas, quand, le 24 mars 1809, trois vaisseaux de guerre espagnols et vingt bâtimens de transport arrivèrent à Laguaira. On comptait à bord le nouveau capitaine-général, don Vicente Emparan, le brigadier-général Fernando del Toro, le lieutenant-colonel Bolivar avec sa femme, et un grand nombre d'officiers civils et militaires.

Quelques jours après son arrivée, le général Emparan fut solennellement installé dans sa place. Ce haut fonctionnaire n'était pas un homme sans talent ni sans connaissances; il était bon, juste, affable et très humain; il embellit Caracas, maintint une bonne police qui s'occupait d'entretenir la propreté dans les rues et le marché public, de veiller à la tran-

quillité publique et à la sûreté des citoyens; enfin, par une heureuse réunion d'excellentes qualités, il se concilia l'affection du peuple de Caracas. Il est fâcheux que cet officier supérieur fût trop confiant, et qu'il se montrât trop entêté de la régence d'Espagne.

Il n'y avait encore que fort peu de temps que le général Emparan était installé à Caracas, quand on apprit dans cette ville que la junte centrale espagnole avait quitté Séville pour se rendre à Cadix; qu'elle avait été dissoute, et qu'on avait nommé, pour la remplacer, une régence qui devait gouverner l'Espagne et ses colonies. La régence avait répandu dans l'Amérique méridionale une proclamation pleine de promesses flatteuses, dans l'espoir de gagner l'affection des habitans. Le même vaisseau qui apportait ces nouvelles, annonçait aussi que le roi Joseph faisait de grands progrès en Espagne, et que la régence ne possédait plus que Cadix, l'île de Léon, et une partie de la Galice et de la Catalogne; les habitans demeurèrent alors convaincus qu'ils ne pouvaient ni conserver des espérances de protection du côté de l'Es-

pagne, ni se flatter de se maintenir en bonne intelligence avec le capitaine-général Emparan, qui, environné de mauvais conseillers, exigeait une soumission aveugle à tous les actes qui émanaient de la régence. Ils ne doutaient pas non plus que Cadix et le reste du territoire espagnol ne fussent bientôt forcés de se soumettre, et que la régence ne fût alors regardée comme une autorité illégitime. Mais le général Emparan était actif, vigilant, jaloux de son autorité et très puissant encore. On ne pouvait donc agir ouvertement contre lui; on eut recours à la ruse.

Les chefs de la révolution, après s'être assurés que l'autorité du gouverneur était odieuse à la plupart de leurs compatriotes, fixèrent au jeudi saint, 19 avril 1810, l'exécution de leur projet. Au nombre des conjurés étaient l'alcade de Caracas, don Martin Tobar, Francisco Salias, Mariano Montilla, et plusieurs autres personnages de marque. Une foule immense de peuple était assemblée, ce jour-là, pour assister à la procession qui, après être sortie de la cathédrale, passait à travers les principales rues de la ville. Avant

que la procession ne commençât, le capitaine-général avait convoqué le conseil de l'*audience royale*, qu'il présidait toujours.

Ce jour-là, les chefs du complot s'assemblèrent sur la place publique, tenant leurs armes cachées dans leurs vêtemens. Ils étaient sûrs de la plupart des habitans, d'un grand nombre des officiers du régiment de ligne de la reine, et du bataillon presque entier des vétérans, composé de huit cents hommes d'élite rangés en bataille, qui attendaient alors la procession; de sorte qu'il y avait trois mille hommes armés, réunis ensemble, et prêts à agir au premier signal.

Quand le capitaine-général, après avoir congédié l'audience royale, sortit de la chapelle pour se joindre à la procession avec sa suite, don Francisco Salias, un des chefs les plus déterminés, s'avançant, lui dit qu'il avait une affaire de la plus haute importance à lui communiquer, et qu'il priait son excellence de rentrer dans la chapelle, où il s'expliquerait devant le conseil de l'audience royale. Le général répliqua qu'il ne pouvait lui accorder sa demande pour le moment, parce que la

procession l'attendait, mais qu'il serait prêt à l'entendre aussitôt qu'elle serait finie.

« Non! non! » s'écria Salias avec véhémence: « votre excellence ne saurait différer d'un » moment de m'entendre; il faut absolument » que vous m'entendiez sans tarder une seule » minute. » Ses nombreux compagnons s'écrièrent alors tous à la fois que c'était une affaire de la plus haute importance, et qu'elle n'admettait pas le moindre délai. Pendant ce temps, les chefs de la révolution serraient le gouverneur de si près qu'il ne pouvait avancer d'un pas. Un d'entre eux, soit par accident, soit à dessein, se trouvant très près de lui, lui toucha le bras. Le gouverneur, irrité de cette liberté, le traita très durement; mais s'apercevant que, pendant cette scène, la masse du peuple augmentait à chaque minute, il se troubla, et, cédant à la fin, il ordonna au conseil de s'assembler de nouveau.

Salias entra seul dans la chambre du conseil, et adressa, au président Emparan, la harangue suivante qui nous paraît assez singulière :

« Votre Excellence est un honnète homme;

» votre Excellence est un respectable et digne
» magistrat, entièrement dévoué à Sa Ma-
» jesté, notre bien-aimé souverain, don Fer-
» dinand VII; mais on a engagé votre Excel-
» lence à insulter publiquement un de mes
» amis, et quel autre aurait pu vous conseiller
» cette injustice, si ce n'est cet hypocrite, cet
» imposteur, cet infâme qui est assis auprès
» de vous! » (Et en disant ces mots, l'orateur désignait Vicente Anca qui était réellement un des Espagnols les plus méprisés et les plus détestés à Caracas.) Le gouverneur déconcerté par un tel langage fit néanmoins un signe de tête à chaque expression flatteuse de Salias, et protesta qu'il avait raison de dire que lui, le gouverneur, était sincèrement attaché à son bien-aimé roi et maître. Cependant, Anca était son conseiller privé auquel il était fort attaché, et dans lequel il avait la plus grande confiance; il essaya donc de le défendre; mais Salias l'interrompit, et, après avoir répété au gouverneur les mêmes complimens qu'il lui avait déjà adressés, il ajouta qu'il venait, au nom de plus de dix mille de ses compatriotes, demander justice de cet

hypocrite, et exiger qu'il fût arrêté sur-le-champ; que lui, Salias et ses amis, avaient placé une telle confiance dans la probité et la droiture du gouverneur, qu'ils étaient persuadés que son Excellence ne souffrirait pas plus long-temps à ses côtés un ennemi du peuple aussi déclaré.

Le gouverneur fut intimidé par la hardiesse et la fermeté de ce discours; et s'apercevant que Salias était puissamment soutenu, il ordonna brusquement l'arrestation d'Anca, qui tenta de parler, mais inutilement. Il fut envoyé en prison; et, lorsqu'il traversa la place il fut poursuivi par les huées d'une foule immense de peuple.

Encouragé par ce premier succès, Salias demanda l'arrestation de plusieurs autres membres de l'audience royale; ce qui fut effectué de la même manière. Sur ces entrefaites, quelques-uns des nombreux amis de Salias, entrèrent dans la chambre du conseil, et environnèrent le gouverneur et le reste des conseillers, qui furent forcés de se soumettre aux désirs des chefs de la révolution. Ils avaient à l'avance préparé une déclaration,

écrite en forme de décret, publiée au nom de l'audience royale et de son président, le capitaine-général Emparan, dans laquelle il était stipulé : 1° que lui, don Vicente Emparan, avec tous les autres membres de l'audience royale, abdiquaient volontairement leurs fonctions et étaient résolus à se retirer des affaires publiques; 2° que l'audience royale serait remplacée par une junte qui se chargerait de l'administration du pays, etc. Chaque membre de l'audience royale, après avoir signé son sort, fut détenu séparément dans sa propre maison, avec la liberté de sortir du pays, quand il le jugerait à propos.



CHAPITRE VI.

Junte venezuelienne. — Régence espagnole. — Conspiration. — Commencemens des hostilités. — Le marquis del Toro. — Arrivée de Miranda à Caracas. — Congrès. — Pouvoir exécutif. — Société patriotique. — Conspiration islénienne. — Déclaration de l'indépendance. — Opérations militaires de Miranda. — Projet d'une constitution. — Situation de la république en 1811.

Le même jour que cette révolution s'opéra, le nouveau gouvernement fut proclamé et installé sous le nom de Junte provisoire de Venezuela, conservatrice des droits de Sa Majesté le roi Ferdinand VII. Les principaux membres de cette junte étaient don Jose de Las Llamosas, Espagnol d'origine, président

et premier alcade; don Martin Tobar, second alcade; Baltazar Padron, Andreas Mireno et Diego Jugo, membres. Ils commencèrent à signaler leur autorité en faisant mettre en prison l'ex-capitaine-général Emparan, le régent, les auditeurs, les membres de la haute cour de justice, l'ancien cabinet et plusieurs autres personnes. De la prison on les envoya par mer aux États-Unis d'Amérique.

La junte abolit les droits de péage, de douane et la capitation relativement aux Indiens. Elle s'occupa à rendre la liberté au commerce et à l'industrie nationale; elle décréta qu'on donnerait officiellement avis aux provinces de Caracas et au ministère anglais, du changement de gouvernement; et que, aussitôt que le bruit de cette révolution parviendrait dans les provinces, une junte semblable s'installerait dans chacune d'elles.

La junte de Guayana reconnut d'abord l'autorité de celle de Caracas; mais bientôt après, elle refusa de reconnaître toute autre autorité que celle de la régence de Cadix. Ce changement fut attribué à l'influence des Espagnols européens, qui formaient la ma-

jorité de cette junte. Celles de Cumana et de Barinas envoyèrent des députés à Caracas, pour demander la convocation d'un congrès et refuser de reconnaître l'autorité suprême de la junte de la capitale.

Le gouverneur espagnol de Maracaybo, don Fernando Millarez, éprouva un vif mécontement en apprenant les événemens qui venaient de se passer à Caracas. Il chassa de sa présence les députés que la junte de cette ville lui avait envoyés en leur faisant de grandes menaces. De Maracaybo, ils se rendirent à Coro. Cevallas, gouverneur de cette province, les arrêta et les fit embarquer pour Porto-Rico où ils furent mis en prison. Enfin les vives sollicitations de l'amiral anglais, sir Alexander Cochrane, les rendirent à la liberté.

La junte provisoire de Caracas jugea à propos de notifier officiellement à la régence de Cadix, le changement qui s'était opéré dans le gouvernement de Venezuela. Elle déclarait en même temps qu'elle prenait le plus vif intérêt à la prospérité de la mère-patrie, et à la conservation de l'autorité

royale dans l'Amérique méridionale; mais elle ne disait pas un mot de son obéissance à la régence. Cette déclaration était conforme aux lois du code indien qui dit expressément : *Les Américains ne connaîtront aucune autre autorité que celle du roi, en sa qualité de président du conseil des Indes.* Cette omission fut traitée, par la régence, de crime capital qui méritait un châtiment exemplaire. Après avoir consulté le grand conseil de Castille et celui des Indes, les membres de la régence de Cadix publièrent contre Venezuela un violent manifeste en date du 3 août; décrétèrent que les provinces seraient traitées comme rebelles et révolutionnaires, en déclarant les côtes de Venezuela en état de blocus: ils exceptaient, toutefois, de cette disposition, les provinces de Maracaybo et de Coro qui reconnaissaient formellement l'autorité de la régence et n'avaient pris aucune part à la révolution de Caracas.

Bientôt après, la régence reçut des autres juntes américaines, des dépêches où elle trouva les mêmes sentimens de soumission; quelques-unes offraient de soutenir les Es-

pagnols dans leur lutte contre Napoléon, aucune ne manifestait l'intention de se séparer de l'Espagne, mais aucune non plus ne reconnaissait l'autorité de la régence. Cette unanimité d'opinion dans les habitans des immenses provinces des colonies espagnoles, devait exciter au plus haut degré le mécontentement de ses membres. Ils rejetèrent alors toute proposition d'accommodement ou de négociation; ils ne parlèrent plus que de rebellion, et demandèrent une soumission aveugle à leurs lois et à leurs décrets. La guerre civile éclata alors.

Don Ignacio Cortariva partit de Cadix pour Porto-Rico avec l'autorisation d'employer tous les moyens pour subjuguer les Venezueliens. Il disait, dans une de ses proclamations, que les habitans des provinces affranchies devaient *d'abord* déposer leur gouvernement existant, il promettait *ensuite* d'entendre leurs plaintes et de leur faire justice *plus tard*. Ce mode de justice rétrograde ne fut du goût de personne. Cependant Cortariva était parvenu, par ses intrigues, à engager le clergé de Venezuela à envoyer des agens sur divers points

de l'Amérique pour y semer le trouble et la discorde.

La junte de Caracas ne tarda pas à s'apercevoir des effets produits par les intrigues de Cortariva. Bientôt, le capitaine-général résidant à Maracaybo, et Cevallos, gouverneur de Coro, firent cause commune avec lui, et parvinrent à exciter des troubles dans les provinces. Un plan de contre-révolution fut dressé, et l'on fit choix, pour le mettre à exécution, d'un Espagnol qui vivait à Caracas, nommé don Francisco Gonzales de Linares. Le principal objet des conspirateurs était de chasser la junte provisoire, de la remplacer par une nouvelle, entièrement composée d'Espagnols de naissance; mais, au moment décisif, Linares hésita, et, au lieu de donner, à minuit, le signal convenu, il resta dans l'inaction. La conspiration fut alors découverte, et Linares et plusieurs de ses amis furent arrêtés sans bruit, la même nuit, et jetés dans les prisons.

Ces emprisonnemens furent comme le signal des hostilités. La junte nomma alors le marquis del Toro, général en chef de l'armée

républicaine. Partout on levait des hommes, partout on rassemblait des armes; et le Marquis, ainsi secondé par la bonne volonté des habitans du pays, fut en état, en peu de temps, de marcher sur Carora, où une révolte avait éclaté. Il y rétablit promptement l'ordre et la tranquillité. Après diverses opérations de peu d'importance et quelques légers combats, la campagne de 1810 fut terminée. On apprit alors, à Caracas, que le général Miranda avait quitté Londres, et s'était rendu sur-le-champ à l'île de Curaçao; qu'il s'était présenté au gouverneur anglais de cette île avec des lettres de recommandation du duc de Cambridge et de M. Vansittart. Il était venu en Amérique sous le nom de Martin. Après être resté très peu de temps à Curaçao, il s'embarqua à bord d'un vaisseau anglais pour Laguaira, où il débarqua. Il se rendit ensuite à Caracas, malgré les ordres secrets que la junte provisoire avait envoyés à ses agens, à Londres, de l'empêcher de retourner à Venezuela sa terre natale. Informé de cet ordre secret, Miranda changea de nom, et partit sans suite. En donnant cette injonction se-

crète à ses agens, la junte provisoire avait été probablement poussée à cette démarche par les craintes que lui inspiraient et les grands talens et le patriotisme du général. D'autres ont dit que cet ordre fut donné pour prouver la modération de la junte relativement à l'Espagne.

Les habitans de Caracas firent à Miranda la réception la plus brillante; des fêtes de toute espèce durèrent plusieurs jours. Toutes les fois qu'il sortait, il était suivi d'une foule de peuple dont l'enthousiasme se manifestait par de longues et brillantes acclamations. Son influence fut suffisante pour décider la convocation d'un congrès, et la junte provisoire, se conformant à cette décision, ordonna l'élection des députés dans chaque province séparément.

Avant cette importante convocation, la junte avait nommé un comité qu'elle avait chargé de dresser un projet de constitution, pour le soumettre au congrès. La majorité de ce comité fut d'avis de proposer un gouvernement fédéral comme celui qui s'appropriait le mieux aux conjonctures présentes.

Miranda, qui était membre du comité, envoya un autre plan, le même qu'il avait proposé à l'époque de son expédition contre Carthagène, en 1806. Ce plan différait très peu du mode de gouvernement que les Espagnols avaient adopté relativement à leurs colonies. Il était, comme plusieurs hommes de mérite me l'ont assuré, parfaitement en harmonie avec l'esprit et le caractère du peuple de ce pays, mais il faisait beaucoup d'ennemis à son auteur. Dès l'arrivée du général à Caracas, quelques individus commencèrent à craindre sa popularité et son influence; mais les amis d'une liberté sage lui étaient sincèrement attachés, et se prononçaient hautement contre toutes les intrigues qui avaient pour objet de le décréditer dans l'opinion. Miranda lui-même méprisait ces ennemis que lui avaient suscités l'ambition et l'envie; et, en dépit de toute opposition, il fut nommé général en chef des forces de terre et de mer, et membre du congrès qui ouvrit sa session, le 2 mars 1811, sous la présidence du docteur Philippe Paul.

Le 4 avril, le congrès nomma trois de ses

membres, pour former le pouvoir exécutif; mais, comme il craignait que cette commission, composée de don Juan Escalona, de don Mendoza, et du docteur Baltazar Padron, ne se permît de trop grands empiétemens sur les droits et les priviléges du peuple, il ne leur donna qu'un pouvoir très limité.

Le jour anniversaire de la révolution de Caracas, le 19 avril, fut solennellement célébré par des fêtes et des illuminations. L'esprit public était excellent. Mais cet état de choses ne devait pas durer long-temps. Le gouvernement, dont l'autorité était trop bornée, paraissait faible et languissant. Un grand nombre d'Espagnols européens crurent alors le moment favorable pour former une conspiration très sérieuse, à laquelle on a donné le nom de *conspiration des Islennos* [1]. Cette conspiration fut dénoncée aux chefs de la république, au moment où elle allait éclater; mais, on remarqua dans la conduite du gouvernement, en cette occasion, une mollesse

[1] On désigne par le nom d'*Islennos* les hommes nés aux îles Canaries.

singulière, qui diminua beaucoup la confiance qu'il avait d'abord inspirée.

Cependant, les amis de l'indépendance pensèrent que le moment d'agir était enfin arrivé. Les séances de la société patriotique devenaient plus fréquentes, et ses membres les plus influens déclaraient publiquement que le seul moyen de sauver le pays était de le déclarer libre et indépendant. La conduite impolitique de la régence des cortès fournissait des raisons assez plausibles pour justifier cette déclaration; et les habitans de Caracas, la plupart hommes de couleur, voyaient avec joie s'agiter une question qui devait avoir pour résultat de leur procurer une existence plus honorable et plus assurée. Cette mesure fut généralement adoptée, et quelques membres proposèrent la question de l'indépendance dans le congrès, qui était alors assemblé.

Après des débats longs et animés, *Venezuela fut déclarée république libre et indépendante de toute domination étrangère,* par un décret du 5 juillet 1811. Dans son manifeste, le congrès rapportait toutes les persécutions auxquelles la nation avait été en butte

depuis plus de trois cents ans, et développait les raisons qui l'avaient déterminé à prendre cette résolution, qu'il déclarait être sincère et irrévocable.

Le même jour, le drapeau espagnol fut déchiré en morceaux et remplacé par le drapeau tricolore. Les statues de Charles IV et de Ferdinand VII furent abattues et traînées dans les rues de Caracas, aux cris retentissans de *vive long-temps l'indépendance!*

Cet événement empêcha d'autres conspirations d'éclater. Les Islennos seuls ne perdirent pas courage, et, le 11 juillet, à trois heures de l'après-midi, ils s'assemblèrent en grand nombre dans un des faubourgs de Caracas appelé *los Teques*, dans l'intention de marcher de là, les armes à la main, contre le gouvernement. Leur dessein était de mettre à mort les trois membres du pouvoir exécutif et les hommes les plus influens du congrès, d'arrêter les autres, et de les remettre entre les mains de la régence de Cadix. Ils se proposaient ensuite de rétablir l'ancien gouvernement espagnol.

Le général Miranda prit aussitôt son parti.

Il rassembla quelques hommes armés et marcha contre les rebelles. Après un combat opiniâtre, Miranda réussit à les envelopper et à leur faire mettre bas les armes. Un grand nombre fut jeté dans les prisons; seize des principaux membres furent fusillés, dans l'espace d'un mois.

Cette conspiration avait de nombreuses ramifications : les habitans de Valence, mécontens de ce que le congrès s'était refusé à leur permettre de former une province séparée, se révoltèrent ouvertement. Miranda marcha de nouveau contre les rebelles, et, après une longue résistance, il s'empara de leur ville, et condamna à mort dix de leurs chefs.

Ainsi fortifié par les opérations militaires du général Miranda, le gouvernement agit avec plus d'énergie, et fit renaître la confiance. L'armée était dans les meilleures dispositions et assez forte pour défendre la nouvelle république; le commerce refleurissait, l'agriculture était moins négligée; tout promettait un heureux avenir; mais un événement que je rapporterai dans le chapitre suivant, vint détruire les espérances que faisait naître ce nouvel état de choses.

CHAPITRE VII.

Tremblement de terre de Caracas et ses conséquences. — Détails sur l'entrée de Bolivar au service de la République. — Il est nommé gouverneur de Porto Cabello. — Capitulation de Vittoria. — Dissolution de la République. — Arrestation de Miranda à Laguaira. — Anarchie de Venezuela sous le gouvernement de Monteverde. — Cruautés des Espagnols. — Entrée solennelle de Monteverde à Caracas. (1812).

Le tremblement de terre qui, à cette époque, désola Caracas, eut les suites les plus fâcheuses. Le clergé de cette ville, attaqué dans ses priviléges oppresseurs et funestes, était secrètement un ennemi redoutable du gouvernement républicain; il ne laissa pas échap-

per cette occasion de se déchaîner contre les innovations impies et criminelles qu'on s'efforçait tous les jours d'introduire. A défaut de la chaire des églises pour débiter leurs prédications furibondes contre un ordre de choses qu'ils détestaient, parce qu'il leur avait enlevé un grand nombre de leurs privilèges, les ministres de la religion s'arrêtaient, au milieu des rues, non pour consoler le peuple, frappé de terreur par l'événement désastreux qui venait d'affliger Caracas, mais pour le menacer de plus grands maux encore, s'il s'obstinait à suivre les mêmes erremens. L'impression produite par le tremblement de terre et par les discours fulminans des prêtres fut très grande sur l'esprit des habitans de Caracas. Plusieurs d'entre eux, qui se tenaient éloignés des sacremens, s'en rapprochèrent; d'autres, qui vivaient dans le concubinage, depuis plusieurs années, allèrent se jeter aux pieds des prêtres, pour les supplier de leur accorder le sacrement du mariage. Pendant ce temps-là, Monteverde, qui avait récemment augmenté ses forces, se trouvant devant Carora, le jour du tremblement de terre, attaqua

cette ville et la prit. Ces fâcheux événemens devaient nécessairement diminuer la confiance publique. Le papier-monnaie de la République qui, avant le tremblement, avait déjà perdu de sa valeur, fut ensuite réduit à rien. La situation du congrès était donc extrêmement difficile et embarrassante; la nouvelle de la prise de Porto Cabello par les Espagnols devait encore l'aggraver.

C'est ici le lieu de placer tout ce qui regarde le lieutenant-colonel Simon Bolivar, pour ne pas rompre la chaîne des événemens qui se succédèrent avec rapidité, à son retour d'Espagne.

Bolivar, comme nous l'avons dit plus haut, après avoir voyagé dans les cours étrangères, revint dans sa patrie. Il se retira avec sa famille à San Mateo, une de ses maisons de campagne, dans la vallée d'Aragua. Il eut le malheur de perdre sa femme, peu après son retour. Au commencement de 1810, les principaux chefs de la révolution, qui n'ignoraient pas l'influence que le père de Bolivar exerçait sur le régiment de milice des plaines d'Aragua, désiraient attirer dans leur parti son fils,

qu'ils savaient être généralement aimé, à cause de la générosité de son caractère. Félix Ribas, cousin de Bolivar, homme brave et déterminé, s'offrit pour tenter de le gagner. Ribas eut une entrevue avec Bolivar, qui traita l'entreprise de folle et d'impraticable. Après plusieurs autres conférences particulières, Ribas renonça à l'espérance de le voir coopérer à l'œuvre de la révolution, qui se préparait dans le secret. Ainsi la résolution du 19 avril fut prise sans la participation de Bolivar; ce jour-là et les jours suivans, il est de notoriété publique que Bolivar ne se rendit point à Caracas, mais qu'il resta à San Mateo.

Quand la junte patriotique s'assembla à Caracas, Bolivar, qui comptait plusieurs amis parmi ceux qui la composaient, fut invité à prendre une part active aux affaires du nouveau gouvernement; mais il refusa toute espèce d'emploi, civil ou militaire, sous prétexte de mauvaise santé. A la fin, la junte parvint à lui faire accepter une mission pour Londres. Elle lui donna pour collègue son ami Luiz Lopez y Mendez, et lui conféra préalablement le

titre de colonel de milice. Ils partirent tous les deux pour Londres, en juin 1810.

C'était bien à tort que la junte patriotique avait compté sur le puissant appui du cabinet anglais. Les deux députés n'obtinrent autre chose que la permission d'exporter à grands frais quelques armes, ainsi que je l'ai rapporté précédemment. Fort mécontent du peu de succès de sa mission, Bolivar revint en Amérique avec les armes qu'il avait achetées, laissant Mendez à Londres, pour y suivre les affaires de la république. Quelque temps après, il se retira de nouveau dans ses terres, et refusa de prendre du service dans l'armée indépendante, sous les ordres du général en chef le marquis del Toro.

Lorsque le général Miranda fut nommé général en chef de l'armée de Venezuela, il décida Bolivar à accepter le grade de lieutenant-colonel d'état-major dans l'armée régulière, et le commandement de la plus forte place de Venezuela, de Porto Cabello, qui est aussi un beau port de mer. Bolivar se chargea de ce commandement, en septembre 1811.

Miranda envoyait régulièrement ses pri-

sonniers de guerre à Porto Cabello, où on les tenait renfermés dans la citadelle. En juin 1812, ces prisonniers se révoltèrent. Ils tuèrent leurs gardes et s'emparèrent de la citadelle, qui est séparée de la ville. Quelques officiers de Miranda blâmèrent Bolivar de n'avoir pas assez soigneusement inspecté la garde chargée de surveiller les prisonniers, de n'avoir pas rallié promptement sa nombreuse garnison, et de n'être pas ensuite tombé sur les prisonniers qu'il aurait d'autant plus facilement réduits qu'ils étaient sans armes. Quoi qu'il en soit, Bolivar quitta secrètement son poste, s'embarqua précipitamment avec huit de ses officiers, au nombre desquels était Thomas Montilla, frère de l'intendant de Carthagène, et se retira, dans la nuit, à l'insu de sa garnison. Il s'embarqua sur une goëlette, commandée par un capitaine danois, alors au service de Venezuela, et arriva, à la pointe du jour, à Laguaira, laissant, derrière lui, sa garnison, de vastes magasins de poudre, des armes, des munitions, etc. De Laguaira il se retira à San Mateo, et envoya Thomas Montilla

au général Miranda, pour lui donner avis de cet événement.

La garnison de Porto Cabello attendit longtemps des ordres pour agir, mais en vain. Au point du jour ayant appris que le général était parti, elle crut que tout était perdu, et se retira de la place, en bon ordre. Monteverde étonné de cette évacuation, prit aussitôt possession de Porto Cabello. Cet événement augmenta singulièrement sa force. Jusqu'à ce jour il avait manqué de tout, n'ayant pas un seul port de mer pour recevoir d'Espagne les secours qui lui étaient nécessaires. Porto Cabello lui donna les douze cents soldats qui avaient brisé leurs chaînes, de grands magasins, des armes, etc., et un des meilleurs ports de Venezuela.

Quand la nouvelle de la prise de Porto Cabello arriva à Vittoria, quartier-général de Miranda, la surprise et le découragement furent extrêmes. Miranda ressentit bientôt les effets de cette perte; plusieurs de ses officiers quittèrent le service, et ses soldats désertèrent en grand nombre.

Monteverde écrivit à Miranda une lettre

que celui-ci envoya au congrès. Cette assemblée se décida alors à autoriser Miranda à traiter avec le général espagnol. En vertu de ce traité, en date du 26 juillet 1812, il était stipulé :

1° Que la constitution que les cortès avaient donnée aux Espagnols serait introduite dans Venezuela et reconnue par les habitans;

2° Qu'acune personne, à quelque classe qu'elle appartînt, quelque rang qu'elle occupât, ne pourrait être ni persécutée ni inquiétée à cause de ses opinions politiques; qu'une amnistie générale était solennellement promise;

3° Que toutes les propriétés particulières seraient religieusement respectées;

4° Que tout individu généralement quelconque pourrait quitter Caracas et Venezuela, et se retirer où il le jugerait à propos, sans qu'il y fût fait le moindre empêchement.

En conséquence de ce traité, Caracas retomba au pouvoir des Espagnols, le congrès républicain fut dissous, et la république de Venezuela cessa d'exister.

Le général Miranda passa de Vittoria à Ca-

racas, dans l'intention de quitter l'Amérique, et de s'embarquer à bord de la corvette anglaise *le Saphir*, dont le commandant le capitaine Haynes, était prêt à le recevoir; cette circonstance jointe à son arrivée mystérieuse à Curaçao sous le nom de Martin, les lettres de recommandation que lui avaient données le duc de Cambridge et M. Vansittart pour le gouverneur de Curaçao, île qui était alors sous la domination de la Grande-Bretagne; la correspondance active qu'il entretenait, par Curaçao, avec le gouvernement anglais, ses entrevues fréquentes avec les capitaines de vaisseaux anglais, qui lui remettaient de nombreuses lettres venant d'Angleterre; toutes ces circonstances le rendirent suspect, et beaucoup de Venezueliens lui supposaient des vues criminelles à l'égard de sa patrie [1]. Il accrut encore le nombre de ses ennemis par l'imprudence de sa conduite. Il ne se cachait pas de la préférence qu'il accordait aux officiers anglais et francais sur les officiers de sa nation, et il disait sans hésiter que ces derniers

[1] J'ai déjà dit que Miranda était né à Caracas.

étaient de véritables brutes, incapables de commander, et que, avant de porter l'épaulette, ils devaient apprendre l'usage d'un fusil. Lui faisait-on des questions intéressantes sur la situation des affaires du pays, il répondait d'une manière sèche et laconique. Il était ainsi devenu très impopulaire.

Ces circonstances engagèrent ses ennemis à prévenir son voyage en Angleterre, en le faisant arrêter. Comme les détails relatifs à cette arrestation sont peu connus, et que Bolivar prit une part active à cet événement, nous les consignerons ici dans toute leur étendue.

Dans l'après-midi du 30 juillet, le général Miranda arriva à Laguaira. Il se rendit alors chez le commandant militaire; le lieutenant-colonel républicain Maria Casas s'attendait à tout moment à être relevé par la garnison espagnole qui devait prendre possession de la ville et des forts de Laguaira, conformément au traité de Vittoria. Miranda trouva là un grand nombre de personnes, entre autres le capitaine anglais du *Saphir*, le docteur Miguel Penna, le gouverneur civil de Laguaira,

et le lieutenant colonel Simon Bolivar. Toute la société attendait Miranda. Il arriva, fatigué par la chaleur du jour. Après qu'il se fut reposé, on l'invita à rester à souper, et à coucher à terre, cette nuit-là. Le capitaine Haynes se récria contre cette proposition, pressa Miranda de venir avec lui à bord, où il trouverait toutes les commodités possibles; son secrétaire, ses domestiques et ses malles y étaient déjà. Il ajouta qu'il désirait mettre à la voile sur-le-champ, que la brise de terre allait bientôt s'élever. Mais Bolivar, Penna et Casas dirent au capitaine que le général était trop fatigué pour s'embarquer, et que le vent de terre ne s'éléverait pas, avant dix heures du matin; qu'ainsi il ne ferait pas attendre à bord. Miranda hésita, mais il finit par consentir à rester. Le capitaine Haynes se retira visiblement contrarié ; il n'en promit pas moins au général d'envoyer son bateau pour le mener à bord.

Après le départ du capitaine, la société se mit gaiement à table. Bolivar ne craignant plus l'autorité de son général en chef, commença à faire l'apologie de la conduite qu'il avait

tenue à Porto Cabello; mais Miranda ne voulut pas entendre parler des événemens passés, et s'entretint de différens sujets avec lui et les autres convives. A la fin du repas, il se retira pour se reposer, sous prétexte de son âge et des fatigues de la route. Avant de sortir de la salle du repas, il prit en particulier un congé très amical de Maria Casas, de Penna et de Bolivar.

Par ordre de Casas, un lit avait été préparé, pour Miranda, dans un cabinet qui ne pouvait fermer à clef. Au reste, ce n'est pas sur lui que doit tomber l'odieux de l'arrestation arbitraire que nous allons rapporter; elle avait été préparée de longue main par don Miguel Penna, membre du congrès, et grand ennemi de Miranda, qu'il avait résolu de perdre par des manœuvres d'autant plus dangereuses qu'elles étaient enveloppées d'un profond mystère. Comme toutes les actions du général étaient rigoureusement surveillées, Penna apprit qu'il allait s'embarquer. Il se rendit alors à la maison de campagne de don J. C., située entre les deux villes de Caracas et de Laguaira, et comme Miranda devait nécessaire-

ment passer dans ces deux villes, le docteur Penna représenta à don J. C., combien sa maison de campagne était favorablement située pour y attirer Miranda, auquel il donna le nom de traître, pour avoir signé le traité de Vittoria, et qu'il voulait arrêter enfin. Mais l'éloquence du docteur ne convainquit pas don J. C. Cet honnête homme dit à Penna que son projet était abominable, et le supplia, mais en vain, de s'en désister. Irrité de cette opposition imprévue, Penna quitta brusquement son interlocuteur. Peu après l'arrestation de Miranda, don J. C. fut arrêté lui-même, mis aux fers, et jeté dans un des donjons de Laguaira. D'après les faits ci-dessus énoncés, don J. C. n'a jamais douté que cette mesure arbitraire et brutale ne fût un effet de la vengeance du docteur.

Bolivar arriva, le premier, à la maison du commandant Casas, où quelques heures après il fut joint par Penna. Ils communiquèrent leur projet à Casas, qui leur promit sa coopération. Cependant Miranda avait encore trop d'amis pour que son arrestation fût praticable, en plein jour.

Le capitaine Haynes a dit ensuite à quelques-uns de ses amis dont je tiens ces détails, qu'il avait un certain pressentiment qu'il arriverait malheur à Miranda, et qu'ainsi il l'avait pressé de se rendre à bord, mais qu'il avait craint de parler plus clairement, de peur que les autres ne le comprissent.

L'arrestation de Miranda s'effectua de la manière suivante : lorsque Penna, Casas et Bolivar se furent assurés qu'il dormait d'un profond sommeil, après une courte délibération, ils se déterminèrent à se saisir de sa personne, cette nuit-là, et à le livrer au commandant espagnol Monteverde. Casas, en qualité de commandant militaire à Laguaira, donna des ordres pour qu'un fort détachement de la grande garde lui fût envoyé. Il commanda à ce détachement d'entourer sa propre maison, en observant le plus profond silence ; de ne permettre de passer à qui que ce fût, et de tuer quiconque essaierait de s'échapper. On ne dit pas un mot de Miranda. Quand tout fut prêt, Penna, Casas et Bolivar entrèrent, à deux heures du matin, avec quatre soldats, dans la chambre ouverte du général Miranda.

Il était profondément endormi. Les trois complices saisirent l'épée et les pistolets du général qu'il avait placés devant lui. Ils l'éveillèrent alors, et lui dirent brusquement de se lever, de s'habiller promptement et de les suivre. Miranda, très surpris leur demanda pourquoi, ils l'éveillaient quand il ne faisait pas encore jour. Au lieu de lui répondre, ils lui dirent qu'il était un traître qui méritait d'être pendu, etc.

Privé de ses armes, le général ne pouvait leur résister; il s'habilla et les suivit en silence. Ils l'escortèrent jusqu'au fort appelé San Carlos, à quelque distance de Laguaira, situé sur une haute colline. Il y arriva, épuisé de fatigue et accablé de chagrin. Pendant la route, il fut en butte aux violentes invectives des trois hommes qui l'avaient privé de sa liberté. Aussitôt qu'ils furent arrivés au fort, ils le firent enchaîner, et, sans se laisser émouvoir par ses prières, ils le jetèrent dans un des plus sombres cachots, pour y être traité comme le plus vil des criminels.

Les trois chefs retournèrent, avec leur garde, à Laguaira; et, la même nuit, ils dépêchèrent

un exprès, avec une lettre, pour le général espagnol, Monteverde, auquel ils donnaient avis de l'arrestation de Miranda. Cet officier fut surpris; mais au lieu d'ordonner immédiatement la mise en liberté de Miranda, et de s'en tenir ainsi à l'inviolable exécution de son propre traité, il reçut la nouvelle avec son indifférence et son apathie accoutumée, et ne fit aucune démarche pour ou contre Miranda.

Le lendemain de l'arrestation de Miranda, une colonne espagnole arriva dans le fort de San Carlos, pour relever les indépendans. L'officier qui la commandait, fut surpris de trouver Miranda dans les fers, et le renvoya sur-le-champ à Laguaira, où il fut renfermé de nouveau dans une prison obscure et méphitique, creusée dans une des murailles de la ville : il y demeura pendant sept mois. Le commandant espagnol, don Francisco-Xavier Cerveres, qui avait relevé le commandant républicain, Casas, donna des ordres pour envoyer Miranda à Porto-Rico. Il fut de là transporté à Cadix dans le fort de la Caraca. Il y mourut, au bout de quelques années.

Telle fut la fin déplorable du général Miranda.

Le tremblement de terre, la faiblesse du capitaine-général Millares, et le traité avec Miranda, rendirent en peu de temps l'ex-officier du tillac, Domingo Monteverde, maître d'une superbe province, général en chef d'une armée, et souverain arbitre d'un million d'âmes, environ. Monteverde, cependant, était faible, apathique et superstitieux. Les prêtres et les moines avaient la plus grande influence sur son esprit, ainsi que les Islennos, habitans des îles Canaries, où il était né, et dont un grand nombre étaient établis à Caracas, à Laguaira et à Valence. Tous ces hommes-là persécutaient leurs ennemis, abusaient de leur pouvoir, et ruinaient plusieurs milliers d'habitans.

Quand on apprit, à Caracas, la nouvelle de l'arrestation du général Miranda, les prêtres, les moines et les Islennos lâchèrent les rênes à leurs passions, et Venezuela redevint le théâtre de scènes effroyables. Nous ne citerons que les faits suivans entre plusieurs mille. Deux officiers de l'armée espagnole s'é-

taient mis fort avant dans les bonnes grâces de Monteverde. Ils étaient tous les deux colonels, et s'étaient rendus fameux par plusieurs actes sanguinaires; ils se nommaient Joseph Antonnanza et Juan Suasola. Après le traité de Vittoria, 26 juillet 1812, des corps entiers de l'armée républicaine passèrent dans l'armée espagnole, et se présentèrent à Monteverde, dont le quartier-général était alors à Valence. Le 30 juillet, environ quarante de ces soldats vinrent trouver le général espagnol et lui offrirent leurs services. Monteverde les reçut avec bonté, et ordonna au colonel Suasola de prendre une escorte pour les accompagner jusqu'à Caracas, où de nouveaux corps espagnols devaient se former. Suasola fut très contrarié de quitter Valence où l'on prétend qu'il avait une intrigue. Il obéit, cependant, et choisit un fort détachement d'hommes qui lui étaient entièrement dévoués. Après quelques heures de marche, il ordonna une halte, et fit former à ces troupes un cercle dans lequel se trouvaient enveloppés les soldats qu'il devait protéger. Il tira alors son épée, et exhorta ses troupes en

peu de mots à tuer ces s....... rebelles. Cette énergique exhortation produisit son effet, car pas un seul de ces soldats républicains n'échappa au sabre ou à la baïonnette.

Suasola retourna à Valence, tout fier de cet exploit. Cependant, Monteverde sachant bien qu'il n'avait pu, en si peu de temps, s'acquitter de sa commission, lui demanda, tout surpris, la cause de son retour. « Oh! général, » répondit Suasola, en riant, « j'ai trouvé un excellent « moyen d'abréger mon voyage, » et par un geste non équivoque, il donna à entendre, à son interlocuteur, qu'il avait égorgé les hommes confiés à ses soins. « Oh! très-bien, « très-bien, » dit alors Monteverde, « mais je « ne savais pas cela; c'est fort bien fait, vrai- « ment. » Après ces paroles de Monteverde, qu'avons-nous besoin de dire que cette atroce conduite de Suasola demeura impunie?

Quelque temps après, le même Suasola, encouragé par cette faiblesse criminelle du général en chef, entra dans la ville d'Aragua, d'où les habitans étaient sortis, en grande pompe, pour faire honneur à un homme qui jouissait d'une haute faveur auprès de leur

général en chef. Arrivé sur la place publique, où les habitans avaient préparé des rafraîchissemens pour lui et ses troupes, Suasola s'y arrêta plus d'une heure affectant la plus grande gaieté. Mais, tout à coup, il donne à ses troupes un ordre secret qui devait changer l'aspect de la scène; il ne s'agissait de rien moins que de se saisir des hommes, des femmes et des enfans présens à cette fête, et de leur couper les oreilles pour les lui apporter. Cet ordre barbare fut exécuté, malgré les cris, les supplications et la résistance des habitans. Il fit remplir, de ces sanglans trophées, plusieurs caisses qu'il envoya à son compagnon et à son ami le colonel Antonnanza, alors gouverneur de Cumana, avec une lettre, où il le priait gracieusement d'accepter ce présent, comme une marque de son zèle pour la cause de son bien-aimé roi Ferdinand VII. La conduite de Suasola obtint la plus sincère approbation de son ami, qui envoya une partie de ces trophées à Caracas. Le colonel Antonnanza n'en resta pas là. Il imagina de porter quelques-unes de ces oreilles à son chapeau, en guise de cocarde; et, chose pénible à rap-

porter, cet horrible exemple eut des imitateurs parmi les habitans de Cumana. Il est vrai que la crainte seule, sans doute, faisait agir ces pauvres gens, les soldats espagnols étant dans l'habitude de menacer tous ceux qui ne suivent pas leur exemple.

Le colonel Antonnanza ne resta pas en arrière de Suasola, et Cumana et Barcelona conservèrent long-temps le souvenir de ces monstrueuses prouesses. Quelqu'un lui ayant dit un jour que les habitans d'Araura s'étaient distingués, dans la dernière guerre, par leur patriotisme et leur zèle pour l'indépendance, il résolut de les punir d'une manière exemplaire. Sans tenir compte de la publication solennelle de l'amnistie, il marcha avec un nombreux corps de troupes sur la ville d'Araura. Un grand nombre d'habitans, qui connaissaient sa cruauté, s'enfuirent à la hâte, mais il en restait un plus grand nombre encore ; ces derniers reçurent l'assurance de ses émissaires, qu'il venait, avec des intentions pacifiques, et qu'il observerait fidèlement l'amnistie à leur égard. D'après cette assurance, une multitude de personnes, particulièrement des

femmes et des enfans, s'empressèrent de lui offrir tout ce que leur misérable situation leur permettait. Il prit les rafraîchissemens qu'on lui offrait, et donna ensuite l'ordre de massacrer indistinctement hommes, femmes et enfans. Sur cet horrible massacre il m'est parvenu des détails si exécrables, que ma plume, se refuse à les rapporter. Ensuite Antonnanza et ses troupes pillèrent et brûlèrent la ville, et Monteverde demeura tranquille.

Le gouvernement de ce général n'était, en effet, que la plus complète et la plus sanguinaire anarchie. Le commandant du plus petit détachement suivait ou sa volonté ou son caprice. Le vaste territoire de Venezuela redevint le théâtre des meurtres et des cruautés de toute espèce, sans qu'il fût besoin du consentement de Monteverde pour sanctionner ces horreurs. Lorsqu'il recevait quelques plaintes, il répondait, d'ordinaire, qu'il ne pouvait redresser le moindre grief, parce que son autorité était envahie par des officiers subalternes. Il résulta de cette faiblesse que pas un seul article du traité de Vittoria ne fut accompli. Chaque Espagnol, chaque Is-

lenno devint un accusateur ou un tyran, et les choses en vinrent à un tel point que les commandans de Caracas et de Laguaira furent obligés de convertir en prisons plusieurs maisons spacieuses. Le manque d'air et de nourriture engendra diverses maladies qui firent des milliers de victimes.

Un soir que Monteverde s'entretenait d'affaires avec un étranger, son secrétaire lui présenta quelques papiers à signer. Il les prit et les signa l'un après l'autre, et les remit ensuite à celui-ci. Tandis que le secrétaire se retirait, Monteverde, comme un homme qui sortirait d'un songe, lui demanda ce que ces papiers contenaient. « Ils contiennent » l'ordre, » répondit le secrétaire avec un sourire, « d'arrêter quelques mauvais sujets; » et il se retira ensuite, sans que le général en chef lui adressât un autre mot. L'étranger, qui était très lié avec Monteverde, ne put se contenir, et représenta avec chaleur au général les conséquences d'une pareille conduite. « Que puis-je faire, monsieur? » répliqua Monteverde; « pour savoir leurs crimes, » ne faut-il pas d'abord s'assurer de leurs per-

» sonnes? Ils sont ensuite jugés par les tri-
» bunaux. » Le fait est qu'on ne faisait point d'enquêtes relativement à leurs crimes supposés, et un grand nombre de personnes arrêtées pour opinion politique périssaient misérablement dans les prisons.

Cependant, Monteverde s'inquiétait de voir ainsi son autorité méconnue. Il consulta enfin son ami et son compatriote don Jose Antonio Tiscar sur sa situation critique, et le pria de lui indiquer les moyens de se maintenir dans sa place. Le capitaine lui conseilla d'écrire à son chef légitime, le capitaine-général, don Fernando Millares, que sa lâcheté avait fait fuir de Maracaybo à Coro, et de là à l'île de Porto-Rico, pour l'inviter à venir prendre entre ses mains l'autorité civile et le commandement de l'armée. Telle était la faiblesse du caractère de Monteverde, qu'il suivit cet avis en dépit de sa propre volonté.

Aussitôt que Millares reçut cette lettre, il se hâta de s'embarquer avec une suite nombreuse, et débarqua à Porto-Cabello. Monteverde était alors à Valence. Il écrivit de cette ville une seconde lettre à Millares, dans la-

quelle il lui mandait que Venezuela n'étant pas entièrement pacifié, il serait nuisible à la cause de l'installer dans ce moment, et qu'il valait mieux que les choses restassent pour quelque temps dans l'état où elles étaient; mais qu'ensuite il remettrait entre ses mains le pouvoir qui, à proprement parler, lui appartenait de droit. Il ajoutait que lui-même, après ce changement, partirait pour l'Espagne, où il espérait que son zèle et ses services seraient récompensés par les cortès.

Millares, croyant qu'il devait prendre possession de ce poste brillant, sans avoir rien fait pour le mériter, vint à Porto-Rico avec un grand nombre d'officiers civils et militaires, tous impatiens d'occuper des emplois. Parmi ceux-ci étaient le maréchal-de-camp Cagigal et le brigadier-général Fierro. Quelques amis de Millares, fermes et courageux, lui conseillèrent de marcher sans délai sur Caracas, où le gouvernement espagnol était déjà établi, et de reprendre le commandement que la régence et les cortès lui avaient confié *à lui* et non à Monteverde. Mais Millares refusa de suivre cet avis, et aima mieux en-

voyer le brigadier Fierro négocier avec Monteverde, et apprendre définitivement ses intentions. Fierro arriva au quartier-général de Monteverde, et eut plusieurs conférences avec lui ; mais il ne tarda pas à revenir, avec la simple réponse verbale que Monteverde ne se dessaisirait pas du commandement pour le remettre entre les mains du capitaine-général, avant que tout ne fût pacifié.

Millares se soumit humblement à la volonté de son subalterne, et partit pour Maracaybo, où il attendit inutilement, plusieurs mois, un message de Monteverde. Il s'aperçut, enfin, qu'il était devenu un objet de ridicule pour tout le monde, et, renonçant pour toujours à sa grandeur indéfiniment ajournée, il revint en Espagne, en qualité de quartier-maître.

Aussitôt que Monteverde fut certain que le capitaine-général était parti, il prit lui-même ce haut grade, et s'installa, en outre, commandant des forces de terre et de mer de Venezuela, et, quittant Valence, il fit son entrée solennelle dans la capitale de Caracas, le 9 août 1812.

Il fit précéder cette entrée de la harangue suivante :

« Habitans de Caracas,

» Le temps est enfin arrivé où vous allez
» jouir de la tranquillité dont vous êtes privés,
» depuis deux ans, par les artifices et les crimes
» des méchans; je vous promets, je vous jure
» maintenant que je puis assurer votre bon-
» heur. Oublions tout ce qui s'est passé. Pour
» moi, je vous donnerai la preuve de mes in-
» tentions bienveillantes, en vous pardonnant
» vos erreurs, et en maintenant dans toute sa
» vigueur le traité de Vittoria. Soyez assurés
» que vous n'aurez jamais de sujet de vous
» plaindre de moi. »

Malgré ces belles promesses, le jour même de l'entrée de Monteverde dans Caracas, le peuple de cette ville et celui de Laguaira commirent les plus grands désordres. Tous les étrangers qui s'étaient établis dans ces deux villes, du temps de la république, furent maltraités, leurs maisons et leurs magasins furent pillés.

Tel fut l'état anarchique auquel fut livré Venezuela sous le gouvernement de Monteverde. Avant de terminer ce chapitre, je rapporterai quelques particularités inconnues jusqu'ici sur l'origine du pouvoir usurpé de ce chef.

Au commencement de la révolution, et lorsque Emparan fut arrêté, la régence éleva Millares, alors gouverneur de Maracaybo, au grade de capitaine-général de Venezuela. Il fut proclamé comme tel dans les provinces qui étaient encore dans la possession de l'Espagne, et, quand les hostilités commencèrent, il vint de Maracaybo à Coro, où il ordonna aux forces de mer de s'assembler, pour être prêtes à l'aider dans ses opérations militaires.

Parmi les officiers de la marine se trouvait Domingo Monteverde, habitant des îles Canaries, homme rude et grossier, et à peu près dépourvu de toute espèce de connaissances, mais ambitieux et entreprenant. Il demanda la permission de venir à terre, et se présenta lui-même devant le capitaine-général Millares. Il était pauvre et mal vêtu. Le général le reçut

d'un air fier et dédaigneux, et lui demanda brusquement ce qu'il lui voulait. Le lieutenant Monteverde répondit qu'il demandait à Son Excellence la permission de lever un corps de mille hommes, au moins, à l'effet de chasser les insurgés hors du pays, ou de les faire rentrer dans le devoir. Étonné de cette proposition, Millares lui répondit qu'il était bien hardi de lui adresser de semblables demandes, et qu'il lui ordonnait de retourner sur-le-champ sur son vaisseau; et là-dessus il le congédia. Monteverde, nullement effrayé de la mauvaise humeur du général, continua à lui représenter l'utilité d'un tel corps, d'une manière si originale, que le général ne put s'empêcher de rire de ses saillies. Il lui accorda enfin très-grâcieusement l'ordre de prendre dans les vaisseaux de l'escadre, de vieux mousquets, des sabres et des uniformes, de sorte que le nouveau commandant se trouva à la tête de deux cents vagabonds, qui ensuite parvinrent à se décupler.

Telle fut l'origine de la puissance de Domingo Monteverde. Nous avons vu comment il traita son chef et son bienfaiteur.

CHAPITRE VIII.

Le lieutenant-colonel Bolivar quitte Caracas pour se rendre à Curaçao et à Carthagène. — Expédition de Bolivar contre les Espagnols dans l'état de Venezuela. — Son entrée dans Caracas. — Il est nommé dictateur.

Après avoir arrêté Miranda et l'avoir conduit au port San Carlos, Bolivar revint à Laguaira, et, peu de temps après, se rendit à sa terre, où il reprit ses occupations ordinaires. Mais il observa bientôt que les vexations de toute espèce et les arrestations arbitraires devenaient de plus en plus fréquentes, et que sa propre sûreté était menacée. Quelque temps après l'entrée de Monteverde dans Caracas, il eut une audience de ce général, qui lui fit

l'accueil le plus grâcieux, et lui exprima sa satisfaction relativement à la part qu'il avait prise à l'arrestation du traître Miranda. Il lui accorda sans difficulté un passe-port pour quitter le pays. Lorsqu'il sut que Bolivar avait l'intention de se rendre à Curaçao, il lui donna une lettre de recommandation pour le même marchand anglais dont j'ai déjà eu occasion de parler, qui, étant sur le point de partir pour Porto Cabello, pouvait recevoir le colonel Bolivar en qualité de passager. Bolivar se hâta d'aller le joindre, et le trouva sur son bord, près de mettre à la voile. Dès que le marchand, monsieur F. L., eut ouvert la lettre et vu que le porteur était Simon Bolivar, il lui déclara, en termes énergiques, combien il désapprouvait sa conduite à l'égard de Miranda, et, sans lui permettre de répondre un seul mot, il lui ordonna de quitter le vaisseau, ajoutant qu'aucune considération au monde ne l'aurait décidé à le recevoir s'il l'avait connu. En vain, Bolivar entreprit de se justifier, il fut obligé de redescendre à terre. Mais il ne tarda pas à trouver un autre vaisseau sur lequel il s'embarqua de nouveau,

avec son cousin Joseph Félix Ribas, pour Curaçao, où il passa son temps à se divertir et à jouer; les deux cousins possédaient alors une forte somme en or. Après un séjour de six semaines à Curaçao, ils partirent pour Carthagène, où ils furent bien reçus.

Vers ce temps-là (1812), Manuel Rodriguez Torrices était président de la république de Carthagène. C'était un honnête homme, d'un esprit libéral, très versé dans la connaissance des lois. Il recevait fort bien tous les étrangers. A l'instigation de Pierre Labatut, Français, qui commandait l'armée républicaine de cet état, il éleva au grade de colonel les deux cousins Bolivar et Ribas. Avant l'arrivée de ces deux jeunes gens, un grand nombre d'habitans de Caracas, qui avaient servi, sous Miranda, à Venezuela, étaient venus à Carthagène, et tous brûlaient d'impatience d'être informés des événemens qui se passaient dans leur propre pays.

Le colonel Ribas, plein de bravoure et de patriotisme, que nous avons déjà vu figurer parmi les chefs de la révolution de Caracas, leur inspira d'abord son zèle et son ardeur,

puis il leur proposa de former une expédition contre les Espagnols de Venezuela, dans le but de briser les chaînes de ses compatriotes. Il leur assura qu'aussitôt qu'ils arriveraient sur les frontières de Venezuela, ils seraient infailliblement joints par un grand nombre de mécontens. Tous les habitans de Caracas venus à Carthagène, une foule d'étrangers qui avaient servi sous Miranda, reçurent cette proposition avec transport. Ribas proposa sur-le-champ Bolivar, alors colonel, pour commander l'expédition. Bolivar n'était pas aimé; sa vanité, son orgueil, son air froid et hautain l'avaient rendu impopulaire. On savait, d'ailleurs, qu'il avait abandonné la garnison de Porto Cabello dont il était le commandant, et qu'il avait pris une part active à l'arrestation de leur vieux général Miranda. Cependant, Ribas, qui était sincèrement attaché à son cousin, sut si bien arranger les choses, qu'ils consentirent à la fin à nommer le colonel Bolivar leur commandant en chef, sous la condition expresse que le colonel Ribas, serait son major-général, et commanderait sous lui.

Ces circonstances, toutes frivoles qu'elles

puissent paraître, furent l'origine de la grandeur et du pouvoir militaire du général Bolivar, qui eut toujours le bonheur de voir, tourner à son avantage personnel, la bravoure, l'habileté et le patriotisme des autres. Ribas est tué et Bolivar lui survit; Piar conquiert Guayana, mais il est condamné à mort; c'est Bolivar qui profite de sa conquête; c'est pour lui que Paez et Sucre remporteront aussi des victoires [1].

Le plan de cette expédition contre les Espagnols de Venezuela fut communiqué sur-le-champ au président de Carthagène, qui lui donna hautement son approbation, et autorisa les officiers qui voulaient en faire partie, à quitter le service de cette province. Il donna des ordres pour qu'on leur fournît de l'argent, des armes, des munitions, des provisions, des transports, etc., et persuada à son cousin, le colonel Manuel Castillo, de se réunir à Bolivar avec cinq cents hommes de la garnison de Carthagène, et de l'aider dans son entreprise.

[1] C'est le général Sucre qui remporta la fameuse bataille d'Ayachucho, au Pérou (*Trad.*).

Bolivar, secondé par Ribas, Bricenna et d'autres, enrôla environ trois cents hommes. Ce fut avec ces trois cents hommes et les troupes de Castillo qu'il quitta Carthagène, au commencement de janvier, 1813, dans l'intention d'opérer l'affranchissement de son pays.

Après quelques jours de marche, il s'éleva entre Bolivar et Castillo un différend relatif au commandement, qui fut poussé très loin; le colonel Castillo prétendant au commandement exclusif des troupes de Carthagène, parce que c'était à lui que le président avait confié les cinq cents hommes. Bolivar lui représenta que le même président l'avait autorisé à commander en chef toute l'expédition. On sait que, depuis long-temps, il existe une haine invétérée entre les Venezueliens et les Grenadins; les premiers ont, en général, un grand mépris pour ces derniers. Ainsi, les prétentions opposées des deux chefs, d'une part, et l'antipathie naturelle des deux peuples, de l'autre, détruisirent bientôt l'union entre les deux petits corps d'armée. Les troupes de Castillo, toutes composées de Grenadins, et formant le parti le plus nom-

breux, commencèrent à insulter les Caraguins, qui reconnoissaient avec raison Bolivar comme général en chef de l'expédition. Les étrangers se déclarèrent pour ces derniers; et tout faisait craindre que l'exaspération mutuelle n'amenât quelque catastrophe. Il était évidemment du devoir de Castillo de déclarer à ses soldats qu'il était placé sous les ordres de Bolivar, et de s'appliquer à calmer leur irritation. Au lieu d'en agir ainsi, il rebroussa chemin, tout à coup, pour retourner à Carthagène. Là, il excusa sa désertion, en disant que le caractère hautain et despotique de Bolivar ne pouvait s'accorder avec le sien, et, chose étrange, cette désertion demeura impunie [1].

[1] Il pourra paraître aussi étrange que le colonel Manuel Castillo, proche parent du gouverneur, lui ait facilement persuadé que la mésintelligence qui avait éclaté entre lui et Bolivar, avait été provoquée par l'humeur impérieuse de celui-ci. Si l'auteur veut insinuer que Bolivar aurait dû tirer vengeance de cette désertion, c'est que l'indignation lui fait oublier le véritable état des choses. Bolivar n'avait alors, sous ses ordres, que trois cents hommes et une poignée d'étrangers, ainsi que l'auteur le dit lui-même. Avec de si petits moyens, la patience et la résignation étaient deux vertus nécessaires.

(*Note du Traducteur.*)

Cette conduite de Castillo donna naissance à cette haine invétérée qui, depuis, n'a cessé d'animer ces deux chefs l'un contre l'autre.

Resté avec environ trois cents hommes, Bolivar était si découragé, qu'il pensait à retourner à Carthagène, dans le dessein d'obtenir de nouvelles troupes, de peur que l'expédition ne manquât entièrement; mais les colonels Ribas et Bricenna lui persuadèrent à la fin de continuer sa marche, du moins jusqu'à Bogota, où était alors établi le congrès de la Nouvelle-Grenade, et dans laquelle ils lui assuraient qu'il trouverait des secours. Il y consentit, et, s'étant embarqué sur la Magdalena, avec sa petite armée, il arriva à la ville de Mompox, où il fut parfaitement bien reçu. Il y trouva de l'argent, des provisions et quelques centaines de recrues. Outre ces ressources matérielles, Bolivar eut la satisfaction d'être reçu d'une manière très distinguée, avec son petit corps d'armée, par le congrès de Bogota.

Au récit des vexations et des cruautés exercées par Monteverde et ses subalternes sur la population de Venezuela, les habitans de la

Nouvelle-Grenade furent saisis d'une telle indignation, que Bolivar, nommé général avec son cousin J. F. Ribas, trouvait des volontaires dans tous les lieux par où il passait. Ses troupes s'élevèrent ainsi, en peu de temps à plus de deux mille hommes. Après avoir passé les Andes dans les provinces de Tunja et de Pamplona, il traversa la rivière de Tachira, qui sépare la Nouvelle-Grenade de Venezuela.

Tout semblait maintenant favoriser la grande entreprise du général Bolivar; ses ressources augmentaient, à mesure qu'il avançait. Aussitôt qu'il eut traversé la rivière Tachira, ses proclamations, répandues dans le pays, attirèrent sous ses drapeaux plusieurs milliers de ses compatriotes qui ne virent en lui qu'un libérateur. Pouvant alors partager ses forces en plusieurs corps, il détacha le colonel Bricenna à Guadalito pour y organiser un corps de cavalerie dont il avait grand besoin. Cette organisation eut lieu en peu de temps, car les classes les plus aisées du pays s'empressèrent de s'armer, de s'équiper et de se monter à leurs frais.

Bolivar marcha aussitôt contre l'ennemi qui, surpris de sa brusque apparition, n'opposa qu'une faible résistance. Les Créoles qui composaient, suivant l'usage, les trois quarts de l'armée espagnole, désertaient par centaines; des corps entiers, des bataillons, des régimens passaient aux indépendans, de sorte que l'armée de Bolivar augmentait encore visiblement. Il battit l'ennemi à La Grita, s'empara de cette petite place, ensuite de Merida et de tout le district de ce nom, ainsi que de la province de Barinas.

Cependant, les Espagnols s'étaient ralliés, et, ayant reçu des renforts, ils vinrent tomber tout d'un coup sur le corps de Bricenna et le battirent complètement. Bricenna et sept de ses officiers ayant été pris, le gouverneur de Barinas, don Francisco Tiscar, ordonna de les fusiller. Huit des plus respectables habitans de Barinas, étant soupçonnés d'avoir aidé le colonel Bricenna, dans l'organisation de son corps de cavalerie, subirent le même sort. Dès ce moment-là, la guerre devint beaucoup plus sanglante et plus meurtrière. Non-seulement tous les prisonniers furent fusil-

lés, mais plusieurs chefs espagnols étendirent ce système de cruauté jusque sur les paisibles habitans, sans distinction d'âge ou de sexe.

Le gouverneur Tiscar justifiait l'ordre qu'il avait donné de mettre à mort Bricenna et ses officiers, en disant qu'ils avaient été les principaux instigateurs de la proclamation du 16 janvier 1813, dans laquelle ils avaient déclaré qu'ils tueraient tous les Espagnols et Islennos qu'ils feraient prisonniers.

Voici les véritables causes de ce document barbare. Bolivar et ses compagnons, dans leur marche de Carthagène à Venezuela apprirent que les Espagnols et les Islennos avaient commis les actes les plus féroces sur les paisibles habitans de Venezuela qui, en vertu de sa convention faite entre Miranda et Monteverde, avaient repris sans défiance leurs anciennes occupations. On n'a pas oublié sans doute que Monteverde était né dans une des îles Canaries. Toujours environné par ses compatriotes, il avait la faiblesse de partager leurs passions et leur haine contre tous ceux qui avaient pris une part active à la révolution de Caracas. Cette nouvelle en-

flamma d'une telle fureur les Caraguins, compagnons d'armes du général Bolivar, qu'ils publièrent une déclaration solennelle, en forme de manifeste dans laquelle ils proclamaient une guerre à mort contre les Espagnols européens et les Islennos. Ce manifeste était signé par Antonio Nicolas Bricenna (le même qui fut fusillé à Barinas), par Antonio Rodrigo, par Joseph Debraine, et plusieurs autres, tous officiers sous les ordres du général Bolivar dans son expédition contre Venezuela. Les Espagnols accusèrent Bolivar d'avoir signé cette déclaration sanguinaire, et dirent qu'il avait commencé à proclamer cette guerre d'extermination, mais il est faux qu'il ait signé cet écrit. Bolivar n'aurait pas dû souffrir sans doute la publication d'un manifeste qui caractérisait si fortement la haine invétérée des deux partis; il est vrai aussi, cependant, que les chefs européens ne mirent pas seulement à mort divers prisonniers de guerre américains, mais encore des habitans paisibles, avant que le manifeste fût publié, et que les officiers du général n'agirent contre les Espagnols que par repré-

sailles. Le lecteur décidera lui-même jusqu'à quel point ils devaient user de ce droit.

Nous nous occuperons, maintenant, un instant, d'un personnage qui, pendant plusieurs années, a été le collègue et le rival du général Bolivar, et qui a acquis une de ces réputations équivoques qu'il appartient à l'histoire de montrer dans son vrai jour.

Quelque temps après la conclusion de la capitulation de Vittoria, et quand les cruautés des habitans de Venezuela eurent commencé, un jeune homme faible et ignorant, mais très ambitieux, assembla secrètement environ une centaine de ses concitoyens hors de sa ville natale (Cumana). Il les excita à se lever contre leurs oppresseurs pour recouvrer la liberté et l'indépendance. Ses discours furent reçus avec enthousiasme, et il fut nommé général en chef d'une voix unanime. C'est là l'origine de la fortune militaire de *San Yago Marinno* qui, des bancs de l'école s'éleva tout d'un coup au poste de général en chef de l'armée de la province de Cumana. Cette armée ne comptait pas alors, il est vrai, plus de

cent cinquante hommes; mais les cruautés des Espagnols lui firent beaucoup de partisans, d'autant plus dévoués à leur chef, qu'il était doux, poli et humain. Il établit son quartier-général à Maturin.

Aussitôt que le général Monteverde fut informé de cette levée de boucliers, il ordonna au général Cagigal de venir le joindre avec sa brigade, désignant le jour et le lieu où ils réuniraient leurs forces pour attaquer les troupes postées à Maturin, sous les ordres du général Marinno. Monteverde, à la tête de deux cents hommes seulement, se transporta au lieu du rendez-vous, mais il n'y trouva ni Cagigal, ni ses troupes. Impatient d'en venir aux mains, Monteverde refusa positivement d'écouter les conseils dictés par la prudence, et d'un ton fier il donna l'ordre d'attaquer *ces traîtres et ces rebelles*. Les patriotes étaient six fois aussi forts que lui et avaient l'avantage du poste. Après un combat très court, il fut mis en déroute, ainsi que ses officiers le lui avaient prédit; son cheval étant tué, il serait tombé dans les mains des patriotes, si la présence d'esprit d'un révérend capucin, nommé

le père Coronil, ne l'eût sauvé. Coronil combattait bravement à ses côtés. Quand le cheval tomba, il saisit Monteverde de ses bras nerveux, et sans mettre pied à terre, il le plaça sur son propre cheval, en s'éloignant, au grand galop, du champ de bataille.

Quand le général Cagigal, qui arriva vingt-quatre heures après la défaite, apprit avec quelle imprudence le général en chef avait agi, il ne put retenir son indignation. Mais, au lieu d'attaquer avec son corps de troupes, qui était considérable, un ennemi affaibli et fatigué par un combat récent, il tomba dans le découragement, pensa que tout était perdu et que toute la province de Venezuela allait devenir la proie des patriotes. Il déclara publiquement qu'il se retirerait dans la province de Guayana, avec ses troupes. Cette étrange déclaration exaspéra tellement un de ses capitaines, nommé Joseph Thomas Boves, qu'oubliant le respect qu'il devait à son général, il se récria contre une résolution si lâche; mais voyant que la frayeur de Cagigal le rendait incapable d'écouter la raison, et qu'il était résolu à partir à tout événe-

ment, il lui dit et brusquement, qu'il pouvait agir comme il l'entendrait, mais que, quant à lui, il était fermement résolu à rester à Venezuela, et à y combattre les ennemis de son roi et de son pays, tant qu'il en existerait un seul. Cagigal voyant que Boves était inflexible, l'autorisa à organiser un corps de troupes aussi nombreux qu'il pourrait, et il partit ensuite avec une forte escorte, dans le dessein de se mettre en sûreté dans la forteresse de Saint-Thomas de la Angostura, dans la province de Guayana, alors tranquille et soumise.

Boves, ayant rassemblé tous les hommes qui voulaient le suivre, vint en avril 1813, à la ville de Calobozo, où il établit son quartier-général. Il organisa bientôt un corps d'infanterie et de cavalerie, qui s'éleva à environ 500 hommes. Telle fut l'origine de l'élévation de ce fameux partisan, qui se distingua pendant cette guerre par une activité, une bravoure, une habileté rare, mais plus encore par une horrible cruauté, dont j'aurai plus d'un exemple à rapporter dans la suite.

Fier de ce léger succès, Marinno prit alors

le titre de général en chef et de dictateur des provinces orientales de Venezuela. Il leva de fortes contributions, entretint une table somptueusement servie, créa des généraux, des officiers d'état-major et autres, et un grand nombre d'officiers civils, mais il n'avait aucun territoire assuré, ni officiers instruits, ni soldats biens disciplinés. Il n'avait, comme il arrive dans les lieux où les troupes sont levées à la hâte, qu'une bande d'hommes armés, sans uniformes ou sans instruction.

Pendant que ces événemens se passaient dans les provinces de Cumana et de Barcelone, le général Bolivar entrait dans les provinces occidentales de Venezuela. Il se vit bientôt renforcé par plusieurs milliers de ses compatriotes qui, réduits au désespoir par les cruautés des Espagnols, n'avaient d'autre alternative que de vaincre ou de périr. Il divisa alors ses troupes en deux fortes divisions, donna le commandement de l'une à son major-général Ribas, et se mit lui-même à la tête de l'autre. Ils s'avancèrent vers Caracas, à marches forcées, par des routes différentes, traversant le département de Truxillo, et la pro-

vince de Barinas. Les Espagnols n'opposèrent qu'une légère résistance, aux combats de Niquitao, de Betioque, de Barquismento et de Barinas. A la fin, le gouverneur Tiscar crut que tout était perdu, abandonna ses troupes et s'enfuit à Saint-Thomas de la Angostura, dans la province de Guayana, où il trouva le général Cagigal qui, précédemment, avait tenu la même conduite.

Aussitôt que le général Monteverde fut instruit de la marche rapide des patriotes, il rallia ses meilleures troupes à Lostaguanes, où le général Ribas l'attaqua bientôt après. L'attaque commençait, quand la plus grande partie de la cavalerie de Monteverde, composée d'indigènes, joignit les indépendans, et décida bientôt la victoire en leur faveur. Monteverde, perdit dans cette action quelques centaines d'hommes, et fut obligé de se renfermer avec le reste dans la forteresse de Porto Cabello.

Le général Bolivar marcha rapidement sur Caracas, et éprouva peu de résistance de la part de l'ennemi qui avait porté ses forces contre la colonne du général Ribas. Aussitôt

que le gouverneur Fierro fut informé de l'approche du général Bolivar, il assembla précipitamment un grand conseil de guerre, dans lequel il fut décidé qu'on enverrait des députés pour lui proposer une capitulation. Elle fut arrêtée et signée à Vittoria, environ un an après la fameuse capitulation conclue entre le général Miranda et Monteverde. Par ce traité, Bolivar promettait de ne persécuter personne à cause de ses opinions politiques, de laisser à chaque individu la liberté de quitter Venezuela avec sa fortune, pour aller s'établir où il le jugerait à propos.

Pendant que les députés étaient assemblés à Vittoria, le gouverneur Fierro, saisi comme Cagigal et Tiscar, d'une terreur panique, décampa secrètement dans la nuit, et si précipitamment, qu'il laissa une très grosse somme d'argent monnayé. Il laissa aussi plus de quinze cents Espagnols à la discrétion de l'ennemi. Il s'embarqua à Laguaira, et arriva sans accident à la petite île de Curaçao. La fuite du gouverneur de Caracas, dont les habitans et la garnison ne furent informés que le lendemain matin, à la pointe du jour, jeta la ville dans

le plus grand trouble, dès qu'elle fut connue, car il n'avait laissé aucun ordre. Le parti espagnol étant dissous, chacun de ses membres pourvut individuellement à sa sûreté. Les principaux chefs de ce parti, Monteverde, Cagigal, Fierro et Tiscar ne prenant conseil que de leur volonté personnelle, parvinrent tous à se dérober à l'ennemi, mais il n'y eut nul concert dans les mesures qu'ils prirent : elles ne péchèrent pas seulement par défaut d'unité; on y remarqua aussi beaucoup de négligence et de faiblesse. Monteverde resta à Porto Cabello, sans envoyer d'ordre; Cagigal avec Tiscar ne bougèrent pas d'Angostura, et Fierro se confina dans l'île de Curaçao.

Dans ces conjonctures, il ne fut pas difficile à Bolivar d'entrer dans la capitale de son pays natal, et de s'emparer de la plus grande partie de l'état de Venezuela. Son entrée dans Caracas (4 août 1813) fut aussi brillante que glorieuse. Les amis de la liberté, qui avaient tant souffert sous le despotisme espagnol, accoururent en foule de tous côtés pour saluer son arrivée par les acclamations de la

joie la plus vive. L'enthousiasme fut universel. Les femmes vinrent couronner leur libérateur; elles jonchèrent les rues par où il devait passer, d'une grande quantité de fleurs et de branches de laurier et d'olivier. Les acclamations de plusieurs milliers de spectateurs se mêlaient au bruit de l'artillerie, au carillon des cloches et aux fanfares de la musique; la foule était immense. Les prisons furent ouvertes, et les infortunées victimes de la liberté, avec leur figure pâle et amaigrie au milieu de cette multitude joyeuse, avaient l'air de spectres qu'on aurait arrachés du tombeau. Malgré cette vue effroyable, le peuple ne se porta à aucun acte de vengeance contre ses oppresseurs. On ne rechercha ni aucun espagnol d'Europe ni aucun moine; on les laissa se cacher au milieu de la joie publique.

L'entrée du général Bolivar dans Caracas fut sans doute l'événement le plus brillant de toute sa carrière militaire, et, bien que son entreprise et ses victoires lui aient été facilitées par la pusillanimité de ses ennemis, il mérite de grands éloges pour avoir conçu

cette entreprise et l'avoir continuée avec persévérance aux dépens de sa fortune particulière. Toutefois, je ne saurais passer sous silence ici un trait singulier qui justifierait le reproche de vanité que je lui ai adressé précédemment.

Avant que Bolivar fît son entrée dans Caracas, on avait préparé une espèce de char triomphal semblable à celui dont se servaient les consuls romains, au retour d'une campagne glorieuse. Ce char, comme on sait, dans les temps anciens, était traîné par des chevaux; mais le char de Bolivar était traîné par douze jeunes et jolies personnes élégamment habillées de blanc, parées des couleurs nationales, et toutes choisies parmi les premières familles de Caracas. Elles le traînèrent pendant une demi-heure, depuis l'entrée de la ville jusqu'à la maison qui devait lui servir de résidence. Pendant ce temps-là, Bolivar resta debout sur le char, nu-tête, en grand uniforme, et tenant à la main une petite baguette de commandement. Quel contraste avec la simplicité de Washington!

L'enthousiasme des habitans de Caracas ne

fut pas de longue durée. Enflé de la rapidité de ses succès, Bolivar prit, quelque jours après, dans la capitale, le titre de *Dictateur* et de *Libérateur des provinces occidentales de Venezuela*, se modelant ainsi sur le général Marinno, qui avait pris le titre de *Dictateur des provinces orientales.* Ces dénominations d'occidentales et d'orientales proviennent de la position des provinces relativement à Caracas. Bolivar donna le nom d'armée libératrice à toutes les troupes qui étaient venues avec lui, et établit un ordre de chevalerie, qu'il désigna d'abord sous le titre du *Libérateur,* et plus tard sous celui plus général des *Libérateurs.* Il forma un corps de troupes d'élite auquel il donna le titre de gardes-du-corps, qu'il destina exclusivement à son service personnel, y nomma un grand nombre d'officiers de son état-major, et se trouva bientôt entouré de flatteurs et de parasites.

Les vrais amis de la liberté et de la gloire du dictateur lui conseillèrent d'assembler un congrès, et d'établir un gouvernement représentatif, semblable à celui du premier congrès de Caracas. On comptait parmi eux l'amiral

de la Colombie, Louis Brion, qui mourut dans l'île de Curaçao. Je pourrais en nommer plusieurs autres. Bolivar leur répondit qu'il désirait prendre cet avis en considération, mais que, dans les conjonctures présentes, la convocation d'un congrès entraînerait de graves inconvéniens.

Cependant, Bolivar organisait son gouvernement, et réunissait en lui-même les trois pouvoirs, c'est-à-dire le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Il se rendit ainsi maître absolu de la liberté, de la fortune et de la vie de ses compatriotes. Cette dictature n'était ni plus ni moins qu'un gouvernement absolu, despotique et militaire.

Les huit belles provinces de Venezuela étaient alors divisées entre trois chefs militaires, savoir : le général Monteverde, commandant en chef des troupes espagnoles qui occupaient les provinces de la Guayana, de Maracaybo et de Coro; le général Bolivar, dictateur des provinces de Caracas, de Barinas et de Margarita; et le général Marinno, dictateur de celles de Cumana et de Barcelona.

Chacun de ces chefs avait ses gouverneurs, ses généraux, ses commandans, ses officiers civils et militaires et ses soldats, tous vivant aux dépens des habitans. Chacun d'eux levait, armait, organisait et équipait des troupes, publiait des proclamations, des manifestes et des décrets. Ces bulletins étaient souvent si ampoulés et si obscurs qu'il était difficile d'en trouver la véritable signification; et, ce qui était pis encore, ils se contredisaient souvent entre eux, de sorte qu'il était impossible de savoir auquel obéir. Aujourd'hui une ville, un bourg, un village étaient occupés par les troupes d'un de ces chefs, demain c'étaient les troupes d'un autre qui y commandaient. Les officiers subalternes et les soldats étaient ainsi les maîtres des habitans, et leur ordonnaient tous les jours de leur fournir sans retard de l'argent, des provisions et toutes les choses dont ils avaient besoin. On ne reconnaissait d'autre autorité que celle des baïonnettes. Cette anarchie rendit les habitans de Venezuela si malheureux qu'un grand nombre des plus riches d'entre eux s'embarquèrent avec leur famille pour aller dans un au-

tre pays, où la sûreté individuelle et le droit de propriété seraient également respectés. Les États-Unis d'Amérique et les îles des Indes occidentales reçurent plusieurs milliers de ces fugitifs.

Malgré la puissance formidable dont était investi alors Bolivar, ce général eut la faiblesse de souffrir que San Yago Marinno, jeune homme ignorant et sans expérience, s'acquit une autorité égale à la sienne dans les provinces à l'est de Venezuela. Cette dictature rivale s'exerçait sur la division du territoire de cet état, telle qu'elle avait été fixée par le congrès assemblé à Caracas, en 1811. Les provinces de Cumana et de Barcelona faisaient alors partie intégrale de son territoire, avaient toujours été gouvernées par le premier congrès, comme les autres provinces de Venezuela (excepté Guayana, Coro et Maracaybo), et n'auraient jamais dû en être séparées. Cette division de pouvoir, jointe à la rivalité de deux dictateurs, fut très nuisible à la prospérité du pays, et à la cause de la liberté. En diminuant considérablement la force de chacun d'eux, elles augmentaient le pouvoir de l'ennemi. C'est à

ces deux causes principalement qu'il faut attribuer la durée extraordinaire de la guerre, et la perte de la vie de tant d'hommes.

Quand les habitans des autres provinces apprirent l'arrivée du général Bolivar à Caracas, ils en conçurent pour eux-mêmes de grandes espérances de délivrance et de liberté. De nombreux volontaires accoururent de tous les côtés, pour lui offrir leurs services.

Les fonds trouvés dans le trésor public, joints à ceux qui furent offerts volontairement et aux revenus de l'état, auraient été suffisans pour l'organisation de ces volontaires, pour les discipliner et les instruire de manière à les mettre à même de chasser pour jamais de leur territoire leurs oppresseurs, découragés par plusieurs défaites.

Il fut malheureux que Bolivar ne se crut pas la force nécessaire pour terminer plus rapidement cette guerre sanglante.

Peu de souverains auraient pu se dire cependant plus puissans que Bolivar au mois d'août 1813. Non-seulement les nationaux de la Colombie lui étaient entièrement dévoués, mais il trouvait encore des secours chez beau-

coup d'Espagnols, d'Islennos, de moines et de prêtres, qui tous attendaient de lui la liberté et la prospérité qu'il avait si solennellement promises. Ce noble enthousiasme allait réveiller de leur indolence les habitans des immenses steppes de l'Amérique méridionale, connus sous le nom de Llaneros, et qui, plus tard se rendirent si redoutables sous les ordres de Paez, de Sedenno, de Zarasa, de Roxas, de Monagas et de plusieurs autres chefs. Argent, marchandises, chevaux, mulets, bétail étaient offerts avec un empressement incroyable au général Bolivar; les femmes même voulurent l'aider de leur secours, et les bijoux, les perles, les diamans lui furent remis avec joie pour qu'il les employât à servir la cause de la liberté.

Mais le plus difficile était de classer, de coordonner et de diriger ces vastes ressources. Il était indispensable de s'entourer d'hommes probes, prudens et éclairés. La capacité était malheureusement plus rare que l'enthousiasme.

Bolivar ne pouvait le plus souvent s'en remettre qu'à lui seul du soin de créer un gou-

vernement. Il se composa de quatre ministères, savoir : de l'intérieur, de la justice, des finances et de la guerre. Les ministres recevaient leurs ordres et leurs instructions du dictateur, avec lequel ils travaillaient quand il jugeait à propos de les appeler dans son cabinet. Toutes les affaires lui étaient soumises, et sa décision était sans appel.

La nécessité des temps voulut que mainte décision fût prise trop promptement, et qu'il fût plus dangereux souvent de revenir sur une erreur que de la continuer. Peut-être aussi, dans cette première époque de son pouvoir, Bolivar paya le tribut au tempérament national, et, comme la plupart de ses compatriotes, il perdit souvent un temps précieux dans la société de ses nombreuses maîtresses ; on l'accuse aussi d'être resté, quelquefois des jours entiers, étendu sur un sofa, au milieu d'une foule de flatteurs. Pour l'amusement du dictateur, ces courtisans de la puissance débitaient des histoires faites à plaisir, et lançaient des traits piquans sur les personnes absentes qui avaient eu le malheur de lui déplaire, ou sur la segnora Joséphine, sa maîtresse reconnue, femme in-

trigante et vindicative. J'ai vu cette syrène plus de cent fois, et je dois avouer que je ne sais à quelle cause attribuer la prédilection du dictateur pour elle. La faveur de Joséphine dura, cependant, jusqu'en 1819.

Bolivar consacrait le reste de son temps ou aux promenades à cheval ou aux affaires de l'état. Chacun de ses ministres lui présentait un rapport sommaire de toutes les matières comprises dans son département; en un mot, Bolivar désirait imiter Napoléon Bonaparte. Il ne fut pas médiocrement satisfait, quand Charles Soublette lui dit devant moi, à Carupano, en mai 1816, qu'il était le Napoléon de l'Amérique méridionale.

Les vices de l'administration ne tardèrent pas à peser sur l'armée, sur la marine et sur chaque branche d'administration. Les revenus publics ne suffisaient pas aux nécessités de l'état, et le besoin d'argent se faisait sentir partout. Il est vrai que Bolivar dépensa de grosses sommes d'argent à acheter à l'étranger des armes, des munitions de toute espèce; mais il en dépensait d'aussi considérables peut-être pour ses compagnons de plaisir, ses flat-

teurs et ses parens, qui prenaient l'argent et ne revenaient plus.

Les mesures employées par le dictateur pour se procurer de l'argent étaient encore un plus grand mal que cette pénurie. Telles furent les taxes extraordinaires qu'il levait sur des individus désignés par lui, taxes perçues, selon son bon plaisir, au temps qu'il avait jugé à propos de fixer. Quelqu'un, par exemple, lui dit que don N... avait des sommes d'argent cachées, ou qu'il était ennemi de la république. Bolivar envoya sur-le-champ, pendant la nuit, un détachement de ses gardes-du-corps à la maison de N... Ils l'entourèrent, et, au nom du dictateur, ils pénétrèrent tout à coup dans sa chambre à coucher, où l'officier lui notifia que son maître avait besoin d'argent, et lui fixa la somme qu'il devait remettre entre ses mains. Une autre fois, on demandait que la somme, dont on avait besoin, fût payée dans un certain nombre de jours; si le citoyen, auquel on adressait cette demande, refusait, sous quelque prétexte que ce fût, il était mis en prison et durement traité, jusqu'à ce que, par ses amis ou par toute voie, il se

fût procuré les moyens de satisfaire aux exigences du dictateur. Que le lecteur impartial se souvienne de ce qui arriva à Laguaira et à Caracas, en avril et en mai 1827, lors de l'arrestation de quelques marchands américains. Ces marchands, ayant été taxés arbitrairement par le président libérateur, refusèrent de payer la somme qu'on leur demandait, donnant pour raison que le gouvernement leur devait une somme beaucoup plus considérable que celle qu'ils avaient avancée, et pour laquelle ils avaient reçu des bons du Trésor. Bolivar refusa les bons et persista à vouloir être payé en argent.

En août 1813, le dictateur envoya un corps de troupes, sous les ordres du colonel Giraldat, assiéger le château de Porto Cabello, dont lui-même, un an auparavant, avait été gouverneur. Le général Monteverde, après sa défaite à Maturin, s'était renfermé dans cette place. Il était très irrité contre le dictateur Bolivar, dont il croyait avoir à se plaindre personnellement, et à cause de la part active que celui-ci avait prise à l'arrestation du général Miranda. Il disait publiquement qu'il

avait été trahi par le dictateur, et qu'il ne voulait plus avoir rien à démêler avec lui.

Les habitans de Porto Cabello étaient eux-mêmes très animés contre Bolivar, parce qu'il avait abandonné cette forteresse, quand elle avait été mise sous ses ordres. Ayant su qu'il avait envoyé un corps de troupes considérable pour les forcer à se rendre, ils firent tous leurs efforts pour lui résister. Ils donnèrent d'abord l'exemple à la garnison, en s'organisant et en s'armant à leurs frais, et en déclarant ouvertement qu'ils feraient tous les sacrifices imaginables, plutôt que de se soumettre à la domination du dictateur.

Bolivar, ayant appris ce qui se passait dans l'intérieur de la place, donna des ordres pour la bloquer par mer et par terre; mais l'escadre républicaine ne put barrer le chemin à cinq bâtimens de transport venant de Cadix, avec quinze cents hommes commandés par le colonel Salomon, et ayant à bord une grande quantité d'armes et de munitions de toute espèce.

Avant que le convoi arrivât à Porto Cabello, il se dirigea vers Laguaira, parce que l'officier

qui le commandait croyait que cette ville était encore au pouvoir des Espagnols, bien que le général Ribas l'eût prise, quelque temps auparavant. Au reste, ce général n'avait alors sous ses ordres que quatre cents hommes; encore étaient-ils mal équipés et peu disciplinés, mais il était lui-même homme de tête et de cœur. Quand l'escadre lui fut signalée, il supposa, avec raison, que c'était une flotte espagnole, et il ordonna aussitôt d'arborer le drapeau de cette nation. Trompée par cette fausse apparence, l'escadre ne douta plus alors que la ville ne fût au pouvoir de l'Espagne. Elle jeta à l'ancre, à une demi-portée des batteries de Laguaira. On fit ensuite les dispositions convenables pour débarquer les troupes, qui se composaient du beau régiment *La Grenada,* commandé par le colonel Salomon, et de quelques artilleurs.

Pendant ce temps-là, Ribas disposait tout pour détruire d'un seul coup les espérances de l'ennemi. Il mit en liberté plusieurs officiers espagnols, qui avaient été faits prisonniers de guerre, parmi lesquels se trouvait l'ancien gouverneur de Laguaira, don Félix

Marmon. Il les força de se mettre en grand uniforme. Il fit ensuite un discours bref, mais énergique à ses soldats, qui, effrayés de l'immense danger auquel ils étaient exposés, croyaient qu'ils allaient être tous pris. Le discours de leur général ranima leur courage, et chacun s'empressa de se rendre à son poste.

Ribas avait à son service un Islenno fin et intelligent, nommé don Jose Antonio Meloni, qu'il envoya à bord, aussitôt que l'escadre eut jeté l'ancre, lui promettant une grande récompense, en cas que son stratagème vînt à réussir. Il lui recommanda de se présenter devant le commodore ennemi comme le secrétaire du gouverneur espagnol Marmon, et de l'inviter lui et ses principaux officiers à faire à son maître l'honneur de venir à terre prendre leur part d'un dîner préparé pour eux par le gouverneur, qui était impatient de recevoir ses bons amis et ses compagnons d'armes. Le commodore, en entendant prononcer le nom de Marmon, qui était une de ses anciennes connaissances, fut grandement satisfait, et donna les ordres nécessaires pour envoyer la chaloupe. Pendant ce temps-là, le

colonel Salomon vint sur le pont, et examina Laguaira avec sa longue vue. Il s'étonna d'autant plus de voir peu de monde sur le quai et dans les rues, que ses officiers lui avaient dit à bord que le port de cette ville présentait un aspect fort animé. Il communiqua ses observations au commodore, et lui conseilla de prendre la précaution d'envoyer d'abord à terre quelques officiers qui s'assureraient du véritable état de la place, et reviendraient sur-le-champ lui faire leur rapport.

Quand Ribas vit approcher la chaloupe, il envoya sur le quai, pour recevoir ses compatriotes, le commandant Marmon, en grand uniforme. Il avait, en outre, tracé à Marmon le plan de conduite qu'il devait tenir dans cette conjoncture délicate, et l'avait menacé d'une mort soudaine, pour peu qu'il s'en écartât. Il avait aussi vêtu plusieurs de ses officiers d'uniformes espagnols, qui appartenaient à des officiers de cette nation, alors prisonniers de guerre, et les adjoignit à Marmon, comme pour faire à celui-ci une espèce d'état-major. La chaloupe arriva tout près du quai, mais aucun des officiers ne débarqua, malgré les invitations

pressantes de venir à terre, que leur adressait Marmon. Il avait fait préparer un bon dîner chez lui, et il allait envoyer sa chaloupe pour prendre le commodore, qui se réunirait ensuite à leur société. Les officiers ne répondirent qu'en faisant connaître l'ordre de leur chef, qui désirait, au contraire, recevoir à son bord le commandant Marmon, avec lequel il serait ravi de renouveler connaissance. Après quelques paroles de plus échangées des deux côtés, plusieurs voix partirent de la foule assemblée sur le quai, et les mots, *c'est une trahison*, se firent entendre. Les officiers se retirèrent aussitôt du quai, et arrivèrent tout consternés à bord du vaisseau du commodore, pour lui faire leur rapport. Les batteries de la place et des forts environnans, préparées à l'avance par le général Ribas, ouvrirent alors sur l'escadre espagnole un feu terrible qui endommagea singulièrement ses vaisseaux, et tua environ deux cents hommes.

Dans une des sorties de la garnison de Porto Cabello, le colonel Giraldat, commandant des patriotes, fut tué d'un coup de fusil. La mort de cet officier répandit une si grande

terreur parmi les troupes républicaines qu'elles levèrent précipitamment le siége, laissant derrière elles leur artillerie, leurs munitions et leurs bagages. Bolivar ordonna qu'on rendrait aux restes de Giraldat les plus grands honneurs. Il existe encore aujourd'hui plusieurs chansons dans lesquelles on célèbre Giraldat comme un héros incomparable.

Lorsque le colonel Salomon eut appris de quelle manière Monteverde s'était élevé au poste de commandant en chef des troupes espagnoles dans l'Amérique méridionale, il ne crut pas devoir montrer beaucoup d'obéissance aux ordres d'un homme qu'il regardait comme son inférieur. Peu de jours après l'arrivée de Salomon à Porto Cabello, Monteverde ordonna à Salomon de tenir son régiment prêt à partir, pour qu'ils pussent, avec leurs forces réunies, marcher contre Bolivar et Urdaneta postés à Valencia; mais Salomon refusa de lui donner un seul homme du corps placé sous son commandement, et déclara publiquement que Monteverde n'était pas digne de lui donner des ordres. Telle était la faiblesse de caractère de Monteverde, que, au

lieu de punir cet insolent subalterne, il le pria, de la manière la plus humble, d'avoir la bonté du moins de le suivre avec son régiment.

Monteverde, à la tête de cinq cents miliciens mal armés et mal disciplinés, marcha alors sur Valencia par la route d'Agua-Caliente, étant suivi par le régiment de Salomon, fort d'environ treize cents hommes. Il s'avança jusqu'à Naguanagua, petit village qui n'était pas éloigné de Valencia de plus de deux lieues, sans rencontrer un seul ennemi, ne s'inquiétant guère, s'il était suivi ou non par le colonel Salomon. Le dictateur, ayant reçu avis de l'approche de l'ennemi, donna aussitôt l'ordre de quitter, sur-le-champ, la position que l'armée républicaine occupait, et de se retirer vers les défilés de la Cabrera. Arrivé dans ce nouveau poste, il s'y retrancha. Bolivar avait ordonné cette retraite précipitée, parce qu'il croyait que toutes les forces de Porto Cabello venaient fondre ensemble sur son armée; mais il n'eut pas plutôt appris que l'ennemi, qui lui avait été signalé, n'était autre que Monteverde, à la tête de 500 mili-

ciens seulement, le régiment de Grenada étant resté, fort tranquillement, à Agua-Caliente, à sept lieues de Naguanagua, qu'il revint sur ses pas, et donna l'ordre d'attaquer Monteverde. Celui-ci ne résista pas seulement à des forces trois fois supérieures aux siennes, mais il parvint, dès le commencement du combat, à les repousser. Il eût, sans doute poursuivi ses avantages très vivement, car il ne rencontrait nul obstacle de la part du général Bolivar qui, selon sa coutume, se tenait à quelque distance derrière ses troupes; heureusement, le général Urdaneta se mit à la tête de sa division après l'avoir ralliée, et, ayant attaqué l'ennemi avec vigueur, il le mit en déroute. Monteverde reçut, dans cette attaque, un coup de mousquet qui lui fracassa la mâchoire. Cet incident ne contribua pas peu au succès de l'armée indépendante.

Encouragés par cet avantage, Bolivar et Urdaneta marchèrent alors à la rencontre du régiment de Grenada qu'ils trouvèrent dans un lieu resserré qui ne permettait, ni à l'un ni à l'autre parti, de déployer leurs forces. Après qu'on eut échangé quelques

décharges de mousqueterie de part et d'autre, les patriotes commencèrent à lâcher pied, mais Salomon, au lieu de poursuivre cet avantage, ordonna de battre en retraite. Cet officier rentra dans Porto Cabello, avec son régiment, le 5 octobre, et reçut cette fois, de Monteverde, des reproches que méritait cette conduite. Au reste, Salomon pouvait se consoler d'autant mieux de ce petit désagrément que Monteverde, obligé par la gravité de sa blessure de se retirer du service, le laisserait commandant en chef de l'armée espagnole.

Cette action ne tarda pas à être suivie de plusieurs autres tout aussi sanglantes, mais qui n'amenèrent aucun résultat important. Cependant, Bolivar, étant instruit que Monteverde ne commandait plus dans Porto Cabello, envoya un nouveau négociateur au colonel Salomon. Il choisit pour cette commission militaire un prêtre nommé don Salvador Garcia. Après les formalités d'usage, le prêtre fut introduit devant le conseil de guerre qui s'était assemblé pour le recevoir. Garcia, comme s'il eût été en chaire, commença un long sermon où l'on trouvait les représentations sui-

vantes : « Que faites-vous, messieurs ! » s'écriait le prêtre négociateur ; « ne feriez-vous pas mieux de vous rendre et de vivre en paix, que de vous exposer aux horreurs d'un siége pendant lequel vous aurez à souffrir la faim et des maux de toute espèce ? » Cette prédication, quelque ridicule qu'elle fût, n'en fit pas moins une telle impression sur les officiers espagnols, que les trois quarts d'entr'eux se déclarèrent en faveur de la proposition de capitulation. Cependant, un négociant de Porto Cabello, qui commandait la milice de cette place, fut si révolté de l'idée d'une capitulation, qu'après avoir parlé avec véhémence contre cette proposition, il termina son discours en disant que ceux qui avaient peur de défendre la place, pourraient aller où bon leur semblerait. Le discours énergique de ce citoyen ramena la majorité du conseil à une opinion tout opposée, et l'on rejeta la proposition du dictateur. L'ecclésiastique, voyant le mauvais succès de sa mission, ne jugea pas à propos de retourner auprès de Bolivar ; il s'embarqua, peu après, avec le général Monteverde, pour l'île de Curaçao.

A la reprise des hostilités, les troupes espagnoles, sous les ordres de Cevallos et d'Yanes, ayant été battues, les indépendans tournèrent leur attention sur Boves, qui avait considérablement augmenté ses forces. Boves n'eut pas plus tôt reçu l'autorisation du général Cagigal de lever un corps de troupes, dont le nombre n'avait pas été limité, qu'il rassembla autour de lui une multitude d'esclaves et de vagabonds parmi les hommes de couleur; il ouvrit aussi les prisons et les lieux de détention, arma de son mieux cette masse hétérogène, et l'organisa en corps de différentes armes. Morales était le commandant en second de ces troupes qui, dans la suite, s'élevèrent jusqu'à 8,000 hommes, et que les Espagnols eux-mêmes désignaient sous le nom de *la division infernale*. Ces deux chefs, ainsi que leurs officiers subalternes Puy, Rosette, Machado et d'autres marquaient toujours leur passage par des traces de sang et par des actes de la plus horrible cruauté. J'en citerai quelques-uns à l'occasion.

Quand Boves se sépara du général Cagigal, devant Maturin, il se retira à Calabazo, où

Marinno se flattant d'avoir bon marché de ce nouvel ennemi, vint l'attaquer à la tête de mille soldats; mais Boves, qui n'avait que cinq cents hommes, le mit en déroute, après un court engagement, le 13 décembre 1813.

Après cette victoire, Boves s'occupa avec la plus grande activité d'augmenter ses forces. Il leva des taxes et des contributions extraordinaires sur les habitans des pays environnans, avec menace de mettre tout à feu et à sang, en cas de refus. Il ne prenait l'avis de personne, et agissait comme s'il eût été maître absolu et commandant en chef des troupes espagnoles. Ce redoutable partisan ne reconnaissait point l'autorité de Monteverde, qu'il regardait, d'ailleurs, comme ayant usurpé son autorité, et comme justifiant son mépris par sa faiblesse. Il organisa un grand nombre de guerillas qui lui procurèrent de l'argent, des hommes, des chevaux et des mulets, et commença ses opérations par l'attaque de Camacagua, où il fit quelques prisonniers. Il marcha ensuite sur Vittoria, Rosette, Mumara et la ville de Chaguaramas, où il battit l'ennemi.

Il établit de nouveau son quartier général

à Calabazo, d'où il envoya plusieurs partis qui s'emparèrent des positions de Charaguave, dans le voisinage de Caracas.



CHAPITRE IX.

Mécontentement des habitans de Venezuela contre le gouvernement dictatorial. — Convention de Caracas. — Escarmouche de Flora. — Douze cents Espagnols sont massacrés. — Action de San Mateo. — Le dictateur envoie des députés à Londres. — Victoire des patriotes.

Les succès rapides et inattendus de Boves, sa soudaine apparition dans le voisinage de Caracas, l'insurrection de plusieurs villes et places fortes de l'intérieur en faveur des Espagnols, les vexations des agens du dictateur, et les mesures arbitraires de leur chef qui aggravaient tous les jours la misère publique, indisposèrent singulièrement les habitans de

Caracas contre Bolivar. Ils lui imputaient hautement tous les maux dont ils souffraient. Ils l'accusaient d'avoir établi un gouvernement militaire et politique, d'avoir mis les finances dans le plus grand désordre, et de ne s'être pas appliqué à organiser et à discipliner les troupes qui étaient dans l'état le plus déplorable. Il eût pu, du moins, prétendait-on, éviter tous ces malheurs, s'il ne se fût opposé constamment à la formation d'un congrès, retenant les trois pouvoirs de l'état réunis en sa personne, nonobstant les avis des vrais amis de la liberté. Ils se plaignaient encore qu'il agît comme un maître absolu qui ne connaît d'autre loi que son caprice et sa volonté. D'autres se plaisaient à ajouter que les femmes, entre autres la maîtresse favorite de Bolivar, la segnora Josephine Ma....appelée d'ordinaire la segnorita Pepa, exerçaient la plus grande influence sur les nominations aux divers emplois de la République. Il suffisait à beaucoup de jeunes gens d'être parens ou amis de ces dames pour obtenir des grades dans l'armée, et des places lucratives. Ces faveurs d'une

spécialité toute particulière, tombaient le plus souvent, comme on le croira aisément, sur des hommes dépourvus de toute espèce de mérite, et Charles Soublette était ainsi arrivé à la plus haute fortune.

Le dictateur ne tarda pas à s'apercevoir du mécontentement général. Il sentit combien sa situation était délicate, et déférant alors aux avis de quelques amis, il convoqua une junte composée des habitans les plus influens de Caracas. Cette assemblée se tint dans la capitale, au couvent de San Francisco, le 1er janvier 1814. Bolivar avait pour double objet dans cette convocation, et de paraître céder au vœu généralement exprimé de l'établissement d'un congrès, et de rendre un compte favorable de son administration, pendant sa dictature. Il parut, le 1er janvier 1814, dans cette imposante assemblée avec un nombreux et brillant cortége d'officiers, et environné par un fort détachement de gardes-du-corps. Il avait à ses côtés le ministre de la guerre et le ministre de la justice. La place qui avoisine le couvent, et les rues qu'il devait traverser, étaient garnies de soldats. Les mi-

nistres lurent d'abord de longs mémoires relatifs aux affaires de leur département. Ensuite le dictateur, placé sur une estrade se leva et parla ainsi :

« Citoyens, la haine que j'ai vouée à la ty-
» rannie a été la cause de mon départ de Ve-
» nezuela, quand je vis que mon pays était
» tombé une seconde fois dans les fers. Mais
» l'amour de la liberté me rappela des bords
» éloignés de la Magdalena. J'ai vaincu tous les
» obstacles qui s'opposaient à ma marche pour
» vous délivrer des cruautés et de l'oppres-
» sion des Espagnols. Le plus heureux succès a
» courroné mes efforts; la puissance colossale
» de l'ennemi a été écrasée.

» J'ai consenti à accepter et à conserver le
» pouvoir suprême, afin de vous sauver de
» l'anarchie, et de détruire les ennemis qui
» auraient soutenu le parti de la tyrannie. Je
» vous ai donné des lois, j'ai organisé une
» administration pour la justice et les finances;
» enfin, je vous ai donné un gouvernement.

» Citoyens! je ne suis pas le souverain; vos

» représentans vous donneront des lois. Les » revenus de l'état ne sont pas la propriété de » ceux qui gouvernent. Jugez, maintenant, » vous-mêmes, et sans partialité, si j'ai cher-» ché le pouvoir pour m'élever au-dessus de » vous, ou si je n'ai pas sacrifié ma vie, mon » être, chaque minute de mon temps pour » faire de vous une nation, et pour augmen-» ter vos moyens de puissance, ou plutôt » pour les créer.

» Je n'aspire maintenant qu'à transmettre » le pouvoir aux représentans que vous choi-» sirez; et je suis convaincu, citoyens, que » vous me laisserez quitter un poste que » beaucoup d'entre vous sont capables d'oc-» cuper. Je vous demande, pour unique grâce, » de me laisser le seul honneur auquel j'as-» pire, celui de combattre vos ennemis, car » je ne me reposerai pas que la liberté de » mon pays ne soit solidement établie. »

Ce discours fut couvert d'applaudissemens et suivi de plusieurs motions. Un orateur proposa d'ériger une statue au dictateur, mais celui-ci eut assez de bon sens pour refuser

positivement. Un autre, don Hurtado de Mendoza [1], fit un long discours dans lequel il s'efforçait de démontrer la *nécessité de laisser le pouvoir suprême entre les mains du général Bolivar,* jusqu'à ce que le congrès de la nouvelle s'assemblât, et que l'état de Venezuela fût régi par une seule autorité.

Bien que cette proposition fût en opposition directe avec les sentimens de l'assemblée, elle ne l'adopta pas moins, parce qu'aucun membre n'osa s'y opposer en présence du dictateur et de son imposant cortége. Bolivar fut donc confirmé dans son titre de dictateur de la partie occidentale de Venezuela, et il ne fut pas plus question, dans la suite, de la convocation d'un congrès, que de changement dans le gouvernement dictatorial.

J'ai cité une grande partie du discours du général Bolivar, pour le soumettre à une sorte

[1] C'est le même Hurtado de Mendoza qui fut envoyé dernièrement à Londres, par Bolivar, en qualité de ministre plénipotentiaire (mai 1828), et qui fut arrêté à Kingston, dans l'île de la Jamaïque, pour une dette de 3,000 livres sterling contractée à Londres. Il fut relâché sous caution.

de commentaire. Si nous le comparons avec la plupart de ses discours et de ses proclamations, nous y voyons les mêmes sentimens, les mêmes protestations; il faut en conclure que les mêmes circonstances se reproduisirent souvent pour lui. C'est sans doute pour cela que, depuis 1814 jusqu'en 1829, il offrit si souvent sa démission.

Quelques personnes bien instruites ne doutent pas que Bolivar, par l'entremise de quelques amis, n'eût fait naître l'idée à don Hurtado de proposer la continuation de sa dictature dans cette assemblée, pour sonder l'opinion publique. Qu'on rapproche ce fait de ce qui a eu lieu à Angostura, à Lima, à Bogota, à Carthagena et à Ocana. Dans le dernier message adressé à la convention nationale, qui s'était assemblée à Ocana, dans la province de Carthagena, Bolivar parla beaucoup plus clairement, et il donnait à entendre que le pouvoir militaire est le soutien de l'autorité civile. Il appelait les membres de l'assemblée, les légitimes représentans de la Colombie, les délégués du peuple, *cette autorité souveraine dont il était le sujet et le sol-*

dat, et entre les mains de laquelle il remet la baguette de président et l'épée de général. Il fait la peinture la plus effrayante du désordre et des dangers de la République. Entre autres suggestions renfermées dans ce message, on remarque celles-ci : que l'on ne s'occupait que d'intérêts personnels, et qu'on négligeait ses devoirs ; que le crédit public était menacé d'une ruine totale ; que le gouvernement était mal constitué, tout pouvoir étant concentré dans la législature ; que le droit de suffrages était prodigué ; que la juridiction de l'autorité civile ne pouvait s'appliquer aux délits militaires ; que l'absence d'un système général de police produisait une grande confusion et les plus énormes abus ; que l'esprit de l'armée était sensiblement gâté, parce qu'elle était soumise, du moins, en partie, à l'autorité des tribunaux civils, dont les doctrines sont fatales à la stricte discipline, à la soumission passive, et à l'obéissance aveugle qui forment la base *du pouvoir militaire, le soutien de la société ;* que les liens de la subordination et de la discipline s'étaient beaucoup relâchés, par les déclamations furibondes d'écrivains sa-

lariés contre le chef du gouvernement, et par l'application des principes politiques aux lois militaires et à la police; *que l'armée ne recevait pas la moitié de sa solde;* que tous les officiers publics, excepté ceux du trésor, *avaient été réduits à la plus grande misère et au plus complet dénûment;* que la Colombie ne pouvait s'attendre à être considérée par les puissances étrangères, tant que ses affaires intérieures ne seraient pas bien conduites; enfin, qu'une nouvelle distribution de pouvoir, que des lois inexorables étaient impérieusement exigées; qu'*un pouvoir exécutif plus fort était indispensable*, et qu'un gouvernement ferme, vigoureux et juste était demandé à grands cris par le pays. Le libérateur terminait ce long message en se représentant *comme un simple citoyen* rentré dans la foule, qui supplie la convention d'accorder à l'Amérique du sud un système de gouvernement sous lequel les lois soient observées, les magistrats respectés, et le peuple indépendant.

Nous voyons dans ce document remarquable et caractéristique les secrets désirs du pré-

sident libérateur exprimés en termes clairs et distincts. Mais retournons à Caracas.

Après l'adoption de la proposition de Hurtado dans l'assemblée nationale, les dictatures de Bolivar et de Marinno, dans l'état de Venezuela se trouvèrent indéfiniment prorogées. Cependant, les Espagnols gagnaient du terrain et devenaient tous les jours plus puissans. Le plus redoutable des chefs de cette nation était Boves, non moins remarquable par son habileté que par son activité et son audace. Boves partit de Calabozo, le 1er février, avec six cents homme d'infanterie et quinze cents cavaliers, surprit l'avant-garde des patriotes à Flores, et la passa au fil de l'épée. Il marcha ensuite contre le corps du général Campo Elias, posté près du village de San Juan de Los Morros, le défit et tua tous les prisonniers qu'il fit dans cette action. Boves fut blessé et forcé d'établir son quartier-général dans la ville de la Villa del Cura. De là il détacha deux colonnes : une commandée par le capitaine Rosette, et l'autre par Morales, avec ordre de se porter sur la ville de Caracas.

Les habitans de cette capitale, effrayés de

l'approche de l'ennemi, levèrent en toute hâte mille hommes, auxquels ils confièrent la défense de la ville, et leur donnèrent deux pièces de campagne.

La division espagnole, sous les ordres d'Yanes, ayant été battue, le 5 décembre, à Araura, fut ensuite totalement défaite. Le chef de cette division se retira à Nutrias, et de là à San Fernando de Apure, où il se recruta promptement pour pouvoir tenir la campagne. Yanes attaqua la ville d'Ospino, le 2 février, et, au milieu de l'action, une colonne républicaine, à son retour de Jugute, étant venue charger son aile droite, Yanes accourut au secours de cette aile avec une compagnie de carabiniers, et fut frappé de deux balles, qui le tuèrent. Les Espagnols, consternés de la mort de leur chef, se mirent à fuir, mais Calzada prit aussitôt le commandement des troupes, les rallia, attaqua l'ennemi, et le força à la retraite.

Calzada établit son quartier-général, le 19, à Araura. Le colonel Cevallos marcha, le 3 février, sur Morituco, arriva, le 7 mars, à Tacaraqua, et, le 9, surprit l'ennemi devant

Barquismeto, commandé par le général Urdaneta et le colonel Villapol. Les Indépendans combattirent vaillamment, mais leur position ayant été tournée par le régiment de Nouvelle-Grenade, ils furent battus avec perte d'environ deux cents hommes. Les Espagnols entrèrent dans Barquismeto, où ils commirent de grandes cruautés sur le reste des habitans. Cevallos marcha de là sur Quibor et Tocuyo.

Le dictateur Bolivar ayant appris que les chefs espagnols, entr'autres Boves et Morales, avaient commis partout où ils avaient passé, de grandes cruautés qui s'étaient étendues jusque sur les femmes et les enfans, ordonna l'arrestation de tous les Espagnols et Islennos établis à Caracas et à Laguaira, et publia, le 8 de février 1814, un manifeste, dans lequel il annonçait l'arrestation de tous ces individus et des prisonniers de guerre espagnols pour être mis à mort, en représailles des nombreux meurtres commis par eux. Il annonça que l'exécution de cette sentence aurait lieu à Caracas et à Laguaira, les 14, 15 et 16 février.

Cette sentence fut effectivement exécutée à l'égard de mille deux cent cinquante-trois Espagnols et Islennos, tant prisonniers de guerre que marchands, ou exerçant d'autres professions, lesquels n'avaient jamais pris les armes contre le dictateur, et étaient établis à Curaçao et à Laguaira. Huit cent vingt-trois de ces condamnés furent fusillés à Caracas, et quatre cent trente à Laguaira. Ces exécutions eurent lieu aux trois jours désignés par le dictateur, sans qu'aucune forme de justice fût remplie. Le dictateur ne voulut entendre aucune représentation; il avait prononcé irrévocablement sur leur sort. Parmi les victimes de cette terrible sentence se trouvaient des hommes de quatre-vingts ans et plus, qui, à cause de leur grand âge ou de leurs infirmités, étaient incapables de marcher. Ceux-ci furent mis dans un fauteuil, auquel on les attacha fortement, puis on les conduisit au lieu de l'exécution, où ils furent fusillés.

Boves se rétablit bientôt de sa blessure, et, le 12 février, il attaqua les patriotes que commandait Ribas, à peu de distance de Vit-

toria; mais il fut mis dans une déroute complète. Dans cette sanglante affaire, on ne garda de prisonniers d'aucun côté; tous furent tués après l'action. Cependant Ribas, au lieu de pousser cet avantage, et de s'efforcer de détruire les forces de Boves, laissa le commandement de ses troupes au colonel Campo Elias, qui demeura tranquille à Valencia, tandis que le général retournait à Caracas. Bolivar, qui remarquait avec inquiétude les progrès rapides des Espagnols, réunit à Valencia toutes les forces disponibles, et marcha contre Boves, le 19 février. Il se dirigea vers San Mateo, tandis qu'une petite escadre de bateaux armés et de bâtimens de transport, chargés de troupes, passaient le long des rivages du délicieux lac Valencia pour protéger les plantations de tabac qui étaient en grand nombre dans ce canton.

Boves ayant promptement rallié ses troupes dispersées, marcha sur San Mateo, où se trouvait le dictateur. Il s'empara de toutes les hauteurs environnantes dans l'espérance que le dictateur viendrait l'attaquer; mais le dictateur se tint tranquille dans son quartier

général. Il essaya alors d'attirer les patriotes dans la vallée en feignant de battre en retraite. Les troupes républicaines se mirent aussitôt à sa poursuite avec beaucoup d'ardeur, et tombèrent dans une embuscade que Boves avait préparée. Au moment où les Indépendans se croyaient le plus sûrs de la victoire, Boves fit volte-face, et, en même temps, un corps de cavalerie considérable qu'il avait embusqué vint fondre en poussant de grands cris sur les ailes et l'arrière-garde de l'armée de Bolivar. Incapables de résister à une attaque si bien concertée et si inattendue, les troupes républicaines furent mises en déroute et presqu'entièrement détruites. Le dictateur et quelques-uns de ses officiers durent la vie à la vitesse de leurs chevaux.

Le dictateur et son état-major allaient se mettre à table quand l'attaque commença. Quelques heures après, Boves et ses officiers entraient gaîment dans la salle où le dîner avait été préparé pour d'autres que pour eux. Boves en quittant San Mateo, brûla la maison et détruisit toutes ses dépendances.

Les Espagnols, dont les forces augmentaient rapidement sentirent la nécessité de mettre plus d'union dans leurs opérations, et surtout d'avoir un commandant en chef, Monteverde ayant quitté, après sa blessure, Porto Cabello, pour se rendre à l'île de Curaçao. Il dépensa dans cette île, pendant plusieurs mois, plus de 100 dollars pour l'entretien de sa table. Ce fait seul peut donner une idée de toutes les exactions dont on se rendit coupable, sous l'administration de Monteverde.

Le capitaine-général Millares ayant donné sa démission, il fut remplacé par le général Cagigal. Celui-ci vint, avec une nombreuse suite, d'Angostura à San-Carlos, où Cevallos et Calzada l'attendaient avec leurs troupes. Il prit le commandement en chef, fit venir des munitions considérables de bouche et de guerre de Porto Cabello; il rassembla aussi quatre cents chevaux pris dans plusieurs parties de l'état de Venezuela, et recruta un grand nombre d'hommes.

Pendant ce temps-là, le dictateur s'effor-

çait d'obtenir la protection du gouvernement anglais. Le 12 mai, il dépêcha pour Londres les colonels Lino de Clemente et John Robertson, afin d'obtenir des traités de commerce favorables et d'autres avantages. Ils s'embarquèrent à Laguaira, sur la frégate anglaise *Palma*. A leur arrivée à Saint-Thomas, le gouverneur danois refusa de reconnaître leur caractère diplomatique, et ils revinrent à Laguaira et à Caracas. Le dictateur, occupé d'affaires plus importantes, abandonna ce projet et n'y pensa plus.

Comme Laguaira était assiégée par un corps considérable des troupes de Boves, le général Piar marcha au secours de la ville. Les assiégeans furent attaqués, mis en déroute avec perte de quatre cents hommes et obligés de lever le siége.

La gazette extraordinaire de Caracas, publiée le 31 mai 1814, rapportait qu'une salve générale d'artillerie avait annoncé, à huit heures du matin, aux habitans de Caracas, la victoire brillante et décisive, remportée par l'armée républicaine sur les Espagnols, dans les

plaines de Carabozo. Le rapport officiel était conçu en ces termes :

« J'ai la satisfaction d'apprendre à votre » excellence la victoire complète que notre » armée a remportée sur celle d'Espagne, » commandée par le général Cagigal et le co- » lonel Cevallos, dans les savanes de Cara- » bozo, à six lieues de la ville (Valencia.) Les » troupes ennemies ont été mises dans une en- » tière déroute, tandis que nous n'avons essuyé » qu'une perte très légère. Elles ont laissé » sur le champ de bataille, artillerie, muni- » tions, bagages, tambours, armes, drapeaux, » et 2,000 morts. Le petit nombre de soldats » qui ont survécu à cette défaite se sont enfuis » dans les bois, et sont poursuivis dans toutes » les directions. Soixante ou soixante-dix ca- » valiers ont eu beaucoup de peine à s'échap- » per avec Cevallos, que nos escadrons pour- » suivent avec ardeur. »

» *Signé* Antonio Munos Tebar.

» *Quartier général de Valencia, le* 29 *mai* 1814. »

Ce succès n'eut point les résultats qu'on aurait pu raisonnablement en attendre. En effet, les chefs patriotes, au lieu de poursuivre les avantages qu'ils remportaient et de faire tous les efforts possibles pour détruire le reste des forces espagnoles, ne voyaient que leurs succès partiels et donnaient à l'ennemi le temps de se recruter et de réparer ses pertes; de plus, le dictateur Bolivar s'était fait beaucoup d'ennemis par ses manières hautaines, sa conduite arbitraire, ses décrets et ses réglemens contradictoires, révoquant le lendemain ce qu'il avait commandé la veille; mais ce qui augmentait son impopularité, c'était son obstination à ne pas vouloir céder aux désirs de la majorité de la nation et aux assemblées du congrès.

Cependant, le capitaine-général Cagigal, de concert avec Cevallos, s'occupait à réparer ses pertes. Il était loin d'être un capitaine habile, mais il était excellent administrateur, bon politique, très humain, très poli et très populaire; ces qualités lui firent un grand nombre de partisans.

CHAPITRE X.

Boves. — Bataille de La Puerta. — Les deux dictateurs sont battus. — Caracas au pouvoir des Espagnols. — Bolivar et Marinno s'embarquent à Cumana. — Réception qu'on leur fait à Margarita et à Carupano. — Leur arrivée à Carthagena. — Mémoires justificatifs. — Histoire secrète de leur conduite à Carthagena. — Factions et esprit de parti dans cette ville. — Détails des événemens qui eurent lieu dans l'assemblée du corps législatif à Carthagena. — Persécutions exercées contre l'auteur. (1814).

De tous les chefs espagnols, opposés au dictateur, à cette époque, Boves était sans contredit le plus dangereux, le plus puissant et le plus brave.

Joseph-Thomas Boves, chef de partisans, se distingua dans les guerres de l'Amérique

du sud, par ses talens, sa bravoure et son audace; mais il ternit l'éclat de ses grandes qualités par une cruauté atroce. Il était Castillan de naissance, et appartenait à l'une des dernières classes de la société. Il était venu sur le continent de l'Amérique, avant la révolution, en qualité de sergent de marine, et avait obtenu le commandement d'un garde-côte [1], pour empêcher les fraudes des contrebandiers. Sa probité ne tint pas contre les offres de ces messieurs; et, au lieu de porter obstacle à leur commerce anti-légal, il s'appliqua à le protéger de tout son pouvoir. Atteint et convaincu de cette connivence criminelle, il fut cassé et puni par quelques mois de prison. Comme il avait gagné quelque argent, il se fit porte-balle en sortant de prison. Quand la guerre de la révolution commença, il sentit son ambition s'allumer, et il se fit nommer capitaine de milice. Ce fut en cette qualité, qu'il accompagna le général Cagigal, en 1813, dans sa marche contre Maturin. Plusieurs actes d'une cruauté horrible l'avaient rendu

[1] Vaisseau destiné à garder les côtes.

l'effroi des Venezueliens. Dans une affaire qui eut lieu, le 5 décembre 1814, il reçut un coup de lance dont il mourut presque aussitôt. Il avait alors le rang de brigadier-général.

Dans le chapitre précédent, nous avons donné un aperçu de la situation respective des deux partis. Du côté des Espagnols, Boves était décidément le chef le plus redoutable par le nombre de ses troupes, son esprit d'entreprise et sa haute capacité. Sa division *infernale*, comme l'appelaient eux-mêmes les Espagnols, était une bande de noirs et d'hommes de couleur, que l'appât du pillage et de la licence la plus effrénée poussait en même temps à tous les crimes et aux actions les plus héroïques.

Boves, après avoir réuni promptement ses troupes, partit, en juin, de Calabozo, pour combattre les deux dictateurs, Bolivar et Marinno, qui avaient opéré leur jonction à *La Puerta*, petite ville entre la Villa de Cura et la ville de San Juan de Los Morros. Les Espagnols les attaquèrent, le 14 du même mois, les mirent en déroute complète, leur prirent

ou leur tuèrent quinze cents hommes, et s'emparèrent de sept canons, des bagages, etc. Bolivar, après cette défaite se retira précipitamment vers Caracas, et Marinno vers Cumana. Le colonel Diego Talon qui avait été pris, fut pendu, le lendemain de la bataille, dans la ville de Cura : plus de soixante officiers furent fusillés par l'ordre de Boves. Par cette victoire, ce général devenait maître des belles plaines d'Aragua; il coupait aussi la communication de la capitale avec l'intérieur, et avec la garnison du fort de La Cabrera. Il marcha, sans perdre de temps, contre cette dernière place; et ayant défait un corps de patriotes, il s'avança sur Valencia, où les Indépendans s'étaient fortifiés. Ils les força à se retirer dans la principale rue qui était fortement barricadée, et après avoir laissé un corps de troupes considérable pour les tenir assiégés, il marcha, avec le reste de sa division, pour forcer les patriotes à lever le siége de Porto Cabello. Ceux-ci, avertis de son approche, se retirèrent dans la nuit du 20 juin, et se dirigèrent vers Ocumare, où ils s'embarquèrent pour Laguaira. Boves entra dans la forteresse

de Porto Cabello, le 1er juillet, où il reçut la nouvelle de sa nomination au grade de colonel de l'armée espagnole. Le 2, il se porta de nouveau sur Valencia, dans le dessein de donner l'assaut à cette ville, et de forcer les patriotes dans leurs retranchemens. Il détacha deux colonnes pour marcher par différentes routes sur Caracas, dont l'une commandée par le colonel Ramon Gonzales, fit route par Los Cocuisas, où il attaqua un corps de patriotes qui s'était retiré précipitamment sur Los Teques, à la nouvelle expédiée par Bolivar à son chef, le général Ribas, que l'ennemi, avec une seconde colonne, était entré dans l'autre route, et se dirigeait sur Los Teques. C'était l'autre colonne de Boves, commandée par le colonel Mendoza. La colonne de Gonzales suivit sa marche presque jusqu'à San Pedro, afin de détourner l'attention de l'ennemi, et, au besoin, pour appuyer le colonel Mendoza. Dans cet état de choses, le général Ribas rallia toutes les troupes disponibles de la capitale, marcha à leur tête contre la division de Gonzales, composée seulement de cinq cents

hommes, tandis que les forces qu'il avait réunies, s'élevaient à plus de douze cents hommes. On pouvait encore tout sauver avec de la décision. Après avoir battu ce premier corps de cinq cents hommes, il fallait se porter en toute hâte sur la seconde colonne, qu'on aurait probablement battue de même. mais Bolivar, découragé, prêta l'oreille aux avis de quelques amis pusillanimes, et entra en conférence avec l'archevêque, qui, pendant sa dictature, était resté à Caracas. Le général Ribas fut prié de se rendre à cette conférence, mais il jugea plus digne de son caractère d'aller se mettre à la tête des troupes que de consulter un prélat qui était généralement connu pour être secrètement attaché aux intérêts de l'Espagne.

L'esprit des habitans était alors bien changé. Ils voyaient que, malgré les nombreux sacrifices qu'ils avaient faits depuis une année entière pour soutenir le gouvernement dictatorial, l'état de Venezuela, réduit à la misère, était incapable de se défendre contre les Espagnols. Il n'y avait dans Caracas ni argent, ni provisions, ni munitions; et l'armée, si

l'on peut appeler ainsi une masse d'hommes rassemblés au hasard, n'avait ni habillement, ni discipline, ni organisation; le dictateur lui-même crut que la place n'était pas tenable, et il quitta Caracas en toute hâte.

Cependant, le colonel Gonzales, qui marchait par Vittoria sur Antimano, éloignée de deux lieues de Caracas, attaqua Ribas, qui ne se trouvait plus qu'à la tête de quelques soldats découragés; Ribas combattit lui-même vaillamment, mais il ne put résister aux forces de Gonzales, et il fut obligé de battre en retraite. Lorsque les habitans furent instruits de cet événement, ils furent frappés de consternation, car ils avaient bien plus de confiance dans les talens militaires de Ribas que dans ceux du dictateur.

Bolivar ayant fait évacuer précipitamment Caracas et Laguaira, se retira, avec le reste de ses troupes, à Barcelona et à Cumana, et donna l'ordre aux vaisseaux stationnés dans le port de Laguaira de le suivre. Ainsi, les habitans furent abandonnés de nouveau à la merci des Espagnols. Bolivar, avant son départ de Caracas, avait prié l'archevêque de pré-

sider la junte qui s'était chargée de veiller aux affaires de la ville. Cette junte envoya quelques députés au colonel Gonzales, en recommandant à son humanité la ville et les habitans. L'entrée du général Gonzales, dans Caracas, eut lieu, le 17 juillet 1814.

Cependant, les patriotes fondaient encore quelque espérance sur la division du général Urdaneta, et sur les troupes que le dictateur pouvait rallier dans sa retraite sur Barcelona; mais le premier, après avoir occupé Barquismeto et renforcé sa division, ne fut pas plus tôt arrivé de Truxillo, qu'il fut attaqué par le colonel Cevallos, et Bolivar se trouva lui-même tout à coup assiégé et entouré par les habitans de Barcelona et de ses environs, qui se révoltèrent en faveur des Espagnols. Ils marchèrent contre lui avec un gros corps de cavalerie, pour lui couper sa retraite sur Cumana et Maturin, pendant qu'une colonne de la division Boves poursuivait et harassait son arrière-garde. Le dictateur se retira, avec ses troupes, à Arguita, à quelque distance de Barcelona, et Boves l'y attaqua et le défit, le 8 août. Le dictateur perdit dans cette affaire

quatre pièces de campagne, mille fusils environ et son bagage; plus de quinze cents hommes de son parti furent tués ou blessés. Bolivar, renonçant alors à toute espérance, abandonna secrètement ses troupes, cette nuit-là, et partit avec son cousin, le général Ribas, quelques aides-de-camp et de bons guides, qui le conduisirent sans accident, par des chemins de traverse, à la ville de Cumana, où il arriva dans la nuit du 24. Après être resté quelques momens dans cette place, il s'embarqua sur le *Bianchi*, où il se crut à l'abri de tout danger. Marinno, avec quelques-uns de ses officiers, arriva peu de temps après.

Le général fit inutilement tous les efforts imaginables pour engager les dictateurs à ne pas prendre un parti désespéré. Il leur représenta qu'ils pouvaient rallier les troupes et fortifier Cumana, et que leur embarquement abattrait le courage de leurs compatriotes et ruinerait infailliblement la cause de la liberté. Mais les deux dictateurs, loin de lui tenir compte de ses représentations, ordonnèrent au chef de l'escadre, Joseph Bianchi, de couper les câbles et de mettre à la voile, sans

perdre de temps. Ribas et quelques officiers ne se laissèrent point influer par cette démarche pusillanime; ils restèrent dans leur patrie, pour y mourir les armes à la main, en défendant son indépendance.

Aussitôt que Bolivar et Marinno furent arrivés au port de mer de Juan Griego, dans l'île de Margarita, le général Arismendy leur envoya dire qu'il était surpris de les voir venir dans ce port comme deux fugitifs, et que, s'ils ne partaient pas sur-le-champ pour se réunir à leurs braves compatriotes qu'ils avaient si lâchement abandonnés, il les traiterait comme des déserteurs et les ferait fusiller comme ils le méritaient. Les deux dictateurs qui connaissaient parfaitement bien le caractère du général Arismendy, ne jugèrent pas à propos de descendre à terre, et partirent précipitamment pour Carupano, gros bourg et port de mer du continent de l'Amérique, à quelque distance de Juan Griego. Là, ils trouvèrent le colonel Bermudes qui, avec quelques patriotes, occupait le fort et le bourg. Bermudes, étonné de voir les deux dictateurs à Carupano, de-

manda brusquement à Bolivar, après quelques minutes d'entretien, ce qu'il avait fait de ses troupes, où était le général Ribas, etc. Bolivar répondit qu'il les avait laissés à Cumana. « Eh » bien, monsieur, » répondit Bermudes, « re» tournez-y sur-le-champ pour rejoindre vos » troupes; autrement, je vous traiterai l'un » et l'autre comme des déserteurs, et vous » traduirai devant une cour martiale. » Ainsi repoussés par leurs propres compatriotes et par des militaires, leurs inférieurs, ils se déterminèrent à faire une nouvelle tentative pour trouver un lieu de sûreté. Ils firent voile alors pour Carthagena, le 25 septembre 1814. Leur arrivée dans cette ville excita la plus grande surprise.

Les villes de Cumana et de Barcelona furent occupées par les Espagnols, le 29 août, et Venezuela tomba de nouveau au pouvoir de ses tyrans. Ribas et Bermudes assemblèrent quelques troupes et marchèrent vers Maturin, où ils furent rejoints par tous ceux qui étaient restés fidèles aux patriotes.

Bolivar et Marinno furent reçus à Carthagena de la manière la plus bienveillante. Le gouverneur de cette province était un patriote généreux, poli et éclairé; il se nommait Manuel Rodriguez Torrices. Il tenait constamment avec les étrangers une conduite des plus obligeantes, et, tant qu'il fut à la tête du gouvernement de la Nouvelle-Grenade, Carthagena fut florissante, et le seul lieu du continent de l'Amérique méridionale où l'on pût jouir d'une parfaite liberté. Aussitôt qu'il quitta Carthagena, pour remplir la place de président du pouvoir exécutif de la Nouvelle-Grenade, à Bogota, cette province vit diminuer son commerce et sa prospérité, et elle devint bientôt le théâtre sanglant des factions. Les deux ci-devant dictateurs, impatiens d'expliquer leur fuite précipitée de Cumana, publièrent, dans la gazette officielle de Carthagena, en date du 30 septembre, une espèce de mémoire justificatif, trop remarquable pour que je ne le traduise pas ici littéralement. Le voici avec son titre :

ARRIVÉE DES GÉNÉRAUX BOLIVAR ET MARINNO, ET EXPOSÉ DES MOTIFS QUI LES OBLIGÈRENT A SE RÉFUGIER A LA NOUVELLE-GRENADE.

Après que l'armée de Venezuela, sous les ordres de ces deux officiers, eut essuyé une défaite inattendue, à la Puerta, le 14 de juin dernier, les ennemis de la liberté demeurèrent maîtres des fertiles plaines d'Aragua, et coupèrent la communication entre la capitale et les villes de l'intérieur; ils nous séparèrent aussi de l'armée de l'est, des troupes qui assiégeaient Porto Cabello, et de la forteresse de La Cabrera; le sort de la république fut décidé alors. Les villes situées dans le voisinage de Caracas, qui seules soutenaient la lutte contre nos ennemis, tombèrent tout à coup au pouvoir de l'ennemi, et Caracas, isolée, sans ressources, privée même de munitions de bouche, ne fut plus en état de résister aux efforts des troupes nombreuses qui l'entouraient de tous côtés.

Malgré ces graves inconvéniens, les chefs américains n'en étaient pas moins résolus à défendre Caracas, et, pour cet effet, ils organisèrent promptement toutes les forces qu'ils purent assembler; mais l'ennemi n'en faisait pas moins des progrès rapides. Cependant, les Espagnols, qui attendaient des renforts, parurent suspendre leur marche et se mettre sur la défensive. Le général Bolivar fut alors forcé d'ordonner une sortie contre l'ennemi, qui s'était avancé à Antimano.

Il se mit en marche avec sa petite armée, le 6 juillet, mais il revint la même nuit à Caracas, toute sa cavalerie et une division de son infanterie ayant été battues dans la soirée du même jour, par un nombreux corps de troupes qui s'élevaient, d'après le rapport de témoins oculaires, à plus de deux mille hommes, tandis que l'armée républicaine n'avait guère que six cents hommes d'infanterie et quatre cents cavaliers; encore les fantassins n'étaient tous que des recrues, sans discipline et sans expérience, et les cavaliers avec les mêmes défauts, étaient mal montés; mais ce qui était bien pis, ces deux corps étaient découragés

par les récits exagérés que des individus, qui avaient leur intérêt pour empêcher la sortie des troupes, répandaient traîtreusement dans les rangs de nos soldats. Il aurait été imprudent de rester dans une place manquant de vivres et de munitions; il valait mieux sans doute se retirer dans les provinces de l'Est, où l'armée pouvait se réorganiser et se mettre en état, non-seulement de tenir la campagne, mais encore de regagner le terrain perdu. Ces considérations déterminèrent le général en chef à évacuer la capitale, et à se retirer avec les troupes formant la garnison, tous les habitans et tout ce qui appartenait au gouvernement, vers la province de Barcelona, où d'autres forces s'assemblaient.

On commença, le 7 juillet, à faire les préparatifs de départ; mais le nombre prodigieux des personnes qui suivaient l'armée, et qu'il était de notre devoir de protéger, la grande quantité de bagage, le manque de chevaux pour le transporter, et le mauvais état des routes firent naître tant d'embarras et d'inconvéniens, que malgré toute la célérité pos-

sible, on ne mit pas moins de vingt jours pour arriver à Barcelona.

Le général Marinno, dictateur des provinces orientales de Venezuela, avait déjà réuni dans la ville d'Aragua, sur la lisière des plaines de Caracas, toutes les troupes que pouvaient fournir les provinces pour continuer la guerre; mais ces recrues étaient levées à la hâte et indisciplinées; il était donc nécessaire de les instruire, avant l'ouverture de la campagne. Il s'occupait de ce soin, quand il reçut la nouvelle que l'ennemi s'était emparé de Chaparro, village situé à dix lieues d'Aragua. L'armée républicaine ne montait pas alors à quinze cents hommes d'infanterie et à sept cents de cavalerie, tandis que l'ennemi avait plus de trois mille hommes de toute arme.

Les Indépendans protégeaient la ville d'Araura, couverte par la rivière du même nom, qui était si grosse, à cette époque de l'année, qu'il était impossible de la passer à gué. Le 17 août, le général Bolivar apprit que sa grande garde placée pour défendre le poste principal où l'on pouvait traverser la rivière, s'était retirée, et que l'ennemi avait

passé aussitôt. Le bataillon de chasseurs qu'il dépêcha pour s'emparer de nouveau de ce poste, s'égara malheureusement et laissa le passage libre à l'ennemi, qui bientôt vint très près de la garde qu'on avait chargée de protéger l'entrée de la ville. L'action s'engagea par un feu terrible de mousqueterie qui dura plus de quatre heures; mais les cartouches vinrent à manquer aux défenseurs d'Aragua, quand un principal corps de l'ennemi qui n'avait pas encore donné faisait ses dispositions pour continuer l'attaque. Dans cette conjoncture difficile, que pouvait-on faire de mieux que d'essayer de sauver quelques troupes? Le général Bolivar s'avança à la tête d'un piquet de cavalerie, pour s'ouvrir la route de Barcelona, qu'on disait coupée par l'ennemi. Le reste de l'armée devait suivre la même direction; mais ses troupes étaient des recrues qui, lorsqu'elles eurent cinq ou six cents hommes de tués ou de blessés, s'enfuirent saisies d'une terreur panique. La plupart des chefs de bataillon avaient été tués dans l'action, ce qui augmentait la difficulté de la retraite, qui s'effectua dans le plus

grand désordre sur Barcelona et San Mateo. Ainsi furent détruites toutes les espérances de relever les forces de la république de Venezuela.

Le général Bolivar arriva à Barcelona, qu'il trouva insurgée. Là, il réunit le peu de troupes qui l'avaient suivi, et dirigea sa marche sur Cumana, à la suite des familles qui avaient quitté Caracas. La peur avait saisi tout le monde, et chacun ne pensait qu'aux moyens de fuir plus vite. Les troupes, qui s'étaient aperçues du danger, étaient les premières à prendre la fuite, et la confusion fut si grande que, de sept cents hommes d'infanterie qui partirent de Barcelona, il n'en resta pas deux cents réunis en corps.

Aussitôt que le général Marinno eut appris la perte qu'avait essuyée l'armée d'Aragua, il s'occupa de pourvoir à sa sûreté, mais il se vit bientôt abandonné par ses troupes et même par le commandant du fort de Cumana, qui s'était embarqué à bord de l'escadre, sans permission de son chef, avant l'arrivée de Bolivar, qui eut lieu dans la nuit du 25 août. L'avis qui fut donné aux ex-dictateurs que le chef de

l'escadre Joseph Bianchi avait la perfide intention de mettre à la voile, cette nuit même, sans ordre ou permission du gouvernement, ou plutôt de Marinno, qui lui avait confié le trésor et une petite quantité de munitions, força les généraux en chef de Venezuela de s'embarquer, *afin de sauver leur fortune.*

Quand ils arrivèrent à Margarita et ensuite à Carupano, ils trouvèrent ces pays livrés à l'anarchie, conséquence fatale des vues séditieuses de quelques chefs militaires dont l'ambition ne tendait à rien moins qu'à s'élever eux-mêmes au rang des premiers magistrats de leur pays. Après avoir proposé tous les moyens de conciliation que la prudence pouvait dicter, mais inutilement, à cause de l'obstination de ces méprisables intrigans, les deux dictateurs s'étaient résolus, pour ne pas compromettre leur dignité, et pour épargner à leur pays des déchiremens intérieurs, à quitter Venezuela pour se rendre à Carthagena. De là ils iraient prendre le commandement de l'armée du général Urdaneta, qui occupait les provinces occidentales de Venezuela et s'efforceraient d'opérer dans leur

marche l'entière délivrance de la Nouvelle-Grenade.

Ce mémoire justificatif rétablit la vérité sur quelques faits, on ne saurait le nier; mais la même impartialité qui nous l'a fait traduire intégralement, nous oblige à dire que des témoins oculaires, appartenant aux deux partis, nous ont assuré positivement que la colonne de Gonzales n'excédait pas cinq cent cinquante hommes, et que la seconde, commandée par le colonel Mendoza, était inférieure à celle-ci. Le mémoire prétend que, d'après *des rapports de témoins dignes de foi*, la division Gonzales seule était forte de deux mille hommes. La capitale n'avait pas de provisions, quand on prit la résolution soudaine de la défendre; les recrues levées à la hâte manquaient de tout. Cependant, Bolivar et Marinno avaient occupé, depuis 1813 jusqu'en juillet 1814, une grande partie des provinces de Venezuela, les ports de mer de Laguaira, de Cumana, de Barcelona, d'Ocumare, de Carupano, de l'île de Margarita, et beaucoup d'autres leur offraient toutes sortes de sûretés; le grand enthousiasme

des habitans, au commencement de leur honorable entreprise, leur donnait plus que les moyens suffisans pour l'amener à sa fin. Combien il est à déplorer que la mésintelligence des chefs eût, en si peu de temps, paralysé cette puissance!

On pourrait demander ce que devinrent, après la bataille de Carabobo, les troupes républicaines victorieuses? Pourquoi ne poursuivirent-elles pas vigoureusement l'armée vaincue de Cagigal et de Cevallos? Pourquoi leur laissèrent-elles le temps de réorganiser leurs forces? Pourquoi ne pas tomber sur Boves, ou du moins créer des guerillas, qui auraient sans cesse harcelé l'ennemi? Les Espagnols avaient à lutter contre l'opinion publique, contre toutes les difficultés que le climat, la nature du pays, et le défaut d'approvisionnemens faisaient naître à chaque instant. Malheureusement, le siége de Porto Cabello fut confié à des jeunes gens sans expérience et sans talens militaires, tels que Giraldat et d'Elhugar. Le dernier, que nous avons connu, n'était véritablement propre qu'à l'intrigue;

il était incapable de commander cinquante hommes.

Les dictateurs se plaignent d'une trop grande quantité de bagage, du nombre prodigieux des *émigrans*, et de l'insuffisance des moyens de transport pour effectuer leur retraite. Mais ils auraient dû brûler ou détruire cette prodigieuse quantité de bagage qui s'opposait à la retraite. En prenant ce parti, Bolivar serait arrivé à temps pour étouffer l'insurrection de Barcelona, et pour opérer sa jonction avec Marinno, dont l'armée était forte d'à peu près deux mille hommes; ainsi renforcé, il aurait probablement arrêté l'ennemi, s'il ne l'eût vaincu. Et quel fut le sort de tous ces *émigrans*, qui avaient mis leurs dernières espérances dans Bolivar? Le mémoire dit assez clairement « qu'il était impossible d'effectuer » cette retraite avec ordre et sang-froid. » Il ajoute plus loin : « La terreur avait saisi tout » le monde, et chacun ne pensait qu'à se sau- » ver au plus vite; les troupes, qui s'étaient » aperçues du danger, furent les premières à » fuir. »

Les détails qui suivent formeront l'*histoire*

secrète de Simon Bolivar, entièrement inconnue jusqu'à ce jour. Ils seront d'autant plus intéressans pour le lecteur, que j'en garantis personnellement l'authenticité, étant alors employé dans l'armée de Carthagena.

Il y a quatre ans, un article parut dans l'*Américain*, journal de New-York, annonçant que je préparais une histoire de la Colombie. Quelque ami prit alors l'alarme, craignant que je ne publiasse *la vérité*, et employa tous les moyens possibles pour indisposer le public contre cet ouvrage; il alla même jusqu'à déprécier mon caractère et les services que j'avais rendus à Carthagena, dans un article anonyme du journal de Philadelphie intitulé l'*Aurore*. Mais dussent tous les écrivains anonymes du monde prendre la plume pour me forcer au silence, je ne m'en tairai pas davantage pour cela. Je dirai *la vérité*, et j'appuierai les faits que je vais rapporter des témoignages irrécusables de gens d'honneur et de bonne foi.

Au moment de l'arrivée des généraux Bolivar et Marinno à Carthagena (septembre 1814), Manuel Rodriguez Torrices remplissait

la place de président de cette province. Il occupait cette même place en, 1812 et 1813, quand Bolivar fut employé dans ces années en qualité de colonel. Il avait d'excellentes qualités, ainsi que nous l'avons dit plus haut, mais il était faible, indolent, timide, peu propre enfin à gouverner une province, en proie à la guerre étrangère et aux dissensions de l'intérieur. Cette faiblesse du président encourageait, depuis un an, plusieurs intrigans à tenter de s'emparer de sa place. A la tête de cette faction étaient les frères Pineres. L'aîné, German Pineres, était président de la haute cour de justice de la province; le cadet, Gabriel, était vice-président du gouvernement de Carthagena. Tous les deux n'avaient aucun mérite transcendant; mais, depuis la révolution, ils étaient devenus riches et puissans. Ils se permettaient beaucoup d'actes vexatoires, et avaient un grand train de maison. La partie saine des habitans les haïssait et les craignait comme des hommes audacieux, intrigans, rusés, vindicatifs, et ayant un fort parti dans la populace. Le président et ses amis n'ignoraient pas les secrètes manœuvres

de ces hommes dangereux, mais ils craignaient, en prenant des mesures sévères, d'exciter des troubles qui auraient pu entraîner les conséquences les plus fâcheuses.

Tel était l'état intérieur de Carthagena, quand Bolivar arriva de Cumana. Il eut le malheur de se lier aussitôt très étroitement avec ces deux frères, tous deux ennemis jurés de Manuel Castillo, général en chef de l'armée de la province, et qui était parent et ami intime du président Torrices.

Peut-être cette inimitié influa-t-elle même un peu trop sur les sentimens de Bolivar qui n'avait pu oublier les torts de Castillo à son égard

Lorsque le temps de l'élection d'un président fut prochaine, Gabriel Pineres proposa confidentiellement au général Bolivar le poste de général en chef, s'il voulait l'aider à le faire nommer président. Bolivar accepta la proposition; mais on prétend qu'il songeait déjà à se faire nommer lui-même dictateur de Carthagena, afin d'employer tous les moyens que la province avait alors, à se mettre en état de marcher une seconde fois contre les Es-

pagnols. On peut croire du moins que Bolivar ne pouvait accepter que provisoirement et par politique, un rang inférieur à celui qu'il avait occupé à Caracas.

En arrivant à Carthagena, le général Bolivar alla se loger au palais de l'évêque qui avait émigré. Là, s'étaient établies, quinze jours avant l'arrivée du général, madame Soublette et ses deux jolies demoiselles. Ces deux sœurs auxquelles j'ai rendu plusieurs fois visite, ne parlaient de Bolivar qu'avec le plus grand enthousiasme; il y avait même un ton d'affection et de tendresse dans leurs paroles. Elles ne le nommaient plus Bolivar, c'était tout simplement *le pauvre Simon* [1]. Au reste, les habitans de Caracas et de Laguaira, les habitans de Saint-Thomas de La Angostura, dans Guayana, s'accordent tous sur la nature des liaisons du général avec ces demoiselles. Elles n'ont pas nui, sans doute, à l'avancement de M. Charles Soublette, leur frère, secrétaire-général du président libérateur.

Quand les deux frères eurent tout réglé

[1] *Simon*, comme on sait, est le prénom du général.

avec le général Bolivar, ils eurent souvent des conférences secrètes avec lui et leurs partisans. Marinno et un grand nombre d'officiers caraguins furent initiés aux vues des meneurs et les secondèrent de tout leur pouvoir. Ce parti réussit d'abord à gagner une vingtaine de députés de la basse classe, et, avec l'argent que les dictateurs avaient apporté, on parvint à augmenter ce nombre.

A cette époque, on comptait à Carthagena, plus de huit cents étrangers, y compris les propriétaires des corsaires et leurs équipages. Pineres avait beaucoup de partisans parmi ces derniers, parce que Torrices avait mis des droits très élevés sur les marchandises de prise, et avait renfermé, dans des limites, le commerce aventureux qui faisait subsister principalement Carthagena, à cette époque. Gabriel Pineres, sachant que les personnes intéresseés dans les affaires des corsaires, étaient très mécontentes de ces restrictions, employa tous les moyens pour accroître ce mécontentement. Un de ces moyens fut d'afficher, contre le gouvernement existant, un libelle dans lequel on disait que la majorité

des étrangers étaient du parti du vice-président Pineres; qu'ils ouvriraient les yeux sur les vexations et la tyrannie de Torrices, et que tout tournerait en leur faveur, s'ils le soutenaient à l'élection prochaine.

Les officiers de police voyant ces libelles, affichés aux portes de l'église et aux coins des rues, le lendemain matin, les montrèrent au président et au général en chef, Castillo. J'étais entré, quelque temps avant cet événement, au service de l'armée de Carthagena, à la sollicitation du président et du général en chef. Ils ne purent m'offrir que le grade de colonel, en vertu de la constitution par laquelle le congrès de la Nouvelle-Grenade, séant à Tunja, s'était réservé le droit exclusif de nommer tous les généraux et de les confirmer dans leur grade. Comme je n'étais pas venu pour demander un grade, mais pour servir la cause de la liberté, ainsi que je l'ai fait au commencement de la révolution française, je me contentai de la promesse solennelle de ces deux messieurs, que le congrès de la Nouvelle-Grenade me rétablirait dans mon titre de général. Je servis donc provisoire-

ment en qualité de colonel dans l'armée de Carthagena.

A l'apparition de ces libelles, le président Torrices envoya chercher, sur-le-champ, le général en chef et le corrégidor, en sa qualité de chef de la police, et les leur communiqua. Après quelques minutes de conversation, Castillo leur parla de l'idée qui lui venait de passer chez moi, ajoutant que j'étais un homme de bon conseil et sur lequel ils pouvaient compter. Comme nous étions intimement liés, il vint en effet me trouver. J'avais vu le libelle; j'étais mieux instruit de tout ce qui se passait, que lui et le président ne pouvaient l'être. Je lui assurai que le gouvernement pouvait compter sur la majorité de l'assemblée. Nous sortîmes ensuite pour nous rendre au palais du président. Je répétai à Torrices qui était pâle et agité, ce que j'avais dit à Castillo. Je m'entretins ensuite avec quelques propriétaires des vaisseaux corsaires parmi lesquels était M. Charles S... de la Nouvelle-Orléans, homme entreprenant, riche, très déterminé, et qui avait un grand ascendant sur les autres capitaines de corsaires.

Il les convoqua, et, par une courte allocution, il leur persuada de se rallier au gouvernement existant et de s'opposer à toute faction qui tenterait de le renverser. Ce discours eut un si bon effet qu'il obtint l'adhésion unanime de tous ces messieurs. Je fus ensuite mandé chez le général en chef, qui se concerta avec moi sur les mesures qu'il fallait prendre dans cette conjoncture. Je fus nommé commandant de tous les étrangers qui résidaient dans la forteresse; les nombreux équipages des corsaires furent secrètement débarqués, armés, organisés en compagnies, et distribués dans les différens quartiers de la ville, aux postes les plus importans, sur les murailles, aux batteries, etc. Dès la veille de l'ouverture de la séance législative, chacun était à son poste.

Pendant ce temps-là, les frères Pineres, Bolivar, Marinno et leurs adhérens, s'occupaient avec activité de préparer les moyens de frapper un coup dans l'assemblée qui devait s'assembler, le lendemain matin, à 11 heures. J'allai dans la soirée chez Bolivar, où je trouvai une nombreuse société de caraguins, mais

Bolivar lui-même était en affaires avec les Pineres, dans son cabinet particulier. Cependant, je voyais entrer, à chaque instant, une foule d'hommes, et, peu après, j'en voyais sortir un aussi grand nombre. Tout était mouvement, agitation, confusion dans la maison du ci-devant dictateur. Je ne pus m'empêcher de comparer cette maison si animée, avec le palais, alors si tranquille du président qui était, à cette heure-là, malade dans son lit.

Le lendemain, les représentans de l'assemblée législative de la province de Carthagena s'assemblèrent à leur place accoutumée, dans le palais de l'ex-inquisition. Tous les membres étaient présens, à l'exception du président Torrices, qu'une violente fièvre, produite sans doute par l'inquiétude de son esprit, retenait dans son lit. Pineres, son antagoniste, fut très satisfait d'apprendre cette nouvelle, parce que, par cet incident, la présidence lui appartenait de droit. Le cortége qui devait accompagner le président par interim, s'assembla à la maison de ce haut fonctionnaire.

J'arrivai, avec mes adjudans, un peu plus tard qu'à l'heure fixée, et je trouvai une très

nombreuse compagnie assemblée dans les salons. Dès que Pineres me vit entrer, il se leva de son siége, vint à ma rencontre jusqu'à la porte du salon, me prit par la main, et me dit, très poliment, qu'il tardait à l'assemblée de me voir. Il m'indiqua alors un siége qui était placé en face du sien, s'informa de ma santé avec un air d'intérêt, et me reprocha obligeamment de ne lui avoir pas encore rendu visite. Il me fit ensuite une foule de questions insignifiantes, mais d'une manière embarrassée, qui annonçait assez la préoccupation de son esprit, jetant de temps en temps les yeux vers la porte, et ensuite vers la grande place. Ni Bolivar, ni Marinno, ni aucun des officiers caraguins non employés dans l'armée de Carthagena, n'étaient présens à cette réunion solennelle.

Peu de temps après mon arrivée, on vint annoncer au vice-président Pineres, que tout était prêt pour le recevoir à l'assemblée. Le nombreux cortége qui l'accompagnait, lequel était composé des officiers civils et militaires de la province, et de quelques étrangers de marque, fut obligé de traverser la place

publique, remplie de troupes rangées en bataille. Pineres parut désirer haranguer ces troupes, mais Castillo et Ducoudray, placés l'un à sa droite, l'autre à sa gauche, avaient l'œil sur tous ses mouvemens, et étaient décidés à s'opposer à cette tentative dangereuse et inusitée. Il parut avoir deviné notre attention. Après nous avoir regardés pendant quelques minutes, il se tourna brusquement vers le général Castillo, qui était à sa gauche, et s'écria : *vamos, vamos,* allons, allons. En disant ces mots, il fit un mouvement avec son bras gauche, et salua de la main droite, dans laquelle il tenait son chapeau.

Comme l'assemblée était publique, on avait réservé des siéges dans l'intérieur pour le général en chef et les autres officiers, et pour quelques étrangers de marque. Une demi-heure après l'ouverture de la séance, qui était présidée par Gabriel Pineres, un des représentans, qui était dévoué à la faction des Pineres, se leva, et fit la motion de former l'assemblée en comité secret, pour qu'il lui fût communiqué une affaire dont l'importante discussion exigeait que les députés eussent la

liberté de parler sans être gênés par l'autorité militaire, *et surtout par les étrangers.* Divers murmures s'étant élevés de plusieurs points de l'assemblée, le président Pineres agita sa sonnette; quelques-uns voulurent prendre la parole, mais Pineres les rappela à l'ordre et leur imposa silence. Il ordonna à l'officier de garde de faire évacuer la salle à tous ceux qui n'appartenaient pas à l'assemblée, et ensuite de fermer les portes. Son ordre fut exécuté, à la grande surprise de tous les membres, aucun président d'assemblée, dans un état libre, n'ayant le droit de se permettre autant, à moins qu'il n'y soit autorisé par la majorité. Je dis alors, en riant, à Castillo, auprès duquel j'étais assis, quand j'entendis cette étrange motion du docteur S... que c'était une pièce de quarante-huit qu'on venait de tirer sur nous, et lui fis remarquer l'accord manifeste qui existait entre Pineres et ce docteur. Castillo me dit à son tour, que S. avait eu, la veille au soir, de longues conférences avec le vice-président, et ensuite avec le général Bolivar; et qu'on l'avait vu passer trois ou quatre fois de la maison de l'un dans celle de l'autre.

Aussitôt que je fus sorti de l'assemblée, j'ordonnai au commandant de l'arsenal de faire mettre à ma disposition les quatre pièces d'artillerie que je lui avais désignées, la veille; j'ordonnai en même temps qu'on distribuât un plus grand nombre de cartouches aux différens postes, et fis prévenir le commandant de ces troupes d'être prêt au premier signal. Chaque colonne avait reçu, la veille au soir, les instructions nécessaires. La tranquillité publique devait être maintenue, on devait réprimer tout acte de violence, prévenir l'effusion du sang, et laisser une parfaite liberté aux députés. Mais, comme le président Torrices avait fait entendre, dans la conversation qu'il avait eue avec moi et Castillo, que ses amis craindraient d'agir en sa faveur, s'ils n'étaient soutenus par une force armée respectable, j'avais concerté ces mesures avec le général Castillo.

Tandis que les deux généraux étaient encore dans l'assemblée, ils virent entrer le corrégidor, Elias Lopez, qui était mandé à la barre comme directeur de la police. Les amis de Torrices, instruits qu'une force armée respec-

table était prête à soutenir leur indépendance, ne se laissèrent point intimider par les tentatives hostiles des amis de Pineres contre le gouvernement existant, et une grande majorité vota pour que Manuel Rodriguez Torrices fût maintenue dans sa dignité de président, tandis qu'une autre grande majorité élisait vice-président don Juan de Toledo, de sorte que Gabriel Pineres fut entièrement exclu. Furieux de cette défaite, les amis des Pineres déclarèrent qu'une force armée avait été réunie pour influer sur les votes de l'assemblée; ils firent alors la motion que le corrégidor serait appelé pour confirmer ce fait.

Dans le cours de la matinée suivante, je reçus l'invitation écrite du corrégidor Elias Lopez de passer à son bureau, où lui, corrégidor, avait quelque affaire à me communiquer. Je fus surpris de recevoir une invitation de cette espèce; je n'en dis pas moins au porteur du message du corrégidor, que si le corrégidor avait quelque communication d'importance à me faire, il n'avait qu'à prendre la peine de passer chez moi, en personne, que je le recevrais avec plaisir. Quelques minutes

après, je reçus une lettre officielle du même corrégidor, dans laquelle il me sommait de lui donner un récit détaillé de ma conduite durant les nuits du 1[er] et du 2 octobre, et cela, par ordre supérieur. Je lui répondis dans sa lettre que je ne reconnaissais d'autre autorité supérieure à la mienne que celle du président et du général en chef; que j'étais très fâché de refuser positivement de donner à qui que ce soit des détails de ma conduite, qui m'étaient demandés par le canal de M. le corrégidor. A la réception de cette lettre, le corrégidor furieux se rendit aussitôt chez le président, et me dénonça formellement en lui montrant la lettre. Quand Torrices eut été instruit par lui de toute l'affaire, il reprocha au corrégidor d'avoir agi imprudemment, en prêtant son ministère à une faction qui avait essayé de changer le gouvernement, et qui s'efforçait maintenant de perdre un officier qui n'avait rien fait que d'*obéir à ses instructions, et qui n'agissait que de son autorité formelle* (à lui Torrices). Il ajouta que le corrégidor devait lui faire son procès, à lui président, avant de continuer à rechercher

la conduite d'un officier qu'il estimait. Le président m'envoya alors son aide-de-camp, et me communiqua tout ce qui s'était passé entre lui et le corrégidor, et m'exprima par cette voie la satisfaction qu'il ressentait de mes services. Le corrégidor vint, quelques jours après, me rendre visite, et, depuis lors, nous sommes demeurés très bons amis. La faction ainsi réduite à l'impuissance, Torrices demeura paisible possesseur de la présidence.



CHAPITRE XI.

Situation de la Nouvelle-Grenade. — Arrivée du général Bolivar au congrès de Tunja. — Sa réception. — Sa marche contre Bogota et Carthagena. — Son séjour à Mompox. — Correspondance entre lui et le général Castillo. Secrets motifs de Bolivar en assiégeant Carthagena. — Détails de ce siége. — Bolivar s'embarque pour Kingstown dans l'île de la Jamaïque. (1814, 1815.)

Les vingt-deux provinces de la Nouvelle-Grenade se levèrent presque en même temps; ensuite les huit de Venezuela prirent les armes, et, après beaucoup de séditions, les provinces de Casanare, de Pamplona, de Tunja, de Neyva, de Popayan, de Carthagena, de Mariquita, d'Antiochia, de Choco et de

Socorro formèrent une alliance, et, le 27 novembre 1811, adoptèrent, à Bogota, un pacte fédéral en soixante-huit articles; après quoi, s'assembla un congrès qui réunit en lui-même, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Mais ce pacte ne fut pas approuvé par les chefs de la province de Cundinamarca (Santa Fe de Bogota); ce qui fut l'origine d'une guerre civile, longue et sanglante, entre Marinno, en qualité de président de cette dernière province, et le congrès de la nouvelle-Grenade.

Bernardo Alvarez avait remplacé Antonio Marinno en qualité de président de la province de Cundinamarca. Il refusait obstinément de faire participer sa province à l'alliance générale, quoique le congrès eût envoyé des commissaires, en plusieurs occasions, pour lui représenter les fatales conséquences de son obstination. Ces divisions intestines eurent les conséquences les plus préjudiciables à la prospérité et à la liberté de ce beau et riche pays. Sur vingt-deux provinces, dix seulement avaient envoyé des députés au premier congrès qui transféra le siége de son gouver-

nement de Bogota à Tunja, à cause des vues ambitieuses d'Antonio Marinno qui convoqua quelques députés des autres provinces qui n'étaient pas occupées par les troupes espagnoles. Ceux-ci proposèrent, mais sans succès, un gouvernement monarchique, dans l'assemblée qu'ils tinrent à Bogota. Quito, Partos, Santa Martha et d'autres provinces restaient encore au pouvoir des Espagnols. Le congrès de Tunja avait un pouvoir très limité, Cundinamarca, la province la plus riche et la plus peuplée de la Nouvelle-Grenade, ayant refusé de se joindre à la fédération et empêché, par son refus, l'union des six autres.

Telle était la situation intérieure de la Nouvelle-Grenade quand le général Bolivar arriva de Carthagena à Tunja, le 22 novembre 1814, où le congrès s'assembla alors. Le nom de Bolivar était déjà si connu, et sa réputation si bien établie, qu'il fut reçu, par le congrès, avec de grands honneurs. Les membres de cette assemblée exaltaient la marche brillante qu'il avait exécutée, l'année précédente, de Carthagena à Caracas, et le regardaient

comme un héros, comme un chef habile et comme un des plus grands patriotes de la terre. Ceux qui croyaient mieux connaître les principales circonstances qui s'étaient réunies en sa faveur, pour l'élever au pouvoir et lui faire un nom célèbre, ceux qui ne voyaient en lui qu'un chef ambitieux et égoïste, n'aspirant qu'à l'autorité absolue, sans pouvoir y parvenir, ceux-là durent garder le silence que leur imposait la majorité et ne pas s'opposer à la réception enthousiaste que l'on fit au général Bolivar.

La situation critique du congrès de Tunja devint encore plus alarmante, quand on apprit qu'il se préparait à Cadix une expédition formidable que devait commander le général Morillo. Les Américains sentirent alors la nécessité d'agir plus vigoureusement et d'être plus unis. On adopta deux mesures de la plus grande urgence. La première fut de forcer le président de la province de Cundinamarca à faire participer cette province au pacte fédéral formé par le congrès; la seconde de marcher contre Santa Martha, le seul port de mer fortifié de la Nouvelle-Grenade qui fût au

pouvoir des Espagnols. La possession de cette place, à l'embouchure de la Magdalena, qui ouvrait la route des provinces de l'intérieur et de la ville de Bogota, était très importante pour la République.

L'arrivée du général Bolivar donna une nouvelle activité à ces mesures projetées, et ce fut à lui qu'on en confia l'exécution. On fit tous les efforts imaginables pour rassembler des troupes et pour les pourvoir des choses nécessaires. On ordonna au général Urdaneta de se réunir à Bolivar avec sa division qui, après la bataille de La Puerta, s'était retirée dans la ville de Cucuta, dans l'intérieur de la Nouvelle-Grenade, et Bolivar fut proclamé général en chef de toutes les troupes disponibles, sous le titre de *capitaine-général de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade.*

Il partit de Tunja, en décembre 1814, et marcha avec ses troupes contre Bogota, pour forcer le président Alvarez à se joindre au congrès et à lui obéir. La ville fut cernée et attaquée; quelques retranchemens élevés à la hâte, deux ans avant, et à alors presque entièrement ruinés, furent emportés fa-

cilement par deux mille hommes, auxquels on n'opposa qu'un petit nombre de soldats mal armés et une poignée de citoyens courageux. Bolivar reçut, au nom du président Alvarez, une députation qui avait de pleins pouvoirs pour signer une capitulation que Bolivar accorda. Par cette capitulation, la province de Cundinamarca consentit à reconnaître l'autorité du congrès et à lui obéir, à condition qu'elle jouirait des mêmes priviléges que les autres provinces; ce qui fut accordé. Mais, nonobstant cette capitulation, signée et ratifiée par Bolivar, ce général ne permit pas moins à ses troupes le pillage d'une partie de cette grande et belle ville, pendant quarante-huit heures; c'est un fait que pourraient attester un grand nombre de témoins oculaires. Lorsqu'Alvarez et beaucoup d'habitans de Bogota lui firent les plus fortes représentations contre cette singulière façon d'agir, il répondit, tout en colère, qu'il avait été autorisé par les lois de la guerre à agir comme il l'avait fait, parce que les habitans de la ville avaient résisté à ses troupes et méritaient d'être punis.

Les membres de la junte de Bogota invitèrent le congrès à se rassembler dans leur ville, et peu de temps après, les députés se réunirent, en effet, dans cette capitale. Le congrès avait alors les moyens et le pouvoir d'agir, et ses mesures devinrent plus énergiques et plus efficaces. Il fit quelques réformes salutaires dans l'administration et nomma un pouvoir exécutif de trois membres, composé de Manuel Rodriguez Torrices, l'ex-président de Carthagena, de Garcia Rubera, et de Manuel Pey, tous hommes recommandables par leurs talens et par un patriotisme éprouvé. Le titre de président, c'est-à-dire le chef du gouvernement provincial, fut changé en celui de gouverneur, et tous les gouverneurs des provinces fédérées furent soumis à l'autorité du congrès et obligés de rendre un compte exact de tout ce qui s'était passé dans leurs provinces respectives, à la convention exécutive qui avait des pouvoirs très étendus.

La réunion de Cundinamarca à l'alliance des autres provinces, et les changemens opérés par le congrès eurent une heureuse in-

fluence sur les affaires de la Nouvelle-Grenade. Les habitans furent surtout satisfaits de l'abolition de diverses lois trop sévères et de l'invitation qui fut faite à beaucoup d'étrangers, de venir s'établir parmi eux. Bientôt on établit une manufacture d'armes à Antiochia, et une fabrique de chapeaux à Bogota; on jouissait de la liberté de la presse, dans toute son étendue, et beaucoup d'ecclésiastiques de mérite se prononçaient en faveur de la cause sacrée de la liberté et de l'indépendance.

Un grand nombre d'étrangers vinrent s'établir à Carthagena, où ils trouvèrent une grâcieuse réception, et furent fortement protégés par le congrès et le gouvernement provincial. D'autres entrèrent dans l'armée de cette province. Pierre Labat et Jean Castellux furent nommés commandans en chef des troupes de terre, et Louis Aury fut placé à la tête de la marine; Ducoudray Holstein eut le commandement des forts de Boca Chica, dans des circonstances très critiques, et les troupes de terre et de mer qui dépendaient de ces forts furent placées sous ses ordres.

Après avoir séjourné quelque temps à Bogota, le général Bolivar partit avec ses troupes et arriva à Honda où l'on avait tenu prêtes de grandes barques pour l'embarquer sur la Magdalena. Il débarqua dans la délicieuse ville de Mompox, située au milieu de cette rivière. Les habitans de Mompox s'étaient distingués dans la révolution par leur enthousiasme pour la liberté et par leur courage. Les femmes de cette île partageaient les mêmes sentimens. Ce fut là que, dans la nuit du 16 juin 1816, quatre cents Espagnols, bien disciplinés et bien armés, que Morillo y avait envoyés tenir garnison, furent massacrés, à l'instigation et avec la participation de ces femmes courageuses.

Aussitôt que le général Montalvo, gouverneur de Santa Martha pour les Espagnols, eut appris que Bolivar avait descendu la rivière à la tête d'un nombreux corps de troupes et qu'il était arrivé à Mompox, il se douta de ses intentions et fut saisi d'une grande terreur. La forteresse de Santa Martha était dans un état de défense déplorable, mal approvisionnée, et ne contenait pas plus de deux

cents hommes. De plus, Montalvo s'était rendu odieux aux habitans de Santa Martha par son humeur sanguinaire. Dans cet état de choses, si le général Bolivar se fût présenté sous ses murs avec son armée, il y a tout lieu de croire que les habitans auraient forcé cette faible garnison à ouvrir les portes de la ville, et l'auraient reçu comme leur libérateur. Montalvo, qui était aussi poltron qu'il était cruel, avait déjà fait embarquer ses effets les plus précieux sur un vaisseau français, se tenant aussi prêt à fuir, à la première alarme. Les habitans de Mompox reçurent Bolivar et ses troupes, à bras ouverts, bien persuadés qu'il allait s'emparer de Santa Martha dont la prise importait singulièrement à leur commerce. Les assurances des principaux officiers du général les confirmèrent encore dans ces espérances. Quelques personnes respectables et bien instruites des affaires de cette époque, m'ont assuré positivement que telle avait été en effet l'intention de Bolivar; mais malheureusement pour lui et pour la Nouvelle-Grenade, Bolivar n'avait pas toujours la persévérance nécessaire à l'exécution de ses plans.

A la tête du corps municipal de la ville de Mompox se trouvait alors M. Celedonio Pineres. C'était le frère aîné de German et de Gabriel Pineres dont nous avons eu occasion de parler précédemment. Comme le général Bolivar avait pris son logement dans la maison de ce Pineres, celui-ci avait de fréquentes occasions de s'entretenir avec le général. Pineres lui communiqua tout ce qui s'était passé à Carthagena depuis que Bolivar l'avait quittée. Là, les deux frères profitant de l'absence de Manuel Rodriguez Torrices, que le congrès avait appelé à Bogota, en qualité de commissaire du pouvoir exécutif, s'étaient efforcés de faire triompher leur parti. Castillo occupait alors, avec son armée, San Stanislas et Baraquilla. Il apprit ce qui ce passait à Carthagena, et aussitôt ayant assemblé ses principaux officiers, il leur proposa de marcher contre cette ville, de rétablir dans sa place le légitime gouverneur de la province, et de rétablir l'ordre dans les affaires publiques. J'étais alors très lié avec le général Castillo, de sorte qu'il me fut facile d'être instruit de toutes ces particularités. J'ai vu toutes les

lettres que les amis de l'ordre et de la tranquillité publique lui écrivirent dans cette circonstance, et je pourrais même nommer ces personnes, si c'était nécessaire. Castillo assembla alors un conseil de guerre où il fut décidé qu'on marcherait contre Carthagena, pour y renverser la faction. Ce projet s'exécuta d'autant plus facilement que nous avions la majorité des habitans dans notre parti, et, le 5 janvier 1815, les amis de Castillo lui ouvrirent la porte de terre, appelée la *demilune*. Nous entrâmes aussitôt, sans résistance, dans la ville, et Pineres, Delhagar [1] et environ vingt autres meneurs furent arrêtés et mis dans les prisons de l'inquisition. Le général Castillo ne s'en tint pas là; il condamna

[1] Delhagar était un protégé du dictateur. C'est lui qui commandait l'armée assiégeante devant Porto Cabello, en 1814; c'est aussi lui qui prit la fuite, à la première nouvelle de la marche de Boves sur cette place. Delhagar était un jeune colonel imberbe de 19 ans, qui tremblait de tous ses membres, quand Castillo lui envoya un de ses officiers, à la tête d'un détachement, pour l'arrêter. Cet officier, le capitaine Garcia, me dit ensuite en riant, qu'il n'avait jamais vu tant de poltronnerie dans un colonel.

(*Note de l'auteur.*)

tous ces chefs à la déportation, et demeura tranquille possesseur de Carthagena, où il établit, comme gouverneur, Juan de Dios Amador.

Celedonio proposa alors à Bolivar de venger ses frères et de forcer Castillo à les rappeler eux et leurs amis. Le capitaine-général, qui haïssait mortellement Castillo, se laissa aller aux perfides suggestions de Celedonio Pineres, et remit l'expédition contre Santa Martha à un autre temps. Cependant il fallait un prétexte à Bolivar pour changer ainsi ses dispositions militaires.

Parmi les officiers qui jouissaient de la faveur du dictateur se trouvait le même Thomas Montilla que, en juin 1812, après sa fuite nocturne de Porto Cabello, il avait envoyé au général Miranda. Ce fut lui qu'il chosit pour exécuter le projet qu'il avait formé. Il l'envoya au gouvernement de Carthagena, sous le prétexte qu'il avait besoin d'armes et de munitions de toute espèce, pour pousser le siége de Santa Martha.

Aussitôt que l'envoyé de Bolivar eut remis les dépêches dont il était porteur, le général Manuel Castillo et le lieutenant-colonel Ma-

rinno Montilla, frère de Thomas Montilla, dévoilèrent au gouverneur les intentions réelles du général Bolivar. On résolut cependant de lui envoyer, à Mompox, un officier sur lequel on pût compter, et l'on choisit, pour porter la réponse du gouverneur de Carthagena, le capitaine Manuel Davilla, un des aides-de-camp du général Castillo. Ce général écrivait, en réponse à la lettre de Bolivar, qu'il lui fournirait, avec plaisir, toutes les choses dont il aurait besoin; qu'il trouverait dans le magasin de Savanilla, petit port de mer entre Mompox et Santa Martha, tous les objets qu'il demandait, et que lui, Castillo, avait donné les ordres nécessaires à cet effet; qu'il pouvait lui assurer positivement, d'après les secrètes intelligences qu'il entretenait dans Santa Martha, que les habitans de cette île l'attendaient, lui et son armée, et étaient prêts à lui ouvrir leurs portes, aussitôt qu'il se présenterait. Il ajoutait que pour que lui, Bolivar, fût assuré de l'exactitude des faits qu'il lui signalait, il suffisait de faire avancer les troupes jusqu'aux bords de la Cienega, etc.

Le gouverneur Juan de Dios Amador con-

firma, dans une lettre séparée, tout ce que le général Castillo avait établi dans la sienne, et pressa Bolivar, en termes forts et pathétiques, mais cependant très obligeans, de ne pas tarder un seul moment à marcher contre Santa Martha dont les habitans le recevraient comme leur libérateur.

Le général Bolivar qui était encore à Mompox quand Davilla s'y rendit avec les dépêches des autorités de Carthagena, reçut cet officier de la manière la plus incivile. Plusieurs officiers de Bolivar insultèrent Davilla et proposèrent au général de le traiter comme un espion envoyé expressément de Carthagena pour examiner ce qui se passait au quartier-général. Davilla fut renvoyé sans réponse.

Le séjour de Bolivar à Mompox fut célébré par des fêtes, des bals et des dîners, et l'attaque sur Santa Martha fut différée. Il paraît qu'en quittant Mompox, Bolivar était déjà résolu à agir hostilement contre Carthagena. Il fit saisir sur la Magdalena toutes les chaloupes canonnières que le général Castillo y avait placées, afin de tenir la communication ouverte entre Carthagena, Honda et Bogota.

Il déclara prisonniers de guerre tous les officiers qui étaient à bord de ces bâtimens, et mit à leur place des officiers de sa propre armée. Cet acte d'hostilité manifeste contre Carthagena indiquait clairement les intentions du général. Il débarqua ses troupes au petit fort appelé Carabano; et, au lieu de marcher directement contre Santa Martha, dont les habitans étaient dans la plus grande consternation, il laissa cette ville derrière lui et dirigea sa marche contre Carthagena, passant par Baranquilla, Soledad et San Stanislas. Il établit son quartier général à Purbello, à quatre lieues de cette dernière ville. Là, de nouvelles fêtes se succédèrent pendant quinze jours.

Lorsque les habitans de Carthagena n'eurent plus aucun doute sur les intentions du général, ils oublièrent ses actes arbitraires et s'organisèrent en corps réguliers pour repousser, par la force des armes, la tentative inouie du général Bolivar contre ses frères et la cause de la liberté et de l'indépendance. Plus de six cents étrangers, établis à Carthagena, se rallièrent autour du gou-

vernement et partagèrent tous les travaux militaires des habitans armés. On proclama la loi martiale qui donnait au général Castillo une autorité sans bornes. L'ardeur belliqueuse, dont étaient animés les habitans de Carthagena, gagna les femmes, et, parmi des milliers d'entre elles, on en vit quelques-unes des familles les plus distinguées de la ville travailler, nuit et jour, aux fortifications.

Quelque temps après que Bolivar eut quitté Carthagena pour se rendre à Tunja, Ducoudray Holstein fut nommé commandant des quatre beaux forts de Boca Chica qui sont la clef de la Nouvelle-Grenade. Ces forts sont situés à l'embouchure d'un canal très large et très profond, de quatre lieues de longueur, par lequel les vaisseaux passent pour se rendre dans le port de Carthagena. Ces forts sont regardés comme la clef du contient de l'Amérique méridionale. C'était un poste d'honneur qui ne pouvait être occupé, surtout dans un temps de guerre civile, que par une personne dans laquelle on avait une confiance sans bornes. Ce fut là que le général Ducoudray servit contre le général Bolivar, et contre

Morillo et Morales, quand ces deux chefs vinrent assiéger Carthagena et les forts de Boca Chica. Il fut assez heureux pour sauver la vie des étrangers, habitans de cette ville, qui vinrent se mettre sous la protection de ses batteries.

Dès que le général Bolivar eut appris que les habitans de Carthagena se préparaient à lui opposer une vigoureuse résistance, il commença à s'apercevoir qu'il s'était laissé aller à une démarche téméraire; mais n'étant plus qu'à quatre lieues de Carthagena (à Turbacco) et ne pouvant retourner attaquer Santa Martha, tandis qu'il avait montré trop évidemment ses intentions hostiles contre Carthagena, il résolut de mettre sa responsabilité à couvert, du moins, autant qu'il était possible. Il assembla un grand conseil de guerre dans lequel il parla long-temps et avec beaucoup de chaleur contre le gouvernement de Carthagena; il finit par demander à ses officiers quelle conduite ils lui conseillaient de tenir dans la conjoncture présente. Tous les officiers furent unanimement de la même opinion : ils déclarèrent qu'il était juste d'at-

taquer Carthagena par la force des armes, et de traiter ses habitans en ennemis. Après avoir émis cette opinion tous d'une voix, ils firent retentir l'air des acclamations bruyantes de *vive notre libérateur Bolivar! mort à Castillo et à ses partisans!* Aussitôt que les troupes de Bolivar se montrèrent sous les murs de Carthagena, elles furent accueillies par quelques coups de canons chargés à mitraille. Elles se replièrent alors sur un couvent de moines, situé sur une haute colline, et peu éloigné de la ville. Le couvent de ces moines était désigné sous le nom de *Nuestra senora de la Popa de la Candelaria.*

Quelques jours après que Bolivar se fut emparé de ce poste, diverses maladies commencèrent à se déclarer parmi ses troupes, lesquelles furent causées, en grande partie, par le manque d'eau fraîche. A cette occasion je dois rapporter un fait qui prouvera à quelles extrémités peut entraîner l'esprit de parti dans les guerres civiles. Un officier de la garnison de Carthagena, qui savait que Bolivar ne pouvait occuper d'autre poste que celui de *La Popa*, ne craignit pas de propo-

ser d'empoisonner le seul puits qui s'y trouvât. Cette odieuse mesure fut exécutée en mettant, dans ce puits, une grande quantité de peaux corrompues d'animaux et de plusieurs autres matières aussi malfaisantes; elle eut, pour résultat, d'engendrer des maladies parmi les assiégeans et d'en faire mourir un grand nombre dans des douleurs intolérables.

Le général Bolivar n'avait avec lui qu'une seule petite pièce d'artillerie qu'il fit pointer contre une place qui avait quatre pièces de douze. Son commandant d'artillerie, M. Collot, dont je tiens ce fait, officier français, très distingué dans cette arme, s'efforça de le faire renoncer à ce dessein, en lui remontrant que cette mesure était aussi ridicule qu'inutile, mais Bolivar ne voulut entendre à aucune représentation. Le lieutenant-colonel Collot fut donc obligé d'obéir; mais, avec la plus grande répugnance. Quand l'ordre fut donné de faire feu sur la place, les habitans de Carthagena dirent, en plaisantant, que Bolivar, sans doute, avait besoin de provisions et qu'il était obligé de tuer

quelques ortolans pour vivre. Les ortolans étaient alors très abondans dans les environs de Carthagena. En un mot, cette *batterie*, ainsi qu'on l'appelait, du moins, n'exposa pas seulement Bolivar aux railleries les plus piquantes de la part des habitans, mais elle donna la plus triste idée des talens militaires du capitaine-général et du commandant en chef des troupes assiégeantes. Il ordonna ensuite que le drapeau de la province de Carthagena fût arboré à son quartier-général, comme s'il était déjà maître de la place.

Aussitôt que les troupes de Bolivar eurent appris que l'eau du puits de La Popa était corrompue, il devint nécessaire de s'en procurer à une autre source. Mais, comme l'eau de source est très rare dans les environs de Carthagena, il fallait envoyer au loin des chevaux, des mulets, des ânes, escortés par de forts détachemens, pour en rapporter au camp.

Cependant, le général Bolivar continuait à assiéger Carthagena, même après avoir reçu la nouvelle de l'arrivée du général Castillo, le 25 mars, à l'île Margarita. Le commissaire

du congrès de la Nouvelle-Grenade, le révérend père Marimon, le gouverneur de Carthagena, Juan de Dios Amador, et plusieurs autres, vinrent trouver le général Bolivar à son quartier-général de La Popa, lui firent les plus fortes représentations sur les conséquences d'une guerre civile, dans de telles conjonctures, le pressèrent de joindre le reste de ses forces à la garnison de Carthagena, et, après la réunion de ses troupes, de marcher contre l'ennemi commun. Ils lui offrirent le commandement en chef, des provisions et des munitions de toute espèce pour tenir la campagne; le tout en vain. Il répondit qu'il ne pouvait accepter ces propositions que dans le cas où Carthagena lui ouvrirait ses portes et le recevrait dans la forteresse avec ses troupes. Comme ses intentions secrètes étaient trop bien connues, on craignait, non sans raison, qu'une fois maître de la place, il ne songeât plus qu'à se venger. Toutes les négociations furent donc rompues de nouveau, et les hostilités recommencèrent, bien que le général espagnol Morillo qui était arrivé à Santa Martha et avait débarqué un corps de troupes

considérable, fût déjà sur ses derrières. La garnison de Carthagena fit alors plusieurs sorties, mais elles furent constamment repoussées par les troupes de Bolivar. Au commencement de mai, Bolivar commença à ouvrir les yeux et à s'apercevoir qu'il ne parviendrait jamais à s'emparer de Carthagena. Il se trouva réduit à l'humiliante nécessité d'envoyer un parlementaire à son ennemi, le général Castillo, pour lui demander une entrevue. A l'arrivée de ce parlementaire, le père Marimon, qui avait été envoyé à Carthagena par le congrès assemblé à Bogota pour tâcher d'effectuer un racommodement entre les deux chefs ennemis, se rendit auprès du gouverneur de la place et auprès du docteur Pedro Gual avec lesquels il se concerta pour arriver à ce but. Marimon et le docteur Gual se rendirent plusieurs fois au quartier-général de Bolivar, et là, ils eurent ensemble de longues conférences. Ils eurent ensuite des conversations non moins fréquentes avec Castillo qu'ils décidèrent très difficilement, à s'aboucher avec le chef de l'armée de l'indépendance. L'entrevue des deux chefs fut fixée au 8 mai.

Au jour désigné, le père Marimon conduisit le général Castillo jusqu'au pied de La Popa où le général Bolivar l'attendait dans une petite maison particulière, préparée à cet effet. Ils se firent mutuellement l'un à l'autre un accueil très froid; mais sur les représentations du père Marimon, ils finirent par mettre dans leurs procédés réciproques moins de hauteur et de réserve. Ces deux chefs dressèrent alors un traité de paix et d'amitié, par lequel ils se promettaient solennellement d'oublier ce qui s'était passé, et de vivre, à l'avenir, en bonne harmonie. Le général Bolivar consentit à donner le commandement de son armée au général Florencio Palacios, son cousin; et s'embarquant, le 10 mai, à bord d'un brick anglais, avec une douzaine de ses officiers, il partit pour l'île de la Jamaïque, sans être entré dans la ville de Carthagena. Avant de s'embarquer, il publia la proclamation suivante :

« Soldats ! Le gouvernement général de la
» Nouvelle-Grenade m'a mis à votre tête pour

» briser les fers de vos frères des provinces » de Santa Martha, de Maracaybo, de Coro » et de Caracas.

« Venezueliens! Vous auriez dû retourner » dans votre pays, et vous, Grenadins, vous » auriez dû rester dans le vôtre, couronnés » de lauriers. Mais cette félicité ne vous a pas » été permise. Vos armes n'ont point été tour- » nées contre des tyrans, elles ont été tachées » du sang de vos frères, dans deux batailles » très différentes dans leur objet et qui ont » douloureusement affecté nos cœurs. Nous » avons combattu à Cundinamarca pour ob- » tenir une réunion de forces; ici, à Cartha- » gena, pour obtenir une coopération mu- » tuelle; dans ces deux occasions nous nous » sommes couverts de gloire. Nous avons été » généreux, nous avons pardonné aux vaincus, » nous leur avons donné des droits égaux aux » nôtres; nous nous sommes réunis à ceux qui » ont été contre nous pour marcher avec eux, » pour les affranchir de l'esclavage et pour » sauver leurs fortunes et leurs familles. L'is- » sue de cette campagne est encore incertaine.

» Vous vous rendrez dans le territoire de » l'ennemi et la terminerez, opérant, avec » moi, le triomphe de la liberté sur la tyran- » nie. Vous, qui consacrerez le reste de vos » jours à donner l'indépendance à votre pays, » vous serez heureux; mais moi, qui ne puis » vous accompagner et qui suis forcé de mou- » rir loin de Venezuela, dans une terre éloi- » gnée, afin d'établir la paix entre vous et » vos compatriotes, je suis le plus infortuné » des hommes.

» Grenadins et Venezueliens! On me sé- » pare de vous qui avez été mes compa- » gnons dans tant de batailles, pour m'obli- » ger à vivre dans l'inaction et à ne pas mourir » pour mon pays. Jugez de mes chagrins et » de la grandeur du sacrifice que je vous fais. » Ma fortune, ma gloire, l'honneur de vous » mener à la victoire, comme autrefois, je re- » nonce à tout cela; le bien de l'armée » l'exige impérieusement; je n'hésite pas; » votre existence ici et la mienne sont in- » compatibles l'une avec l'autre. J'ai préféré » la vôtre. Votre bonheur et le mien, celui » de nos frères, de nos amis, enfin celui de

» tous, dépend de la prospérité de la répu-
» blique. Adieu, adieu.

» Ce 9 mai 1815. *Signé*, Bolivar. »

Il ne sera pas inutile d'examiner un peu cette belle proclamation. Voyons d'abord le début. « Venezueliens! Vous auriez dû re-
» tourner dans votre pays, couronnés de lau-
» riers; mais cette félicité ne vous a pas été
» permise. Vos armes ont été teintes du sang
» de vos frères, etc. » Je demanderai comment ils pouvaient retourner dans leur pays, couronnés de lauriers. Était-ce pour avoir forcé une ville sans défense, comme Bogota, ou pour l'avoir pillée pendant quarante-huit heures? Eh! qui a empêché cette félicité? Qui a teint ses armes du sang de ses frères? Que dire et que penser d'un tel langage, après avoir lu les détails, malheureusement trop vrais, des procédés du général Bolivar envers Carthagena? Le tour adroit, pour ne pas dire plus, employé par lui pour persuader au public qu'il a sacrifié son existence au bonheur de ses concitoyens, fut heureusement ima-

giné, sans doute, après avoir contribué très activement à perdre la cause de Venezuela, et, plus tard, celle de la Nouvelle-Grenade, après avoir répandu le sang innocent de ses compatriotes, après avoir désolé la province de Carthagena, trahi la confiance du congrès, mis à leur aise les Espagnols dans Santa Martha, et procuré à Morillo les moyens d'entrer dans ce port, peu après, à la tête de ses troupes, après avoir facilité l'entrée des Espagnols dans l'intérieur de la Nouvelle-Grenade. Le général Bolivar prévit parfaitement bien que tout serait bientôt perdu, et qu'il serait traduit devant un conseil de guerre pour n'avoir pas suivi les instructions du congrès. Ce fut pour ces raisons qu'il jugea à propos de mettre sa personne en sûreté.



CHAPITRE XII.

Conséquences des hostilités de Bolivar contre Carthagena. Situation de la Nouvelle-Grenade et de Venezuela. — Le marquis de San Leon et le capitaine-général Cagigal. — Mort de Boves. — Exécution de Ribas. — Cruautés de Morales. — Conspiration des Noirs.

Le départ de Bolivar augmenta singulièrement la puissance de son rival, le général Manuel Castillo, et, malgré la promesse formelle d'oublier le passé et de vivre en bonne harmonie, l'esprit de parti et la haine dont sont naturellement animés, l'un contre l'autre, l'habitant de Caracas et celui de Grenada, ne laissaient pas de subsister dans toute leur

force. Les chefs des troupes de Bolivar étaient singulièrement irrités contre tous ceux qui appartenaient à l'armée de Carthagena, et particulièrement contre son chef, le général Castillo. Avant son départ, Bolivar avait nommé son cousin, Florencio Palacios, comme devant lui succéder dans le commandement du reste de ses troupes, qui, de deux mille quatre cents hommes, étaient réduites, par la désertion et la maladie, à environ sept cents hommes. Par le traité conclu avec Bolivar, Castillo s'était engagé à fournir à ces troupes des provisions et des munitions de toute espèce, mais à la condition expresse que le général Palacios et ses soldats seraient mis sous ses ordres, à lui Castillo; à quoi Bolivar avait été obligé de consentir, parce que ces soldats manquaient de tout. Cependant, lorsque cet article du traité leur fut connu, ils témoignèrent hautement leur mécontentement; quelques officiers se permirent même des plaisanteries mordantes contre Castillo, lesquelles lui furent rapportées, et, peut-être, avec un peu d'exagération. Castillo était vain, fier et susceptible. Il s'était flatté que l'absence du

général Bolivar ferait tout oublier, et que bientôt l'ordre et l'harmonie se rétabliraient. Il devint furieux en entendant ce rapport. Mais je dois rendre justice à la mémoire du général Castillo, en disant que ses ennemis ont faussement allégué contre lui, qu'il était secrètement attaché aux Espagnols; c'est une allégation calomnieuse, qui ne repose sur aucun fondement. Ses intentions furent toujours droites et pures, en tout ce qui concernait la liberté et la prosprité de son pays, quoiqu'il fût très ambitieux, et que ses passions fussent violentes. Plein de ressentiment contre l'ex-armée assiégeante, Castillo, le jour même de l'embarquement de Bolivar pour l'île de la Jamaïque, ordonna qu'elle quittât son poste de La Popa, et qu'elle allât camper en dehors des portes de Carthagena, dans un lieu très humide et très marécageux. Mais, quand les officiers de l'armée s'aperçurent que ce camp, outre les inconvéniens de sa situation, était placé tout au-dessous des batteries d'un ouvrage extérieur appelé le fort San Felipe, de sorte que Castillo, à la moindre démonstration de révolte, pouvait détruire eux et leurs

troupes, en quelques minutes, ils se permirent des représentations qui ne firent qu'augmenter l'exaspération de Castillo, qui leur envoya l'ordre péremptoire de ne pas changer leur lieu de campement. Il n'était permis qu'à quelques officiers d'entrer dans la ville pour se procurer les choses dont ils avaient besoin ; de plus, les gardes des portes et des batteries de la place furent renforcées, comme si l'on craignait quelque entreprise soudaine contre la forteresse. Ces mesures indiquaient pleinement à Palacios et à ses officiers les véritables sentimens du général Castillo à leur égard. Ils assemblèrent alors un conseil de guerre, dans lequel il fut résolu de se retirer à Turbacco, à quatre lieues de Carthagena; ce qui fut effectué dans la même nuit.

Le lendemain matin, Castillo reçut de Palacios, une lettre dans laquelle celui-ci lui donnait avis de sa résolution et lui exposait les motifs qui l'avaient obligé à la prendre. Il terminait cette lettre en lui assurant que, pourvu qu'on continuât à lui fournir des provisions et des munitions, et qu'on y ajoutât quelques troupes auxiliaires, il était entièrement dis-

posé à agir de concert avec Castillo, et à réunir ses troupes à celles de ce général pour marcher contre l'ennemi commun. Cette conclusion de la lettre adoucit le ressentiment de Castillo, qui sentit qu'il était allé un peu trop loin. Il résolut alors d'employer la voix de la conciliation. Il envoya, à cet effet, à Palacios, le lieutenant-colonel Mariano Montilla et le commandant Stuart, avec un bataillon d'environ quatre cents hommes, tous chargés de remettre à l'ex-armée assiégeante des provisions plus abondantes, des armes et des munitions de guerre. Lorsque cette distribution eut été achevée, Palacios donna secrètement l'ordre d'entourer ce bataillon et de le sommer de mettre bas les armes. Cette mésure produisit l'effet qu'on avait lieu d'en attendre; mais non content de leur soumission, Palacios ordonna qu'on ôtât encore leurs uniformes aux officiers qui n'avaient pas de brevet, et aux soldats, et qu'on s'appropriât tout ce qu'ils avaient sur eux. Ces ordres exécutés, Palacios permit au bataillon qu'il venait de dépouiller, de retourner à Carthagena, retenant, toutefois, comme prisonniers de

guerre, les deux lieutenans-colonels, Stuart et Montilla et quelques-autres officiers.

Quand Castillo reçut la nouvelle d'une trahison si extraordinaire, il ne put maîtriser son indignation, et donna des ordres pour arrêter tous les officiers caraguins, qui appartenaient au corps de Palacios, et dont un grand nombre était retourné à Carthagena. Ils furent aussitôt mis en prison, où on ne leur donnait que de très faibles rations, à peine suffisantes pour les empêcher de mourir de faim ou de soif. A l'exemple de Palacios, Castillo leur fit enlever leur argent, leurs montres, et, en général, tous les objets de prix qu'ils avaient sur eux.

Aussitôt que Palacios eut appris les mesures rigoureuses qu'on avait employées à l'égard de ses officiers restés à Carthagena, il mit en liberté Stuart et Montilla, et les renvoya dans cette ville. A leur arrivée, Castillo relâcha les officiers caraguins, mais les fit conduire sous bonne garde sur des vaisseaux marchands qui étaient près de mettre à la voile. En vain ces officiers firent-ils les plus fortes représentations contre cette exporta-

tion tyrannique, les ordres de Castillo furent ponctuellement exécutés.

Ainsi se termina la querelle entre Bolivar et Castillo. Le corps que le premier de ces généraux avait laissé sous Palacios parvint à chasser les Espagnols des différens postes dont ils s'étaient emparés sur la Magdalena; mais il était évidemment trop faible pour former quelque entreprise importante. Voyons maintenant ce qui se passa dans Venezuela, après le départ de Bolivar.

Depuis le 7 juillet 1814, jour de l'entrée des troupes espagnoles dans Caracas, l'administration civile de cette place avait été confiée au marquis de San Leon, tandis que le département de la guerre était placé sous la direction du capitaine-général don Manuel Cagigal. Tous les deux étaient modérés, humains et sages, et désiraient le bien de leur pays *dans leur sens,* c'est-à-dire, qu'ils professaient une soumission aveugle au gouvernement espagnol, et s'efforçaient de faire, le plus de bien qu'il était possible de faire dans ces temps difficiles. Cagigal péchait surtout par faiblesse et défaut de courage. C'est ainsi

que ses subalternes commettaient impunément des actes de cruauté dans les provinces, et même non loin de son quartier-général. Le marquis était un des plus riches habitans de Venezuela, et exerçait une grande influence sur toutes les classes des citoyens; ce fut à lui que Caracas fut redevable, à cette époque, de sa conservation. Voici le fait :

Le 7 juillet 1814, lorsque la division du colonel Gonzales entra dans Caracas, le gouvernement provisoire, ayant l'archevêque à sa tête, vint à sa rencontre, et pria le colonel de maintenir l'ordre et la discipline parmi ses troupes, lui assurant qu'elles ne manqueraient de rien. La conduite de cette division fut très bonne. Quelques jours après, une seconde arriva, commandée par un homme de couleur nommé Machado, et composée de noirs et d'hommes de couleur, d'hommes libres et esclaves, tous gens que Boves avait enrôlés dans sa division. Ce Machado avait été le majordome ou l'intendant du comte de Lagrange, avant la révolution. Aussitôt que la junte fut instruite de son approche, elle craignit que Machado, dont elle connaissait l'hu-

meur sanguinaire, ne se portât aux plus graves excès. Trois des plus respectables habitans de Caracas offrirent d'aller à sa rencontre pour le complimenter sur son arrivée, et pour lui assurer qu'on fournirait à ses troupes toutes les choses dont elles auraient besoin, afin de lui ôter jusqu'au moindre prétexte d'exciter du désordre dans la ville. L'ancien maître de Machado, le comte de La Grange était un des trois députés. Machado, dès qu'il les aperçut, ordonna de faire halte. Il s'avança alors vers eux, et leur reprocha durement d'avoir reçu et toléré si long-temps les insurgés et leurs chefs, puis il ajouta qu'il était venu pour punir les habitans de Caracas de leur trahison. Le comte de La Grange croyant qu'il conservait encore quelque autorité sur l'esprit de son ancien domestique, voulut essayer de justifier sa conduite et celle des habitans, mais il avait à peine commencé à parler, que lui et un de ses compagnons furent tués sur-le-champ. Le troisième dut son salut à la vitesse de son cheval. A peine fut-il rentré dans la ville, qu'il vint annoncer le meurtre de ses collégues à la junte assemblée. Machado en-

tra peu après dans la ville, à la tête de ses troupes, qu'il rangea en bataille sur la place publique. Il se présenta ensuite, le sabre nu à la main, dans la salle où la junte, présidée par l'archevêque, délibérait sur le choix du parti à prendre, dans ces graves conjonctures. Après avoir adressé aux différens membres de cette assemblée les plus violens reproches, « où est ce traître de Gonzales ? » ajouta-t-il d'une voix terrible, « c'est un s.... gueux. » Le marquis de San Leon lui ayant demandé d'un ton sévère ce qu'il voulait au colonel, « je viens pour lui couper la gorge, » répondit Machado en brandissant son sabre de la manière la plus menaçante. L'assemblée était consternée. Cependant, l'archevêque se hasarda à lui dire que le colonel Gonzales n'était pas présent pour le moment; mais que, s'il voulait attendre, il l'enverrait chercher. Le marquis de San Leon, indigné d'une telle conduite, se leva de son siége, et, s'avançant tout près de Machado, il lui demanda d'une voix calme, mais ferme, pourquoi il parlait aux membres du gouvernement, les représentans de son roi, d'un ton que ne souffrirait pas le moin-

dre de ses sujets. Il lui ordonna de retourner sur-le-champ auprès de ses troupes, et de leur assurer qu'on pourvoirait à leurs besoins; mais il ajouta qu'il le rendait responsable de tout le mal qui serait fait aux citoyens. En cas que ce chef insolent n'obéît pas à son ordre, il le menaça de le faire arrêter et de le faire juger comme perturbateur de la tranquillité publique. Intimidé à son tour, Machado bégaya quelques mots d'excuses, promit d'obéir, et tint parole fidèlement. Ainsi furent sauvés les habitans de Caracas par la fermeté d'un seul homme.

Après que les deux dictateurs eurent quitté Cumana, quelques chefs, parmi lesquels nous citerons Ribas, Villapol et Bermudes, trouvèrent le moyen de rassembler les patriotes épars, et de former un corps de deux mille hommes qui se fortifièrent à Maturin. Ils envoyèrent ensuite quelques centaines d'hommes à Urica, qui n'en est qu'à une petite distance. Boves marcha contre cette dernière place, et, le 5 décembre, en prit possession, après y avoir rencontré quelque résistance. Il fut lui-même blessé dans cette affaire d'un

coup de lance dont il expira sur-le-champ. Ses soldats, furieux de la mort de leur chef, passèrent la garnison au fil de l'épée, et n'épargnèrent pas même les femmes, les vieillards et les enfans.

Don Francisco Thomas Morales prit alors le commandement en chef de cette division, et marcha aussitôt sur Maturin, où beaucoup de patriotes avec leurs familles, et les troupes dispersées d'Urica s'étaïent retirées. Il attaqua cette place, le 11 décembre, et la prit d'assaut, après une défense opiniâtre. Toutes les personnes qui tombèrent entre les mains de ses soldats furent passées au fil de l'épée. Ribas et Bermudes, avec quelques officiers s'échappèrent, poursuivis vivement par la cavalerie ennemie. Cependant Ribas et et quelques-uns de ses compagnons furent atteints, le 20 décembre, dans la vallée de Pagua. Ils furent désarmés, enchaînés et remis au commandant espagnol Manuel Gomez, qui les envoya à Morales. Il furent traités, sur la route, avec la plus grande barbarie. Peu après leur arrivée à Barcelona, où Morales avait fixé son quartier général, ils furent fusillés

par ordre de ce général. Après cette exécution, on coupa la tête à Ribas, et on l'envoya à Caracas, où les troupes espagnoles s'assemblèrent, le 14 mars, pour voir cette même tête du général Ribas, pendue sur la place publique, par la main du bourreau.

Joseph Félix Ribas, fut un des premiers auteurs de la révolution de Caracas, et, dès le commencement de cet événement mémorable, il prit la part la plus active dans tous les combats que les indépendans livrèrent aux ennemis de leur liberté. Dans le même temps, Bolivar demeurait tranquillement à San Mateo ou dans la vallée de Tui. C'est à Ribas et au colonel Bricenno que Bolivar fut entièrement redevable de ses brillans succès, dans la campagne de 1813. Ribas eut le plus grand ascendant sur l'esprit de Bolivar. Ce fut lui qui persuada à ce dernier de marcher en avant, après que Castillo l'eût quitté en janvier 1813, avec ses troupes auxiliaires de Carthagena ; ce fut encore à la bravoure et à l'habileté de ce chef que Bolivar dut plusieurs avantages considérables. Ce fut Ribas qui s'opposa à l'évacuation de Caracas,

qui refusa positivement d'assister aux conférences de Bolivar, avec l'archevêque de cette ville; ce fut lui, enfin, qui représenta au dictateur, dans les termes les plus énergiques, les fatales conséquences de sa retraite sur Cumana, en 1814, et qui refusa ensuite d'accompagner le dictateur, parce qu'il ne pouvait se résoudre à abandonner son pays, menacé alors par les armées triomphantes de l'Espagne.



CHAPITRE XIII.

Événemens qui ont lieu à Carthagena. — Siége de cette place par Morillo. — Castillo, Bermudes, Ducoudray Holstein, Brion. — Évacuation de Carthagena et de Boca Chica. — Causes du retour de Bolivar.

Il s'en fallait de beaucoup que la situation des patriotes de Venezuela fut aussi critique que l'avait représentée le dictateur Bolivar, lors de son embarquement à Cumana, dans la nuit du 25 août, quoique ce général crût obéir à une nécessité impérieuse quand il quittait le champ de bataille pour se retirer à la Nouvelle-Grenade.

Après la bataille de La Puerta, en juin 1814, il est vrai que la plus grande partie des huit

provinces de Venezuela était entre les mains des Espagnols, mais ce serait une erreur que de croire que ces provinces étaient soumises. Les habitans de Venezuela voyaient, à la vérité, qu'ils avaient été séduits par les brillantes promesses de leur compatriote Bolivar; qu'il n'avait pas répondu à leur attente, et que quelques actes de son gouvernement avaient été arbitraires et tyranniques; mais, d'un autre côté, ils étaient bien convaincus qu'un congrès, qu'un gouvernement sage et républicain leur procurerait une existence plus heureuse que celle qu'ils pouvaient attendre d'un Monteverde ou d'un Boves, ou de tel autre chef espagnol. Le nom seul de liberté était un talisman pour ces républicains, et il n'était pas à craindre qu'ils abandonnassent si promptement une cause qu'ils avaient défendue jusqu'alors avec un courage héroïque. D'ailleurs, les vexations et les cruautés des Espagnols ne les privaient-elles pas de la plus légère espérance de tranquillité, et leur laissaient-elles d'autre alternative que de chasser de leur pays des oppresseurs cruels, ou de mourir? Si donc, Bolivar déférant au

judicieux avis de son cousin Ribas fût resté à Venezuela, sans s'inquiéter de la désertion de son collègue Marinno, tout le peuple de cet état républicain se serait probablement rallié autour de l'étendard du dictateur, qui n'aurait pas désespéré du salut du pays; cette autorité unique d'un chef renommé aurait été assez influente pour réunir promptement les colonnes dispersées des indépendans, et en leur imprimant une impulsion énergique, elle eût pu amener un autre ordre de choses. Le général Bolivar qui, dans tous les temps, s'est montré partisan déclaré d'un gouvernement central, qui n'a cessé de répéter dans ses dernières proclamations que le pouvoir militaire seul est capable de soutenir le gouvernement civil, oublia sûrement son principe favori dans la nuit du 24 août, en mai 1815, et encore plus en juillet 1816; autrement, il serait resté dans l'état de Venezuela, aurait réuni ses forces éparses, et serait mort sur le champ de bataille, ou aurait exterminé les ennemis de l'indépendance. Mais la tâche glorieuse dont n'osèrent s'acquitter ni Marinno ni Bolivar, fut presque entièrement

achevée par des chefs intrépides, tels que Ribas, Piar, Paez, Urdaneta, Villapol, Zarasa, Sedenno, Monagas, Roxas. Ces chefs auraient réussi à la fin à chasser les Espagnols de Venezuela, sans le concours de Bolivar, si Morillo ne fût arrivé à temps pour soutenir la cause de la tyrannie et de l'oppression, lorsqu'elle était réduite à la dernière extrémité.

Cependant, beaucoup de ces chefs, dont je connais un grand nombre personnellement, m'ont assuré que, si le dictateur Bolivar fût resté, tout aurait été beaucoup mieux, car ils sentaient le besoin de l'union et d'une autorité qu'ils étaient déjà accoutumés à reconnaître.

Outre les huit provinces de Venezuela, l'île de la Margarita avait conservé son indépendance, dès le commencement de la révolution. Les habitans de cette île, race hardie, brave et industrieuse, détruisirent environ deux mille hommes des meilleures troupes de Morales, au commencement de 1815, et plus tard environ trois mille hommes d'élite sous les ordres de Morillo. La conduite héroïque de ces insulaires n'est-elle pas une nouvelle

preuve que la cause de l'état de Venezuela n'était pas désespérée?

Morillo débarqua dix mille hommes sur le continent de l'Amérique méridionale, et, dès son arrivée, il prit le titre pompeux de pacificateur. Morillo partagea ses troupes en trois fortes divisions, dont une était destinée à agir contre Bogota et l'intérieur de la Nouvelle-Grenade, une autre devait assiéger Carthagena, et la troisième aller renforcer les troupes espagnoles dans la république de Venezuela.

A la fin d'août 1815, l'escadre espagnole arriva en vue de Carthagena et de Boca Chica. Le général Castillo, après l'embarquement de Bolivar pour la Jamaïque, et le départ de Palacios, exerça une autorité despotique dans Carthagena, et ne prit aucune mesure vigoureuse pour mettre la place en état de défense. Dès le 15 janvier 1815, jour où il entra dans Carthagena, à la tête d'une partie de son armée, pour détruire la faction des Pineres, il demeura dans sa magnifique résidence, près des murailles de Carthagena, et ne parut plus à la tête des troupes. Il épousa alors une jeune personne fort jolie, et il ne s'occupa plus que

de dîners, de bals et de concerts. Il se montra, dès ce moment, peu accessible. Quand il recevait ses inférieurs, il affectait avec eux un air de hauteur qui lui aliénait leur affection, et il s'était également indisposé la plupart des officiers supérieurs par l'arrestation injuste du commodore Aury et du général Florencio Palacios. Parmi les mécontens on comptait le général Ducoudray Holstein, non sans de graves raisons, comme on le verra bientôt.

Dès le moment que le général Ducoudray eut pris le commandement des étrangers, pendant la session législative, les manières du général Castillo changèrent entièrement à son égard. Il cessa tout d'un coup de lui donner des marques de confiance et d'amitié, et devint froid et réservé. Quand nous allions faire une promenade à cheval, comme cela avait lieu presque tous les jours dans l'après-midi, il paraissait triste, et ne me parlait pas, et quand je lui demandais la raison du changement que je remarquais en lui, il me répondait qu'il n'avait aucun motif pour être changé. Je ne tardai pas à m'abstenir de ces promenades. J'appris en-

suite qu'il était jaloux de l'ascendant que je paraissais avoir pris sur les étrangers, et qu'il désirait m'éloigner de lui, parce qu'il ne voulait pas adopter mes idées, relativement à l'ordre et à la discipline que je désirais introduire dans l'armée de Carthagena, ainsi appelée, quoiqu'elle ne se composât pas de plus de deux mille hommes en tout.

Je fus nommé commandant en chef des quatre forts de Boca Chica que je trouvai dans un état déplorable. J'arrivai, de nuit, et sans être attendu. Quand je me levai, le lendemain, au point du jour, suivant mon usage, je trouvai un beau jeune homme, très bien mis, qui s'approcha de moi très respectueusement, me complimenta sur ma bien-venue, et me dit ensuite que le rapport du commandant des forts était qu'il n'y avait rien de nouveau [1]. Étonné d'un mode de service si singulier, j'ordonnai aux quatre commandans de ces forts et aux corps d'officiers de se

[1] Je demeurais dans une grande et belle maison appelée la *Commandancia*, à quelque distance des forts, à l'entrée du bourg appelé Boca Chica.

rendre auprès de moi, et je rétablis l'ordre et la discipline, qui avaient été très négligés.

Un dimanche que j'étais à la messe, il se fit un grand bruit dans l'assemblée, et tout à coup je vis les hommes et les jeunes gens se précipiter hors de l'église, au milieu de l'office divin. Surpris de cette fuite singulière, j'envoyai un officier s'informer de ce qui pouvait la causer: il revint, peu après, me dire que le colonel Marques avait été envoyé par les autorités de Carthagena, pour exercer, sur les habitans de Boca Chica, l'infâme pratique de la *presse*, et, que ceux-ci, ayant été instruits à temps de l'objet de sa mission, s'étaient mis à fuir dans les montagnes et dans les forêts voisines. Je résolus, sur-le-champ de montrer aux habitans de Boca Chica que je ne leur avais pas promis vainement de les protéger contre cette mesure vexatoire. J'envoyai chercher le colonel Marques, et, j'ordonnais en même temps, aux habitans de revenir et de s'assembler, sans armes, devant ma maison. Lorsque je vis qu'ils s'étaient empressés d'obéir à mes ordres, je demandai au colonel quelle était sa mission, et de quelle part il venait. Il me

montra un ordre du brigadier-général Eslava et du général Castillo, qui l'autorisait à *presser* quatre-vingts matelots, dont la marine de Carthagena avait grand besoin. Je lui dis que j'étais fâché de ne pouvoir consentir à l'aider dans l'exécution de cet ordre; mais que j'avais donné ma parole aux habitans qu'aucun d'eux ne serait *pressé*, tant qu'ils seraient employés au service des forts, et j'écrivis ensuite au général Castillo et à Juan de Dios Amador, le gouverneur de la province, pour leur faire part des motifs qui justifiaient mon refus. Cependamt, le colonel Marques paraissant déterminé à suivre ses ordres, je fus obligé de lui dire, d'un ton d'autorité que, s'il ne s'embarquait pas dans cinq minutes, je l'arrêterais et l'enverrais dans un des forts. En disant ces mots, je tirai ma mon..e, et je donnai les ordres nécessaires pour mettre ma menace à exécution. Ces démonstrations hostiles produisirent l'effet désiré, et le colonel se rembarqua sans emmener un seul homme. Les habitans virent alors qu'ils pouvaient avoir confiance en mes promesses. Je citerai le fait

suivant comme une preuve de la confiance qu'ils m'accordaient.

Peu après ce petit événement, le gouverneur m'écrivit une lettre très obligeante dans laquelle il approuvait mon zèle et mes bons services, et finissait en me priant de lui procurer deux cent vingt bons matelots pour une expédition extraordinaire qu'il voulait diriger contre des vaisseaux espagnols qui devaient partir de la Havanne dans quelques semaines avec un million et demi de dollars. Je lui répondis que je pouvais disposer de trois cents matelots au moins, sans la plus petite difficulté. L'escadre, composée de cinq vaisseaux armés, se rendit, quelques jours après, de Carthagena à Boca Chica, sous les ordres du commodore Teno. A son arrivée à Boca Chica, Teno me remit une lettre du gouverneur qui me faisait ses remercîmens et me disait les choses les plus obligeantes. Toute cette journée se passa à procurer à l'escadre de l'eau et des provisions de toute sorte. Il y eut ensuite chez moi un grand dîner et un grand bal auxquels furent invités les officiers de l'escadre et des forts. Teno me demanda

d'abord si les matelots que je devais choisir étaient prêts. Je lui répondis que *non*. Il parut consterné en recevant cette réponse. Vers une heure du matin, il vint de nouveau à moi, au milieu du bal, et me demanda d'un air chagrin, si je n'avais pas encore donné les ordres nécessaires relatifs aux matelots. Je lui répondis une seconde fois que *non*; mais j'ajoutai qu'il ne devait pas retarder son départ d'une minute, à cause de moi. Au point du jour, je quittai la salle de bal, suivi de Teno avec lequel je m'embarquai pour le principal fort, et j'ordonnai de tirer le canon d'alarme. Bientôt après, chacun fut à son poste. J'ordonnai alors à tous les matelots des trois autres forts de se rendre à San Fernando. Là, je leur annonçai que le gouvernement avait besoin de bons matelots pour une expédition qui ne devait pas durer plus d'un mois, et que je m'étais rendu garant de leur empressement à s'embarquer pour un si court espace de temps. Ils accueillirent mes paroles par des acclamations de *viva la patria!* et dirent qu'ils étaient à ma disposition. J'engageai alors Teno qui ne pouvait revenir de

son étonnement, non plus que les autres officiers de l'escadre, à choisir les meilleurs matelots.

Quand le général Castillo apprit tout ce qui se passait à Boca Chica, il parut soucieux et mécontent. Il vint un jour me rendre visite, et, après avoir dîné avec moi, il me demanda combien de rations de poisson je distribuais tous les jours. Je lui fixai le nombre. Il me dit alors avec hauteur : « cela n'est pas assez; vous devez prendre plus de poisson que cela. » Je lui représentai l'absurdité d'une telle prétention, ajoutant que j'étais le commandant en chef des ports, mais non des poissons de la mer, et que je ne pouvais ordonner à ceux-ci de remplir nos filets. Tous les assistans rirent de bon cœur de ma réplique; mais Castillo se leva furieux, prit son épée et me dit que j'entendrais bientôt parler de lui. Il fit quelques pas pour sortir, et ordonna à l'officier qui commandait ma garde de m'arrêter, pour que je fusse traduit devant une cour martiale, ayant désobéi à ses ordres. Comme j'entendis ces paroles, je pris mon uniforme et mon épée, et, en présence du général, j'ordonnai

au factionnaire de me présenter les armes. Je demandai ensuite à Castillo, qui commandait à Boca Chica de lui ou de moi. Castillo fit alors beaucoup de bruit, et un grand nombre d'officiers et de soldats entourèrent ma maison, et tous crièrent avec le factionnaire: *viva nuestro commandante!* vive notre père! notre général! et *muero Castillo!* (meure Castillo!) Le général pâlit et me dit d'une voix tremblante, qu'il espérait que je ne souffrirais pas qu'il fût assassiné. Je fis faire aussitôt silence, et je dis aux soldats furieux, que le général Castillo étant venu me rendre visite, ni eux, ni moi ne manquerions sans doute aux devoirs de l'hospitalité, et que lui, Castillo, allait s'embarquer pour Carthagena, d'où il était venu.

Je conduisis alors à sa chaloupe le général Castillo qui me remercia en termes affectueux, quand je lui donnai la main pour y monter. Mais mes officiers et ceux de Carthagena étaient, depuis long-temps, fatigués de ses manières hautaines et de sa tyrannie. Une nuit, trois officiers supérieurs vinrent de Carthagena à Boca Chica pour me prier

d'arrêter Castillo et de me mettre à la tête des troupes. Je refusai positivement d'accepter le commandement de Carthagena, étant très satisfait du poste que j'occupais, mais je consentis à contribuer au renversement de Castillo que je regardais comme indigne de commander plus long-temps. Bermudes, qui appartenait à l'armée de Bolivar, se mit à la tête des mécontens et parvint à effectuer l'arrestation de Castillo, sans qu'il y eût d'autre homme de tué que le capitaine Cespedes qui, commandant la garde devant le palais du général Castillo, essaya de résister.

Après ce coup de main, Bermudes, placé à la tête des affaires de Carthagena, se montra tout-à-fait indigne d'occuper un poste aussi élevé. Pendant le siége de cette ville, en 1815, son ignorance, sa faiblesse et son apathie causèrent les plus grands maux. Il est de notoriété publique qu'il mourait alors à Carthagena, environ trois cent quarante personnes chaque jour.

Dans le même temps, Ducoudray armait des chaloupes canonnières pour enlever des provisions aux magasins de l'ennemi, placés

dans les îles de Boca Chica et de Baru. Il créa aussi des compagnies de pêcheurs qui prenaient, tous les jours, sous la protection de ces chaloupes, une grande quantité de poissons. Des milliers d'étrangers, qui habitaient alors Carthagena, pourraient appuyer ces assertions de leur témoignage, au grand déplaisir de Bermudes et de Charles Soublette qui, dans plusieurs occasions, se sont efforcés de calomnier mes actions et de rabaisser mes services.

Pendant mon commandement dans les forts de Boca Chica, je me montrai toujours prêt à donner l'exemple de l'ordre et de la soumission à la discipline, et à m'exposer au danger. Un jour, par exemple, j'ordonnai que deux cents hommes feraient une sortie du fort de San Fernando pour repousser quelques incendiaires du village de Boca Chica, mais je ne pus trouver plus de vingt volontaires qui voulussent suivre un certain lieutenant-colonel qui servait sous mes ordres et dans lequel ils n'avaient pas la moindre confiance. Je me mis alors à la tête de ces vingt volontaires, et aussitôt, plus de trois cents hommes

vinrent se ranger autour de moi. Lorsque l'ennemi apprit que j'étais à la tête de ce détachement, il se mit à fuir et ne revint plus.

Un autre jour, j'ordonnai de détruire une batterie qui n'était d'aucune utilité, et d'enlever plus de trois mille boulets de canon qui étaient entassés dans la redoute. Le commandant de l'artillerie, le colonel Taborda, me représenta que ses artilleurs étaient trop occupés pour transporter ces boulets à l'arsenal; sur ce refus, je publiai un ordre du jour, portant que tout individu, sans distinction de rang ni de personne, venant au fort San Fernando, y apporterait un de ces boulets. Je ne tardai pas à être informé que cet ordre obtenait l'approbation générale; mais j'appris en même-temps que trois officiers de l'état-major seulement avaient dit qu'ils ne se soumettraient pas à un ordre si avilissant pour des officiers de leur importance. Ces officiers m'ayant été nommés, je résolus de les soumettre sur-le-champ à une mesure que je n'avais ordonnée que parce qu'elle me paraissait de la plus impérieuse nécessité, dans les conjonctures difficiles où nous nous trouvions : j'envoyai

chercher ces messieurs, après avoir recommandé au capitaine de la garde du pont-levis de ne laisser passer qui que ce fût, sans m'en excepter moi-même, à moins qu'on ne se conformât à l'ordre du jour. Je dis à ces trois officiers que j'avais besoin de leurs avis, relativement à quelques ouvrages extérieurs auxquels étaient occupés les prisonniers espagnols. Après avoir passé le pont avec eux, je feignis d'avoir oublié quelques plans, et je renvoyai deux de ces messieurs à San Fernando, où j'avais établi mon quartier-général, depuis que nous étions assiégés par Morillo, pour demander ces papiers à mon secrétaire. Ils étaient en grand uniforme et moi aussi. En passant le pont, ils se donnèrent de grands airs, et la première sentinelle leur présenta les armes; mais la seconde les arrêta tout court, et leur demanda respectueusement s'ils ne connaissaient pas l'ordre du général; ils répondirent affirmativement, mais ils prétendirent qu'un tel ordre ne les regardait pas. La sentinelle répondit qu'ils y étaient soumis comme tout autre; mais ces messieurs ne tenant pas compte de son observation, elle croisa la baïonnette

et appela la garde. Les cris de cette sentinelle attirèrent plusieurs centaines de personnes, curieuses d'en savoir la cause. J'arrivai moi-même très promptement, et je demandai pourquoi la sentinelle avait appelé la garde. L'officier qui commandait cette garde me dit que la cause de cette alarme provenait de ce que les deux colonels n'avaient pas voulu obéir à mon ordre du jour. « Eh bien, Messieurs, » dis-je très froidement, « j'irai chercher moi-même mes papiers ; mais, puisque le commandant des forts a ordonné qu'on ne permît à personne d'entrer dans San Fernando, sans prendre un de ces boulets dans l'arsenal, on doit respecter les ordres salutaires du commandant, et je lui obéis avec d'autant plus de plaisir qu'ils ont été donnés pour la sûreté de nous tous. » Après avoir parlé ainsi, je pris un de ces vieux boulets rouillés, et je passai devant la garde sous les armes, au milieu des acclamations de tous les spectateurs, qui prirent chacun un boulet et me suivirent. Les officiers, étonnés et honteux, suivirent mon exemple, et, dès ce moment, personne ne tenta de résister aux ordres que je donnais.

Je pourrais rapporter bien d'autres exemples, mais je m'en abstiendrai, de peur qu'on ne me reproche de trop parler de moi; je me contenterai d'établir ici que je fus le dernier officier qui quitta les forts, après avoir donné asile aux émigrés de Carthagena, qui vinrent chercher leur salut sous mes batteries, dans l'après-midi du 7 décembre.

Pendant ce temps-là, le capitaine Louis Brion, depuis l'amiral Brion, vint de Londres à Boca Chica, sur une belle corvette de vingt-quatre canons, chargée à bord de vingt-quatre mille fusils et d'une grande quantité de munitions militaires. Il tomba malade; je l'invitai alors à venir prendre un logement dans la vaste maison que j'occupais, et bientôt nous devînmes amis intimes. Il me parlait sans cesse du général Bolivar, et regrettait beaucoup qu'il fût absent. Un jour, un ami de Bolivar arriva de la Jamaïque; c'était un docteur Rodriguez, dont les manières simples et modestes me plurent infiniment; il vint aussi demeurer chez moi. Un soir que j'étais dans mon cabinet, le capitaine Brion entra, et me demanda si mes affaires me per-

mettaient d'entendre ce qu'il avait à me communiquer; sur ma réponse affirmative, il me dit que le docteur Rodriguez arrivait de Carthagena, où Bermudes était généralement méprisé, à cause de son indifférence pour les affaires publiques; qu'on l'accusait de s'occuper plus de ses plaisirs que de son devoir; que Carthagena était dans un état déplorable par sa faute, et qu'enfin il était indigne de commander. Brion me dit ensuite, après une pause : « Je ne connais d'autre homme, parmi ces chefs, que Bolivar qui soit capable de sauver cette place; il a, du moins une autorité reconnue sur eux tous, et vous et moi nous pourrions lui rendre de grands services. J'espère que les malheurs qu'il a essuyés ont corrigé son humeur hautaine et despotique. Le docteur Rodriguez m'assure que c'est un tout autre homme à la Jamaïque, et qu'il est très impatient de revenir ici; le docteur est venu ici par son ordre, et désire vivement avoir une conversation particulière avec vous. »

Après cinq ou six conférences qui eurent lieu entre Brion, Rodriguez et moi, nous adoptâmes les mesures suivantes, pour favori-

ser le retour du général Bolivar. Comme je possédais entièrement la confiance de tous ceux qui servaient sous mes ordres; comme j'avais, d'ailleurs, beaucoup d'amis puissans parmi les naturels et les étrangers de la ville de Carthagena, je parlai au docteur Rodriguez de la facilité d'introduire Bolivar dans cette ville pour le mettre à la place du faible et indolent Bermudes. Je priai le docteur de retourner à Carthagena, et de sonder adroitement les dispositions de quelques personnes sur lesquelles je croyais pouvoir compter. Il revint bientôt après me dire que les espérances que je lui avais données avaient obtenu leur entier accomplissement, que Bermudes avait perdu toute popularité, et qu'on voyait avec mécontentement qu'il fréquentât des dames qu'on savait être secrètement attachées au parti espagnol. Après le retour du docteur, Brion offrit d'aller aux Cayes, avec sa belle corvette, pour y prendre mille tonneaux de farine, de riz et autres provisions qui mettraient Carthagena et Boca Chicá plus en état de supporter un long siége, et de revenir sur-le-champ à cette dernière place. De mon

côté, j'ordonnai au vaisseau corsaire *La Popa*, fin voilier, qui se trouvait au nombre des vaisseaux armés, placés sous mon commandement, de se tenir prêt à partir. Il devait se rendre à la Jamaïque, ayant à son bord le docteur Rodriguez, que je chargeais de remettre à Bolivar une lettre, où j'informais ce général des dispositions que nous avions faites. Tout fut prêt, au bout de deux jours, et, le 11 novembre, Brion et Rodriguez mirent à la voile, chacun pour sa destination. La lettre que j'avais remise à ce dernier pour le général Bolivar, était écrite en français; j'en donnerai ici la traduction :

Mon cher général,

« Un vieux soldat dont vous connaissez les » opinions républicaines, et qui, dans ces der» niers temps, a porté les armes contre vous, » vous invite aujourd'hui à vous placer à la » tête du gouvernement de Carthagena, où

» Bermudes s'est rendu méprisable par son
» indolence et sa faiblesse. Je m'engage, par
» l'influence que j'exerce sur les habitans de
» Boca Chica et de Carthagena, à mettre à
» exécution ce changement de gouvernement,
» sans qu'il y ait une goutte de sang de ré-
» pandue, et je réponds même sur ma tête,
» de toutes les conséquences de cette mesure.
» Je puis vous assurer franchement, qu'en
» adoptant ce parti, je n'ai eu d'autre inten-
» tion que de sauver une cause dont l'exis-
» tence est menacée dans les mains faibles
» de Bermudes. Ne soyez point surpris de mon
» changement de conduite; il suffira, pour
» vous l'expliquer, de vous dire, que ce fidèle
» ami m'a fait voir votre caractère sous un
» tout autre jour que celui sous lequel j'avais
» été accoutumé de l'envisager jusqu'à présent.
» Le docteur Rodriguez, qui vous remettra
» cette lettre, vous expliquera notre plan dans
» tous ses détails; mais ne perdez pas une mi-
» nute, et revenez sur-le-champ par le même
» vaisseau. Le capitaine Pierrill, qui commande

» *La Popa*, a ordre de vous ramener vous et
» vos amis à Boca Chica. »

Je suis respectueusement,

DUCOUDRAY HOLSTEIN.

De Boca Chica, le 11 *novembre* 1815.

Si le général Bolivar fut surpris en apprenant l'arrivée subite du docteur Rodriguez, il le fut bien plus encore, quand il lut ma lettre, et qu'il apprit, de la bouche du docteur, une foule de détails relatifs à l'état présent de Carthagena. Transporté de joie à ces nouvelles inattendues, il ne voulut pas rester un jour de plus à Kingstown, mais s'embarqua, le même soir, avec le docteur et deux aides-de-camp, pour venir me joindre à Boca Chica. Comme il était sous voile, il rencontra un autre vaisseau corsaire de Carthagena, *le Républicain*, capitaine Joanny, qui lui apprit que tout était perdu, que Carthagena et Boca Chica étaient évacuées par les patriotes, et que Ducoudray et les principales familles du parti de l'indépendance, s'étaient embarqués

sur dix vaisseaux commandés par Louis Aury, lesquels se dirigeaient vers les Cayes. Le général Bolivar changea alors de route, et arriva aux Cayes, dix jours avant notre escadre. Il partit de là pour la capitale d'Haïti, Port-au-Prince, où il fut cordialement reçu par le président Alexandre Petion.



CHAPITRE XIV.

Détails relatifs au séjour du général Bolivar aux Cayes.— Anecdotes caractéristiques.

L'escadre du commodore Aury jeta l'ancre aux Cayes, le 6 janvier 1816, après avoir souffert cruellement de la faim et de la soif. Quelques semaines après, le général Bolivar arriva de Port-au-Prince, et vint rendre visite à ma famille. Il m'embrassa, et me remercia dans les termes les plus obligeans de la lettre que je lui avais écrite, et de tout ce que je m'étais proposé de faire en sa faveur; il m'invita ensuite à venir déjeûner chez lui.

Lorsque je fus dans sa chambre, je lui dis

en présence de Brion : « J'espère, mon cher général, que vous oublierez le passé. J'ai servi contre vous, il est vrai, mais il était de mon devoir d'en agir ainsi, car j'étais alors engagé d'honneur à soutenir le gouvernement de Carthagena contre vous ou contre qui que ce fût. » Le général Bolivar se leva, m'embrassa une seconde fois, et me dit les choses les plus obligeantes. Il m'apprit ensuite que le président de Haïti lui avait offert des secours de toute espèce pour l'aider dans la nouvelle expédition qu'il méditait contre les Espagnols de Venezuela.

Quelques jours après, il m'offrit de m'employer comme chef de son état-major, et me promit de me rendre mon grade de maréchal-de-camp, aussitôt que nous entrerions sur le territoire de Venezuela, me disant très obligeamment que mes services passés me l'avaient bien mérité. Il m'autorisa à choisir mes officiers d'état-major, mais m'exprima le désir de voir admettre parmi eux le lieutenant-colonel Charles Soublette et le capitaine Perez.

Je fus chargé d'organiser l'état-major, de

faire des réglemens pour les officiers qui étaient attachés à ce corps, de m'occuper de l'administration de l'armée, et de proposer des candidats pour les places qu'il était nécessaire de remplir. Dès ce moment-là, j'eus huit ou dix jeunes officiers de l'état-major employés tous les jours sous mes ordres, dans la maison que j'occupai durant notre séjour aux Cayes.

Le président Pétion ne fit pas seulement un accueil des plus bienveillans à Bolivar quand celui-ci se rendit à Port-au-Prince, il lui fournit encore une grande quantité d'armes et de munitions de toute espèce, et donna l'ordre au gouverneur des Cayes, le général Marion, de l'aider dans son entreprise.

Quelques amis du général Bolivar lui conseillèrent d'assembler tous les Indépendans de marque qui avaient émigré et étaient alors aux Cayes, et de leur soumettre sa nouvelle entreprise, dans le but principal de se faire reconnaître comme le général en chef de l'expédition. A cette assemblée assistaient tous les chefs civils et militaires, et les hommes les plus influens parmi les émigrés patriotes.

On remarquait dans le nombre, Brion, Piar, Marinno, Mac Gregor, Bermudes, les frères Pineres, l'intendant Zea, le commodore Aury et moi. Il fut décidé que je seconderais les efforts des patriotes dans l'état de Venezuela, que le général Bolivar prendrait le commandement de cette expédition, et qu'il réunirait en lui seul l'autorité civile et militaire, jusqu'à la convocation d'un congrès.

Aury seul s'opposa à donner au général Bolivar un pouvoir illimité, et proposa de nommer une commission de trois ou cinq personnes, qui seraient revêtues de cette autorité, conjointement avec le général Bolivar. Celui-ci parla avec beaucoup de chaleur contre cette proposition, et finit par déclarer qu'il ne consentirait jamais à un partage dans les pouvoirs dont il voulait être investi. Tous les membres de l'assemblée, à l'exception d'Aury, consentant à accorder à Bolivar les pleins pouvoirs qu'il disait être indispensables à l'exécution de ses projets, ces pleins-pouvoirs furent signés par les membres de cette assemblée. Peut-être ne sera-t-il pas inutile de rapporter ici que les divers articles qui

composaient cette pièce importante, avaient été dressés d'avance, que le général Bolivar était assis sur un grand fauteuil, plus haut de deux pieds que tout autre siége qui se trouvait dans l'assemblée. Je dois avouer que la vue de ce fauteuil me choqua ainsi que beaucoup d'autres; il n'était guère possible de le regarder sans penser à un trône.

Le général Bolivar ouvrit la séance par un discours préparé depuis long-temps. Il s'efforça de démontrer qu'il était absolument nécessaire d'avoir un gouvernement central, c'est-à-dire de remettre l'autorité entre les mains d'une seule personne, et il priait l'assemblée de nommer cette personne, avant le départ de l'expédition.

Brion représenta alors la nécessité de cette nomination, et dit que le général Bolivar était l'homme qui convenait à ce haut poste; que si la majorité se déclarait en sa faveur, ce dont il n'avait pas le moindre doute, il emploierait toutes ses ressources et tout son crédit à augmenter le nombre des vaisseaux de guerre et les bâtimens de transport, qu'enfin il était prêt à tout pour seconder le général

Bolivar, mais lui seul. Brion s'adressant ensuite à Marinno, lui dit : « Consentez-vous, » général Marinno, à ce que le général Bolivar soit capitaine-général de Venezuela et » de la Nouvelle-Grenade, et notre seul commandant? répondez, oui ou non. » Il fit ainsi le tour de l'assemblée, désignant chacun par son nom, et lui adressant la même question. Après que Brion eut obtenu ainsi le consentement de chaque membre de l'assemblée individuellement, Bolivar fut nommé notre commandant en chef.

Cependant Bolivar conservait un secret ressentiment contre Aury, qui, dans l'assemblée dont nous venons de parler, s'était opposé à ce que l'autorité civile et militaire fût remise entre ses mains. Pendant le dernier siége de Carthagena, Aury avait fait les plus grands efforts pour approvisionner la place; il avait exposé sa personne et ses propres vaisseaux à de grands dangers, avait reçu à bord plusieurs centaines de familles, lors de l'évacuation de Carthagena; enfin, il avait rendu de grands services à la République, qui lui devait des sommes d'argent considérables.

Pendant qu'il était avec nous aux Cayes, il demanda, en paiement de cette dette, la propriété d'une goëlette, *la Constitution;* et, dans sa demande écrite qu'il adressa au père Marimon, en sa qualité de commissaire-général du congrès de la Nouvelle-Grenade, la seule autorité compétente qui fût venue avec nous aux Cayes, il disait que, si sa demande lui était accordée, non-seulement les trois vaisseaux de guerre qui lui appartenaient prendraient part à l'expédition projetée de Bolivar, mais encore qu'il engagerait quatre ou cinq autres propriétaires de corsaires à se joindre à lui. Aussitôt que Bolivar eut appris que Marimon qu'il savait d'ailleurs très disposé en faveur d'Aury, avait nommé une commission pour examiner la demande de celui-ci, il envoya chercher (c'était le lendemain de son élection comme général en chef) ce père Marimon et l'intendant Zea, qui avait été nommé un des arbitres, et les réprimanda très sévèrement devant moi ainsi que le commodore Brion, pour s'être mêlés de cette affaire, annula la juste sentence rendue en faveur d'Aury, et la déchira en pièces, quoiqu'elle fût déjà écrite,

signée et approuvée. Il pria ensuite le général Marion, gouverneur des Cayes, de mettre une garde de troupes haïtiennes à bord de la *Constitution*, pour chasser les matelots d'Aury de ce vaisseau, et pour se l'approprier. Il résulta de cet acte arbitraire que notre expédition perdit avec le commodore Aury plus de quatre cents bons matelots, environ cinquante officiers étrangers, et huit vaisseaux armés. Bermudes, secrètement ennemi de Bolivar, resta avec Aury; ainsi firent le colonel Ducayla, Collot, ex-commandant de l'artillerie de Bolivar, Garcia et plusieurs autres.

Les habitans des Cayes, chez lesquels la loi défend le duel, furent grandement scandalisés, en apprenant que plusieurs chefs patriotes avaient échangé des cartels. Bolivar lui-même fut appelé en duel par le lieutenant-colonel Mariano Montilla. Comme les détails de cette dernière affaire peuvent servir à faire connaître le caractère de mon principal personnage, je m'empresse de les donner à mes lecteurs.

Montilla, né à Caracas, arriva de la Jamaïque aux Cayes, en mars 1816, pour offrir ses

services au général Bolivar, dans l'expédition que celui-ci préparait. Quelques heures après son arrivée, il se présenta inopinément avec le commodore Brion devant le général Bolivar, qui, m'avait souvent parlé dudit Montilla, comme d'un homme très dangereux, très intrigant, capable enfin de tout bouleverser. Quand Bolivar parlait ainsi c'était d'un ton très irrité, et je voyais clairement qu'il était animé contre lui de quelque haine secrète. Voici les causes qui, me dit-on, excitèrent contre Montilla le ressentiment du dictateur.

Mariano Montilla fut un des premiers promoteurs de la révolution de Caracas, ainsi que je l'ai rapporté ailleurs. Il blâma hautement le refus que fit Bolivar de se joindre à son cousin Ribas, et s'attira ainsi son animadversion. Il vint à Caracas lorsque Bolivar était dictateur de Venezuela, mais il aima mieux servir dans l'armée de son rival Marinno, le dictateur de la partie orientale de la même république. Très mécontent de Bolivar qui refusait constamment d'établir un congrès, il se joignit à quelques hommes influens, et s'ef-

força de le renverser, et de faire une seconde révolution en faveur d'un congrès et d'un gouvernement républicain. Ce complot n'ayant pas réussi, Montilla s'échappa, et se rendit à Carthagena, où il offrit ses services à Castillo, quand celui-ci était assiégé dans cette place par le général Bolivar. Il ne tarda pas à devenir le conseiller et l'ami de Castillo. Cependant, il fut un des principaux artisans de la ruine de celui-ci, et contribua puissamment à faire élire Bermudes. Montilla évacua Carthagena, comme les autres patriotes, mais il se sépara d'eux, en s'arrêtant à un petit port de la Jamaïque, appelé Savana Lo Mar; il y resta deux jours. De là, il partit pour Kingstown, où il arriva quelques jours après que Bolivar eut quitté cette place pour se rendre à Boca Chica. Aussitôt qu'il fut informé qu'on préparait une nouvelle expédition contre le continent de l'Amérique du sud, et que son protecteur et son ami Louis Brion en aurait le commandement, il vint aux Cayes, et offrit, comme je l'ai déjà dit, ses services à Bolivar, qui, très surpris de sa visite inattendue, conserva, cependant, assez d'empire sur lui-même

pour le recevoir avec cette politesse qui le caractérise. Bolivar avait quelques officiers avec lui, de sorte que Montilla ne put parler que sur des sujets indifférens; il resta un quart d'heure, et, en prenant congé de Bolivar, il lui dit, en baissant la voix, qu'il désirait beaucoup avoir une conversation particulière avec lui, et le pria de vouloir bien lui accorder une heure où il pourrait le trouver seul. Bolivar, étonné, répondit néanmoins qu'il le recevrait, à sept heures du soir. Ceci se passa à onze heures du matin.

J'avais été tout ce jour-là hors de la ville, et quand je revins à six heures, dans l'après-midi, comme à mon ordinaire, pour rendre visite au général, je le trouvai à dîner; il m'invita à me mettre à table, mais je refusai et pris simplement un verre de vin avec M. Downie et le général Bolivar. Je trouvai ce dernier inquiet et pensif, et lui demandai s'il ne se portait pas bien : « Ho! pardonnez-» moi, mon cher ami, je suis très bien, très » bien! » me répondit-il d'un air distrait. Quelque temps après, il me demanda quelle heure il était : je lui répondis en regardant à

ma montre (le général ayant laissé la sienne dans sa chambre à coucher) qu'il était sept heures moins dix minutes. Il se leva, prit son chapeau, et m'ordonna de le suivre. Il descendit l'escalier, qui de la salle à manger conduisait à la cour, avec tant de précipitation, que je ne pouvais le suivre dans l'obscurité. Aussitôt que je fus descendu, je lui dis en riant qu'il était sans doute très impatient d'arriver à quelque rendez-vous. Il me prit par la main et me dit seulement : *ne parlez pas*. Ensuite il pressa le pas, passa la porte de la cour, se dirigea rapidement avec moi vers la grande place, et, pendant ce trajet, se détourna trois ou quatre fois, comme un homme qui craindrait d'être attaqué. Deux de ses aides-de-camp, Paez et Chamberlain, nous suivaient d'assez loin. J'avoue que cette marche précipitée, cette exhortation au silence ne me surprirent pas médiocrement. Quand nous fûmes vers le milieu de la place, il parut enfin respirer plus librement; il s'arrêta, et demanda à ses aides-de-camp qui venaient de nous rejoindre, s'il n'avaient pas vu passer Montilla. Ils répondirent négativement. « Comment ! » m'é-

criai-je, surpris, « Montilla! » — « Oh! ne parlez pas si haut, » répondit Bolivar; « je dois vous » dire que Montilla est arrivé de la Jamaïque. » Il est venu me rendre visite ce matin, et m'a » prié de désigner l'heure où je pourrais le » recevoir en particulier. J'étais un peu em- » barrassé; cependant je lui ai fixé sept heures » du soir, comme l'heure de ma commodité. » Mais je ne dois pas, je ne veux pas revoir cet » homme; c'est un homme très dangereux, » très intrigant, capable de faire le plus grand » mal. Pour ne pas le rencontrer, j'ai hâté le » pas; vous savez qu'il demeure avec Brion [1]; » mais rendons-nous à la maison de notre » dame. » Il désignait par-là la maison de la femme du lieutenant-colonel Juan Valdez. Bolivar avait nommé cet officier, pendant sa dictature, gouverneur de Laguaira, pour marquer, dit-on, la reconnaissance qu'il res-

[1] La maison du commodore Brion était située sur la place publique, près du nouveau café, de sorte que Montilla était obligé de faire une partie du même chemin par lequel nous étions venus, et Bolivar avait peur qu'il ne nous vît et ne nous suivît. Voilà pourquoi il descendit si vîte l'escalier de sa maison et pressa tellement son pas.

sentait de certaines relations qu'il avait eues avec cette dame.

Nous trouvâmes dans cette maison la société ordinaire, c'est-à-dire l'intendant Zea, quelques aides-de-camp de Bolivar et la famille Valdez. Valdez recevait rarement du monde, peut-être parce que Bolivar n'aimait pas qu'il y eût jamais chez lui de réunion nombreuse. Il me présenta en qualité d'ami, et, dès lors, je vins deux ou trois fois par semaine passer la soirée dans cette maison, tandis que Bolivar y venait régulièrement tous les jours. Aussitôt qu'il fut entré, il tira à l'écart le capitaine Chamberlain, son aide-de-camp, et lui dit quelques paroles; après quoi, celui-ci prit son chapeau et sortit. Bolivar s'assit ensuite dans un hamac, ayant l'air très distrait et regardant sans cesse vers la porte. Zea me prit à part, et me demanda ce qu'avait Bolivar; il lui semblait que le général paraissait singulièrement agité. Chamberlain entra dans ce moment avec un capitaine ayant de grosses moustaches, et qui se nommait Jose-Maria Hernandez. Celui-ci nous salua, traversa la pièce où nous étions pour

se rendre dans une pièce voisine. Bolivar sauta de son hamac et les joignit. Comme Zea et quelques dames de la famille Valdez et moi nous étions placés tout près de la porte de cette pièce qui était ouverte, je vis Bolivar parlant à Hernandez à voix basse, et gesticulant beaucoup; ce qu'il faisait toujours quand il s'entretenait de quelque sujet qui l'intéressait. Il me sembla qu'Hernandez répliquait au général; mais à la fin, il quitta Bolivar et s'en alla avec Chamberlain, sans souhaiter le bonsoir à aucun de nous. Chamberlain, après une demi-heure d'absence, revint seul nous rejoindre à la maison de Valdez; il dit très bas quelques paroles à Bolivar qui parurent lui faire le plus grand plaisir. Le général Bolivar, l'intendant Zea, les deux aides-de-camp et moi, nous quittâmes ensemble la maison de Valdez. Le général nous prit Zea et moi chacun par le bras et nous dit en plaisantant qu'il était maintenant bien escorté, en cas que Montilla voulût entreprendre quelque chose contre lui. Nous le laissâmes à la porte de la maison de M. Joseph Downie, et nous nous retirâmes.

Le lendemain matin à sept heures, un autre aide-de-camp de Bolivar, le capitaine Demarquet, entra chez moi précipitamment, et me pria de me rendre sur-le-champ auprès du général, qui avait quelque communication importante à me faire. Je courus chez Bolivar, que je trouvai dans son lit et commençant à s'habiller. Aussitôt qu'il me vit entrer, il sortit de son lit et me dit en souriant, quoiqu'il parût très agité : « Mon cher ami, j'ai » besoin de votre avis ; ayez la bonté de lire » cette lettre et de m'en expliquer le contenu, » car je n'entends pas assez bien le français » pour savoir ce qu'elle signifie. » Cette lettre était adressée au général Bolivar par M. Charles Laveaux, que j'avais eu occasion de voir souvent à Carthagena où il était accrédité en qualité de représentant de la nation française. Elle était conçue en ces termes :

« Monsieur le général,

» Le lieutenant-colonel Mariano Montilla, » mon ami, m'a choisi pour vous envoyer ci-

» inclus un libelle imprimé dirigé contre lui, » et signé Jose-Maria Hernandez. Ce libelle a » été affiché au coin de la place publique, et » m'a été apporté ce matin de bonne heure. » Il me charge de vous dire que lui, le colonel » Montilla, croit que cet écrit diffamatoire » vient de vous et non pas d'un homme dont » il ne soupçonnait même pas l'existence. Mon » ami trouve, dans ses relations passées avec » vous, des motifs plus que suffisans pour » soupçonner que vous seul êtes l'auteur de » ce placard, et il m'autorise à vous demander » en son nom la satisfaction que se donnent » d'ordinaire les militaires en pareille occa- » sion. Fixez donc le jour, l'heure et le lieu » où il vous plaira de le rencontrer. Toutefois, » le séjour du colonel Montilla ici devant être » de courte durée, j'espère que cette ren- » contre aura lieu dans le courant de ce jour, » ou demain au plus tard.

» J'ai l'honneur d'être, etc.

» CHARLES LAVEAUX. »

Aux Cayes, le 8 mars 1816.

Le papier renfermé dans cette lettre était imprimé en espagnol. En voici la teneur :

AUX OFFICIERS VENEZUELIENS QUI RÉSIDENT AUJOURD'HUI DANS LA VILLE DES CAYES.

« Citoyens et compatriotes, vous êtes pré-
» venus que le commandant Mariano Montilla
» est arrivé dans cette ville, et a sollicité la
» faveur d'être admis parmi nous. Tous ceux
» qui connaissent le caractère de cet homme
» dangereux, s'opposeront sans doute à son
» admission dans l'armée.

» *Signé*, T. M. HERNANDEZ,

Capitaine des gardes-du-corps de Son Excellence le capitaine-général des armées de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade et commandant de l'armée expéditionnaire.

Tandis que je lisais ces papiers, Bolivar se promenait de long en large dans sa chambre, comme un homme profondément préoccupé. Il s'arrêta enfin devant moi, et me demanda ce que je pensais de la lettre de M. Laveaux. « Je pense que c'est un cartel en bonne forme » que vous envoie Montilla, » lui dis-je. —

« Quoi donc! » répondit-il fort agité, « serait-ce » là votre opinion, mon cher ami? » — « Tout-» à-fait. Mais comment avez-vous pu vous » attirer un cartel si singulier? et pourquoi » Montilla vous attribue-t-il un écrit aussi » infâme? C'est à Hernandez et non à vous » qu'il aurait dû écrire. Mais, au reste, géné-» ral, soyez tranquille, je verrai Laveaux, et je » ne souffrirai jamais qu'à propos d'une aussi » ridicule accusation, vous soyez inquiété par » vos inférieurs. » Il m'embrassa, grandement charmé de la chaleur avec laquelle je m'exprimais, et m'appela son meilleur ami.

Je me rendis d'abord chez Laveaux, que je ne trouvai pas chez lui; de là, j'allai chez Montilla, où je trouvai ces deux messieurs, qui me parurent engagés dans une conversation fort animée avec le lieutenant-colonel de cavalerie, Rafael Zugo.

M. Laveaux reconnut qu'il était l'auteur de la lettre envoyée au général Bolivar, mais il ajouta qu'il ne l'avait envoyée que sur la pressante invitation du colonel Montilla. Je me tournai alors du côté de celui-ci, et lui demandai la raison d'un tel procédé envers un

homme qui était notre commandant en chef. « Oh! » dit-il, « vous ne connaissez pas cet » homme-là comme moi, depuis plusieurs an- » nées; je vous dis positivement qu'il est, lui » seul, l'auteur du libelle dont je me plains. » Telles furent les paroles de Montilla. Après une longue conversation, je dis à MM. Laveaux et Montilla que je ne voulais pas regarder la lettre de M. Laveaux comme un cartel, mais que s'ils persistaient à vouloir se battre avec lui, j'exposerais ma vie contre eux, plutôt que de souffrir que la vie d'un homme, qui importait au salut de la Colombie, fût menacée le moins du monde. J'étais tellement convaincu de l'innocence de Bolivar, que j'offris à Montilla de lui faire donner une déclaration écrite du général, conçue en termes honorables, et qu'il pourrait montrer à qui bon lui semblerait. Montilla désirait qu'il y fût formellement avoué que Bolivar n'avait pris aucune part à la rédaction dudit libelle. Je rejetai positivement cette proposition, comme portant atteinte au caractère du général, mais je m'engageai à lui obtenir cette satisfaction d'Hernandez. M. Laveaux intervint alors, et dit

à Montilla que mes propositions étaient honorables et satisfaisantes; il ajouta qu'il suffirait d'amener Hernandez chez lui, Laveaux, où il reconnaîtrait avoir eu tort de faire afficher ce libelle contre Montilla. Celui-ci consentit à cet arrangement, et j'engageai ma parole que tout aurait lieu ainsi qu'il avait été convenu. Je promis en outre d'amener, à quatre heures de l'après-midi, le capitaine Hernandez chez M. Laveaux.

De retour chez Bolivar, je le trouvai seul dans sa chambre à coucher, où il se promenait de long en large. Il était très pâle et paraissait très abattu. Je lui rapportai minutieusement toute la conversation que j'avais eue avec ces messieurs; ce qui parut en somme lui faire grand plaisir. Cependant, lorsque je lui rapportai qu'Hernandez devait aller s'excuser, il sauta de dessus sa chaise, et me dit brusquement : « Comment donc! auriez-vous consenti à cela. » — « Sans doute » lui répondis-je, « il faut absolument sauver votre honneur, qui est fortement compromis par l'accusation formelle de Montilla, qui paraît fermement croire que vous, et non pas Her-

» nandez, êtes l'auteur de ce libelle; il est
» donc nécessaire qu'il n'y ait pas même con-
» tre vous l'ombre du soupçon. » — « Vous
» avez raison, mon cher ami, c'est vrai, il ne
» faut pas qu'on me soupçonne. »

Bolivar me dit ensuite qu'il n'écrivait pas bien en français, que, d'ailleurs, cette affaire lui tracassait trop l'esprit, pour qu'il fût capable d'application; il me pria donc de répondre à M. Laveaux; ce que je fis en des termes fort honorables pour le colonel Montilla, mais je ne parlai ni du défi ni du libelle du capitaine Hernandez. Lorsque j'eus fini mon brouillon, Bolivar se mit à le lire. Il en parut fort content, le copia aussitôt, et après avoir signé et cacheté sa lettre, me pria de la remettre moi-même.

Quand je fus de retour auprès du général, je lui dis que Montilla et Laveaux étaient tous les deux satisfaits. « Fort bien, » me dit-il, « il
» ne nous sera peut-être pas aussi facile d'ob-
» tenir d'Hernandez qu'il se rende chez M. La-
» veaux. Mais, » ajouta-t-il « cette démarche
» est nécessaire, absolument nécessaire, et
» elle se fera. » Il prononça ces dernières pa-

roles avec emportement, et se promenant de long en large dans la chambre. « Bien! colonel, » ajouta-t-il, « ainsi, mon cher ami, ne » manquez pas de vous trouver ici à quatre » heures; je dois aller préparer Hernandez, il » sera ici à cette heure, et partira avec vous. »

A quatre heures je me rendis chez le général, mais à peine étais-je entré dans la maison, que le colonel Paez vint au-devant de moi pour me prier de ne pas aller plus loin, et d'attendre quelques minutes, parce que le général s'entretenait avec le capitaine Hernandez.

Cette conversation particulière me parut étrange, car il me semblait tout naturel que j'y prisse part. Cependant j'avais alors une trop haute idée du caractère du général Bolivar, pour le croire capable d'une fausseté. Au bout de quelques instans, le général me fit demander. Lorsque je m'approchai de lui, je lui trouvai la figure fort rouge et fort animée. Il me dit à voix basse, en s'avançant vers moi : « *Ne faites aucun reproche à Her-* » *nandez, je l'ai déjà fait!* » Hernandez était en grand uniforme, mais sans épée; il tenait son chapeau à la main : son visage portait

évidemment l'empreinte du mécontentement et du dépit. Le général me dit ensuite à haute voix qu'Hernandez était prêt à me suivre. Hernandez, à ces paroles, s'élança de l'appartement, se couvrit la figure de son chapeau, et s'écria : « *Vamos, vamos,* (allons, allons.) » Je le suivis un peu, surpris de cette conduite, et quand nous fûmes dans la rue, comme il marchait très vite : « Capitaine, » lui dis-je, « n'allez pas si vite, je ne saurais vous suivre, il fait trop chaud. » — « Je vous demande pardon, » répondit-il en ralentissant son pas, « mais vous m'excuseriez si vous saviez tout ce qui est arrivé. » Il prit alors ma main, et quelques larmes coulèrent de ses yeux. « Mais, capitaine Hernandez, qu'avez-vous? êtes-vous malade? que peut-il vous être arrivé? » Jusqu'alors je l'avais traité avec une grande sévérité, parce que j'étais convaincu qu'il était l'auteur du libelle; mais alors il me vint quelques doutes à l'esprit, et, dans cette incertitude, je lui parlai d'un ton plus doux, et le priai de m'accorder sa confiance, lui assurant qu'il n'avait rien à craindre de moi, en agissant ainsi. « Oh! non,

» oh! non, » s'écria-t-il, « je ne puis rien vous » dire! je sais que vous êtes le père de vos » aides-de-camp » (c'est ainsi que ces messieurs parlaient de moi à leurs compagnons d'armes); « vous êtes bon; mais non, je ne » puis, je n'ose rien dire, » et tout en parlant ainsi, nous arrivâmes chez M. Laveaux. Je lui dis en français de se contenter des excuses d'Hernandez, quelles qu'elles fussent, et bien m'en prit peut-être de cette précaution, car elles furent proférées d'une voix entrecoupée, et d'une manière tout-à-fait inintelligible. M. Laveaux ne s'en tint pas moins satisfait, et Hernandez se retira. J'instruisis alors M. Laveaux de la conduite étrange d'Hernandez. « Oh! » me dit-il, « Montilla a raison, » vous ne savez rien de cette affaire, mais » comme vous pouvez courir une brillante » carrière avec votre nouvel ami, je ne dirai » rien de plus. Vous avez agi avec autant de » franchise que de loyauté, et si Bolivar n'est » pas un ingrat, il ne doit pas laisser vos ser» vices sans récompense. »

Le lieutenant-colonel Montilla s'embarqua deux jours après, avec M. Papageau, négo-

ciant français, alors établi à Kingston, dans l'île de la Jamaïque, sous la raison Hardy, Moore et Cie. Il est de la connaissance de M. Laveaux, qui demeure maintenant à la Martinique. Ils confirmeraient sans doute de leur témoignage cette narration, dont Bolivar et Montilla nieront l'exactitude, étant aujourd'hui les meilleurs amis du monde.

Voici maintenant de quelle manière j'appris que les soupçons de Montilla relativement à Bolivar dans l'affaire que je viens de rapporter, étaient on ne peut plus fondés. Après le combat d'Ocumare, d'où Bolivar s'enfuit, et se réfugia une seconde fois à Jacquemel et à Port au-Prince, le capitaine Chamberlain, un de ses aides-de-camp, vint aux Cayes, où je résidais alors, pour me rendre visite. Après le dîner, pendant lequel nous avions bu assez largement, la conversation roula sur divers événemens passés dans lesquels nous avions tous les deux joué un rôle. Je lui demandai alors s'il pouvait m'assurer que Bolivar ne se fût pas rendu coupable de fausseté à l'égard de Montilla. Il me rapporta les faits suivans : Après que Montilla eut fait sa première visite

à Bolivar, le matin à onze heures, celui-ci fit venir Chamberlain, et lui dit qu'il désirait se débarrasser de Montilla, qui était un dangereux intrigant; et l'idée vint au général de trouver un officier de son armée qui voulût bien signer un écrit injurieux à l'honneur de Montilla, et qui le fît imprimer sur-le-champ. Chamberlain proposa Hernandez comme l'homme le plus capable de s'acquitter de cette commission. Alors le général envoya chercher cet officier et montra un vif mécontentement en apprenant que celui-ci était absent, et qu'il ne reviendrait pas de la soirée. Ensuite Bolivar et Chamberlain s'entretinrent secrètement dans la maison du colonel Valdez, puis ils se rendirent chez M. Baillot, l'imprimeur que Bolivar avait engagé à notre service, pour signer le libelle qui était préparé d'avance. Ce libelle fut imprimé, pendant la nuit, et apposé aux différens coins des rues de la ville. Quand Montilla, un de ces libelles imprimés à la main, se plaignit au général Marinno, le gouverneur haïtien, de leur contenu, ce général ordonna d'arrêter sur-le-champ le seul imprimeur de la ville,

M. Baillot, lequel déclara qu'il avait reçu la copie de ce libelle d'un aide-de-camp du général Bolivar, avec ordre de l'imprimer secrètement, et de ne dire à personne de quelles mains il lui était venu. Cet aide-de-camp était Chamberlain, dans lequel Bolivar avait la plus grande confiance [1]. Ainsi j'acquis la preuve incontestable que le colonel Montilla et M. Laveaux avaient deviné parfaitement juste la conduite du libérateur.

Je suis entré dans le détail minutieux de ces diverses circonstances, afin de montrer le caractère de Bolivar sous son véritable point de vue. Huit jours après cette honteuse jonglerie, le capitaine Hernandez fut promu au rang de major, et deux mois plus tard, je reçus l'ordre dans l'île de Margarita, de lui délivrer un brevet de lieutenant-colonel. Ce fut ainsi qu'on acheta le silence de cet officier [2].

[1] Chamberlain est né à la Jamaïque; il avait servi dans les troupes anglaises avant d'être aide-de-camp de Bolivar.

[2] On doit remarquer que si l'éditeur s'abstient de réflexions sur certains faits défavorables à Bolivar, c'est surtout lorsque l'auteur parle comme témoin oculaire.

(*Note de l'Éditeur.*)

CHAPITRE XV.

L'armée expéditionnaire, sous les ordres du général Bolivar, quitte les Cayes pour se rendre à l'île de la Margarita. — Combat naval, le 2 mai, et conduite qu'y tient le général Bolivar. — Événemens dans l'île de la Margarita. — Arrivée de l'expédition à Campana. — Anecdotes caractéristiques. — L'auteur se retire du service. — Ce qui se passa entre lui et le général Bolivar aux Cayes et à Port-au-Prince.

Le gouvernement haïtien fit de grandes avances au général Bolivar, en munitions, en approvisionnemens, et en argent. Le président Pétion et son ami le général Boyer, étaient très favorables à cette expédition, tandis que le secrétaire Inginac desservait secrètement tous les blancs qui n'étaient pas assez riches

pour acheter son appui. Cet homme méprisable, bien qu'il appartînt à la race blanche, avait fait plus de mal aux blancs que tous les noirs et les hommes de couleur d'Haïti. Il est trop généralement connu pour que je m'étende d'avantage sur son compte.

Louis Brion qui, par son crédit et sa fortune, avait été plus capable qu'aucun de nous de contribuer puissamment à l'équipement de la flotte, fut nommé commandant de l'escadre, et nous partîmes des Cayes le 10 avril, 1816.

Mais à peine étions-nous arrivés à l'île de San Beata, que toute l'escadre fut retenue par une femme. Cette femme n'était autre que mademoiselle Pepa M..... la maîtresse favorite du général Bolivar. Par ses vertus secrètes cette dame retint à l'ancre, pendant plus de quarante-huit heures, toute l'escadre composée d'environ mille hommes.

Aussitôt que la nouvelle de l'arrivée de mademoiselle Pepa aux Cayes fut transmise à Bolivar, ce général prit à part le commodore Brion auquel il représenta combien il lui importait d'envoyer quelques officiers à terre pour entretenir cette intéressante personne.

Brion, qui avait eu le temps de bien connaître mademoiselle Pepa à Caracas, ne se montrait nullement disposé à favoriser les intentions du général, mais les instances de celui-ci triomphèrent enfin de toute résistance. Anzoatiqui, Soublette et le complaisant Paez[1] firent alors une grande toilette, et s'embarquèrent sur la goëlette *La Constitution* pour aller aux Cayes à la recherche de mademoiselle Pepa. La complaisance de ces messieurs ne demeura pas sans récompense. Anzoatiqui fut nommé lieutenant-colonel, commandant des gardes-du-corps du général Bolivar, et Soublette fut élevé au grade d'adjudant-général attaché à l'état-major. Cependant, quand les officiers étrangers, dont je faisais partie, apprirent cette étrange nouvelle, ils furent grandement mortifiés, et déclarèrent hautement qu'ils abandonneraient un chef qui compromettait le succès d'une expédition pour un semblable motif. Mais à peine Brion fut-il informé de cette détermination, qui était aussi

[1] Il ne faut pas confondre ce Paez qui était aide-de-camp du général Paez, avec le général Paez qui commandait les Llaneros. Il ne sont point parens.

la mienne, qu'il me pressa de rester, en termes très forts, me représentant que si je me retirais de l'expédition, tous les autres étrangers suivraient infailliblement mon exemple, et que cette désertion le jetterait dans le plus grand embarras : ses instances devinrent si pressantes, que je ne pus y résister. Je persuadai ensuite aux autres officiers de suivre mon exemple. Le général Palacios, cousin de Bolivar, et quelques autres Caraguins, montrèrent une opiniâtreté invincible, bien que le général en chef lui-même les priât avec les dernières instances de ne point le quitter, et ils furent débarqués, non loin du port haïtien de Jacquemel. Cette circonstance nuisit beaucoup à Bolivar dans notre opinion.

La composition des chefs de cette *armée expéditionnaire*, qui prit ensuite le titre d'*armée libératrice*, fut ainsi qu'il suit : trente-six généraux, neuf colonels, quarante-sept lieutenans-colonels, un chef d'état-major, trois adjudans-généraux, et dix-huit officiers de l'état-major; un commandant d'artillerie, un intendant-général, un secrétaire-général de l'intendance, et plusieurs pour l'administra-

tion de l'armée; un commandant-général de la cavalerie, sans compter que chaque général avait ses aides-de-camp, un secrétaire, des domestiques, et beaucoup d'entre eux leurs maîtresses ou leurs femmes; que chaque adjudant-général et chaque colonel avait son adjudant, que le nombre des majors, capitaines et lieutenans se montait à environ cinq cents. Chaque dame avait sa mère, ses sœurs, ou quelqu'autre amie; elle avait encore des domestiques des deux sexes, et beaucoup de bagage. Tout cela ne laissait pas de gêner beaucoup la manœuvre. Il y avait, en outre, nombre de familles émigrées de Venezuela, qui s'étaient embarquées aux Cayes, en dépit des représentations du commodore Brion, qui ne voulait pas qu'on admît des femmes à bord.

Quand nous passâmes auprès de Saint Domingue, qui appartenait alors aux Espagnols, nous nous aperçûmes, en regardant du pont, que les habitans avaient pris l'alarme, et en voyant le mouvement extraordinaire qu'ils se donnaient, nous ne pûmes nous empêcher de rire de bon cœur de leurs craintes.

Le 2 mai, au matin, l'escadre n'étant pas éloignée des trois rochers élevés, connus sous le nom des Trois Moines (Los Tres Frailes) à peu de distance de l'île de la Margarita, deux vaisseaux de guerre espagnols, un gros brick et une goëlette nous furent signalés. Comme notre escadre n'avait pas de pavillon, Brion ordonna de hisser le pavillon espagnol sur chacun de nos vaisseaux; de sorte que l'ennemi, nous prenant pour l'escadre qu'il attendait, serra les voiles; mais, aussitôt qu'il s'aperçut de sa méprise, le capitaine de la goëlette, pressa sa course, laissant, derrière, son commandant, dont le brick ne marchait pas si bien. Tous les deux essayèrent de s'échapper, mais trop tard. Brion changea alors son pavillon et fit feu sur ces deux vaisseaux. La goëlette espagnole *Rita*, commandée par le capitaine don Mateo Ocampo qui fut blessé mortellement dans le combat, tomba entre nos mains après une vive résistance. Le brick royal l'*Intrepido* n'eut pas un meilleur sort. Le brigadier don Raphael Iglesias, qui le commandait, fut tué par nos gens, pendant l'abordage. De notre côté, le commodore

Brion, qui combattit vaillamment dans cette rencontre, reçut une blessure qui, par bonheur, n'eut pas de suite fâcheuse. Après cet engagement, il fut promu au rang d'amiral de la République de Venezuela. Mais voyons un peu comment se conduisit le général Bolivar, dans cette affaire qui ne dura pas moins de quatre heures.

Aussitôt que Bolivar eut appris que Brion avait donné les ordres nécessaires pour l'attaque, il me prit à part et me dit : « Mais, » mon cher ami, pensez-vous que les Espa- » gnols nous opposent une résistance opi- » niâtre ? » — « Sans aucun doute, » répondis-je en riant. — « Pensez-vous aussi, » reprit le général, « que notre goëlette soit assez forte » pour tenir tête à ces deux gros vaisseaux ? » Et en disant ces mots, le général les regardait avec sa lunette. « Nous sommes trop éloi- » gnés, » reprit-il, « du reste de l'escadre, pour » compter sur son secours. » — « Il est vrai, » répliquai-je, « mais nous les emporterons à » l'abordage, selon notre usage avec les vais- » seaux espagnols. » — « Comment, à l'abor- » dage ! mais y pensez-vous, mon cher ami ?

» c'est une folie. Quoi qu'il en soit, avisons à » ce que je puis faire de mieux. Quand je » pense que si j'étais blessé ou tué, notre ex» pédition serait entièrement détruite; et que » Brion, le pauvre Brion, aurait inutilement » sacrifié toute sa fortune; c'est à faire perdre » la tête. » Surpris, je le regardais en face, m'imaginant d'abord qu'il voulait plaisanter, mais, quand je vis qu'il me faisait sérieusement ces étranges questions, je le compris, et, appelant Brion, je dis à celui-ci : « Le géné» ral Bolivar m'a fait une observation très » juste à votre sujet; il m'a dit que, s'il était » blessé dans l'action, vous perdriez toutes » vos avances, et qu'alors l'expédition serait » manquée. »— « Eh bien! général, » dit Brion, en se tournant vers Bolivar, « vous serez placé » en lieu de sûreté avec l'intendant Zea au» quel j'ai assigné une place dans notre » chambre, à l'entrée du magasin à poudre, » où vous serez merveilleusement posté pour » nous présenter les cartouches dont nous » aurons besoin. » Comme Brion prononça ces paroles d'un ton de colère, Bolivar lui dit : « Mais, mon cher Brion, ne croyez-vous pas

» que l'observation de Ducoudray soit juste? » ne le croyez-vous pas? » — « Oh! oui, oui! » dit Brion en pirouettant. Comme je donnais à nos officiers les ordres nécessaires, Bolivar vint à moi précipitamment et me dit en me prenant le bras : « J'ai trouvé maintenant une » excellente place, bien meilleure que celle » que Brion m'avait destinée dans la compa- » gnie du *vieux* Zea [1], » et il me montrait la chaloupe qui, dans les bâtimens de guerre, est ordinairement attachée aux fenêtres de la chambre du capitaine. Il sauta dedans, appela Garcia, son intendant, lui demanda son épée, et lui ordonna de mettre deux balles dans chacun de ses pistolets; ce que Garcia fit en ma présence en me regardant et en riant. Ce poste que Bolivar avait choisi lui-même était très certainement le plus sûr; assis dans la chaloupe, sa tête et tout son corps étaient protégés par l'épaisseur de la poutre qui soutenait le gouvernail de Zea. Cette conduite prudente contrasta singulièrement avec

[1] Zea, cependant, était beaucoup moins âgé qu'il ne le paraissait. C'est le même Zea qui est mort ministre de la Colombie, en Angleterre.

celle de MM. Ballot père et fils, qui voulurent, malgré toutes les représentations imaginables, prendre part au combat. Le premier n'avait pas moins de soixante-quatre ans et le second n'avait que seize ans. Tous les deux se battirent avec beaucoup de courage et de sang-froid.

Nous souffrîmes beaucoup, pendant l'action, du feu de mousqueterie que cent hommes à peu près du régiment espagnol La Corona firent pleuvoir des agrès sur notre vaisseau; ce qui tua ou blessa cinquante hommes environ, tant officiers que soldats. Nous nous tînmes plus d'une heure à demi-portée de pistolet du brick, sans pouvoir fixer les grappins pour en venir à l'abordage. Quand l'équipage espagnol vit environ une douzaine de nos hommes sur le pont, le combat se renouvela avec plus de fureur; mais notre nombre augmentant, et le brave commandant ennemi étant tombé lui-même mortellement blessé, les Espagnols perdirent toute espérance. Trente d'entre eux environ se dépouillèrent de leurs habits et se jetèrent à la mer, dans le dessein de gagner à la nage les trois rochers qui n'é-

taient qu'à une demi-portée de canon de notre escadre.

Dans ce moment, le général Bolivar qui, pendant le combat, s'était tenu assis dans la chaloupe, aperçut ces malheureux qui nageaient très près de lui. Il prit alors ses pistolets, en tua un du premier coup, et manqua l'autre. Après ce bel exploit, sautant de la chaloupe dans le vaisseau, il vint à moi, la figure radieuse, et me dit : « Mon cher ami, vous avez combattu vaillamment, mais je n'ai pas non plus perdu mon temps ; j'ai tué mon homme, mon cher ami, mais je n'ai pu mieux faire. » Moi qui avais passé plusieurs fois d'une extrémité du vaisseau à l'autre, voyant toujours mon commandant appuyant sa tête contre la poutre qui le garantissait, je fus surpris de l'entendre parler ainsi, et lui demandai comment il avait pu tuer un homme du poste qu'il avait choisi. « Ah! », dit-il en riant, « avec mon pistolet; c'était un des nageurs. »

Telle fut la conduite de Bolivar pendant l'action du 2 mai 1816; j'étais là, je l'ai vu, je lui ai parlé; je commandais même en sa place notre corps d'officiers et de volontaires, qui

tous ne sauraient manquer de rendre hommage à l'exactitude de mon récit.

Le 3 mai, l'escadre entra dans le port Juan Griego (île de la Margarita), avec ses deux prises. Bolivar craignant, non sans raison, que le général Arismendy ne reconnût pas son autorité, après ce qui s'était passé entre ce dernier et les deux dictateurs Bolivar et Marinno, en août 1814, pria le nouvel amiral Louis Brion, et le chef de l'état-major de la marine, un français nommé Villarette, de s'aboucher avec Arismendy. Villarette qui naguère avait été lié avec Arismendy, revint à bord, après deux heures d'absence, et dit à Bolivar que le gouverneur de la Margarita était extrêmement satisfait du succès de notre combat naval, qu'il s'attendait à voir bientôt la cause de la liberté rétablie dans la Colombie, et que, plein des plus flatteuses espérances pour l'avenir, il ne pouvait plus conserver pour le général Bolivar que des sentimens de respect et d'amitié.

Une heure après, Arismendy arriva à bord pour complimenter le général en chef sur son heureuse arrivée et sur la victoire qu'il venait

de remporter. Bolivar embrassa Arismendy avec un air de franchise et de cordialité qui semble très naturel chez lui, et me le présenta ainsi qu'à l'intendant Zea; puis le prenant par le bras, il l'invita à se rendre avec lui dans sa chambre. Ils y restèrent seuls, pendant plus d'une heure. A la suite de cette conférence, ils montèrent sur le pont, paraissant très contens l'un de l'autre. Arismendy nous engagea alors Bolivar, Zea, Marinno, Piar et moi, à nous rendre, dans l'après midi, sur le rivage, où nous trouverions des chevaux tout prêts pour nous mener à la Villa del Norte, quartier-général d'Arismendy, éloignée de trois lieues du port de mer de Juan Griego. Le gouverneur lui-même, ayant avec lui une suite nombreuse, nous reçut dans ce dernier port. Lorsque nous arrivâmes à son quartier-général sur la place publique, les troupes nous reçurent sous les armes, et la musique militaire joua plusieurs airs guerriers. Après un dîner splendide, le bal commença, et dura toute la nuit. Bolivar y prit une part si active, qu'il n'eut pas un moment à lui pour parler affaires. Pour moi,

quand je me rappelais la conduite de Bolivar, depuis notre embarquement aux Cayes, j'étais loin d'éprouver pour lui des sentimens de respect ou d'amitié. Cependant, quand vint le tour des affaires, il fut jugé nécessaire de rétablir son autorité dans sa terre natale, par une reconnaissance formelle de ce que l'assemblée générale des Cayes avait stipulé en sa faveur. Pour arriver plus facilement à cet objet, Bolivar ne manqua pas d'attacher fortement à sa cause Arismendy, par la promesse solennelle qu'il lui fit d'établir un congrès national dans l'état de Venezuela, aussitôt qu'il s'en serait rendu maître. Sur la foi de cette promesse, Arismendy s'empressa de convoquer une assemblée générale ou junte dans la cathédrale de la Villa del Norte, à laquelle tous les officiers de notre escadre furent invités par un ordre qui émanait de l'autorité des généraux Arismendy et Bolivar. Sur cette invitation, les principaux habitans de l'île s'assemblèrent dans cette église, et les prêtres, revêtus de leurs habits sacerdotaux, s'agenouillèrent aux pieds des autels, où ils récitèrent, à voix basse, des prières pour la prospérité

de la République; et, en mêlant ainsi les cérémonies religieuses aux actes politiques, les Indépendans ne faisaient que suivre les usages constamment pratiqués par les Espagnols.

Quand la messe fut finie, le général Arismendy prononça un long discours dans lequel il nous recommandait l'union, et nous faisait sentir la nécessité de n'avoir qu'un seul chef. Il s'approcha alors du général Bolivar et lui remit le bâton de commandement, lequel n'était autre chose qu'un petit roseau surmonté d'une tête d'or, et le proclama commandant en chef des républiques de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, qui devaient être rétablies. Bolivar répondit qu'il acceptait le bâton de commandement, et termina son discours en élevant un grand nombre de nationaux au grade d'officiers dans les troupes de terre, mais il n'y eut pas une seule promotion dans le corps des étrangers, quoique plusieurs d'entre eux se fussent distingués, particulièrement dans l'affaire du 2 mai.

Cependant Louis Brion, nouvellement promu lui-même au grade d'amiral, arracha, à force de sollicitations, quelques promotions

en faveur des étrangers qui appartenaient à la marine. Je fus d'autant plus mécontent de ne point obtenir d'avancement dans cette occasion, que je m'étais distingué dans le combat du 2 mai, où j'avais pris la place du général Bolivar, tandis qu'il s'était tenu dans sa chaloupe, à l'abri de tout danger. Beaucoup de mes amis, et, entre autres, Brion et Zea, furent surpris de ne pas me voir à la tête de ces promotions, eux qui avaient été témoins de ma conduite pendant l'action. Parmi ceux qui montèrent en grade, par suite de cette affaire, on comptait Chypia, Martinez et Anzoatigui. Toutefois, il est incontestable que l'un d'eux se retira du combat, dans la crainte des balles. Charles Soublette, qui se trouvait à un mille de nous, à bord de la *Constitution*, avec mademoiselle Pepa, n'en fut pas moins promu au grade d'adjudant-général de l'état major. Il est vrai que ces messieurs étaient quatre nationaux et les flatteurs les plus serviles du général Bolivar.

Ces promotions faites, on chanta un *Te Deum* solennel en l'honneur de la bataille du 2 mai, au bruit des salves d'artillerie de la place.

J'étais loin, je l'avoue, de prendre part aux réjouissances publiques, et, comme je couchais dans la même chambre que le général Bolivar, je trouvais fort aisément l'occasion de lui reprocher de n'avoir pas tenu à mon égard la promesse qu'il m'avait si solennellement faite aux Cayes, de me donner mon rang de général, aussitôt que nous serions arrivés dans une partie du pays qui fût libre et indépendante. Il s'élança de son hamac, en m'entendant me plaindre ainsi, et s'approchant de mon lit de camp, il me dit en me tenant la main, que ce n'était pas sa faute si je n'avais pas été réintégré dans mon grade, mais qu'Arismendy et les autres chefs nationaux auraient vu d'un œil jaloux des promotions parmi les étrangers; que son autorité n'était pas suffisamment établie pour s'exposer à les mécontenter. Il ajouta, cependant, qu'il me rendrait mon grade aussitôt que nous serions arrivés sur le continent.

Quand les Espagnols apprirent notre arrivée dans la Villa del Norte, ils évacuèrent dans la nuit, la capitale, la ville de l'Assomption; et le capitaine espagnol Miguel de la

Torre, dont la lâcheté était notoire, se retira précipitamment dans les forts de Pompatar.

Le 25 mai, Brion étant guéri de sa blessure, l'escadre partit de la Margarita, et arriva, le 31, devant le gros bourg de Carupano, dont le port était protégé par le fort de Santa Rosa, sur lequel flottait le drapeau espagnol. J'ai rapporté dans le chapitre 1er comment ce fort fut pris. Ce fort était abondamment pourvu de provisions de toute espèce; mais Bolivar n'ayant pris aucune précaution pour se les conserver, elles furent mises au pillage et disparurent, en vingt-quatre heures. Il résulta de ce désordre qu'il eût été si facile à Bolivar de prévenir, qu'au bout de quelques jours, nous manquâmes de vivres, et la malpropreté naturelle de ce peuple aggravant encore notre situation, engendra plusieurs maladies, dont beaucoup de nos soldats moururent.

Quand nous arrivâmes à Carupano, je lui rappelai la promesse d'avancement qu'il m'avait faite, mais j'eus beau énumérer les services que j'avais rendus à la République, à Carthagena, à Boca Chica, aux Cayes, à l'ac-

tion du 2 mai, et depuis, à l'île de la Margarita, Bolivar ne me donna point la satisfaction immédiate que je demandais; il se contenta de me promettre que, dans la première affaire que nous aurions, je serais en tête des promotions; je fus assez sot pour croire à ses promesses, et je restai.

Pendant notre séjour à Carupano, qui se prolongea beaucoup plus que je ne l'avais cru, je pressai instamment Bolivar d'établir une école pour l'instruction des officiers dans la théorie et dans la pratique; mais j'eus beaucoup de peine à obtenir cette demande. Je proposai pour instructeur le lieutenant-colonel Schmidt qui avait servi sous mes ordres à Barcelona, quand j'étais commandant du quartier-général du maréchal, duc de Tarente, gouverneur de la citadelle, etc. C'était un habile officier qui fut charmé de ma proposition. Le général Bolivar m'autorisa à mettre à l'ordre du jour que tous les officiers d'infanterie s'assembleraient dans un tel lieu, à heure et jour fixes, pour recevoir les instructions du colonel Schmidt; que ceux qui ne se conformeraient pas au présent or-

dre, sans excuse suffisante, s'exposeraient à être arrêtés et conduits, dans les vingt-quatre heures, au fort de Santa Rosa. Pendant plusieurs jours, cette classe militaire fut exactement suivie par les officiers dont un grand nombre s'était distingué par son zèle à s'instruire. Cependant, un jour, le colonel Schmidt vint se plaindre à moi que les officiers commençaient à s'acquitter très négligemment de leurs devoirs, et que même beaucoup d'entre eux ne venaient pas du tout. Je rapportai cette circonstance au général Bolivar qui m'autorisa à renouveler mon ordre du jour et à le rédiger en termes plus sévères; mais, peu à près, Schmidt ne se plaignit pas moins de la même négligence. Je dis alors au général Bolivar qu'il était bien temps de punir, si nous ne voulions pas perdre toute autorité et toute discipline. Mes observations lui parurent fondées, et il m'autorisa à agir conformément à l'ordre existant.

Le jour suivant, j'entrai dans la grande pièce où étaient instruits les officiers, et je fus surpris de les voir en si petit nombre. Je demandai le registre sur lequel leurs noms

étaient inscrits, et je vis que, sur cent officiers, il en manquait trente-six dont quinze ne pouvaient donner la moindre excuse. J'ordonnai alors à mes adjudans de les arrêter sur-le-champ et de les envoyer garder les arrêts dans le fort, pour vingt-quatre heures; j'expédiai, en même temps, un ordre pour le colonel Landœta qui commandait à Santa Rosa, pour qu'il leur donnât la permission de se promener dans le fort, tant qu'il leur plairait, mais de ne permettre à aucun d'eux d'en sortir avant que l'heure de la cessation des arrêts ne fût expirée. Dans cette lettre étaient inclus les noms des officiers. Quand je rendis compte de ma conduite en cette occasion au général Bolivar, il l'approuva hautement, bien que son neveu, par sa sœur, le capitaine Manuel Palacios, se trouvât au nombre des officiers arrêtés. Cependant, le même jour, à six heures de l'après-midi, le général Bolivar vint me rendre visite avec sept ou huit de ses officiers. Il me prit en particulier et me dit : « vous ne devineriez jamais, mon cher ami, » d'où je viens à l'instant même. Vous saurez » donc que j'ai reçu un billet lamentable de

» mon neveu, Palacios qui est renfermé dans le
» fort. Il me priait, dans ce billet, de venir
» le voir lui et ses compagnons; je n'ai pas
» cru devoir lui refuser sa demande. Ces pau-
» vres diables m'ont supplié, avec instance, de
» leur pardonner et de les mettre en liberté,
» promettant bien, qu'à l'avenir, ils ne man-
» queraient plus à leur devoir. Je leur ai
» dit que ce n'était pas moi qui les avais en-
» voyés au fort, que c'était vous qui l'aviez
» ainsi voulu, mais je leur ai promis d'em-
» ployer mon crédit auprès de vous pour ob-
» tenir que leurs arrêts fussent levés. » —
« Comment, général, » m'écriai-je, extrême-
ment surpris de l'entendre parler ainsi,
« avez-vous pu dire que ce n'est pas vous qui
» avez envoyé les officiers aux arrêts? N'avez-
» vous donc pas approuvé hautement mes
» ordres du jour pour l'armée publiés par
» moi en *votre nom?* N'auriez-vous pas dû
» leur dire que leur punition était la consé-
» quence naturelle de leur désobéissance à
» ces ordres? Mais je vois que je n'ai rien à
» faire ici, car mon autorité étant privée de
» votre appui devient nulle; je vous offre ma

» démission. » Mais Bolivar, loin d'accueillir ma demande, me pria si instamment de rester avec lui, me dit tant de choses obligeantes, que je l'embrassai et consentis à rester. Après cet entretien, j'envoyai au colonel Landœta un de mes aides-de-camp, avec ordre de relâcher les prisonniers. J'avoue que je ne fus pas très satisfait de cette complaisance de ma part; mais, dès lors, je pris la ferme résolution de ne punir personne, de ne me plaindre de personne, et d'agir, pendant quelque temps, d'une manière toute passive.

Pendant que nous étions à Carupano, je trouvai, un jour, Bolivar couché dans son hamac et paraissant fort triste et fort abattu; il était aussi très pâle et paraissait souffrir. Je lui demandai s'il était malade. « Point du tout, » mon cher ami, » me dit-il, « mais Marinno » me prie avec instance de le laisser aller à Guiria avec Piar et vingt officiers, pour recruter quelques hommes; il me demande, en » outre, deux mille fusils, des munitions et » quelques *flecheras*[1], pour l'accompagner le » long de la côte. Mais vous savez ce que nous

[1] Sorte de flûte.

» avons à craindre de ces deux généraux. Je » suis persuadé qu'ils essaieront de renouve- » ler les scènes de 1813 et 1814; je ne sais » vraiment quel parti prendre. » — « Si j'étais » à votre place, » lui répondis-je, « je rejette- » rais leurs demandes sous divers prétextes. » D'ailleurs, d'après ce qui s'est passé aux » Cayes [1], vous avez tout lieu de craindre que » Marinno, une fois éloigné de vous, n'essaie » de secouer le joug, et de se déclarer indé- » pendant. » Brion, qui entra comme je finissais ces paroles, ne se contenta pas d'appuyer tout ce que j'avais dit, mais s'exprima, au sujet de Marinno et de Piar, en termes très méprisans.

[1] San Yago Marinno chargea un capitaine créole, nommé Sobie, de lui trouver trois cents hommes de couleur pour être employés auprès de lui, en qualité de gardes-du-corps. Sobie, officier de mérite qui avait servi sous mes ordres à Boca Chica, vint m'annoncer, sur-le-champ, cette étrange commission. Quand je communiquai à Bolivar les ordres secrets que Marinno avait donnés à Sobie, il prit l'alarme et me pria de m'opposer à l'exécution de ce projet. Je dis alors à Sobie de demander à Marinno 300 doublons, prix ordinaire de l'engagement de trois cents hommes. Marinno n'avait pas d'argent, et cette affaire n'eut pas de suite.

Quelque temps après, nous fûmes très surpris d'apprendre que ces deux chefs avaient enfin persuadé à Bolivar de consentir à les laisser partir, à leur donner des armes, des munitions et de grandes barques. Ils emmenèrent avec eux l'adjudant-général Chypia, le meilleur officier de génie de l'armée, et, en outre, environ vingt officiers de toute arme. Quand je demandai à Bolivar comment il avait pu accorder cette permission, il me dit que Marinno l'avait prié avec instance de lui accorder cette grâce, lui promettant de lui envoyer un nombreux corps de soldats, et surtout un très fort bataillon d'hommes de couleur, qui, trois ans auparavant, s'étaient battus avec beaucoup de valeur dans les provinces orientales de Venezuela, et qui étaient connus dans ce pays, sous le nom de *Bataillon de Guiria*. Mais aussitôt que Marinno fut arrivé à Guiria, il se proclama général en chef, organisa *son* armée, *son* état-major, nomma le colonel Chypia son chef d'état-major, et n'envoya pas un seul homme au général Bolivar, qui lui mandait journellement, mais en vain, de venir

le rejoindre, ou, au moins, de lui envoyer ce bataillon de Guiria.

Quelque temps après notre arrivée à Carupano, je trouvai un jour Bolivar seul et de bonne humeur. Après nous être entretenus de quelques sujets de peu d'importance, je lui parlai d'un plan que j'avais formé de créer une légion étrangère. L'organisation de cette légion devait être adaptée au genre de guerre que nous faisions, à la nature du pays et aux ressources que nous pouvions en tirer. Je lui dis franchement que notre armée, ainsi appelée, n'était autre chose qu'une masse d'hommes, mal habillés, mal disciplinés, mal instruits, et qui ne touchaient pas un sol de paie. J'entrai avec ma chaleur et ma franchise ordinaires dans les détails des grands avantages que nous procurerait un corps de soldats aguerris. Je ne doutais pas qu'ils ne battissent facilement les Espagnols qui avaient coutume de recruter les deux tiers de leurs troupes parmi les nationaux. La légion étrangère, telle que j'en demandais la formation, devait être composée de quinze cents hommes, dont mille devaient former

deux bataillons, un de flanqueurs ou chasseurs, l'autre de grenadiers. Les cinq cents hommes restans devaient être divisés en deux escadrons de cavalerie légère et en deux compagnies d'artillerie légère de cent chevaux chacune. Ces quinze cents hommes pourraient, avec le temps, s'augmenter d'un tiers, de la moitié et plus, en renforçant chaque compagnie de nationaux, mais tous devaient être commandés par des officiers étrangers avec ou sans commission. « Je suis certain » ajoutai-je, « que si ces troupes étaient » bien commandées et bien traitées, elles s'é» leveraient, dans un an, à trois mille hom» mes. »

Le général Bolivar reçut cette ouverture avec des démonstrations de joie qui me parurent sincères. Aussitôt que j'eus fini de parler, il sauta de son hamac, me serra la main amicalement, et me dit que mon plan lui paraissait si bon qu'il me retiendrait toute la soirée avec lui pour en parler plus amplement. Il appela alors Garcia, son intendant, et lui ordonna de porter du vin de Bordeaux dans sa chambre, et de dire à ses aides-de-

camp de ne laisser entrer personne. Après un entretien de plusieurs heures, je quittai le général Bolivar, qui me recommanda de lui remettre par écrit mon plan, le plus tôt possible.

Le lendemain matin ce travail était terminé; et, comme j'entrais familièrement dans la chambre du général, sans être annoncé, je le trouvai couché comme à l'ordinaire, et occupé à lire. Aussitôt qu'il me vit, il mit précipitamment son livre sous son oreiller, et sauta de son hamac pour me donner la main. Surpris de trouver Bolivar occupé à lire, contre sa coutume, je m'approchai de son hamac, et tirant le livre de dessous l'oreiller, je lui demandai quel livre il lisait. Il parut un peu embarrassé à cette question, et me répondit que c'était la *Nouvelle Héloïse*. Après que nous eûmes échangé quelques remarques sur ce célèbre roman, je lui présentai mon plan relatif à la création de la légion étrangère. Il ne jeta pas même les yeux dessus; il se contenta de le plier et de le mettre sous son oreiller, en me disant : «bon, bon, » laissez-moi cela, je le parcourrai aujourd'hui

» ou demain... aussitôt que mes occupations » me le permettront. » Ces paroles ayant été prononcées d'un ton sec et froid, je me retirai sur-le-champ, sans ajouter un seul mot.

Cependant, j'eus occasion de voir le général dans la soirée du même jour; je le vis aussi dans la matinée et dans l'après-midi du jour suivant, mais il ne me dit pas un seul mot au sujet de mon plan. Pendant ce temps-là, Brion et tous les officiers étrangers vinrent s'informer chez moi s'il n'y avait pas du nouveau relativement à cette affaire. Je n'étais pas moins impatient qu'eux d'en voir la conclusion; je résolus donc de ne pas tarder davantage à me rendre chez le général pour connaître sa réponse définitive. Je le trouvai seul dans son hamac, à moitié endormi. Après quelques propos indifférens, je lui dis brusquement : « A propos, général, avez-vous examiné le » plan relatif à la création de la légion étran» gère?» Il sauta, à ces mots, de son hamac comme un furieux, et s'écria avec violence : « Légion étrangère! légion étrangère! com» ment, mon cher ami, pouvez-vous penser » à cela? En avez-vous calculé les conséquen-

» ces? Non, non, point de légion. Ces étran-
» gers m'imposeraient bientôt des lois.» Et, comme je lui représentais avec chaleur que j'étais moi-même un étranger; «Ah, mon cher » ami,» reprit-il, «vous n'êtes certainement » pas un étranger parmi nous; vous êtes un » de nos bons citoyens, et un homme d'hon- » neur; vous appartenez à la République par » vos services distingués et par votre mariage » avec une dame de l'Amérique méridionale. » Quand je me suis servi du mot d'étranger, » je ne vous avais nullement en vue. Cepen- » dant, » ajouta-t-il, d'un ton plus passionné. » il existe d'autres étrangers ambitieux qui » désirent me supplanter. » Ce fut en vain que je lui représentai, dans les termes les plus forts, qu'il ne courait pas le moindre danger à consentir à la création de cette légion, je ne pus changer sa résolution. L'amiral Brion essaya, après moi, de lui persuader que cette mesure lui serait, à lui Bolivar, personnellement très avantageuse; il ne réussit pas plus que moi.

Je m'aperçus facilement que, dès le jour où j'avais exprimé le désir de commander la

légion étrangère, Bolivar n'était plus le même à mon égard; il ne me parlait plus avec la même confiance, avec la même franchise, en admettant toutefois qu'il fût susceptible de franchise; ce dont j'ai beaucoup de raisons de douter. D'ailleurs, plusieurs officiers supérieurs, tels que Soublette, Pedro Leon Torres, le lieutenant-colonel Anzoatigui, le major Fernando Galindo, qui, croyant avoir des griefs contre moi parce que je ne m'étais pas relâché des lois de la discipline à leur égard, avaient formé une ligue et s'efforçaient de faire naître contre moi des soupçons dans l'esprit faible et jaloux du général Bolivar. A toutes ces raisons venait se joindre l'état de ma santé altérée par les privations et les fatigues. Je résolus alors d'écrire au général une lettre dans laquelle je le priais de me permettre de me retirer du service, mon intention étant de me réunir à ma famille, aux Cayes.

Le général laissa passer quatre jours sans me répondre, et pendant cet espace de temps, il m'envoya différentes personnes, telles que l'amiral Brion, l'intendant Zea, son aide-de-camp

Chamberlain, qui m'était très attaché, pour me faire de fortes représentations tendant à me persuader de révoquer ma lettre. A leurs sollicitations se joignirent celle de l'adjudant-général, Jose Martinez, de mes officiers d'état-major et de mes aides-de-camp et de beaucoup d'étrangers; le tout inutilement. Quand Bolivar fut bien convaincu que rien ne pouvait changer ma résolution, il m'envoya mon congé dans les termes les plus honorables et les plus flatteurs. Il l'avait écrit de sa propre main. Il me disait entr'autres choses, qu'il m'accordait ma demande à regret, mais que l'état de ma santé était une raison à laquelle il devait sacrifier toute espèce d'intérêt personnel.

Cependant, comme je ne trouvais pas immédiatement un vaisseau qui fît voile pour Saint Thomas ou les Cayes, je fus obligé de rester à Carupano. Deux jours après que Bolivar eut accepté ma démission, il s'aperçut que sa situation était critique, ainsi que je l'en avais prévenu long-temps avant, et il ordonna d'évacuer Carupano, et de s'embarquer dans la nuit. J'étais venu, ce soir-là, rendre visite à l'amiral Brion. Le général Bolivar

entra, quelque temps après moi. Aussitôt que je le vis, je me levai pour aller lui donner la main, comme à l'ordinaire; mais Bolivar dit, en colère, qu'il ne voulait pas donner sa main à un homme qui méritait d'être fusillé, à l'instant même. Après ces paroles, il quitta brusquement la chambre, sauta sur son cheval, qui l'emporta au galop. Brion répondit à toutes mes questions, que je ne devais tenir compte de ce qu'il avait dit, n'etant plus à son service; il ajouta que Bolivar s'était montré toute la journée de très mauvaise humeur; ce qu'il fallait attribuer à la désertion de Marinno et de Piar, qui l'avaient laissé dans une position très désagréable, et le forçaient ainsi d'évacuer Carupano, où les Espagnols menaçaient de l'attaquer.

Je cherchai Bolivar partout, mais toutes mes recherches furent inutiles. Brion me dit alors qu'il serait plus prudent d'éviter sa présence dans un moment où il ne serait pas maître de sa colère. Tout furieux que j'étais, de me voir traiter ainsi, je me laissai persuader par Brion de me rendre à bord d'un de ses vaisseaux, *la Diane*, où le capitaine et les

officiers me firent la plus grâcieuse réception. Ce fut là que j'écrivis au général Bolivar une lettre dans laquelle je lui demandais l'explication de son étrange conduite à mon égard, et où je lui déclarais que, bien que je ne fusse plus sous ses ordres, je ne m'en soumettais pas moins à être traduit devant une cour martiale; que je resterais à bord de *la Diane*, jusqu'à ce qu'on eût fait l'enquête la plus sévère sur ma conduite. Je donnai cette lettre, le lendemain matin, à M. Ballot, qui se chargeait de la remettre lui-même, au général Bolivar. M. Ballot s'acquitta de sa commission, mais je ne reçus pas un seul mot de réponse.

Quelques mois après, je me trouvai à Port-au-Prince, où le général Bolivar arriva en fugitif, en septembre 1826, ainsi que je le rapporterai dans le chapitre suivant. Aussitôt que j'appris son arrivée, je dis à mon hôte, M. Wustenfield, allemand d'origine, et riche marchand, et au chargé d'affaires anglais, M. Southerland, que j'étais bien aise d'apprendre l'arrivée du général Bolivar dans un pays où il ne commandait pas, et où je pouvais m'adresser à lui sur le pied de l'égalité.

Je rapportai alors à ces deux messieurs ce qui s'était passé à Carupano, entre le général et moi, et ils approuvèrent ma résolution. Cependant, quelques momens après, il vint des craintes à M. Southerland, qui me pria, dans les termes les plus obligeans, de renoncer à l'idée de lui envoyer un cartel. Le général Bolivar, ajouta-t-il, est très triste et très abattu, et il serait peu généreux à vous de le tourmenter dans la position où il se trouve. Il fut donc réglé entre ces messieurs et moi, que M. Southerland verrait d'abord le général Bolivar, et le préviendrait que j'étais dans l'intention de lui rendre visite; que si le général ne consentait pas à me recevoir je rechercherais toutes les occasions de joindre le général Bolivar partout où je pourrais, excepté pourtant, dans les maisons de MM. Wustenfield et Southerland.

Le lendemain matin, M. Southerland me dit que le général Bolivar serait *bien aise* de me voir. J'avouerai que je fus très surpris d'entendre une réponse si inattendue, et je leur dis, en riant, qu'il ne m'aurait pas envoyé un message si poli à la tête de ses

troupes. M. Southerland me dit ensuite que quand le général Bolivar avait appris que j'étais à Port-au-Prince, il avait changé de couleur et avait dit, tout d'abord, qu'il ne voulait pas me voir; mais, sur l'observation de M. Southerland, que je n'avais l'intention ni de l'insulter, ni de le provoquer, il finit par dire à M. Southerland qu'il me recevrait avec plaisir.

Aussitôt que j'eus connaissance de cette réponse, je montai sur-le-champ chez le général que je trouvai avec son aide-de-camp, le docteur Perez, qui était alors lieutenant-colonel et qui est maintenant général et son secrétaire-général au Pérou. Aussitôt que je fus entré, Bolivar quitta Perez et, s'avançant vers moi avec précipitation, il m'embrassa avec toutes les démonstrations d'une satisfaction non équivoque, et son exclamation ordinaire: « Ah! vous voilà, mon cher ami, je » suis très content de vous voir. » Il me prit par le bras et je m'assis avec lui sur un sofa. Après m'avoir salué, M. Perez se retira. J'étais, je l'avoue, très confus d'une si singulière réception, et je pouvais à peine croire que Bo-

livar à Carupano et Bolivar à Port-au-Prince fussent le même homme. « J'ai insisté pour » vous voir, lui dis-je très sérieusement, » parce que j'ai à cœur que vous me donniez » une réponse définitive relativement à votre » étrange conduite à mon égard à Carupano. » Qui a pu vous engager à agir d'une manière » aussi indécente? » Il vit clairement que je m'échauffais en parlant, et me prenant la main, il me dit : « C'est à Brion qu'il faut » vous en prendre, car c'est lui qui m'assura » que vous complotiez contre moi pour mettre » l'amiral Brion à ma place. » En entendant ces paroles, je me levai brusquement et lui dis, d'un air de mépris, que je ne pourrais jamais croire que Brion, dont les relations avec moi avaient toujours été amicales, eût pu lui rapporter une calomnie aussi ridicule, et que d'ailleurs les nombreuses marques d'attachement que je lui avais données, personnellement à lui Bolivar, auraient dû suffire pour l'empêcher de prêter l'oreille à des insinuations aussi absurdes. « Mais, ajoutai-je, en » admettant que Brion vous eût débité d'aussi » choquantes invraisemblances, ne pouviez-

» vous me confronter avec l'amiral qui était pré-
» sent, et dans la maison duquel nous étions
» ensemble? Et si j'avais eu les intentions
» coupables qu'il m'avait prêtées, comment
» aurais-je été assez dépourvu de bon sens pour
» perdre mon autorité militaire en me retirant
» du service? » Toutes ces raisons ayant enfin démontré à Bolivar l'absurdité de cette accusation, il m'avoua qu'elle ne venait pas de Brion, mais de quelque autre personne dont il ne voulut pas me dire le nom. « Il est vrai, me dit-il ensuite, que vous m'avez toujours
» donné des preuves d'une amitié sincère, que
» vous m'avez toujours parlé avec franchise,
» que vous vous êtes conduit, pendant toute
» la durée de votre service, en vieux soldat et
» en homme d'honneur; tout cela est très
» vrai, et j'aurais dû réfléchir davantage avant
» d'agir comme je l'ai fait; mais, mon cher
» ami, ne pensez plus à mes torts; vous savez
» que nous ne sommes pas parfaits. » Et en disant ces mots, il me donna la main en signe de réconciliation. Cette explication fait honneur au général Bolivar, si, comme je le suppose, elle fut sincère. J'aurais eu mauvaise

grâce de ne pas m'en contenter. Il me fit ensuite un grand nombre de questions relatives à mes affaires particulières, que je ne répèterai pas ici. Nous nous quittâmes donc bons amis. Je ne tardai pas à me rendre aux Cayes, et lui, quelques mois plus tard, retourna sur le continent de l'Amérique.

FIN DU PREMIER VOLUME.





